

Les pays scandinaves et l'identité européenne

Guillaume Guitard-Lortie

Thèse de maîtrise présentée
à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université d'Ottawa
dans le cadre du programme de maîtrise en science politique
pour l'obtention du grade M.A. Science Politique

École d'études politiques
Université d'Ottawa
10 novembre 2011

Résumé

Le Danemark, la Norvège et la Suède sont négligés dans l'étude de l'identité européenne et de la multiplicité identitaire. Cette région est marquée par une complexité identitaire en raison de la présence d'identités locale, régionale, nationale et de deux identités supranationales, la Scandinave et l'Européenne. Cette complexité soulève certaines questions. Les identités nationale et supranationale sont-elles compatibles et complémentaires? Quelle est l'intensité de ces identités? Quelle est la relation entre les identités scandinave et européenne? Pour répondre à ces questions, nous effectuons une recension de la littérature qui est complétée d'une analyse de divers sondages. Aussi, deux typologies tirées de la littérature sont utilisées pour répondre aux questions. En comparant les données obtenues pour chaque pays, nous observons que les écrits tendent à opposer et à polariser les identités en Scandinavie, alors que les données statistiques de sondages les nuancent et montrent qu'elles sont compatibles. Les pays scandinaves ont une identité nationale forte, mais aussi une identité européenne en développement.

Abstract

Denmark, Norway and Sweden have been neglected in the study of European identity and multiple identities. With the presence of local, regional, national and two supranational identities, the Scandinavian and European identities, this region is characterized by a complex set of identities that need to be studied. A number of questions come up regarding this situation. Are national and supranational identities compatible and complementary? What is the intensity or strength of these identities? What is the relationship between the Scandinavian and European identities? To answer these questions, we proceed by doing a review of the literature, followed by a survey analysis. We also use two typologies drawn from works on identity to answer these questions. By comparing data for each country, we were able to observe that the literature tends to oppose identities and view them as mutually exclusive, whereas surveys moderate these conclusions and show that national and supranational identities are complementary. National identities are strong in Scandinavia, but European identity progressing.

Table des matières

Introduction: Pourquoi étudier les pays scandinaves?	- 1 -
Chapitre 1: Concepts, théories et méthodologie	- 4 -
1.1 La notion d'identité.....	- 4 -
<i>L'identité nationale et le nationalisme</i>	- 6 -
<i>Les identités duales</i>	- 11 -
<i>Les identités multiples</i>	- 16 -
1.2 Méthodologie.....	- 20 -
<i>Description des sondages utilisés</i>	- 20 -
<i>Eurobaromètre</i>	- 21 -
<i>World Values Survey</i>	- 22 -
<i>European Values Study</i>	- 23 -
<i>International Social Survey Programme</i>	- 23 -
<i>European Social Survey</i>	- 24 -
<i>Utilité des sondages</i>	- 24 -
<i>Questions de sondage</i>	- 25 -
<i>Conclusion</i>	- 26 -
Chapitre 2: Le Danemark.....	- 28 -
<i>Le nationalisme danois</i>	- 28 -
<i>L'identité européenne au Danemark</i>	- 31 -
<i>Scandinavie et Norden</i>	- 35 -
<i>Le Danemark et l'UE</i>	- 39 -
<i>Conclusion</i>	- 43 -
Chapitre 3: La Norvège	- 45 -
<i>Le nationalisme norvégien</i>	- 45 -
<i>Les identités supranationales</i>	- 49 -
<i>La Norvège et l'UE</i>	- 53 -
<i>Conclusion</i>	- 58 -
Chapitre 4: La Suède	- 60 -
<i>L'identité nationale suédoise</i>	- 60 -
<i>L'identité européenne et l'identité scandinave en Suède</i>	- 64 -
<i>Les élites politiques suédoises et les questions identitaires</i>	- 68 -
<i>Les relations entre la Suède et l'UE</i>	- 73 -
<i>Conclusion</i>	- 75 -
Chapitre 5: Les identités nationales et européenne: une analyse de sondages	- 77 -
<i>L'aspect d'appartenance</i>	- 77 -

<i>L'aspect chauvin</i>	- 83 -
<i>L'aspect civique</i>	- 87 -
<i>L'aspect culturel</i>	- 100 -
<i>Questions directes</i>	- 107 -
<i>Conclusion</i>	- 118 -
Conclusion: La Scandinavie: ce qu'il faut retenir de la question identitaire	- 121 -
<i>Enseignements</i>	- 121 -
<i>Comparaisons entre les écrits et les données de sondages</i>	- 124 -
<i>Retour sur les typologies utilisées</i>	- 126 -
<i>La Scandinavie</i>	- 127 -
<i>La Scandinavie et l'UE: une alternative à l'Europe?</i>	- 131 -
<i>La coopération nordique</i>	- 134 -
<i>Dernier mot</i>	- 135 -
Bibliographie.....	- 137 -

Introduction

Pourquoi étudier les pays scandinaves?

Depuis le début de l'intégration européenne, dans les années 1950, la question de la relation entre les identités nationales et européenne ne cesse d'interpeller les chercheurs (Ichijo & Spohn, 2005: 2). La pertinence du sujet ne fait aucun doute. Par contre, les débats sur cette relation sont variés et aucune conclusion ne semble en mesure de faire consensus en raison des grandes différences au sein de l'Europe.

Deux hypothèses opposées ont été formulées au sujet de la relation entre les identités nationale et supranationale en Europe. La première suppose qu'il est plus probable pour les individus ayant une faible identité nationale de s'identifier à l'Europe. La seconde suggère plutôt l'existence d'une compatibilité et d'une complémentarité entre les identités nationale et supranationale. Ainsi, une forte identité nationale n'exclut pas une identification à l'Europe (Bruter, 2004: 202). Pendant longtemps, la littérature a tenu pour acquis que la situation identitaire en Europe en est une de compétition et de lutte constante entre les identités nationales et européenne. Ainsi, l'hypothèse de l'incompatibilité et de l'exclusivité entre les identités a été très populaire, jusqu'à ce que de nouvelles études, dans les années 1990, montrent que les identités nationales fortes de la France et de l'Allemagne étaient compatibles et complémentaires avec l'identité européenne. Depuis, l'hypothèse de la compatibilité des identités nationale et supranationale pour les pays d'Europe de l'Ouest a gagné en crédibilité. Or, dans ces analyses, la question scandinave a été négligée.

Cette étude tentera de déterminer laquelle des deux hypothèses susmentionnées s'appliquent le mieux aux pays scandinaves. Ainsi, la présente thèse étudiera trois pays d'Europe du Nord ou de la Scandinavie, soit le Danemark, la Norvège et la Suède¹. Ce choix est justifié par le fait que les trois pays ont des caractéristiques semblables. Ils sont des petits pays (moins de 10 millions d'habitants), les trois ont des langues et des monnaies nationales distinctes, des monarchies constitutionnelles et des démocraties stables, malgré une succession de gouvernements minoritaires ou de coalitions. De plus, ce ne sont pas des pays communément étudiés dans les questions identitaires. Finalement, le Danemark est membre de l'UE depuis 1973, la Suède depuis 1995 et la Norvège n'est pas membre. Les trois pays sont aussi considérés comme étant eurosceptiques et possédant une culture, une religion et une histoire communes. Notre étude permettra de vérifier si l'hypothèse de la compatibilité des identités nationale et supranationale, qui semble être acceptée par les chercheurs pour l'Europe de l'Ouest, est généralisable à la Scandinavie. Notons que cette étude ne tiendra pas compte des Samis, le peuple autochtone

¹ Certaines définitions larges de la Scandinavie incluent la Finlande, l'Islande, les Îles Féroé et les Îles Åland. Cette étude utilisera la définition la plus populaire de la Scandinavie, qui est plus restrictive et qui se limite aux trois pays nordiques majeurs, soit le Danemark, la Norvège et la Suède (Østergard, 2006: 293 ; Robert, 2004: 465).

présent dans le nord de la Norvège, de la Suède et de la Finlande. Cela étant dit, l'intensité des identités nationales en Scandinavie est-elle plus grande que celle de l'identité européenne? Les identités nationales en Scandinavie sont-elles compatibles et complémentaires avec les identités supranationales scandinave et européenne? Quelle est la relation entre ces deux identités supranationales?

Nous avons formulé trois hypothèses afin de répondre de façon provisoire à ces questions. D'abord, nous soutiendrons que l'intensité des Scandinaves envers leurs identités nationales est plus grande qu'envers l'identité européenne. Comme les identités nationales sont plus concrètes et tangibles, mais aussi plus anciennes que l'identité européenne, il nous paraît raisonnable de supputer qu'elles ont une plus grande intensité. Ensuite, nous faisons l'hypothèse que la complémentarité des identités nationale et supranationale s'applique aussi en Scandinavie. Étant donné qu'elle a gagné en crédibilité pour l'Europe de l'Ouest, il est justifié de considérer qu'elle pourrait s'appliquer également à la Scandinavie. L'hypothèse est encore plus justifiée dans le cas de l'identité scandinave, en raison de la grande similarité qui est attribuée aux pays de cette région. Finalement, pour ce qui est de la relation entre les identités supranationales scandinave et européenne, nous postulons que celle-ci sera conflictuelle en raison du peu de cas de figure de deux identités supranationales qui coexistent. Comme la situation est inhabituelle, il est possible que celle-ci génère plus de tensions au plan identitaire.

Il n'est pas question de déterminer si l'identité européenne existe ou non. L'étude considère que l'identité européenne persiste et que son intensité est mesurable. L'étude analysera plutôt la relation entre les identités nationales des pays scandinaves et les identités supranationales scandinave et européenne. L'existence d'une seconde identité supranationale, la scandinave, est un autre élément qui rend la situation identitaire de ces trois pays intéressante. Nous tenterons de mesurer l'influence de cette identité sur les identités nationales et européenne.

Cette étude veut combler un déficit dans les recherches sur la relation entre le nationalisme et l'identité européenne, ainsi que sur la dualité et la multiplicité identitaire. Jusqu'à présent, ces recherches ont surtout porté sur la situation en Allemagne, en France, et au Royaume-Uni pour ce qui est de la relation entre les identités nationale et européenne. Quant à elles, les recherches sur la dualité et la multiplicité identitaires mettent surtout l'accent sur les identités subnationales en Espagne, en Belgique, au Royaume-Uni et au Canada. Ainsi, la Scandinavie est fortement ignorée dans les écrits sur la supranationalité et la multiplicité identitaire, de sorte que plusieurs hypothèses, théories et typologies sont encore à tester. Cette thèse accomplira essentiellement deux tâches. La première sera d'effectuer une recension des écrits théoriques sur les enjeux identitaires et le nationalisme et d'en évaluer la pertinence pour l'étude des identités scandinaves. Cet exercice permettra d'établir un cadre d'analyse pour l'étude des identités en Scandinavie. La seconde tâche sera de procéder à une synthèse des données empiriques statistiques que nous mettrons en relation avec le débat d'idées. Cette méthode permettra de voir les liens et les écarts qui existent entre la

théorie et les perceptions des individus observées dans les sondages. Nous pourrions ainsi voir s'il existe des écarts entre les écrits et les données statistiques.

L'analyse de sondages est au aussi cœur de cette recherche. Cette analyse quantitative servira à évaluer la pénétration des identités nationale et européenne dans l'opinion publique scandinave. C'est à partir de ces données qu'il sera possible de tirer des conclusions sur la relation entre les identités nationales et supranationales dans les trois pays.

La thèse sera divisée en six chapitres. Le premier chapitre étudiera les principaux concepts et théories qui guident notre travail, soit les notions d'identité, de nation, de nationalisme, de dualité et de multiplicité identitaires. Il présentera aussi les typologies que nous utiliserons pour analyser la situation identitaire en Scandinavie. Il exposera également la méthodologie utilisée dans cette thèse. Le deuxième chapitre consistera en une revue des écrits sur les identités nationale, scandinave et européenne au Danemark. Il sera également question de la relation que le pays étudié entretient avec ses voisins scandinaves et avec le reste de l'UE. À partir des éléments présents dans les écrits, quelques conclusions seront tirées sur la relation entre les identités nationales et supranationales dans le débat d'idées au Danemark. Le troisième et le quatrième chapitres suivront le même modèle mais porteront sur la Norvège et la Suède, respectivement. Le cinquième chapitre procédera à l'étude des sondages d'opinion publique sur les identités nationale et européenne pour les trois pays susmentionnés. Enfin, le sixième chapitre servira de conclusion à la thèse. Il fera un retour sur les différences et les ressemblances entre les trois pays, sur l'utilité des typologies et sur la question des écarts entre les écrits et les données des sondages.

Chapitre 1

Concepts, théories et méthodologie

Cette thèse porte sur les questions identitaires, notamment les identités nationales, multiples, supranationales. Ces sujets sont vastes. Le présent chapitre dressera un tableau des principales théories existantes sur ces thèmes. Il permettra de préciser les principaux concepts qui seront utilisés dans le cadre de notre étude.

1.1 La notion d'identité

Afin de comprendre le phénomène des identités duales, il faut d'abord définir la notion d'identité. Notons qu'un certain nombre d'auteurs mettent en doute la pertinence du concept en raison de son caractère polysémique, de ses multiples interprétations ou, comme le souligne Brubaker, parce que l'identité « a tendance à signifier trop (quand on l'entend au sens fort), trop peu (quand on l'entend au sens faible), ou à ne rien signifier du tout (à cause de son ambiguïté intrinsèque) (Brubaker, 2001 :66 ; Baudry & Juchs, 2006 :157). » Malgré ces propos, nous soutiendrons que le concept d'identité demeure nécessaire à l'analyse de la formation et de l'évolution des groupes sociaux. La notion d'identité, malgré son ambiguïté, permet de concevoir la place d'un individu à l'intérieur d'un groupe social ou à l'intérieur de la société dans son ensemble (Baudry & Juchs, 2006 :166). En effet, elle met en évidence la relation entre les individus et leur collectivité, entre les personnes et les groupes et entre le citoyen et l'État (Pfetsch, 1998 :89). Parmi les diverses définitions existantes², celle qui répond le mieux à l'objectif de notre recherche a été suggérée par Brubaker : « L'identité dénote une similitude fondamentale et conséquente entre les membres d'un groupe. Celle-ci peut être entendue objectivement (comme une similitude en soi) ou subjectivement (comme une similitude ressentie ou perçue). Cette similitude est censée se manifester dans la solidarité, dans des inclinations ou une conscience commune ou dans l'action collective (Brubaker, 2001 :71). » Nous pouvons ajouter que la similitude ressentie entre les individus produit un engagement envers l'intérêt public, donnant un caractère politique à l'identité. De plus, l'identité est accompagnée d'un processus de différenciation et de délimitation entre ceux qui font partis du groupe identitaire (le « nous ») et ceux qui en sont exclus (« eux » ou « l'Autre »), de sorte que les différences à l'intérieur du groupe sont atténuées et celles avec les autres groupes identitaires sont exagérées (Karolewski, 2006: 25; Pedersen, 2008: 99). Comme le dit Johannessen, « *to imagine "our" community is impossible unless we can imagine "them" from whom "we" are distinct. There can be no "us" without a "them"* » (Johannessen, 2001: 58). » Or, cette vision de l'identité ne reconnaît pas les identités multiples. Comme l'explique Shore, l'imposition de limites rigides aux groupes identitaires est

² Brubaker (2001) identifie les diverses définitions de l'identité qui existent dans les écrits en sciences sociales. La définition que nous utilisons dans cette thèse a été puisée dans les écrits sur les mouvements sociaux, sur le genre et sur la race, l'appartenance ethnique et le nationalisme.

problématique (Shore, 2000: 63). Une identité collective doit aussi être ouverte au changement et à la redéfinition, le processus identitaire n'est jamais complet (Karolewski & Kaina, 2006: 301).

Ces précisions étant apportées, les écrits révèlent trois conceptions de l'identité collective: une constructiviste, une essentialiste et une socio-historico-politique (tableau 1).

Tableau 1 – Les conceptions théoriques de l'identité collective

Conception	Description
Constructiviste	Les communautés et les identités sont construites et fluides, c'est-à-dire en changement constant. Dans le cas des identités multiples, leur forme et leur contenu sont continuellement renégociés
Essentialiste	L'identité est statique, finie et liée à une communauté ethno-linguistique. Une personne est définie par son essence. Cette dernière détermine la position socio-politique de la personne par rapport aux gens qui l'entourent
Socio-historico-politique	Les identités collectives ne sont pas naturelles, mais sont le résultat d'un long processus de construction. Une fois construite, ces identités contiennent un poids émotif qui est difficile à effacer. En raison de cet attachement émotif, les identités acquièrent une permanence qui fait en sorte que lorsque de nouvelles sont acquises, elles s'additionnent aux anciennes au lieu de les remplacer, ce qui peut donner lieu à des identités multiples

Source: Grillo, 2007: 75

Nous utiliserons les conceptions constructiviste et socio-historico-politique afin de mieux faire valoir l'idée selon laquelle l'identité est une construction sociale. Comme l'expliquent les auteurs, celle-ci se construit à partir de critères objectifs, tels que l'origine commune, la langue, la religion, le territoire, la psychologie collective, les institutions et de critères subjectifs, tels qu'un sentiment d'appartenance, une perception de similitude ou une identification à une collectivité (Pfetsch, 1998 :106 ; Luque, 2002 :63 ; Fuss, 2006: 213 ; Karolewski, 2010: 45). La construction de l'identité collective est favorisée par la présence de symboles tels que le drapeau ou l'hymne national que les individus intègrent à leur vie (Kolsto, 2006 :676). Knudsen insiste sur le fait qu'une fois l'identité nationale établie, un processus d'exclusion³ s'enclenchera, puisque les individus chercheront à établir des balises pour appartenir à l'identité nationale ou non à partir des critères ayant construit l'identité (Knudsen.1997 :224). Pour avoir un sentiment d'appartenance à un groupe identitaire, les individus doivent inévitablement s'associer au « nous » et se distinguer des « autres ». Les « autres » jouent un rôle important dans la préservation et le fonctionnement de l'identité. En établissant les caractéristiques des « autres », les membres d'une communauté définissent qui ils sont et qui ils ne sont pas (Johannessen, 2001: 154). Une identité collective implique la création de frontière permettant de délimiter le groupe identitaire. Les identités collectives intègrent et divisent les individus simultanément (Citrin & Sides, 2004: 165). Généralement, le processus d'exclusion utilise des éléments communs retrouvés dans un contexte socio-historique de sorte que l'héritage historique et la réalité socio-économique jouent un rôle important dans ce processus. « l'Autre » est ainsi défini comme un élément externe au contexte socio-historique de la communauté (Karolewski, 2010: 55).

³ Processus appelé « Othering » dans les écrits sur l'identité.

La relation entre les individus et leur groupe d'appartenance donne lieu à des stratégies identitaires afin que ceux-ci puissent s'affirmer devant les autres acteurs sociaux. C'est en étudiant les stratégies identitaires que l'on peut déduire l'existence d'une identité et que l'on peut vérifier la permanence des identités (Baudry & Juchs, 2006 :166). Ces identités politiques sont généralement conçues en référence aux frontières et aux politiques territoriales et à l'attachement des citoyens à leur ville, leur région, leur nation, voire même leur continent. Bruter rappelle que ces attachements affectent les attitudes des citoyens et leurs comportements politiques (Bruter, 2005 :27). Il explique aussi que l'identité peut prendre deux dimensions: civique et culturelle. L'identité civique⁴ donne lieu à une identification au système politique, à l'État et au contexte institutionnel qui définissent les droits, les obligations et les libertés des individus et qui gèrent la vie politique de la communauté (Bruter, 2004: 190). L'identité culturelle insiste sur l'identification à la nation – certains mentionnent aussi l'Europe – comme une communauté humaine partageant une ethnie, une culture, une histoire et des valeurs communes (Bruter, 2003 :1167 ; Bruter, 2004: 188). Toutes les nations contiennent des éléments civiques et culturels, cependant une des dimensions est souvent dominante (Johannessen, 2001: 156).

Les communautés politiques tirent leur identité collective principalement d'une histoire commune et d'une mémoire collective ainsi que par la communication et la coopération des individus composant cette communauté sur la sphère publique (Karolewski, 2006: 23). Selon Karolewski, cette identité qui est tirée d'antécédents politiques, d'une histoire et d'une mémoire collective est la plus forte des identités que peut avoir un individu. Cependant, si nous prenons l'exemple d'un pays composé de plusieurs nationalités, et surtout si ses membres parlent différentes langues, il devient souvent difficile de forger une opinion publique commune (Karolewski, 2006: 24). Selon Karolewski, l'identité collective présuppose que les membres d'une communauté se reconnaissent mutuellement comme membres de leur groupe identitaire et que cette reconnaissance crée un attachement à ce dernier. Cet attachement influence les actions des individus puisqu'il engendre de la loyauté et de la solidarité envers le groupe (Karolewski, 2007: 13). Karolewski explique que « *solidarity entails value redistribution within the group, thus requiring active measures of individuals vis-à-vis other group members, while group loyalty favours passive measures of refraining from harmful or undesirable measures toward other group members* », et affirme que la loyauté est un élément de base de l'identité alors que la solidarité requiert une identité forte (Karolewski, 2007: 13). Il faut comprendre que l'identité est un phénomène gradué, de sorte que deux personnes peuvent ressentir la même identité collective avec différents degrés d'intensité (Karolewski & Kaina, 2006: 300).

L'identité nationale et le nationalisme

Pour définir l'identité nationale il est important de présenter d'autres concepts de bases comme le nationalisme, la nation et l'État-nation. Selon Anthony Smith, le nationalisme est un

⁴ Pour l'identité européenne, l'identité civique est conçue comme l'identification à l'UE.

mouvement idéologique visant l'auto-détermination et l'indépendance d'un groupe que certains considèrent comme une nation (Smith, 1998: 188). La définition du nationalisme peut être élargie pour comprendre toutes les habitudes et les pratiques qui permettent à la nation de se reproduire, c'est une idéologie qui réfère à l'identité politique, culturelle et territoriale de la nation (Karolewski, 2007: 12). En tant qu'idéologie, le nationalisme offre une vision du monde qui divise les peuples en diverses nations culturellement distinctes et qui naturalise l'attachement de ces peuples à leur nation (Dunkerley et al., 2002: 46).

Theodor Schieder a catégorisé le nationalisme en Europe en quatre types, selon la construction de l'État nation (tableau 2).

Tableau 2 – Les quatre types de nationalisme en Europe

Type de nationalisme	Description
Nationalisme mené par l'État	La formation de l'État précède la construction de l'identité nationale, tel qu'en France et en Angleterre. Pour Schöpflin, ce type de nationalisme crée une forte culture civique capable d'unir différents groupes ethniques au sein d'un territoire commun
Nationalisme unifié	La construction de la nation conduit à la formation de l'État-nation tel qu'en Italie et en Allemagne
Nationalisme séparatiste	La construction de la nation mène à la séparation de la communauté d'un État dominant, tel qu'en Pologne et en Hongrie. Dans cette forme, un mouvement ethnique séparatiste réussit à se sortir d'une subordination politique en établissant une unité économique et des droits légaux à ses membres. Les identités nationales qui relèvent de ce type de nationalisme sont généralement plus intenses et plus repliées sur elles-mêmes
Nationalisme impérial	La nation prend forme à l'intérieur d'un Empire traditionnel et transforme celui-ci en État-nation, tel que la Russie

Sources: Dunkerley et al., 2002: 47, Johannessen, 2001: 50, Ichijo & Spohn, 2005: 8

Ensuite, Smith définit la nation comme étant « *a group of people possessing common and distinctive elements of culture, a unified economic system, citizenship rights for all members, a sentiment of solidarity arising out of common experiences, and occupying common territory* (Smith, 1998: 1988) ». Cette définition est assez précise et représente avant tout les nations qui sont rattachées à un État. La nation peut aussi prendre une définition bien plus large en représentant simplement une population humaine qui est perçue comme partageant une culture et une histoire commune. Les auteurs caractérisent toutefois l'approche de Smith d'essentialiste puisque celui-ci considère que les identités ethniques pré-modernes sont essentielles à la compréhension de l'émergence des nations en Europe (Johannessen, 2001: 49). David Miller affirme qu'il existe cinq composantes objectives pour définir la nation, soit les croyances communes, la continuité historique, les activités conjointes, l'attachement à un territoire particulier et une culture publique commune démarquant la nation des autres communautés (cité dans Pedersen, 2008: 75). Quant à lui, Ernest Gellner conçoit les nations comme des entités nouvelles et construites. Selon lui, l'industrialisation a créé le nationalisme qui a son tour a créé les nations. Le nationalisme élimine les différences entre les gens et crée une unité et une solidarité au sein de la nation (Johannessen, 2001: 46). Selon Gellner, une culture nationale homogène facilite la mobilité

et la communication entre les individus. Lorsque les gens appartiennent à une même culture, ils possèdent le même cadre référentiel ce qui leur permet de se comprendre et de vivre en société (Johannessen, 2001: 130). Pour Benedict Anderson, la nation est une communauté politique imaginée souveraine. Le concept de communautés imaginées donne beaucoup d'importance à la culture, à la langue et à l'histoire dans le processus de formation de l'identité nationale. Le lien qui existe entre les membres de la communauté nationale crée une solidarité et une loyauté au sein du groupe (Zolkos, 2007: 136). La communauté est imaginée parce que la majorité des membres ne se connaissent pas et n'interagissent pas, mais ils sont tout de même capable de s'imaginer comme membres d'une même communauté (Johannessen, 2001: 53). Même s'ils ne connaissent pas personnellement les autres membres de la nation, les nationaux partagent une confiance basée sur la croyance qu'une similitude les unit (Dunkerley et al., 2002: 122). En nous appuyant sur les idées de Gellner et Anderson, nous concevons les nations en tant que communautés imaginées. Les identités nationales sont construites et fluides et elles sont constamment redéfinies par les traditions, les mythes et les coutumes nationales. Cette fluidité permet, par exemple, une redéfinition des critères d'appartenance à la communauté nationale ou un changement de l'intensité de l'identité nationale. Une identité nationale avec un caractère ethnique peut devenir civique ou l'inverse. Cependant, même si elles sont imaginées, les identités nationales ont une portée socio-politique bien réelle (Robyn, 2005: 14).

Enfin, nous définissons l'État-nation comme une communauté socio-territoriale qui s'autogouverne et dans laquelle le rôle de l'État est de représenter les intérêts de la communauté nationale. En d'autres mots, l'État-nation est une communauté politique délimitée par un territoire défini dans laquelle les habitants se définissent comme appartenant à une même nation et où l'État-nation a la responsabilité d'assurer la sécurité de ses citoyens à l'intérieur des frontières nationales (Dunkerley et al., 2002: 24). L'État-nation ne fait pas seulement référence à l'espace physique occupé sur un territoire et aux institutions de gouvernance, mais il réfère aussi à toutes les pratiques culturelles et sociales qui promeuvent l'identité nationale (Dunkerley et al., 2002: 25).

Pour comprendre la perception qu'un peuple a de sa nation, il est important de comprendre son histoire. Toutes les nations sont en constantes reconstruction, et le passé d'une nation influence grandement sa reconstruction (Johannessen, 2001: 7). Johannessen a suggéré d'opérationnaliser l'identité nationale au sein d'un État-nation selon quatre dimensions: les aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturel (tableau 3).

Tableau 3 – Typologie des aspects constitutifs de l'identité de Johannessen

Aspects de l'identité	Description
Appartenance	Cet aspect implique l'établissement de certains critères qu'une personne doit remplir pour être reconnu comme un membre complet de la communauté nationale. Quelques exemples de critères sont la naissance sur le territoire nationale, la connaissance de la langue nationale et le respect des lois et des institutions nationales
Chauvin	Cet aspect implique une forte dévotion nationale qui place la nation de l'individu au-dessus des autres nations. Lorsque comparée avec d'autres

	nations, un individu avec une identité chauvine perçoit sa nation comme étant supérieure aux autres
Civique	Cet aspect fait référence à la fierté des individus envers leurs institutions nationales, telles que la démocratie nationale, le système de sécurité sociale, le Parlement et l'armée. Ces institutions constituent l'État, et dans les pays scandinaves, l'État est intrinsèquement lié à la nation. Ainsi, le degré de fierté d'une population envers les institutions nationales et leur participation politique font inévitablement parti de l'identité nationale
Culturel	Cet aspect fait référence à la fierté envers les institutions culturelles nationales, envers la culture nationale et l'histoire nationale

Source: Johannessen, 2001: 11-12

Les diverses allégeances nationales qui existent en Europe ont été en parties construites grâce à des campagnes d'éducation qui mettaient l'accent sur l'apprentissage de la langue et de la culture nationale. Grâce à ces campagnes, les Européens en sont venus à accepter l'idée d'un attachement exclusif aux institutions politiques nationales (Robyn, 2005: 5). Robyn explique que les identités nationales en Europe sont trop fortes pour qu'une identité européenne se construise, notamment parce que l'imaginaire national implique un attachement émotionnel très fort que la culture globale européenne n'arrive pas à produire (Robyn, 2005: 6). Selon Hofstede, ceci est dû au fait que les Européens sont naturellement divisés par leur histoire: « *countries have remained separated precisely because there existed fundamental differences in thinking and feeling between them* (cité dans Robyn, 2005: 7). » Pour Miller également, la continuité historique est indispensable pour la nation (cité dans Pedersen, 2008: 96). Cette histoire est transmise grâce à l'une des conditions centrales du nationalisme, la langue nationale. La création et le maintien de la nation et de l'identité nationale sont impossibles sans la langue commune. La langue socialise les membres de la communauté dans la culture nationale, ce qui permet à l'identité nationale d'être au cœur de l'identité des individus (Johannessen, 2001: 62). Notons toutefois que le degré d'identification à la nation varie d'un individu à l'autre. Il peut aller d'une identification passive aux symboles centraux de la nation jusqu'à un appui actif et une reproduction de la culture et du mode de vie national (Pedersen, 2008: 97).

L'identité nationale donne aux citoyens la confiance et la motivation de participer aux affaires publiques. En s'identifiant à sa communauté, un individu devient un ambassadeur de la volonté collective. Ainsi, même si l'identité nationale est construite et contextuelle, elle a un caractère permanent qui la rend difficile à remplacer. L'identité nationale est devenue dominante parce qu'elle a été associée à un agent de construction identitaire très puissant, l'État, ce qui fait qu'elle est l'identité la plus institutionnalisée que peut avoir un individu (Karolewski, 2010: 34). L'État institutionnalise l'identité nationale principalement avec la citoyenneté et tant que l'État-nation demeure l'organisation politique à laquelle la citoyenneté est liée, elle restera l'identité première des individus (Karolewski, 2010: 35). Selon une perspective nationaliste, l'identité nationale ne peut pas être remplacée à l'échelle supranationale puisque même s'il existe des

identités collectives à une échelle supérieure à l'État-nation, elles n'auront jamais sa durabilité et sa persistance. Une identité supranationale qui détiendrait une force et une durabilité similaire à une identité nationale serait passée par le même processus de construction qu'une identité nationale à l'intérieur de l'État-nation. Si tel était le cas, l'entité supranationale émergente deviendrait un nouvel État-nation et la nouvelle identité liée à cette entité viendrait remplacer les vieilles identités nationales (Karolewski, 2010: 37).

Comme nous l'avons vu avec l'aspect culturel, l'identité nationale est positivement liée à la culture. Les nations ne sont pas seulement imaginées, elles sont aussi incarnées dans les institutions sociales, allant du système d'éducation au gouvernement, dans les arts et dans la culture populaire (Dunkerley et al., 2002: 44). Ainsi, une des voies principales par laquelle l'identité nationale est formée est par le partage d'éléments culturels, tels que la télévision, les journaux, les livres, les films et la musique. Bien que ces éléments de culture populaire soient du divertissement, ils contiennent aussi des images de la communauté et de l'idéal national (Fligstein, 2008: 192).

Comme l'attachement à la nation n'est pas naturel, les gens doivent apprendre à se sentir comme faisant partie de la nation. Les gens sont socialisés dans leur nation. Pour ce faire, il faut convaincre les gens que les nations sont des entités réelles auxquelles on peut s'identifier et il faut encourager cette identification (Dunkerley et al., 2002: 52). Calhoun affirme que les cartes qui représentent un monde divisé en plusieurs nations ont joué un rôle important dans le renforcement de la croyance que les nations sont réelles. En plus de la cartographie, les armoiries et les hymnes nationales agissent comme preuve que les nations ne sont pas seulement imaginées (cité dans Dunkerley et al., 2002: 53). L'identité nationale est également représentée consciemment dans la société grâce à des symboles qui permettent à la nation d'être intégrée dans le quotidien des gens. Ces symboles sont par exemple les drapeaux, la monnaie et les pièces d'identité (Johannessen, 2001: 57). Les symboles nationaux entretiennent un attachement à la culture et à l'histoire nationale, mais sont aussi des référents de la relation entre l'identité nationale et la patrie (Dunkerley et al., 2002: 53; Pedersen, 2008: 96).

Un argument récurrent dans les théories sur le nationalisme est que les élites jouent un rôle clé dans la construction de la nation. Les élites forment le noyau administratif de l'État-nation et se présentent comme les défenseurs de l'héritage culturel de la nation. Les élites politiques jouent aussi le rôle d'entrepreneurs identitaires. Ceux-ci cherchent à construire l'identité nationale en faisant la promotion d'un sentiment d'appartenance et du sentiment de partager un passé et un futur commun. Ils réalisent cela en invoquant un sentiment d'unité et d'unicité qui différencient les membres de la nation des étrangers ("*insiders*"/nous en opposition aux "*outsiders*"/eux) et en faisant appel à la nécessité de défendre cette unité qui lie la communauté contre une menace externe réelle ou inventée (Kjaer & Palsbro, 2008: 609). En raison du rôle que jouent les élites, il est aussi important d'étudier leurs attitudes et opinions à l'égard de l'identité nationale et la

construction de l'identité européenne et de ne pas seulement étudier l'opinion des masses. (Pedersen, 2008: 77).

Les identités duales

Le concept de dualité identitaire va à l'encontre de l'idée selon laquelle dans les sociétés contemporaines, il y a une tendance à la « mono-identification » ou à l'identité exclusive (Luque, 2002: 63). La notion de dualité identitaire rejette l'idée selon laquelle l'identité est exclusive puisqu'elle admet qu'il est possible pour les gens de s'identifier à deux niveaux sans qu'il y ait exclusion. La théorie des identités duales, aujourd'hui popularisée sous le nom de « Question Moreno »⁵, a été inventée par Juan Linz au cours des années 1980 pour traiter des questions identitaires en Espagne (Peres, 2007: 515). À partir de ses recherches, Linz a mis en évidence « l'intensité des affiliations non exclusives, et plus précisément l'identité duale » (Peres, 2007: 516). Il a réussi à « dédramatiser les choix identitaires et à réfuter l'antagonisme des affiliations identitaires » (Peres, 2007: 523). La notion de dualité identitaire a été créée afin d'étudier la présence de sentiments d'appartenances ethno-régionalistes au sein d'un État-nation, ou, en d'autres mots, afin d'étudier l'existence d'identités territoriales au sein d'un État (Dupoirier, 2007: 531). Dans son étude, Linz met l'accent sur l'importance des différences linguistiques et affirme que la pluralité linguistique nuit à la construction des identités nationales, particulièrement en Espagne (Peres, 2007: 518). Avec la multiplicité des options présentes dans son questionnaire, Linz cherche à relativiser le choix du répondant en l'inscrivant dans un continuum plutôt que de suggérer l'existence d'un antagonisme ou l'exclusivité des affiliations identitaires (Peres, 2007: 523). Puis, au milieu des années 1980, Luis Moreno reprend les catégories de Linz et les applique au cas écossais. À partir de ce moment, la référence à la dualité identitaire sera associée à la « Question Moreno ».

Grâce à la « Question Moreno », l'on établit que les citoyens des États plurinationaux peuvent se trouver dans une situation de double allégeance identitaire (Lachapelle, 2007: 603). En effet, l'apport de Moreno est d'avoir montré que les allégeances identitaires ne sont pas obligatoirement exclusives, mais peuvent être accumulées et combinées (Dupoirier, 2007: 531). De plus, la « Question Moreno » permet d'enquêter sur les identités duales et leurs conséquences politiques et sociologiques (Cole & Evans, 2007: 571). Moreno pose l'hypothèse de l'existence d'une dualité de sentiments d'appartenances nationales parmi les individus plurinationaux. Lachapelle nous apprend également que l'allégeance unique à un État-nation est une notion dépassée puisque les citoyens ont des identités multiples, c'est-à-dire que les individus ont simultanément des identités nationale, continentale, territoriale et supranationale (Lachapelle,

⁵ À la différence de la Question Moreno, Linz refuse d'utiliser le terme « exclusivement » et refuse d'utiliser une opposition pour définir les extrêmes. Ainsi son questionnaire comprend les choix suivants : Vous sentez vous 1)Espagnol; 2)Plus Espagnol que Basque/Catalan; 3)Autant Espagnol que Basque/Catalan; 4)Plus Basque/Catalan qu'Espagnol; 5)Basque/Catalan. La Question Moreno verrait les choix 1) et 5) sous la forme « Exclusivement Espagnol » et « Exclusivement Basque/Catalan » ou « Espagnol/Pas Basque-Catalan » et « Basque-Catalan/Pas Espagnol ».

2007: 598). Une identité supranationale se définit comme étant un sentiment d'appartenance qui va au-delà de l'identité nationale. De plus, il faut comprendre que la construction des États-nations n'abolit pas automatiquement les anciennes identités et n'empêchent pas de nouvelles identités de se former (Frognier & Baudewyns, 2007: 489).

Moreno ne s'arrête pas seulement à montrer l'existence des identités duales. Il cherche aussi à étudier la manière dont les individus organisent leurs identités nationales. Moreno avance que cette organisation des allégeances peut être hiérarchisée, « soit au bénéfice du niveau stato-national, soit en faveur du niveau natio-régional », ou encore vivent leurs allégeances avec la même intensité (Dupoirier, 2007: 532). Les identités peuvent être vécues avec la même intensité par les individus, mais qu'elles peuvent aussi être ressenties avec divers degrés d'intensité.

Moreno introduit aussi le concept d'ethno-territorialité afin d'expliquer l'ancrage géographique des groupes ethniques et l'existence de frontières entre les peuples. Selon lui, deux peuples séparés par des frontières, mais reliés par des références culturelles conduisent à « une multiplicité d'identités sociopolitiques » (Moreno, 2007: 500). Moreno mentionne l'importance d'une prise de conscience d'une appartenance communautaire et l'existence d'une organisation politique pour la construction d'une identité régionale (Moreno, 2007: 500). Le concept d'identités duales résulterait donc de l'exercice, par les citoyens, de leur fidélité institutionnelle à deux ordres politiques sans qu'il n'y ait exclusion pour autant (Moreno, 2007: 502).

Wolczuk s'est aussi intéressée au développement des identités duales dans le contexte de l'Europe centrale et de l'Est. Selon elle, ce sont les dynamiques de l'élargissement de l'Union européenne, l'ouverture de l'espace public à la suite de la chute du communisme et les politiques à l'échelle nationale qui sont responsables de l'émergence d'identités régionales (Wolczuk, 2002: 205). Wolczuk considère que la région joue un rôle important dans l'établissement des critères favorisant le développement de la dualité identitaire. Ainsi, certaines conditions sont spécifiques à l'Europe centrale et de l'Est.

Dans un même ordre d'idée, Kim et Jhee expliquent que l'Asie du Nord-Est a aussi ses spécificités pour le développement d'identités duales. Ces auteurs ont cherché à déterminer à quel degré les citoyens de l'Asie du Nord-Est s'identifiaient comme « asiatique » et quels facteurs faisaient la promotion de l'identité régionale (Kim & Jhee, 2008: 159). Les résultats de leur recherche ont montré la nature exclusive de l'identité nationale de cette région puisque les citoyens ayant une forte identité nationale avaient une faible identité asiatique. Pour ajouter au débat sur les spécificités régionales, les auteurs expliquent qu'en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, la corrélation entre les identités nationale et régionale est positive, ce qui est contraire à leurs découvertes en Asie du Nord-Est. De plus, ils constatent que les contacts transnationaux ne permettaient pas le développement automatique d'une identité régionale pour la région qu'ils ont étudiée (Kim & Jhee, 2008, 158). Ce qui constitue un contact transnational et surtout quels types de contact ont le plus d'impact ont été le sujet de plusieurs études précédentes comme le relève ces

auteurs (Kim & Jhee, 2008: 163). Un contact transnational peut être représenté par la présence d'une communication interactive et d'échanges à l'extérieur des limites de la nation. Par exemple, avoir des origines familiales dans un autre pays, parler une langue étrangère, voyager ou vivre dans un autre pays peuvent être considérés comme des contacts transnationaux. Un contact transnational consiste en une relation avec des individus externes à la nation, et comprend également une multitude d'activités internationales (Kim & Jhee, 2008: 162). Les indicateurs qui sont généralement utilisés pour mesurer l'ampleur des contacts transnationaux sont : avoir de la famille dans un pays étranger, avoir des amis dans un pays étranger, avoir voyagé à l'étranger dans les dernières années, regarder fréquemment des émissions télévisées étrangères, communiquer avec des gens à l'étranger par internet ou courriel et être en contact avec des organisations ou des gens dans un autre pays (Kim & Jhee, 2008: 166). Un individu possédant ces caractéristiques serait considéré comme ayant un taux très élevé de contacts transnationaux.

Mis à part la présentation du rôle que peuvent jouer les contacts transnationaux, l'étude de Kim et Jhee nous informe d'une étude publiée par Bruter en 2005. Celui-ci s'est intéressé à la relation entre la nationalité et le développement de l'identité européenne en France, au Pays-Bas et au Royaume-Uni. Son étude a permis de déterminer que les citoyens avec une identité nationale forte avaient plus de facilité à s'identifier à l'Europe (Kim & Jhee, 2008: 161). Bruter a ainsi tenté d'établir la complémentarité des identités, positionnant son étude dans le débat sur la complémentarité ou la compétitivité des identités nationales et supranationales, et venait contredire l'idée conventionnelle qu'une identité nationale forte nuisait à une identité régionale. Pour sa part, Lachapelle indique que les deux hypothèses ne peuvent être confirmées, puisque empiriquement des pays avec des nationalismes forts et faibles développent une identité supranationale, et ce, particulièrement en Europe (Lachapelle, 2007: 606). Le contexte régional peut jouer un rôle important dans les conditions de développement d'une identité régionale, et du même coup d'une dualité identitaire. Or, Ichijo et Spohn affirment que l'emplacement géopolitique, géoculturelle et géoéconomique d'une nation à l'intérieur de la civilisation européenne a un impact notable sur la formation des identités nationale et européenne dans celle-ci. De même, selon Ichijo et Spohn, le timing et la forme de l'inclusion de la nation dans le processus d'intégration européenne contribue à façonner et à transformer la relation entre l'identité nationale et l'identité européenne (Ichijo & Spohn, 2005: 10).

En 2003, Bruter a montré que « *not only are multiple identities compatible for most citizens, but they are also positively correlated* (Bruter, 2003: 1161). » Selon lui, il n'existe pas de tensions entre une identité nationale et une identité européenne puisque plus un citoyen se sent Belge ou Italien, plus il est probable qu'il se sente aussi Européen. Fligstein appuie la conclusion de Bruter qu'une identité nationale forte n'est pas en contradiction avec une identité européenne. Il explique que bien que l'identité européenne n'a pas la même signification pour les gens des différents pays, cette identité supranationale est ancrée dans les identités nationales et locales (Fligstein, 2008:

137). Selon son interprétation, les gens qui ont une identité nationale ainsi qu'une identité européenne ne séparent pas ces identités qui les unissent pour se dire, par exemple, Allemand-Européens, de sorte qu'être Européen n'entre pas en conflit avec être Allemand (Fligstein, 2008: 137).

Mummendey et Waldzus vont dans le même sens lorsqu'il parle du concept de « *Europe of fatherlands* », c'est-à-dire une communauté qui est constituée de ses diverses nations constituantes. Selon cette idée, les Européens peuvent se diviser en unités distinctes ou nations, tout en ayant une identité englobante européenne, ce qui donne lieu au phénomène de la dualité identitaire (Mummendey & Waldzus, 2004: 59). Selon cette perspective socio-psychologique, les nations et l'Europe fournissent la possibilité à leurs citoyens de s'identifier à ces deux communautés sociales, qu'ils se définissent, par exemple, comme Danois européen au niveau national, ou Européen danois au niveau supranational. Pour Mummendey et Waldzus, une caractéristique de l'intégration européenne est cette attente que l'identité nationale ne sera pas victime du développement d'une identité européenne qui pourrait devenir de plus en plus importante. Cette caractéristique, soit la dualité identitaire, ferait en sorte que l'Europe resterait toujours une « Europe des nations » (Mummendey & Waldzus, 2004: 60). Dell'olio appuie également l'hypothèse de la compatibilité des identités nationales et de l'identité européenne et de la pérennité de l'identité nationale. Selon elle, la citoyenneté nationale est un préalable à l'accès à la citoyenneté européenne, de sorte que l'identité européenne qui pourrait être engendrée de cette dernière ne viendra pas compromettre l'identité nationale. Pour Dell'olio, puisque la citoyenneté européenne et l'identité nationale sont fortement liées, elles sont non seulement compatibles, mais elles contribuent au dualisme identitaire (Dell'olio, 2005: 93).

Guibernau a étudié à la question des identités duales au sein des États-nations en comparant le Canada, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Ces trois pays sont des démocraties libérales comprenant des minorités nationales circonscrites territorialement qui ont une identité forte basée sur la croyance en une origine ethnique commune. Guibernau explique que la dévolution ou la décentralisation a renforcé les identités régionales au Canada, en Espagne et en Grande-Bretagne. Dans les trois cas, elle a favorisé l'émergence et la consolidation d'une dualité identitaire (Guibernau, 2006: 66). Elle suggère toutefois que la décentralisation, bien qu'elle renforce l'identité régionale, ne vient pas nécessairement affaiblir l'identité nationale, ce qui permet le développement d'identités duales. Selon elle, le cadre sociopolitique actuel en Occident favorise la consolidation d'identités duales fortes (Guibernau, 2006: 68). Guibernau explique que les identités coexistent et que les individus n'ont pas à choisir entre une identité régionale, nationale ou supranationale.

Cole et Evans, dans leur étude sur la Bretagne et le Pays de Galles, identifient plusieurs éléments clés pour le développement d'une identité ethno-territoriale à l'intérieur d'un État. Ces éléments clés sont : l'existence d'un « pré-État » politique, un mouvement politique autonome, un

mouvement linguistique, des traditions culturelles et des formes spécifiques d'adaptation pour l'élite (Cole & Evans, 2007: 548). Ces auteurs parlent aussi du rôle joué par les institutions dans la construction identitaire. Selon eux, les institutions politiques peuvent constituer de nouveaux marqueurs d'identités et ainsi permettre le développement d'une dualité identitaire (Cole & Evans, 2007: 551).

McManus-Czubinska et coll. ont étudié la présence, en Pologne, d'une identité européenne. Pour eux, bien que cette dernière ne soit pas de type ethno-national, elle est tout de même une identité « *which can moderate, qualify or even compete and conflict with traditional state- or substate-level ethnic/national identities* (McManus-Czubinska et al, 2003: 123). » Ils rejettent l'utilisation de la « Question Moreno » pour étudier une identité supranationale. Selon eux, la symétrie du questionnaire Moreno est une lacune majeure et il faut plutôt utiliser un questionnaire qui favorise l'identité nationale⁶ (McManus-Czubinska et al, 2003: 123). Les auteurs déterminent que les identités duales « *moderate the intensity rather than the scope of national pride.* (McManus-Czubinska et al, 2003: 126) » Ainsi, ils ont déterminé qu'en Pologne, les individus possédant des identités duales sont généralement « *among the young, the relatively well off, the (economic) winners in the post-communist era, the big-city dwellers, and the well educated, especially those who were raised as children in a well-educated family. [...] Dual identifiers are notably well informed, interested in politics and intellectually confident* (McManus-Czubinska et al, 2003: 128). » Ainsi, les auteurs ont surtout cherché à connaître ceux qui vivent la dualité identitaire en Pologne et son incidence sur leur comportement sociopolitique. En fait, les auteurs ne conçoivent pas l'identité comme étant polonaise ou européenne, mais plutôt comme étant nationale et exclusive ou duale (McManus-Czubinska et al, 2003: 138).

De son côté, Risse explique que les identités nationales et européenne ne sont pas un jeu à somme nulle. Il maintient que des individus avec une identité nationale forte peuvent avoir une identification secondaire à l'Europe. Il explique qu'un point tournant est survenu dans les années 1990 au sein de l'UE puisque l'attachement exclusif à la nation a chuté de près de 20% alors que l'attachement à la nation ainsi qu'à l'Europe a augmenté de façon équivalente (Risse, 2004: 261). Risse va plus loin en affirmant que l'Europe et l'intégration européenne prennent plusieurs sens dépendamment de la compréhension historique et culturelle que les gens se font de leur État-nation et de la souveraineté nationale. Il explique que pour l'Allemagne et la France, l'Europe est devenue une partie constituante de ce que signifie être Allemand ou Français. À l'opposé, au Royaume-Uni, l'Europe est, encore aujourd'hui, perçue comme l'Autre de sorte que dans ce pays, il y a une distinction claire entre ce que signifie être Britannique et être Européen. Risse suppose

⁶ Bruter croit également que la « Question Moreno » et le questionnaire des Eurobaromètres sont inefficaces pour traiter de questions supranationales, mais pour des raisons contraires. Selon lui, le problème est que les gens sont interrogés sur leur identité européenne uniquement par rapport à leur identité nationale. Bruter explique que ces questions ignorent le fait que les identités nationales et européennes ont une corrélation positive. De plus, les Eurobaromètres interrogent les gens sur comment ils se voient dans le futur, ce qui est peu révélateur de leur identité (Bruter, 2003 :1154)

ainsi que l'impact de l'Europe sur l'identité varie fortement selon le degré auquel l'Europe est ancrée dans la mémoire collective historique des citoyens d'une nation (Risse, 2004: 266).

Cette revue des écrits montre qu'il existe des hypothèses opposées sur la question de la compatibilité ou de l'incompatibilité d'identités de différents ordres territoriaux. L'hypothèse des identités conflictuelles conçoit que l'individu n'est capable de développer qu'une seule identité. Une fois qu'un individu a exprimé cet attachement et cette identité envers une communauté politique, tout autre attachement envers une seconde communauté entrerait en conflit avec la première identité. Ici, les notions du « nous » et de « l'Autre » sont rigides et ne peuvent être transgressées (Deutsch, 2006: 166). Cette hypothèse suppose que si une identité européenne venait à être développée, elle impliquerait la perte de l'identité nationale chez l'individu tel un jeu à somme nulle. À l'opposé, l'hypothèse de la compatibilité des identités conçoit qu'un individu puisse développer plusieurs identités collectives sans que ces attachements à différentes communautés politiques n'entrent en conflit. Cette hypothèse suppose que différentes identités, qu'elles soient locales, nationales ou supranationales, sont complémentaires et se renforcent mutuellement (Deutsch, 2006: 166). C'est également grâce à cette hypothèse que nous pouvons expliquer et comprendre l'existence des identités duales et des identités multiples, comme nous le verrons plus loin.

Les identités multiples

En plus des travaux sur les identités duales, plusieurs auteurs ont soutenu non seulement l'idée selon laquelle les identités ne sont pas exclusives, mais qu'une personne peut aussi se réclamer d'identités multiples. Nous verrons que pour les pays scandinaves, les théories des identités duales peuvent expliquer la relation entre les identités nationales scandinaves et l'identité européenne. Cependant, qu'advient-il si nous ajoutons une troisième identité à ce mélange: l'identité régionale scandinave? Cette situation dépasse le cadre des identités duales et relève plutôt des études sur les identités multiples. Une fois que les théories sur la dualité identitaire ont été développées et confirmées empiriquement, il était simple de concevoir que si une personne peut avoir deux identités, elle peut en avoir plusieurs. Les théories sur les identités duales et sur les identités multiples n'appartiennent pas à des registres différents puisque la multiplicité identitaire implique la dualité identitaire. Ainsi, depuis les études sur la dualité identitaire, l'idée selon laquelle les individus possèdent de multiples identités sociales, qu'elles soient dirigées vers la ville, la région, la nation ou le continent, n'est pas vraiment controversée dans les écrits sur les questions identitaires, même si ces identités peuvent être conflictuelles en apparence⁷.

Les identités multiples implique qu'il est possible et plus avantageux pour un individu de développer plusieurs identités et plusieurs attachements envers différentes communautés politiques

⁷ En Europe, les possibilités que des identités multiples se développent sont grandes, particulièrement avec les politiques de l'UE qui font la promotion de « l'unité dans la diversité » ce qui permet aux États membres de préserver leur identité nationale (Karolewski, 2010: 50).

et sociales plutôt que de n'avoir qu'une seule identité dominante (Karolewski & Kaina, 2006: 300). Plusieurs identités permettent aux individus d'avoir différents points de référence qu'ils peuvent utiliser dans leur vie sociale, professionnelle et politique. Bien entendu, la force de ces multiples identités diffère, avec généralement une plus grande intensité envers les identités locales et nationales et une intensité plus faible pour les identités supranationales (Karolewski, 2007: 25). Toutefois, Fuss explique que bien qu'il existe une hiérarchisation standard des identités allant du local vers le supranational, l'intensité de l'identification dépend grandement du contexte dans lequel l'individu se trouve. Par exemple, si un Suédois parle avec un autre Suédois, son identité locale pourra prendre plus d'importance, alors que si un Suédois se trouve à l'étranger, son identité nationale suédoise prendra le dessus (Fuss, 2006: 233). Ainsi, selon Fuss, les individus ont de multiples identités et ceux-ci choisissent l'identité la plus pertinente selon la situation dans laquelle ils se trouvent. Karolewski reprend l'idée de Fuss et affirme que l'identité européenne des individus est activée lorsque ceux-ci se retrouvent dans une situation relevant directement de l'UE (Karolewski, 2010: 49). Le revers de la médaille est que l'identité européenne est relativement peu souvent activée dans la vie de tous les jours puisque les enjeux réglés à l'échelle européenne sont encore peu présents dans la vie quotidienne du public. Il demeure que les identités d'un individu sont multiples et, qu'elles soient complémentaires ou contradictoires, celui-ci a le choix d'adopter son identité locale, nationale ou supranationale selon le contexte qu'il vit.

Comme nous l'avons vu, l'identité implique la différenciation, soit ce qui permet à une collectivité d'identifier le « Nous » et « l'Autre ». Cependant, en raison des identités multiples⁸, la notion de frontières implicites dans le processus de différenciation devient plus floue, car les individus franchissent ces frontières pour se joindre à d'autres groupes identitaires (Holt, 2002: 5). Pour Holt, ceci est le cas depuis l'invention de l'État-nation. Les gens se sont identifiés à un groupe plus large, la nation, en plus de leur famille et de leur ville.

Risse est un auteur qui a cherché à rendre les identités multiples plus compréhensibles en les catégorisant et en créant une typologie des identités multiples. Nous retrouvons dans sa typologie sur les identités multiples quatre types ou formes que peut prendre la multiplicité identitaire (tableau 4).

Tableau 4 – Typologie des identités multiples de Risse

Types d'identités multiples	Description
Séparées	Cette forme est la plus simple. Les identités multiples sont séparées et distinctes l'une de l'autre. Cette forme s'applique à des identités correspondant à des champs sociaux très différents, de sorte que leurs relations ne sont pas conflictuelles.
Nichées	Les identités prennent la forme de cercles concentriques ou de poupées russes, c'est-à-dire une identité à l'intérieur de l'autre. Selon cette configuration, un membre d'une petite communauté est également membre d'une plus grande communauté, ainsi les

⁸ Aussi appelées identités hybrides par certains auteurs dont Holt, Karolewski et Shore.

	identités locales sont comprises à l'intérieur des identités nationales qui sont, elles, comprises à l'intérieur d'une identité supranationale. Par exemple, l'identité stockholmiennne est imbriquée à l'intérieur de l'identité suédoise qui est imbriquée à l'intérieur de l'identité européenne. Puisque ces identités sont imbriquées l'une dans l'autre, elles tendent à être complémentaires et à s'influencer mutuellement. ⁹
Croisées ¹⁰	Selon cette forme certains membres d'une communauté, mais pas tous, sont aussi membres d'une autre communauté identitaire, et cet autre groupe est composé d'individus partageant une identité commune mais qui possèdent aussi une autre identité qui n'est pas partagée par tous les membres du groupe identitaire. Par exemple, une femme peut être européenne, mais cela ne veut pas dire que toutes les femmes sont européennes. Pour les identités « croisées », les groupes identitaires d'un individu peuvent entrer dans une relation conflictuelle.
Gâteau marbré	Dans cette forme les identités d'un individu ne peuvent pas être clairement séparées, mais se mélangent plutôt l'une dans l'autre. Un exemple de cette forme est la situation des pays scandinaves. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, au Danemark, en Suède et en Norvège, les identités nationales et l'identité supranationale scandinave se confondent l'une dans l'autre, il est souvent impossible de les séparer, car elles se renforcent mutuellement de sorte que si l'on parle de l'identité scandinave, l'on parle aussi des identités nationales danoise, suédoise et norvégienne.

Sources : Fligstein, 2008: 128 ; Risse, 2003: 490-491 ; Risse, 2004: 250 ; Karolewski, 2010: 49-50 ; Karolewski, 2007: 25

Pour Risse, les identités nationale et européenne sont compatibles puisqu'elles relèvent de communautés qui sont « nichées » l'une dans l'autre (cité dans Fligstein, 2000: 128). L'identité nationale et l'identité européenne sont compatibles puisque la seconde est dépendante de la première. Les identités multiples « nichées » impliquent qu'il faille ressentir une identité nationale européenne pour pouvoir ressentir une identité européenne. Par exemple, pour être européen, il faut qu'un individu soit d'abord danois, ou suédois, ou norvégien. À travers leur identité nationale, les gens entrent dans la communauté identitaire européenne. Ainsi, avec les identités multiples « nichées », l'on ne peut pas être européen sans avoir d'identité nationale. Pour cela, les identités multiples « nichées » impliquent une compatibilité et une complémentarité des identités nationale et supranationale (Jacobs & Maier, 1998: 28).

L'imbrication des identités implique aussi une hiérarchie dans l'identification et l'attachement aux différentes communautés, de sorte que généralement les identités locales et nationales constituent le noyau de l'identification ou l'identité primaire d'un individu alors que l'identité supranationale est périphérique ou secondaire (Risse, 2003: 490 ; Risse, 2004: 250;

⁹ Sur ce point Shore est en désaccord avec Fligstein (2000). Bien qu'en théorie les identités multiples « nichées » ne se trouvent pas dans une relation conflictuelle, Shore explique que cette vision ignore la réalité politique à laquelle les identités sont attachées. Pour Shore, puisque les identités, notamment les identités nationales et supranationales, sont politisées, alors l'attachement et la loyauté à la communauté est empreinte d'enjeux de pouvoirs et de souveraineté qui peuvent mener les identités à entrer dans une relation conflictuelle (Shore, 2000: 225).

¹⁰ Fligstein utilise le terme « *overlapping identities* » lorsqu'il définit cette forme d'identités multiples (Fligstein, 2000: 129).

Karolewski, 2010: 49). Ceci est dû au fait que bien qu'une personne puisse avoir des identités multiples, ces identités sont rarement ressenties avec une intensité égale (Pedersen, 2008: 105).

En Europe, les gouvernements font de plus en plus la promotion d'un État-nation civique dans lequel les citoyens possèdent des identités multiples (Dunkerley, 2002: 26). Selon Risse, l'identité européenne se retrouve principalement dans des situations d'identités « nichées » et « croisées », mais elle peut aussi prendre la forme du « gâteau marbré ». Il explique que l'on retrouve le modèle des poupées russes pour l'identité nationale et l'identité européenne chez les élites et les populations. Cela correspond à l'idée de hiérarchisation des identités liée à la forme des identités « nichées » (Risse, 2004: 250). Meinhof croit que les identités nationales forment le noyau identitaire d'un individu parce que l'imaginaire national est beaucoup plus réel et tangible que l'imaginaire européen qui paraît distant, éloigné et peut présent dans la réalité de tous les jours. Ceci est particulièrement vrai pour les régions périphériques de l'Europe telle que la Scandinavie (Risse, 2004: 251). Risse explique que même si la majorité des sondages d'opinion publique et les études sur l'identité européenne sont conçues selon le modèle d'identités multiples « nichées », il est possible de concevoir la relation entre les identités nationales et l'identité européenne comme étant « croisées ». Il affirme que « *some, but not all, people who strongly identify with their nation-state also identify with Europe* » et qu'une personne qui s'identifie à sa nation et à l'Europe aura des opinions politiques et socio-économiques bien différentes d'une personne qui s'identifie uniquement à sa nation (Risse, 2004: 251). Pour ce qui est du modèle du « gâteau marbré », Risse suppose que « *if the historical and cultural understandings of one's national community already contain aspects of Europeanness as an intrinsic component, then loyalty to one's national community would imply some identification with Europe, too*¹¹ (Risse, 2003: 491). »

De son côté, Gary Marks affirme que les attachements territoriaux peuvent être mutuellement inclusifs, de sorte qu'un « *attachment at one territorial level is associated with greater rather than less attachment at other levels. Additionally, an individual with a relatively high attachment to any one of these territorial levels is likely to have a relatively high attachment to other levels* » (Karolewski, 2007: 26; Karolewski, 2010: 50). Marks n'écarte toutefois par la possibilité que les différentes identités territoriales entrent en conflit, et si cela est le cas, alors l'identité noyau¹² de l'individu aura préséance sur les autres (Karolewski, 2010: 50).

En somme, la présentation des différents concepts jalonnant notre recherche permet d'établir que l'identité est un phénomène construit et socio-historique vécu dans des contextes particuliers. Toutefois, la Scandinavie fait peu partie des cas discutés dans les écrits. Les typologies existantes sur le nationalisme et les identités, comme la « Question Moreno », fournissent des repères

¹¹ Risse affirme que le modèle du « gâteau marbré » s'applique le mieux à la France et à l'Allemagne dans leur rapport avec l'Europe (Risse, 2003: 491).

¹² Il faut comprendre cette identité noyau en fonction de la théorie des identités multiples « nichées ».

importants pour l'étude des sentiments identitaires. Ils nous seront utiles en vue d'approfondir notre étude de la situation scandinave. Par contre, nous constatons que le débat sur le phénomène des identités duales ou multiples est loin d'être définitif. Il se peut que le cas scandinave vienne contribuer à la complexité du phénomène étudié.

1.2 Méthodologie

Dans cette étude, le choix d'une approche constructiviste servira à expliquer les changements identitaires des populations scandinaves, tandis que la démarche socio-historico-politique, pour sa part, permettra de voir comment les identités duales et multiples ont été mises en forme. Plusieurs indicateurs ont été identifiés pour mesurer la force de l'identité nationale, soit l'attachement à la langue, aux coutumes et aux valeurs nationales, le sentiment d'appartenance à la nation, la fierté nationale et l'attachement aux institutions politiques nationales. Afin de trouver l'information rattachée à ces indicateurs, nous privilégierons aussi l'utilisation de données secondaires, particulièrement les sondages. Malheureusement, il n'existe pas de sondage unique pouvant fournir un portrait global de la question. Aucun sondage n'est satisfaisant en soi pour répondre aux questions que nous nous posons. C'est pour cette raison que nous utiliserons cinq sondages différents afin d'obtenir le plus grand nombre de données possibles et des réponses à nos questions. Les cinq sondages se complètent, les forces de l'un comblent les faiblesses de l'autre. En les comparant et en les regroupant, nous pourrions établir un portrait satisfaisant de la situation identitaire dans nos trois pays ciblés. En effet, le *World Values Survey*, le *International Social Survey Programme*, le *European Values Study* et le *European Social Survey* et les Eurobaromètres comprennent des données concernant la fierté nationale, le sentiment d'appartenance, la langue et la culture, l'attachement aux institutions politiques et les relations avec les pays voisins et la région politique européenne. De plus, ces sondages ont été effectués à différents moments, soit de 1995 à 2008, ce qui permettra de déterminer s'il existe des tendances dans l'expression des identités, si celles-ci sont stables ou si elles varient fortement en fonction des circonstances économiques, sociales et politiques présentes pendant l'administration des sondages. Il nous apparaît important d'utiliser des données empiriques provenant de sources différentes afin d'assurer la validité des données que nous étudierons. Par exemple, l'utilisation de différents sondages permettra de nous éloigner des influences de l'Union européenne qui est responsable des Eurobaromètres par l'entremise de la Commission européenne.

Description des sondages utilisés

Le sondage est « un instrument de collecte et de mise en forme de l'information, fondé sur l'observation de réponses à un ensemble de questions posées à un échantillon d'une population (Blais & Durant, 2009: 446). » Le recours à des questions caractérise le sondage. Le questionnaire est dit standardisé si la formulation des questions est fixée et est la même pour tous les répondants. Le sondage a l'avantage d'être flexible, simple et rapide. Il permet d'obtenir facilement de l'information sur le sujet d'étude.

Une des faiblesses de l'utilisation de sondages relève de la validité des données quantitatives obtenues. En effet, les questions et les notions utilisées dans les sondages peuvent prendre des sens bien différents d'un répondant à l'autre et, dans notre cas, d'un pays à l'autre. L'équivalence de sens est importante pour la validité des sondages et il est impossible d'avoir la garantie que les Danois, les Norvégiens et les Suédois ont interprétés les questions exactement de la même façon. Toutefois, les sondages que nous utilisons ont fait leur preuve et leur vocation transnationale nous permet de supposer que le degré d'équivalence de sens est acceptable.

Puisqu'il s'agit de données quantitatives, les sondages ont des limites. Par exemple, il est impossible de questionner les individus spécifiquement sur la manière dont les gens construisent leur idée de la nation et sur l'impact de cette construction sur les attitudes nationalistes des individus. Lorsque l'on demande aux individus s'ils sont attachés à l'Europe, nous ne pouvons pas savoir quel sens ils donnent à l'Europe. Est-ce une communauté géographique, une communauté historique, une communauté socioculturelle, ou une communauté économique et politique?

Pour déterminer s'il existe une corrélation entre l'identité nationale et l'identité européenne, il est d'abord important d'établir le degré d'intensité des identités nationales que nous étudions pour la période pendant laquelle nous examinons le possible développement d'une identité européenne. Ainsi, une portion significative de cette thèse cherchera à mieux saisir les identités nationales scandinaves grâce à des données que nous avons mises ensemble et analysées.

Les sections qui suivent présentent les cinq sondages que nous utiliserons dans cette étude.

Eurobaromètre

L'eurobaromètre est l'instrument de mesure officiel des opinions dans l'UE et il est administré par la Commission européenne. Il trace l'évolution de l'opinion dans chacun des États membres de l'UE et dans les pays candidats. L'Eurobaromètre a été créé en 1973 et son premier rapport ne portait que sur neuf pays. En 1980, les enquêtes s'appliquèrent à dix pays en raison de l'arrivée de la Grèce, puis à douze à partir de 1985, lorsque le Portugal et l'Espagne se joignent à l'UE, et à quinze en 1995, lorsque l'Autriche, la Finlande et la Suède font leur entrée dans l'organisation européenne. Désormais, l'Eurobaromètre couvre vingt-sept pays (Reynié, 2004: 56). Une enquête dédiée à l'étude des pays candidats a été mise en place dans la perspective de leur adhésion, sous l'appellation « Eurobaromètre Pays Candidats ». La première vague a été réalisée en octobre 2001 dans l'ensemble des treize États concernés. Aussi, après l'effondrement du communisme, un « Eurobaromètre d'Europe Centrale et Orientale » a été mis en place entre 1990 et 1998 (Reynié, 2004: 56). Chaque enquête est menée sur une base semestrielle auprès d'échantillons représentatifs de la population nationale résidente âgée de 15 ans et plus. Selon les pays, les questionnaires sont administrés dans le cadre d'interviews téléphoniques ou en face-à-face, lorsque l'équipement en téléphone est susceptible d'introduire un biais sociologique trop important. La taille des échantillons nationaux est généralement de 1000 personnes. Les résultats permettent d'apprécier l'état de chacune des opinions nationales ainsi que l'opinion européenne,

laquelle est déterminée par la moyenne des opinions nationales pondérée par le poids des populations nationales dans la population totale de l'UE (Reynié, 2004: 57). Bien qu'il existe différents types d'eurobaromètres, l'eurobaromètre standard est celui que nous utiliserons pour cette étude. L'eurobaromètre standard permet de suivre l'évolution de l'opinion à propos des grands enjeux européens, tels que les institutions de l'UE, la monnaie commune et l'identité européenne (Reynié, 2004: 58).

Les eurobaromètres ont plusieurs avantages. D'abord, leur période d'observations, qui s'élève maintenant à trente-huit ans, est très longue, ce qui permet des analyses temporelles. Ensuite, pour chaque sondage effectué, tous les États-membres de l'UE sont inclus dans l'enquête. Puis, puisque les sondages sont effectués sur une base semestrielle, les eurobaromètres recueillent une quantité énorme de données quantitatives. Enfin, les eurobaromètres permettent d'effectuer facilement des comparaisons transnationales (Deutsch, 2006: 152). Pour nos besoins, les eurobaromètres sont d'une utilité relative puisqu'ils ne fournissent aucunes données sur la Norvège. En revanche, ils comprennent une quantité considérable de données sur le Danemark et la Suède. Les eurobaromètres fournissent des données pour les aspects civique et culturel de l'identité nationale et européenne. De plus, certaines questions directes sur la fierté nationale et européenne ainsi que sur les identités duales des individus sont très pertinentes et seront utiles à notre analyse.

World Values Survey

Il existe des sources d'information de rechange aux eurobaromètres. Plusieurs instituts d'études privés font des enquêtes internationales sur plusieurs pays européens membres ou non de l'UE (Reynié, 2004, p.59). Le *World Values Survey* (WVS) est un réseau international de scientifiques en sciences sociales qui étudie les changements socio-culturels et politiques dans le monde. Le WVS, en collaboration avec le *European Values Study* a effectué des sondages nationaux dans 97 sociétés contenant près de 90% de la population mondiale. Afin d'évaluer les changements mentionnés ci-haut, le WVS et le *European Values Study* ont effectué cinq séries de sondages, de 1981 à 2007. Ces sondages interrogent des échantillons représentatifs de l'opinion publique des différentes nations étudiées à l'aide d'un questionnaire standardisé qui mesure les changements d'opinion sur des sujets tels que la religion, le genre, le travail, la démocratie, la gouvernance, la participation politique, la tolérance envers d'autres groupes et la protection environnementale. Pour nos pays cibles, le WVS a effectué trois séries de sondages pendant la période que nous étudions, soit en 1996, en 1999 et en 2007. Or, seule la Suède a fait partie des trois séries de ce sondage. La Norvège est incluse dans celles de 1996 et de 2007, alors que le Danemark n'est inclus que dans le sondage de 1999. De plus, ce sondage ne fournit pas d'information sur l'aspect culturel de l'identité. En revanche, le WVS interroge les répondants directement sur leurs identités ce qui permet des analyses en fonction de l'âge, du niveau d'éducation et du sexe des répondants.

European Values Study

Le *European Values Study* (EVS) est un programme de recherche transnational à grande échelle qui sonde les populations sur leurs valeurs. Les sondages du EVS fournissent de l'information sur les croyances, les attitudes, les valeurs et les opinions des citoyens d'Europe sur divers sujets tels que la famille, le travail, la religion, la politique et la vie en société. Le EVS a débuté en 1981, et une vague de sondage est effectuée à tous les neuf ans, soit la première en 1981, puis en 1990, ensuite en 1999 et enfin en 2008. À l'aide d'un questionnaire standardisé, le EVS étudie maintenant 47 nations européennes allant de l'Islande à l'Azerbaïdjan. Au total, près de 70 000 Européens participent aux sondages du EVS. Pour nos pays cibles le EVS contient les résultats de sondages effectués en 1999 et en 2008. L'étude de 1999 a été influencée par les deux vagues de sondages précédentes. Un nouveau questionnaire a été développé afin de tenir compte de nouveaux enjeux qui avaient émergés dans les différentes sphères de la vie des individus. Le sondage de 1999 a été effectué auprès d'échantillons représentatifs de 1023 répondants au Danemark et de 1015 répondants en Suède. Cependant, la Norvège n'est pas incluse dans le sondage effectué en 1999. Pour la quatrième vague de sondage du EVS, tous les pays européens ayant une population de plus de 100 000 habitants ont été interrogés. Pour le sondage de 2008, les échantillons représentatifs s'élèvent à 1507 répondants, 1090 répondants et 1187 répondants, respectivement pour le Danemark, la Norvège et la Suède. Pour cette vague, le EVS a utilisé une nouvelle méthode en interviewant directement les répondants plutôt qu'en administrant un questionnaire. Le EVS ne pose des questions que sur l'aspect d'appartenance et l'aspect civique de l'identité. Toutefois, ce sondage interroge les répondants directement sur leur identité et leur fierté nationale ce qui permet des analyses en fonction du niveau d'éducation et de l'orientation politique des répondants.

International Social Survey Programme

Le *International Social Survey Programme* (ISSP) est un programme de recherche annuel qui effectue des sondages transnationaux sur des sujets importants de la recherche en sciences sociales afin de pouvoir comparer les différentes situations nationales. L'ISSP a été créé conjointement en 1984 par des centres de recherches nationaux en sciences sociales de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Australie. Depuis sa création, l'ISSP a pris de l'expansion et couvre désormais 43 nations du monde. L'ISSP se distingue des autres sondages transnationaux puisqu'il effectue des sondages par thèmes. Chaque année, un thème d'étude est choisi en collaboration par les différentes organisations nationales participantes et un sondage est administré aux différents pays participants. Le sondage est d'abord développé en anglais puis traduit dans les autres langues en prenant le soin d'établir une équivalence de sens pour les questions dans chaque langue. Ce questionnaire standardisé est ensuite administré par les organisations nationales. Les sondages qui nous intéresseront portent sur le thème de l'identité et de la conscience nationale. Ainsi, en 1995, le sondage a été effectué auprès d'échantillons

représentatifs de 1527 répondants en Norvège et de 1296 répondants en Suède. Cependant, le Danemark n'est pas inclus dans le sondage effectué en 1995. En 2003, le sondage est constitué d'échantillons représentatifs s'élevant à 1322 répondants, 1469 répondants et 1186 répondants, respectivement pour le Danemark, la Norvège et la Suède. La majorité des questions de l'ISSP sont mesurées en fonction de quatre ou de cinq réponses possibles suivant un modèle semblable à ceci : « fortement d'accord », « d'accord », « ni en accord ni en désaccord », « en désaccord », « fortement en désaccord ». Afin de simplifier notre analyse, nous manipulerons les données en combinant les deux réponses en accord et les deux réponses en désaccord. L'ISSP fournit des données pour tous les aspects de l'identité nationale que nous voulons mesurer. De plus, ce sondage fournit deux questions directes qui permettent une analyse simple et claire.

European Social Survey

Le *European Social Survey* (ESS) est un nouveau sondage transnational qui vise à expliquer la relation entre les institutions européennes et les attitudes, les croyances et les comportements des diverses populations. Depuis 2001, l'ESS étudie les changements dans la situation socio-politique européenne. Le sondage est financé par la Commission européenne, la Fondation européenne des sciences et par chaque pays participant. Il est reconnu pour sa rigueur méthodologique, pour la représentativité de ses échantillons et pour l'exactitude de la traduction de ses questionnaires. L'ESS privilégie les entrevues en face-à-face pour colliger ses données afin d'augmenter le taux de réponse à son questionnaire et afin de s'assurer d'une bonne compréhension des questions. L'ESS couvre plus de trente nations européennes et effectue ses sondages à tous les deux ans, ce qui nous permet d'avoir des résultats pour les années 2002, 2004, 2006 et 2008. Les sondages de l'ESS questionnent les répondants sur la confiance envers les institutions, l'engagement politique, les valeurs socio-politiques, les valeurs morales et l'exclusion sociale.

L'ESS est le seul sondage qui fournit des données pour les trois pays étudiés pour chacune des vagues de sondages que nous utiliserons. En 2002, le sondage a été effectué auprès d'échantillons représentatifs de 1506 répondants au Danemark, 2036 répondants en Norvège et 1999 répondants en Suède. Pour le sondage de 2004, les échantillons représentatifs s'élèvent à 1487 répondants, 1760 répondants et 1948 répondants, respectivement pour le Danemark, la Norvège et la Suède. En 2006, les échantillons représentatifs sont respectivement de 1505 répondants, 1750 répondants et 1927 répondants pour le Danemark, la Norvège et la Suède. Enfin, en 2008, le sondage compte 1610 répondants pour le Danemark, 1549 répondants pour la Norvège et 1830 répondants pour la Suède. Des aspects de l'identité que nous utilisons pour opérationnaliser notre concept d'étude, seul l'aspect civique est mesuré par l'ESS.

Utilité des sondages

Tout au long de cette étude, nous utiliserons les concepts d'État-nation, de nation, de nationalisme, de d'identité nationale et supranationale. Les théories sur les identités duales et les

identités multiples qui ont été présentées seront au cœur de notre analyse des données de sondages. L'objectif de notre étude est de vérifier certaines hypothèses véhiculées au sein des théories sur les identités duales et multiples, de savoir si, l'identité nationale et l'identité supranationale européenne sont compatibles ou incompatibles, complémentaires ou en compétition dans le contexte de la Scandinavie.

Pour les besoins de notre étude, le concept d'identité est opérationnalisé en mesurant le degré d'attachement des gens à leur pays et à l'Europe grâce à la typologie proposée par Johannessen qui sépare l'identité en fonction des aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturel. Cela nous permettra d'évaluer le degré d'attachement des gens pour leur pays et pour l'Europe en fonction de ces quatre aspects. Cette approche aidera à préciser comment les identités nationales sont définies en Scandinavie et leur degré d'intensité. Nous allons regrouper les données sondages en fonction des quatre aspects de l'identité. Ensuite nous présenterons des données qui permettent d'interroger directement le répondant sur l'intensité de son identité nationale et de son identité européenne.

Nous voulons aussi étudier la corrélation qui existe entre les deux identités. Nous voulons également étudier la corrélation qui existe entre ces deux identités et l'identité scandinave. La Scandinavie est une région plutôt homogène. Nous supposons qu'il existe une identité supranationale propre à cette région du nord de l'Europe. En partant de cette hypothèse, les théories sur les identités duales ne sont pas suffisantes pour nous aider à répondre à notre question. Comme nous supposons qu'il existe une identité nationale, une identité scandinave et une identité européenne, nous avons aussi privilégié les théories sur les identités multiples. Elles nous seront d'une grande utilité pour comprendre la relation qui existe entre elles. Ainsi, la typologie de Risse sur les identités multiples « nichées », « croisées » et « gâteau marbré » nous permettra d'analyser cette relation.

Questions de sondage

Les questions de sondages utilisées pour cette étude ont donc été regroupées en fonction de la typologie proposée par Johannessen. Pour chaque aspect, nous présenterons plusieurs questions qui ont été posées aux répondants dans les divers sondages. Certaines questions ne relèvent pas de cette typologie, mais sont très importantes puisqu'elles interrogent directement les répondants sur leurs identités nationale et européenne. Le tableau 5 présente les questions de sondages utilisées pour cette étude.

Tableau 5 – Questions de sondages regroupées en fonction de la typologie de Johannessen

Aspect d'appartenance	<ol style="list-style-type: none"> 1. Est-ce que les caractéristiques suivantes sont importantes pour être un vrai Danois/Norvégien/Suédois (<i>être né dans le pays, être citoyen, avoir passé la majorité de sa vie dans le pays, parler la langue nationale, respecter les institutions et les lois, se sentir national, avoir un passé ancestral</i>) ? 2. Un enfant né dans le pays hôte de parents qui ne sont pas citoyens a-t-il le droit de devenir citoyen ? 3. Il est impossible de devenir complètement national sans partager les coutumes et les traditions nationales.
------------------------------	--

	<ol style="list-style-type: none"> 4. Quels sont les caractéristiques importantes pour être un vrai Danois/Suédois ? 5. Quelles sont les caractéristiques importantes pour être un vrai Européen ? 6. Quelles sont les caractéristiques importantes de l'identité européenne ?
Aspect chauvin	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préférez-vous être un citoyen de votre pays plutôt que n'importe quel autre pays du monde? 2. Le monde serait-il meilleur si les citoyens des autres pays étaient plus comme les citoyens de votre pays? 3. Votre pays est-il meilleur que la majorité des autres pays? 4. Les gens doivent-ils appuyer leur pays même si celui-ci est dans le tort? 5. Votre pays doit-il suivre ses propres intérêts même si ceux-ci entre en conflit avec les intérêts des autres pays? 6. Seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays? 7. Si vous pouviez améliorer vos conditions de vie, voudriez-vous déménager à l'extérieur de votre pays ou de l'Europe? 8. Voudriez-vous vivre dans un autre État de l'Union européenne ?
Aspect civique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (<i>armée, police, système judiciaire, système d'éducation, politiciens, partis politiques, gouvernement national, parlement national, parlement européen, commission européenne, UE</i>) ? 2. Êtes-vous satisfait du travail de votre gouvernement national? 3. Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie nationale? De la démocratie européenne? 4. L'appartenance de votre pays à l'UE est une bonne chose ou une mauvaise chose? 5. Votre pays a-t-il bénéficié de son appartenance à l'UE? 6. Selon vous, l'UE a-t-elle une image positive ou négative?
Aspect culturel	<ol style="list-style-type: none"> 1. Êtes-vous fier de votre pays dans les domaines suivants (<i>influence dans le monde, arts et culture, histoire</i>) ? 2. Les succès sportifs sur la scène internationale vous rendent-ils fier d'être citoyen de votre pays? 3. Les télédiffuseurs devraient-ils donner préséance aux émissions et aux films nationaux? 4. Êtes-vous intéressés par les arts et la culture de votre pays et des autres pays européens? 5. Existe-t-il une identité culturelle européenne partagée par tous les Européens? 6. Êtes-vous pour ou contre la monnaie unique (euro) ? 7. Vous identifiez-vous au drapeau de l'Union européenne ? 8. Le drapeau de l'UE devrait-il se trouver sur tous les bâtiments publics de votre pays avec le drapeau national?
Questions directes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans un futur proche, vous voyez-vous (nationalité) seulement, (nationalité) et Européen, Européen et (nationalité) ou Européen seulement ? 2. Êtes-vous fier d'être Danois/Norvégien/Suédois? 3. Êtes-vous fier de votre identité nationale et de votre identité européenne ? 4. Diriez-vous que votre fierté européenne est plus grande, égale ou plus faible que votre fierté nationale? 5. Êtes-vous attaché à votre pays? À l'Europe? 6. Vous souciez-vous des conditions de vie de vos concitoyens? Des Européens? 7. À quel groupe identitaire appartenez-vous en premier ? En deuxième ? 8. Vous arrive-il de penser que vous êtes non seulement national mais aussi Européen ?

Conclusion

Dans l'ensemble, ce chapitre a servi à clarifier les concepts qui seront utilisés tout au long de cette thèse, soit ceux d'identité collective, nationale et supranationale. Nous avons présenté l'approche qui est adoptée dans cette étude, ainsi que les apports théoriques des principaux auteurs

sur ce sujet. Les approches constructiviste et socio-historico-politique conçoivent les identités sont des constructions sociales. Alors que l'approche constructiviste sous-entend que les identités se redéfinissent constamment, l'approche socio-historico-politique considère que les identités ont un poids émotifs, une permanence, qui fait en sorte que celles-ci sont difficilement remplaçables. Ces deux approches se prêtent bien à une analyse du phénomène des identités multiples. L'identité est aussi fondée sur un processus de différenciation par rapport aux étrangers, les « autres », et un d'association avec les membres de la communauté identitaire, le « nous ». Rappelons que l'identité est un phénomène gradué, de sorte que deux personnes peuvent ressentir la même identité collective avec différents degrés d'intensité. Par extension, dans le cas d'identités duales et multiples, les degrés d'intensité sont très variables d'un individu à l'autre.

Nous avons également discuté des notions d'identités duales et multiples. Ces deux concepts sont centraux à cette thèse. Plusieurs auteurs relèvent l'existence de deux hypothèses opposées à propos de la relation entre les identités nationales et supranationales. Soit une identité nationale forte est compatible et complémentaire avec une identité supranationale, soit elles sont incompatibles et exclusives. Les concepts d'identités duales et multiples supposent que les identités sont compatibles. Les individus appartiennent à divers groupes identitaires et ressentent ces identités avec de différents degrés d'intensité. Cette intensité peut être mesurée à l'aide de plusieurs questions, dont la « Question Moreno ». La relation entre les identités peut être catégorisée en fonction de la typologie de Risse sur les identités multiples. Cette typologie fournit un cadre analytique pour l'étude des identités nationale et supranationale.

Finalement, nous avons également exposé, en fin de chapitre, la méthodologie de ce travail de recherche. Rappelons que cette étude consiste en une recension des écrits sur les identités nationale, scandinave et européenne en Scandinavie, mais aussi en une analyse de cinq sondages d'opinion publique, soit le *World Values Survey*, le *International Social Survey Programme*, le *European Values Study*, le *European Social Survey* et les Eurobaromètres. Nous avons fait une brève description des sondages utilisés. L'originalité de ce travail sera de tenter de mettre les écrits en relation avec les données des sondages sur les pays scandinaves.

Chapitre 2

Le Danemark

La revue des écrits sur le nationalisme et l'identité européenne au Danemark servira à situer les données de sondages dans un cadre analytique plus large, et aidera à mieux comprendre la situation identitaire au Danemark. Les écrits portent principalement sur le nationalisme et l'identité nationale danoise, l'état de l'identité scandinave, le développement de l'identité européenne et les relations que le Danemark entretient avec l'UE et les autres pays scandinaves. Nous chercherons également à tirer des conclusions sur la relation entre les identités danoise, scandinave et européenne en lien avec la typologie de Risse.

Le nationalisme danois

L'identité nationale fait l'objet de vives controverses au Danemark. Les écrits montrent que les Danois se questionnent constamment sur l'avenir de leur culture et de leur identité, et leurs caractéristiques (Koefoed & Simonsen, 2007: 310). Le Danemark est un très vieil État-nation au profil culturel homogène qui a eu un passé impérial et qui a été réduit à un territoire de plus en plus restreint à travers son histoire. Le Danemark était une grande puissance et la nation danoise existait bien avant l'invention de l'État-nation moderne et de l'idéologie du nationalisme (Kjaer & Palsbro, 2008: 605). Cependant, l'État-nation danois a dû renoncer à son étendue territoriale et à de nombreuses communautés culturelles qui occupaient son territoire au XIX^e et au XX^e siècles. Mentionnons la perte du Schleswig-Holstein à l'Allemagne, de la Norvège à la Suède et de l'Islande qui obtient son indépendance en 1944. Cette succession de pertes territoriales transforme le Danemark en un petit État-nation (Aalto, 2006: 18). Ce changement de statut laisse des traces sur l'identité danoise. Dès la fin du XIX^e siècle, il devient un État-nation homogène qui recoupe la nation danoise sur son territoire. Ainsi, l'identité danoise se redéfinit et doit s'adapter à sa nouvelle réalité territoriale et politique dorénavant réduite au sein de l'Europe (Zolkos, 2007: 137). Les origines du nationalisme danois moderne proviennent en grande partie de cette nouvelle réalité monoculturelle et d'un État diminué territorialement et politiquement. Ces changements ont ancré les défaites militaires du Danemark dans son imaginaire. Ils ont façonné chez les Danois une nostalgie de la grandeur de leur nation, une nécessité d'être autonomes et indépendants, une attitude pacifiste, et une crainte et une méfiance par rapport aux puissances militaires voisines, principalement l'Allemagne (Zolkos, 2007: 137). De là s'est aussi développé une certaine autosuffisance nationale basée sur l'idée que la culture et la société danoise relevaient de valeurs nationales danoises distinctes. Devenue une petite nation, la souveraineté est devenue un concept central de son identité danoise puisqu'elle garantissait la liberté, l'indépendance, l'autodétermination et les valeurs nationales de la nation danoise (Rasmussen, 2004: 106).

Les références à un passé commun et glorieux sont typiques de la formation d'une identité nationale. Les élites politiques danoises font référence au passé commun pour renforcer l'identité.

La référence à la très longue histoire de la nation danoise, notamment en évoquant le mythe du *Dannebrog*, le drapeau danois, qui était tombé du ciel à la suite d'une victoire militaire en 1219 est un exemple. Un autre élément historique central du passé du Danemark est la promulgation de la constitution danoise en 1849, un événement qui a joué un rôle important dans la reconstruction de l'identité danoise (Kjaer & Palsbro, 2008: 619). Le fait qu'elle fut rédigée au XIX^e siècle est souvent perçu comme un signe de l'unicité du modèle danois. Or, cette situation est paradoxale puisque la constitution danoise est inspirée d'idées provenant de l'extérieur du Danemark. Elle est une copie directe de la constitution de la Belgique. Elle n'est pas le résultat d'un modèle danois unique et distinct (Kjaer & Palsbro, 2008: 620). De fait, l'identité danoise est peut-être plus liée à l'identité européenne que les Danois voudraient bien le croire.

Jakobsen suggère que les processus de formation de l'État et de la nation au Danemark ont eu lieu simultanément au cours de la période allant de 1740 à 1920, ce qui expliquerait pourquoi ils se fondent l'un dans l'autre dans l'imaginaire danois. Ce lien indissociable entre les institutions étatiques et la nation danoise a créé, chez les Danois, la perception d'une interdépendance entre la souveraineté de l'État et l'identité nationale. Jakobsen explique ainsi pourquoi les menaces à la souveraineté de l'État sont perçues comme des attaques directes à l'identité danoise (cité dans Zolkos, 2007: 138). Dans la conscience des Danois, les lois et les institutions nationales jouent un rôle significatif dans leur identification avec la nation. Dans le contexte de l'intégration européenne, Jakobsen affirme que le transfert de souveraineté entre le Danemark et l'UE cause chez les citoyens le sentiment que leur identité nationale a été abandonnée pour l'Europe (cité dans Zolkos, 2007: 138). La population considère que le processus d'intégration européenne pose une menace à la survie du système socio-politique et légal du Danemark (Kjaer & Palsbro, 2008: 603). Le système social et l'État-providence sont des sujets centraux dans les débats publics en Scandinavie. Koefoed et Simonsen utilise le terme « *welfare nationalism* » pour définir les nations qui sont intimement liées à l'État-providence, telles qu'en Scandinavie. Pour Koefoed et Simonsen, « *[w]elfare is as a concept full of positive connotations, which in the myth of Danish civilisation symbolizes wealth, progress, community and a good life* (Koefoed & Simon, 2007: 319). »

Un État souverain tel que le Danemark doit avoir son propre système politique et légal, et celui-ci doit être contrôlé par le Parlement et la population du pays. Si la souveraineté du Parlement national est subordonnée à des institutions qui se trouvent à l'extérieur des frontières nationales, l'opinion publique percevra cette situation comme une menace à l'identité nationale. Les institutions politiques et légales, tout comme les devises et les frontières nationales sont des symboles importants de la nation et de l'identité nationale aux yeux des citoyens (Kjaer & Palsbro, 2008: 604). Par exemple, la question de l'euro a interpellé les Danois sur leur identité nationale. En 2000, le camp du « non » s'est empressé d'indiquer que le rejet de l'euro se faisait dans le but de protéger l'identité danoise et son mode de vie. Si, au contraire, les Danois appuyaient l'euro, le

Danemark serait à vouer à disparaître en tant qu'État-nation puisque la devise nationale est une partie intégrante de l'État (Friis, 2002: 389).

Ostergard conçoit l'identité nationale danoise comme l'expression d'un juste milieu entre les formes civiques et ethniques du nationalisme. Celle-ci inclue des éléments culturels très forts, ce qui est typique des petits États-nations, mais également le concept de citoyenneté qui est typique des États-nations de l'Europe de l'Ouest. Les données des sondages confirment l'existence de ces deux dimensions au cœur de l'identité danoise. D'après Ostergard, au Danemark, les critères civiques et ethniques se mélangent et ne sont pas présentés en opposition (cité dans Zolkos, 2007: 140). Le discours nationaliste danois insiste sur le très fort lien qui existe entre l'État et la nation, sur l'amalgamation d'éléments politiques et culturels dans le nationalisme danois et sur la définition de la nation danoise comme différente de l'Europe et semblable aux nations scandinaves (Zolkos, 2007: 135).

Pour Zolkos, les relations avec l'Allemagne et avec les autres pays nordiques ont eu un grand impact sur la formation de l'identité nationale au Danemark. L'identité danoise s'est grandement construite en fonction d'une logique de différenciation par rapport à l'Allemagne et d'égalisation par rapport aux autres pays scandinaves. Ainsi, il faut aussi considérer le processus d'exclusion de la nation allemande et d'association avec les autres nations scandinaves pour comprendre les bases de l'identité nationale danoise (Zolkos, 2007 :141). Brincker souligne aussi l'importance de la frontière sud du Danemark en expliquant que l'identité nationale danoise s'est définie en opposition à l'Allemagne et, par extension, au reste de l'Europe. Dès le XIX^e siècle, les Danois observent l'Allemagne et y voient un nationalisme belligérant et expansionniste qui constitue une menace directe à l'existence politique du Danemark. Le processus d'exclusion et de différenciation a défini l'Allemagne comme une partie intégrante de l'Europe, et ainsi, par extension, le nationalisme agressif allemand était perçu comme une preuve des problèmes profonds de l'Europe (Zolkos, 2007: 142). Ainsi, l'Europe est perçue comme un « autre », et les Danois la voient comme une menace à leur identité culturelle et nationale. Son expansion rapide au cours des années 1990 et 2000 a fait de l'UE une nouvelle menace externe et un « Autre ». Zolkos affirme que la logique de différenciation par rapport à l'Allemagne explique toujours l'attitude ambivalente du Danemark à l'égard de l'Europe, qui est par moment perçue comme une force expansionniste (Zolkos, 2007: 151).

Par contraste, Brincker explique que le nationalisme danois perçoit les autres pays scandinaves en termes d'affinités mutuelles et communes, ce qui explique pourquoi plusieurs Danois ont toujours la conviction que l'intégration scandinave est une alternative à l'intégration européenne (cité dans Zolkos, 2007: 141). La Scandinavie et l'Europe du Nord, aussi appelée Norden, ont une place particulière dans l'identité nationale danoise. Les Danois ont renforcé la signification du Norden et l'ont intégré à leur identité nationale de sorte que « *Norden could be freely articulated within nation self-constructions as both an organic part of the Danish nation*

and a larger cultural space around Denmark (Zolkos, 2007: 142). » Ainsi, la logique d'égalisation entre le Danemark et le Norden explique les tentatives danoises de participer à l'intégration européenne tout en restant en périphérie de l'Europe (Zolkos, 2007: 141). La logique d'égalisation avec la Scandinavie est aussi liée à la volonté des Danois pro-UE de renforcer la dimension nordique de l'UE. L'identification des Danois avec le Norden fait en sorte que ceux-ci veulent créer une alliance ou un bloc nordique au sein de l'UE (Zolkos, 2007: 146).

Les auteurs expliquent que les Danois sont particulièrement fiers de leur société égalitaire et solidaire qu'ils perçoivent comme une grande réussite. Cette société ou ce modèle danois se traduit par un système de protection sociale développé, une démocratie transparente et activement participative et des politiques plus avancées que dans les autres pays en égard aux questions telles que les droits de l'homme et la préservation de l'environnement. Les Danois sont fortement attachés à ce modèle de société et sont convaincus de sa supériorité. Pour cette raison, les études révèlent que les citoyens des groupes socio-économiques moyens-inférieurs ont tendance à percevoir l'intégration et l'harmonisation européenne comme porteuse de menaces pour leur mode de vie (Optem S.A.R.L., 2001: 28). Pour ces Danois, l'UE dilue le Danemark et l'identité danoise en raison de son vaste territoire, de sa complexité et de son hétérogénéité. Les mesures d'harmonisation mettent en danger le modèle de société danois puisqu'il s'agit d'un nivellement vers le bas. Comme les Danois sont convaincus que les standards de leur société sont les plus élevés, l'intégration européenne menace leur mode de vie (Optem S.A.R.L., 2001: 78).

L'identité européenne au Danemark

D'après Triandafyllidou, l'intégration européenne cherche à développer un sentiment d'« européanité » chez les différentes populations nationales, de sorte que les autres pays membres de l'UE ne soient plus perçus comme un « Autre », mais plutôt comme les membres d'une nouvelle communauté identitaire européenne (cité dans Koefoed & Simonsen, 2007: 312). Sur ce point, les Danois ne sont pas des Européens enthousiastes ou convaincus. Les Danois sont avant tout Danois, et leur participation à l'intégration européenne est une question de besoins et d'intérêts. Les rejets du Traité de Maastricht en 1992 et de l'Union économique et monétaire (UEM), en 2000, sont des preuves du manque d'enthousiasme des Danois par rapport au projet européen et à l'intégration européenne. En raison de ces rejets, les Danois sont considérés eurosceptiques¹³, nationalistes et autosuffisants (Rasmussen, 2004: 103). Toutefois, si l'on se fie seulement à l'euroscepticisme, nous perdons de vue l'opinion publique réelle des Danois par

¹³ L'euroscepticisme ne doit être ni compris comme un rejet catégorique de l'Europe ni comme un isolationnisme national. Plutôt l'euroscepticisme met l'accent sur une UE intergouvernementale et confédérale qui inclut: le minimum d'intégration nécessaire pour assurer la paix et la prospérité des États membres et le maximum de préservation de la souveraineté nationale des États membres. D'après Bundt, les eurosceptiques voient la préservation de la souveraineté et de l'indépendance nationale comme étant le pouvoir de dire non à de nouvelles mesures d'intégration. Les eurosceptiques croient que l'Europe devrait être une famille de nations et non une fusion des peuples, une intégration et non une unification (Bundt, 2001: 113).

rapport à l'Europe. Les Danois sont sceptiques par rapport à l'intégration européenne, mais ils comprennent aussi les avantages qu'elle procure. Ainsi, l'opinion publique varie dépendamment de la perception de menace que l'intégration européenne représente pour la souveraineté danoise. La souveraineté est un élément central de l'identité danoise. Elle influence grandement l'opinion publique danoise par rapport à l'Europe. D'un côté, l'intégration européenne et la coopération sont voulues et nécessaires, de l'autre côté, elles se font au prix du sacrifice de la souveraineté danoise (Rasmussen, 2004: 103).

Schroder et Hansen identifient quatre groupes différents dans la société danoise sur la question identitaire nationale et supranationale (tableau 6).

Tableau 6 – Les groupes danois en fonction des identités nationale et européenne

Groupes	Description
Européen enthousiaste	Les Européens enthousiastes partagent une attitude très positive à l'égard de l'UE. Ils ne croient pas que leur pays puisse survivre seul et ils ont la conviction que le Danemark bénéficie de son appartenance à l'UE. Ils considèrent que tous les Danois devraient maîtriser la langue nationale et l'anglais. Ils ne voient aucune contradiction entre un appui à une Europe unie et la préservation de leur caractère danois. Ce groupe ressent aussi un attachement plus fort à l'Europe qu'à la nation.
Européen pragmatique	Les Européens pragmatiques sont profondément enracinés dans leur identité danoise. Ils sont, avant tout, Danois. À la différence des Danois eurosceptique, ils sont beaucoup plus attachés à l'Europe et s'identifient à celle-ci. Ils voient l'eupéanisation comme un processus essentiel et inévitable. Ils sont en faveur de l'euro. Ils croient que la diversité européenne est compatible avec le bon fonctionnement de l'UE.
Danois eurosceptique	Les Danois eurosceptiques sont caractérisés par leur attitude envers le futur de la langue danoise en Europe. D'un côté ils croient que les Danois doivent s'ouvrir à l'Europe en apprenant l'anglais. De l'autre, ils demandent le respect de leur langue nationale et demandent que tous les documents de l'UE soient traduits en danois. Cette attitude démontre une certaine ambivalence culturelle, politique et identitaire de la part de ce groupe. Il redoute l'homogénéisation culturelle pratiquée par l'UE et cherche à protéger les valeurs danoises. Dans les relations avec l'UE, la souveraineté danoise doit être préservée à tout prix. Malgré cet accent sur la souveraineté nationale, ce groupe croit en la possibilité de former une union du Norden. Il ne sait pas si le Danemark bénéficie vraiment de son appartenance à l'UE et croit que les pays européens sont trop différents pour que l'UE fonctionne efficacement. Ce groupe est fortement enraciné dans la culture nationale, est sceptique vis-à-vis l'intégration européenne, mais il croit à l'ouverture du Danemark aux autres cultures.
Danois danois ¹⁴	Les Danois danois pensent que leur langue nationale doit avoir une présence permanente en Europe. Ils ont une forte identité nationale et croient que la souveraineté nationale et l'indépendance de leur pays sont cruciales. Pour eux, l'identité danoise est fondée sur le sang. Ils ressentent un fort attachement au passé historique du Danemark. Ils croient que les valeurs nationales sont menacées par l'UE. Ils sont contre l'intégration européenne. Ils sont optimistes que le Danemark n'aura jamais à abandonner sa monnaie nationale et sont fortement contre l'euro.

Sources : Schroder & Hansen, 2005: 47-56

¹⁴ Il s'agit ici de notre traduction de l'expression « *Danish Danes* » utilisée par Schroder et Hansen.

Le tableau montre que la situation au Danemark sur la question de l'identité nationale et de l'identité européenne est complexe et l'opinion danoise sur le sujet est diversifiée. Les opinions des Danois sont caractérisées par des identités politiques à la fois enracinées et cosmopolites.

Dans une étude réalisée par la Commission européenne sur le degré d'attitudes positives à l'égard de l'UE de la part des pays membres, l'étude de l'opinion publique danoise sur la question de l'intégration européenne permet d'observer, qu'entre 1973 et 1993, le Danemark se classe avant-dernier, derrière le Royaume-Uni. À partir de ces résultats, le Danemark est considéré pour cette période comme faisant preuve d'un faible caractère européen (Dulphy & Manigant : 12). Cependant, pour la période allant de 1993 à 1999, la Commission européenne note une évolution des attitudes du Danemark et conclut que le pays est désormais moyennement européen (Dulphy & Manigant, 2004: 12). En 2001, l'eurobaromètre qualitatif a questionné les Danois sur leur sentiment d'appartenance à l'égard de l'Europe et l'UE. Selon cette étude, la majorité des Danois est contre l'harmonisation et l'intégration européenne puisque celles-ci menacent le modèle danois et les valeurs de la société danoises. De plus, les Danois sont peu enclins à ressentir une proximité avec les autres Européens, à l'exception des autres Scandinaves (Optem S.A.R.L., 2001: 45). Selon l'étude, l'opinion publique danoise perçoit une opposition radicale « entre un Danemark homogène, cohérent et soudé, et une Europe éclatée, désordonnée et « chaotique » dont ils se sentent séparés par la langue, la culture, les traditions, le tempérament et les valeurs, autant que par l'organisation sociale et le système politique. (Optem S.A.R.L., 2001: 45) » Aux yeux des citoyens danois, le Danemark est la référence en termes de transparence démocratique, de solidarité, de valeurs éthiques et de respect des lois. Pour eux « la distance est particulièrement grande avec les pays européens de culture catholique, marqués par le désordre, l'absence de sérieux professionnel, la corruption et la criminalité, et avec les pays de l'Europe de l'Est auxquels ils sont opposés par l'histoire, la mentalité, l'absence de tradition démocratique et par le faible niveau de développement économique » (Optem S.A.R.L., 2001: 45).

D'après l'étude, une majorité de Danois considère que l'Europe est avant tout un concept purement géographique. Plusieurs reconnaissent l'existence de traits communs avec d'autres pays européens tels que les valeurs chrétiennes, certains éléments d'histoire commune, les valeurs démocratiques malgré leurs différences nationales et les références culturelles communes en matière de musique, d'art et de cinéma. Toutefois, pour les Danois, ces ressemblances restent abstraites et la culture européenne est difficile à définir. Cette attitude méfiante envers l'Europe est moins présente dans les milieux socio-économiques supérieurs et chez les plus jeunes, mais elle a un caractère très général (Optem, S.A.R.L., 2001: 45). Notons que pour plusieurs auteurs, dans les pays du nord de l'Europe, tels que le Danemark et la Suède, le sentiment de partager une histoire et des liens culturels communs est beaucoup moins fort que dans le reste de l'Europe. Dans ces pays, les gens ont une conviction profonde de la supériorité et de la spécificité du modèle national de société dans lequel ils vivent, soit le modèle nordique (Schroder & Hansen, 2005: 42).

Même si le Danemark participe à l'intégration européenne depuis 1973, le discours national danois continue de positionner le pays entre l'Europe et le Norden ce qui démontre une certaine réticence à s'attacher à l'Europe (Zolkos, 2007: 143). Ce positionnement entre l'Europe et le Norden peut expliquer l'ambivalence du Danemark à l'égard du projet européen. Il permet de comprendre pourquoi l'Europe est simultanément séduisante et intimidante pour les Danois et pourquoi le Danemark est attiré par la force de l'intégration européenne tout en voulant rester à l'écart. Waever explique que le comportement du Danemark est le résultat d'une peur de se rapprocher du centre de l'Europe et d'un désir de rester en périphérie. Selon lui, les politiques européennes du Danemark sont le résultat des désirs contradictoires du pays de faire partie de l'Europe tout en restant séparée et différente de celle-ci (Zolkos, 2007: 147).

De Vreese et Tobiasen affirment que le taux de participation aux élections européennes est directement relié à l'attitude des citoyens par rapport à l'intégration européenne et à la satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie européenne. Ainsi, plus les citoyens appuieraient l'intégration européenne et seraient satisfaits de la démocratie européenne, plus il serait probable qu'ils participent aux élections européennes (De Vreese & Tobiasen, 2007: 89). Or, le taux de participation aux élections européennes au Danemark est beaucoup plus bas que le taux de participation aux élections nationales. Ce résultat serait un exemple de l'attitude méfiante des Danois par rapport à l'intégration européenne. Cependant, aux élections européennes de 1999 et de 2004, seulement 14% des Danois ont voté pour des partis politiques anti-intégrationnistes. Pour De Vreese et Tobiasen, ce faible pourcentage de vote anti-intégrationniste peut être compris comme un signe que les Danois s'identifient à l'Europe puisqu'ils affirment qu'il est moins probable que les citoyens ressentant une identité européenne votent pour des partis anti-intégrationnistes que les citoyens qui ressentent une identité nationale exclusive (De Vreese & Tobiasen, 2007: 93).

L'intégration européenne a mis en branle un processus de reconstruction de l'identité nationale, mais aussi un processus de construction de l'identité européenne. Les changements socio-politiques et économiques renforcent le nationalisme au Danemark, mais permettent aussi à une identité européenne de se développer (Kjaer & Palsbro, 2008: 600). Une stratégie de construction de l'identité européenne intéressante au Danemark est reliée au domaine juridique. De plus en plus, l'UE fait référence à un passé juridique commun en Europe, à un héritage européen au sein des États-nation du continent. Ces références sous-entendent que les différentes nations partagent certains principes fondamentaux dans le domaine juridique. Cette stratégie cherche à faire du système juridique européen une culture à laquelle le Danemark a toujours appartenu. Ainsi, les Danois n'ont pas à craindre pour l'existence de leurs lois nationales puisque celles-ci ont toujours été européennes (Kjaer & Palsbro, 2008: 614).

Selon Kjaer et Palsbro, le renforcement de l'identité européenne au Danemark fait de celle-ci une sérieuse identité rivale à l'identité nationale. Ils spécifient que cela est surtout le cas pour les élites socio-économiques et politiques danoises qui, en raison de leur position dans la

société, entrent plus en contact avec le reste de l'Europe (Kjaer & Palsbro, 2008: 624). Toutefois, contrairement à l'idée populaire que les élites nationales sont pro-européennes, les élites danoises n'ont pas une opinion homogène de l'intégration européenne. Il est souvent mentionné, dans les écrits, d'un fossé grandissant entre l'opinion de la population et des élites sur la question de l'intégration européenne: l'opinion publique aurait une attitude négative face à l'Europe et les élites auraient une attitude positive. D'après Kjaer et Palsbro, la réalité n'est pas aussi simple. Sans être automatiquement pro-européennes, les élites auraient seulement une plus grande probabilité de développer une identité européenne et une attitude favorable à l'intégration européenne en raison d'un plus grand nombre d'occasions de contacts à l'échelle européenne dû à leur statut social. D'un autre côté, ces mêmes élites ont également un grand nombre de contacts transnationaux avec les autres pays scandinaves, ce qui faciliterait aussi le développement d'une identité scandinave.

Les écrits sur les identités danoise et européenne montrent que la relation entre ces deux identités peut prendre deux formes. D'un côté, la différenciation par rapport à l'Allemagne et à l'Europe suggère que l'identité danoise est dans une situation de compétition et d'exclusion avec l'identité européenne. Les écrits démontrent que l'identité danoise est définie en opposition à l'Europe de sorte qu'elle n'est pas compatible avec l'identité européenne. De l'autre côté, les écrits montrent aussi que la relation entre ces deux identités est en cours de changement et que, pour plusieurs Danois, notamment les élites nationales, les identités danoise et européenne sont compatibles et complémentaires. Pour ces Danois pro-européens, le développement de l'identité européenne permet l'existence d'identités multiples « nichées ». La nation danoise est la communauté identitaire à laquelle les gens s'identifient en premier, et l'identité danoise est englobée par une communauté identitaire supranationale européenne à laquelle les Danois s'identifient moins fortement.

Scandinavie et Norden

Le Danemark ne doit pas être perçu comme une anomalie en Scandinavie. La lutte identitaire n'est pas unique au Danemark, mais est un phénomène qui caractérise tous les pays scandinaves. De plus, la relation entre le Danemark et l'Europe est influencée par un élément qui est présent dans les autres pays scandinaves, soit la difficulté de trouver un équilibre acceptable entre leurs identités nationale et européenne. Waever explique que cet équilibre est difficile à trouver en Scandinavie en raison de l'existence de l'identité scandinave dont l'une des caractéristiques est le sentiment de supériorité par rapport à l'Europe. Les pays scandinaves sont traditionnellement caractérisés par leur forte croyance en leur exceptionnalisme, qui prend la forme du « modèle nordique », ce qui rend leur intégration européenne plus difficile (Friis, 2002: 394). Ainsi, pour les Danois, comme pour les autres scandinaves, le pays pourrait perdre les avantages du modèle nordique en s'intégrant pleinement au reste de l'Europe (Friis, 2002: 380). Par surcroît, le modèle nordique est de plus en plus remis en question par l'eupéanisation et les

mesures adoptées par l'UE. Par exemple, les monopoles sur l'alcool, les mesures sur le chômage et les lois sur les banques sont des domaines spécifiques du modèle nordique qui sont contestés par l'eupéanisation (Ingebritsen, 2001: 64).

La place de la coopération nordique dans la politique étrangère du Danemark dépend grandement de l'opinion publique. Ce sujet soulève beaucoup plus de questionnements identitaires chez les Danois que les questions économiques ou de sécurité, ce qui fait en sorte que toutes politiques concernant la Scandinavie sont dépendantes de l'appui des masses (Petersen, 1977: 264). Petersen affirme qu'il existe un haut degré d'appui à la coopération nordique dans l'opinion publique et que cet appui est plus élevé chez les masses que chez les élites politiques. Cet appui de la part des masses relève d'une forte empathie pour les autres Scandinaves et du sentiment de partager des affinités ethniques et culturelles avec les autres nations scandinaves (Petersen, 1977: 284). Selon Petersen, environ 80% des Danois considèrent qu'ils ont plus en commun avec les autres peuples scandinaves qu'avec les autres Européens. Les Norvégiens et les Suédois sont de loin les nations européennes avec lesquelles les Danois ressentent le plus une affinité naturelle (Petersen, 1977: 267). Les Danois ressentent une forte affinité nordique avec les Norvégiens et les Suédois, ce qui permet d'affirmer l'existence d'une identité nordique ou scandinave au Danemark.

La coopération nordique est préférée à la coopération européenne particulièrement par le mouvement travailliste et le parti social-démocrate danois. Lorsqu'il est question de coopération nordique, les Danois n'ont pas le sentiment que la souveraineté nationale est en jeu ou que leur modèle de société, leur liberté et l'indépendance de l'État danois sont menacés. La structure politique et économique de l'État-providence danois est la même que celle qui existe en Norvège et en Suède, ce qui nous permet de dire qu'il s'agit d'un modèle d'État-providence scandinave. Ce modèle de société est perçu par les Danois comme une expression des qualités et des préférences nationales distinctes de leur pays. Cependant, ces préférences ne sont pas distinctes des autres pays scandinaves, elles sont distinctes du reste de l'Europe (Rasmussen, 2004: 106) Comme le modèle de société nordique est partagé par les trois pays scandinaves, la coopération nordique ne constitue pas une menace. Les Scandinaves sont très fiers du modèle de société dans lequel ils vivent. Or, le parti social-démocrate danois a tenté de convaincre la population qu'il faudrait rendre l'UE plus nordique, une sorte de continuation de l'Europe du Nord, plutôt que de continuer à percevoir l'organisation supranationale comme une menace pour la Scandinavie et pour l'identité danoise et scandinave (Friis, 2002: 395).

Malgré l'entrée du Danemark dans la Communauté européenne (CE), pour la majorité des Danois, qu'ils fassent parties de l'élite politique ou de la population, le Norden constitue un groupe socio-culturel, politique et identitaire beaucoup plus important que l'Europe (Aalto, 2006: 18). Le Norden, qui signifie « le nord » dans les langues scandinaves, est la plus ancienne politique étrangère du Danemark. La signification et la définition du Norden ont été construites pendant le développement d'une idéologie pan-nordique en Scandinavie. Cette idéologie délimitait les

frontières qui existent entre les nations scandinaves et le reste de l'Europe (Zolkos, 2007 :142). La coopération intergouvernementale en Scandinavie est vieille de plus d'un siècle et demi et les idéologies du « nordisme » et du « scandinavisme » trouvent leurs origines dans les années 1840 (Petersen, 1977: 265). Le « scandinavisme » n'est pas une idéologie internationaliste aux yeux des Danois. Au contraire, le « scandinavisme » est plutôt perçu comme une extension de l'identité danoise et de la souveraineté nationale (Petersen, 1977 :271).

Les relations entre le Danemark et les autres nations scandinaves sont basées sur une logique d'association. Les trois pays reconnaissent qu'ils partagent de nombreuses similarités et leur association a donné naissance au Norden (Zolkos, 2007: 142). Le Norden « *is a construction based on history and an identity-producing projection that existed as a potential and in specific historical situations as a mobilizing factor reinforcing national identities* (Zolkos, 2007: 142). » L'association des pays scandinaves est possible en partie grâce aux similarités sociopolitiques des trois pays, notamment l'importance politique des régions rurales, le modèle socioéconomique du capitalisme social, l'institutionnalisation du luthéranisme dans l'appareil d'État, la force politique et idéologique de la social-démocratie, l'égalité des sexes et la protection de l'environnement.

Dans une perspective politique et socioculturelle, les Danois s'identifient fortement au Norden. En ce qui a trait aux identifications supranationales, les Danois s'identifient d'abord à la Scandinavie et ensuite à l'Europe. L'un des objectifs politiques de la création du Norden était de limiter la pénétration des intérêts allemands dans le nord de l'Europe. Cela rejoint un des éléments importants de l'identité nationale danoise. Comme les caractéristiques des deux identités sont identiques, il est facile pour les Danois de s'identifier à leur pays et au Norden (Aalto, 2006: 19). Toujours dans une perspective politique et socioculturelle, aux yeux des Danois, le Norden représente une région démocratique, progressiste, égalitariste et protestante distincte d'une Europe capitaliste, conservatrice et catholique. Cette perception du Norden et de l'Europe a fait en sorte que la Scandinavie est devenue le principal projet supranational des Danois, jusqu'à ce que la Suède se joigne à l'UE en 1995. Waever affirme que le Norden est pour le Danemark une communauté identitaire régionale qui se positionne entre l'État-nation et l'Europe (Aalto, 2006: 19).

Il y a plusieurs raisons qui expliquent la place importante du Norden dans l'imaginaire danois. D'abord, le Norden est fondé sur une très riche histoire qui tire ses origines de l'Union Kalmar qui regroupait toute la Scandinavie sous un même État entre 1397 et 1523. Puis, il y a eu le mouvement scandinaviste du début du 19^e siècle qui a tenté d'unifier à nouveau la Scandinavie en tant qu'État-nation. Depuis les années 1950, il y a eu la création de diverses institutions scandinaves telles que le Conseil nordique en 1952, un marché de travail commun en 1954, des prestations de sécurité sociale communes en 1955, une union de passeport en 1957 et le Conseil nordique des Ministres en 1972 (Aalto, 2006 :18). Ces institutions ont permis une intégration nordique qui précède et qui excède de beaucoup l'intégration européenne. Par exemple, l'union

des passeports et la liberté de mouvement des travailleurs s'est produite quarante années plus tôt en Scandinavie que dans le reste de l'Europe. Pendant la Guerre froide, le Norden était, pour plusieurs observateurs européens, un exemple à suivre d'intégration (Aalto, 2006: 18). L'intégration nordique a été facilitée par les liens entre les différentes langues nationales qui font toutes parties de la famille des langues scandinaves.

Au cours des années 1950 et 1960, la population danoise n'avait pas son mot à dire sur les relations entre leur pays et la Communauté européenne (CE). Au cours de cette période, les politiciens danois ne s'intéressaient pas vraiment à l'intégration européenne et investissaient plutôt leur énergie dans la coopération avec les pays nordiques (Pedersen, 1996: 82). Toutefois, lorsqu'en 1961, le Royaume-Uni a soumis sa candidature pour rejoindre la CE, le Danemark a rapidement suivi, provoquant une crise dans ses relations avec la Suède. La Suède préférait l'Association européenne de libre-échange (AELE) et lorsque le Danemark a voulu devenir membre de la CE, la Suède a proposé un traité lors d'une réunion du Conseil nordique afin de confirmer et de codifier la coopération nordique (Pedersen, 1996: 84). L'appartenance du Danemark à l'UE a généré deux discours opposés au sujet du Norden. Les Danois pro-UE considèrent que le Norden n'est pas une alternative viable à l'UE pour les intérêts économiques du Danemark, mais ils croient tout de même que le Norden doit subsister à l'intérieur de l'Europe. De l'autre côté, les Danois qui sont contre l'UE considèrent qu'il faut faire un choix entre le Norden et l'Europe et ils choisissent le Norden (Aalto, 2006: 19).

Lorsque le Danemark s'est joint à la CE et ensuite à l'UE, il y a eu une fusion des structures politiques européennes et nordiques. Pedersen explique que cela n'implique pas que la dimension nordique va disparaître de la politique étrangère du Danemark. Au contraire, il croit que la coopération nordique est compatible avec l'intégration européenne et qu'un fort bloc nordique au sein de l'UE permettra de consolider l'intégration européenne dans cette région (Pedersen, 1996: 96). Les partisans de l'intégration européenne font souvent référence au Norden dans leur argumentaire. Selon eux, le Norden est la communauté identitaire des Danois, une région d'appartenance, et aussi une source de qualités morales et politiques pour le Danemark. Cependant, cette vision nationaliste du Norden n'est pas utilisée pour promouvoir l'indépendance du Danemark et son retrait de l'Europe, mais plutôt comme une occasion pour promouvoir le modèle de société nordique et les valeurs nationales au sein de l'Europe (Zolkos, 2007: 150). L'UE a été présentée comme une arène qui assurerait l'existence politique du Norden. Selon les élites danoises, la population accepte mal l'intégration européenne et la supranationalité puisqu'elle est encore trop attachée à l'idéal de la coopération nordique et d'une Scandinavie unie (Pedersen, 1996: 85). Grâce à la collaboration de la Suède, le Danemark a intégré des enjeux nordiques à l'ordre du jour de l'UE, ce qui a permis à l'UE d'être représentée comme une extension de la Scandinavie et non comme une menace aux valeurs et au mode de vie danois. Le slogan du Parti social-démocrate danois en témoigne : « *The Danish road is now also the road of*

the EU; the EU is becoming more Nordic and more Danish (cité dans Friis, 2002 :384). » Cependant, plusieurs Danois croient toujours en l'idée de former une union des pays scandinaves, une union qui a été le sujet de sérieuses négociations entre le Danemark, la Norvège et la Suède au cours des années 1960. De nombreux Danois auraient préféré créer une Scandinavie, plutôt que de voir leur pays rejoindre l'UE. Selon eux, cela aurait permis d'accomplir plus de choses en raison des affinités entre les trois pays. (Schroder & Hansen, 2005: 51)

Les écrits montrent que l'identité scandinave est imprégnée de l'identité danoise. Ces deux identités se mélangent l'une à l'autre et il est difficile de les différencier. Cette situation correspond aux identités multiples de type « gâteau marbré » de la typologie de Risse. Ainsi, une forte identité danoise est compatible et complémentaire avec l'identité supranationale scandinave. Plus un Danois a une forte identité nationale, plus il est probable qu'il ressente une forte identité scandinave.

L'hypothèse de l'incompatibilité et l'exclusivité des identités permet d'expliquer le mieux la relation entre l'identité scandinave et l'identité européenne au Danemark. Ces deux identités supranationales sont en compétition dans l'imaginaire danois et l'une est perçue comme une alternative à l'autre. L'identité scandinave et l'identité européenne ont longtemps été incompatibles, mais la situation semble vouloir changer depuis le milieu des années 1990. Les auteurs observent un nouveau développement, principalement chez les Danois pro-européens, qui rendraient ces deux identités supranationales compatibles et complémentaires. En tentant de reproduire un bloc nordique au sein de l'UE et en faisant la promotion du Norden au reste de l'Europe, nous voyons que la relation entre les identités scandinave et européenne est changeante. Ainsi, bien que les identités scandinave et européenne soient en compétition, il faut noter que pour de plus en plus de Danois, ces deux identités peuvent prendre la forme d'identités multiples « nichées ». Plutôt que d'être en opposition, l'identité scandinave est perçue, par ces Danois, comme faisant partie de l'identité européenne. La relation entre les deux identités supranationales a évolué, grâce à une reconstruction de celles-ci dans l'imaginaire danois. Il est désormais possible de considérer l'identité scandinave et l'identité européenne compatibles.

Le Danemark et l'UE

En raison de la logique du petit État-nation, la CE a été longtemps perçue comme un véhicule de la domination franco-allemande sur l'Europe, de sorte qu'elle représentait une grande menace pour l'indépendance et la souveraineté danoises et pour les valeurs et l'identité nationales. Les Danois ont longtemps eu peur que l'appartenance de leur pays à la CE conduirait inévitablement à l'absorption du Danemark par l'Allemagne (Pedersen, 1996: 83). Il n'est pas surprenant que les opposants de la CE et plus tard de l'UE insistent sur les notions d'indépendance, de lutte contre la domination, de préservation de la nation, d'auto-détermination et de survie de la culture danoise (Rasmussen, 2004: 106). Les bonnes relations entre le Royaume-Uni et les pays scandinaves ont aussi joué un rôle dans l'attitude détachée et froide du Danemark

par rapport à l'intégration européenne (Pedersen, 1996: 83). Au début de l'intégration européenne, le Danemark et ses partenaires commerciaux traditionnels, le Royaume-Uni et les autres pays scandinaves, ont préféré se tenir à l'écart du projet européen. Friis croit que l'entrée tardive du Danemark dans l'UE est une raison pour laquelle la question européenne y est perçue avant tout comme une lutte identitaire (Friis, 2002: 381). Le gouvernement danois a de la difficulté à convaincre la population que l'identité danoise et l'UE sont compatibles (Friis, 2002: 379).

À l'origine, le scepticisme à l'égard de l'UE au Danemark est issu de la gauche politique. Ce scepticisme était caractérisé par l'idée selon laquelle l'UE, une puissance externe, viendrait détruire et saper la souveraineté, la démocratie et les politiques sociales du Danemark. L'UE était perçue comme une entité étrangère et menaçante qui s'alliait aux élites nationales pour attaquer la culture et l'État-providence danois (Koefoed & Simonsen, 2007: 328). Aujourd'hui, l'opinion anti-intégrationniste au Danemark est représentée par deux pôles politiques distincts. D'un côté, nous avons un parti de droite, le Parti populaire danois, anciennement le Parti progressiste, qui depuis 1991 a une plateforme anti-intégrationniste. Ce parti est favorable à la coopération entre les États européens mais est contre toute intégration institutionnelle et considère qu'il est crucial pour le Danemark de préserver sa souveraineté et son identité nationale (De Vreese & Tobiasen, 2007: 91). De l'autre côté, nous avons deux mouvements anti-EU: le Mouvement populaire contre l'UE et le Mouvement de juin. Ces deux mouvements sont composés de membres de différentes allégeances politiques, mais la majorité des représentants tendent vers la gauche politique (De Vreese & Tobiasen, 2007: 91). De Vreese et Tobiasen estiment que les Danois qui sont clairement positionnés à gauche et à droite du spectre politique sont plus anti-européen, que les Danois centristes qui sont plus pro-européens (De Vreese & Tobiasen, 2007: 92). Ainsi, le Danemark est l'un des premiers pays européens à avoir démontré de l'euro-scepticisme autant chez les membres de la gauche que de la droite du spectre politique (De Vreese & Tobiasen, 2007: 88). De plus, les auteurs confirment que plus un individu ressent une identité européenne, plus les probabilités sont faibles qu'il joigne un parti ou un mouvement anti-intégrationniste. De même, si un individu s'identifie peu à l'Europe, il est plus probable qu'il ait une attitude négative vis-à-vis l'intégration européenne. Ainsi, les deux auteurs concluent que l'identité joue un rôle important (De Vreese & Tobiasen, 2007: 102).

En 2001, le Danemark était un de deux pays membres de l'UE qui considéraient que la vitesse du processus d'intégration européenne était trop rapide; la majorité des Danois souhaitait que le processus d'intégration européenne ralentisse (Schroder & Hansen, 2005: 40). Le Danemark se classait dernier parmi les pays membres de l'UE sur la question de la nécessité et la désirabilité d'une constitution européenne (Schroder & Hansen, 2005: 40). Les Danois considéraient aussi que le système politique de l'UE est non-démocratique, opaque et bureaucratique. Pour eux, l'Europe est trop vaste et trop lointaine et les principaux acteurs décisionnels ne sont pas des élus (Optem S.A.R.L., 2001: 78). Le Danemark est constamment perçu comme étant vulnérable face au projet

capitaliste supranational qu'est l'UE. Toutefois, les Danois reconnaissent les avantages de l'UE, notamment la nécessité d'un marché commun pour le bien de l'économie danoise mais aussi l'utilité de l'UE pour le maintien de la paix et de la liberté en Europe, et la plus grande influence sur la scène internationale que permet l'UE aux Etats membres (Optem S.A.R.L., 2001: 78). Les partisans de l'intégration européenne vantent principalement les bénéfices économiques qui sont retirés de l'appartenance à l'UE.

La relation entre le Danemark et l'UE n'est pas seulement affectée par le débat sur la survie de l'identité danoise, mais aussi par la tradition référendaire danoise. Au début des années 1970, la décision du Danemark de devenir membre de la CE a été fortement critiquée et a mobilisé l'opinion publique. Avec de profondes divisions internes dans le Parti social-démocrate danois, le gouvernement social-démocrate a décidé de tenir un référendum sur l'accession du Danemark à la CE (Pedersen, 1996: 85). Depuis, la constitution danoise exige la tenue d'un référendum sur toutes les questions touchant la souveraineté nationale. Cette pratique constitutionnelle a eu pour effet de polariser la question de l'intégration européenne. Six référendums entre 1972 et 2000, qui ont porté sur de nouvelles étapes dans l'intégration, ont séparé la population danoise en deux camps opposés (Schroder & Hansen, 2005: 37). Friis estime que sans la tradition référendaire, le Danemark serait probablement un membre sans dérogations de l'UE (Friis, 2002 :386). Le tableau 7 présente les résultats et le taux de participation des six référendums qui ont lieu au Danemark entre 1972 et 2000.

Tableau 7 - Résultats et taux de participation des referenda danois sur l'UE

	1972	1986	1992	1993	1998	2000
Oui	63,3%	56,2%	49,3%	56,7%	55,1%	46,8%
Non	36,7%	43,8%	50,7%	43,3%	44,9%	53,2%
Taux de participation	90,1%	75,4%	83,1%	86,5%	74,8%	87,6%

Source: Friis, 2002: 386

Plusieurs raisons sont évoquées par les Danois pour expliquer leur vote à ces référendums. Entre 1972 et 1992, l'argumentaire des opposants à l'UE était fondé sur la prééminence de la souveraineté nationale de l'État danois et de la préservation des valeurs nationales communes à la social-démocratie scandinave (Dulphy & Manigand, 2004: 18). Depuis le référendum sur le Traité de Maastricht de 1992, 37% des Danois ayant voté « non » interprètent leur vote comme l'expression de leur opposition à une plus grande unification de l'Europe, 23% considèrent que leur vote est un moyen de défendre l'identité danoise et ses symboles tels que la devise nationale, 23% ont voté « non » car ils n'ont pas confiance en l'UE, et 17% évoquent d'autres raisons (Friis, 2002: 388). Pour ceux ayant voté « oui », 50% considèrent que leur vote est un moyen de protéger l'influence danoise en Europe, 23% veulent une plus grande intégration politique, 11% ont voté « oui » en raison des avantages économiques, et 16% évoquent d'autres raisons (Friis, 2002: 388). L'une des causes du rejet danois de l'Union monétaire et économique (UME) en 2000, est

l'incapacité des partisans du projet de présenter l'euro comme un symbole compatible avec l'identité danoise (Zolkos, 2007: 144).

Au moment du Traité de Maastricht, obtenir le consensus du *Folketinget*, le Parlement danois, a été simple puisque le Traité a été approuvé par 130 votes pour contre 25 votes contre, mais obtenir l'appui de la population s'est avéré beaucoup plus difficile (Zolkos, 2007: 145). La population danoise avait toujours vu l'intégration européenne comme une aventure économique basée sur un marché commun puisque l'application du Danemark à la CE avait été rationalisée comme un projet économique. C'est en grande partie parce que la CE a été présentée comme une aventure économique, ce qui ne faisait pas d'elle une menace à l'identité danoise, que le gouvernement a reçu l'appui de la population lors du référendum de 1972 (Friis, 2002: 382). Cela explique toutefois pourquoi les Danois ont été réticents et méfiants lors du virage de l'UE vers une intégration politique (Zolkos, 2007: 143). Les élites et le camp pro-UE devaient maintenant convaincre la population d'adhérer à une union politique européenne (Pedersen, 1996: 89). Les opposants au Traité de Maastricht ont utilisé une rhétorique eurosceptique en affirmant que l'autonomie nationale, l'identité danoise et l'État-providence danois étaient menacés par la progression de l'intégration européenne. Lors du référendum, la population danoise a rejeté le Traité de Maastricht avec une majorité de 50,7%. La raison principale évoquée pour le vote du « non » était la crainte de voir le Danemark perdre sa souveraineté. La population appuyait une plus grande coopération économique et monétaire mais refusait d'abandonner la *dansk krone*, la devise nationale (Pedersen, 1996 :89). Le référendum de 1992 a été une véritable confrontation entre l'élite politique et les groupes d'intérêts d'un côté, et la population danoise eurosceptique de l'autre. L'élite du Parti social-démocrate et leurs partisans ont été particulièrement divisés sur la question de l'intégration européenne. Même si le Parti social-démocrate appuyait l'intégration européenne, cela ne s'est pas traduit en un appui populaire (Zolkos, 2007: 145) Le résultat a été une victoire serrée en faveur des opposants de l'UE. Le rejet du traité de Maastricht en 1992 et celui de l'euro en 2000 a donné, aux Danois, la réputation d'être des eurosceptiques et des Européens indifférents.

En 1992, la Cour Suprême du Danemark a poursuivi le Premier Ministre Rasmussen pour avoir violé la Constitution danoise en ayant abandonné des éléments de la souveraineté danoise à l'UE. Cette cause juridique allait de pair avec les craintes d'une majorité de la population sur la question. Le rejet du Traité de Maastricht, lors du référendum de 1992, a confirmé cette crainte populaire que la souveraineté danoise était menacée et a mené à l'Accord d'Edimbourg, qui est pour les Danois un compromis national (Rasmussen, 2004: 112). L'accord a accordé quatre mesures au Danemark dans le contexte du Traité de Maastricht, soit l'exemption de participer à la citoyenneté européenne, à la police et à la justice commune, à la monnaie unique et à la politique de défense commune. Ces quatre exemptions obtenues par le Danemark concernaient des éléments traditionnels d'un État souverain. Les Danois considéraient qu'une coopération dans ces domaines

était inacceptable préférant demeurer à la périphérie de l'Europe et de l'UE (Rasmussen, 2004: 112 ; Aalto, 2006: 19). En 1993, même s'ils votent en faveur de l'Accord d'Édimbourg, c'est-à-dire du Traité de Maastricht amendé, de nombreux Danois continuent de croire que l'UE est une menace pour à leur identité nationale (Friis, 2002: 383).

Au Danemark, l'opinion publique appuie majoritairement l'intégration européenne si elle est présentée comme un projet économique. Cependant, lorsque l'intégration européenne devient un projet politique, l'opinion publique est majoritaire contre celui-ci. Malgré ces tendances, les Danois sont devenus de moins en moins eurosceptiques au cours des années 2000 et sont désormais majoritaires à favoriser l'intégration européenne (Rasmussen, 2004: 108). Or, entre 1992 et le début des années 2000, les Danois ont renforcé leur réputation d'une nation eurosceptique. Le Danemark s'est comporté comme un membre qui laisse constamment en suspens la menace de se retirer de l'UE. Cette image est renforcée par le rejet du Traité de Maastricht en 1992 et le refus de participer à l'UME et d'adopter l'euro en 2000 (Friis, 2002: 379). Les sondages danois et les eurobaromètres illustrent pour cette période une opposition à une intensification de l'intégration européenne. Le référendum de 1992 a intensifié le scepticisme des Danois vis-à-vis la supranationalité et l'abandon de la souveraineté nationale (Rasmussen, 2004: 111). Rasmussen maintient que le scepticisme démontré par le Danemark entre 1992 et 2002 ne doit pas être perçu comme une preuve de son rejet de l'Europe et de l'intégration européenne. Cette période est marquée davantage par une moitié de la population danoise qui refuse plus d'intégration européenne, et l'autre moitié qui l'accepte. Les résultats serrés des référendums de 1992 et de 2000 montrent qu'il serait faux de caractériser les Danois comme une nation uniquement eurosceptique (Rasmussen, 2004: 113).

Conclusion

La recension des principaux écrits sur l'identité nationale au Danemark montre que celle-ci est forte. La forte identité danoise est toutefois compatible et complémentaire avec deux identités supranationales, la scandinave et l'européenne. Nous avons vu, qu'à l'origine, l'identité danoise est définie en opposition à l'identité européenne, mais que cette situation a changé au fur et à mesure de l'intégration européenne. Celle-ci a rendu possible le développement de l'identité européenne au Danemark et l'identité supranationale est désormais compatible avec la forte identité nationale danoise. Nous avons montré dans la relation du Danemark avec l'UE à quel point l'intégration européenne est dépendante des questions identitaires. Les arguments identitaires sont utilisés pour expliquer l'attitude face à l'intégration européenne et à l'UE. Le Danemark fait preuve d'un euroscepticisme marqué, particulièrement sur les questions d'intégration politique.

Nous avons vu, dans ce chapitre, que l'identité danoise et l'identité scandinave se mélangent l'une à l'autre de sorte qu'il est difficile de les distinguer. Cette situation correspond aux identités multiples de type « gâteau marbré » de la typologie de Risse. Ainsi, une forte identité nationale est compatible et complémentaire avec l'identité supranationale scandinave.

En ce qui a trait à la relation entre les identités danoise et européenne, il faut tirer des conclusions nuancées. Les écrits révèlent que l'identité danoise est définie en opposition à l'Europe. Cela suggère que l'identité nationale est dans une situation de compétition et d'exclusion avec l'identité européenne. Ainsi, ces deux identités peuvent paraître incompatibles. Toutefois, les écrits révèlent également que de plus en plus de Danois ressentent une identité européenne ce qui implique que les identités danoise et européenne sont aussi potentiellement compatibles et complémentaires. La relation entre ces deux identités correspond aux identités multiples « nichées », puisqu'il faut avant tout être Danois pour être Européen.

Il est également important de nuancer la relation entre les identités scandinave et européenne. Ces deux identités supranationales sont avant tout en opposition. La Scandinavie est une alternative à l'Europe et les deux identités sont perçues comme étant incompatibles. Cependant, pour les Danois pro-européens, les identités scandinave et européenne sont de plus en plus compatibles. Ces Danois reconnaissent que la Scandinavie fait partie de l'Europe, et qu'être Scandinave peut aussi signifier être Européen. Ainsi, pour certains Danois, les identités scandinave et européenne sont devenues des identités multiples « nichées ».

Chapitre 3

La Norvège

L'étude des écrits sur le nationalisme norvégien et l'identité européenne en Norvège permet de présenter le portrait de la situation dans le pays et fournit une meilleure compréhension de la relation entre les identités norvégienne, scandinave et européenne. Pour ce faire, nous présenterons les principaux travaux sur le nationalisme et l'identité nationale norvégienne, la perception de l'Europe et de la Scandinavie par les Norvégiens et la construction de deux identités supranationales, et enfin nous étudierons les relations que la Norvège entretient avec l'UE.

Le nationalisme norvégien

Au cours de son histoire, la Norvège a constamment dû lutter pour son indépendance, d'abord contre le Danemark, puis contre la Suède et, au XX^e siècle, contre l'Allemagne. La très longue période allant de 1380 à 1905 pendant laquelle la Norvège a été assujettie aux autres puissances scandinaves, d'abord au sein de l'Union de Kalmar, puis en tant que province du Danemark jusqu'en 1814 et ensuite dans une union avec la Suède entre 1814 et 1905, a donné une importance prépondérante aux concepts d'autodétermination, d'indépendance et de souveraineté nationale. L'expérience de subordination de la Norvège au Danemark et à la Suède a tenu le pays à l'écart des événements européens jusqu'en 1814. À cette date, le Danemark, qui avait participé aux guerres napoléoniennes en tant qu'allié de l'Empire français, a dû remettre la Norvège à la Suède comme conséquence du traité de paix de Kiel. À l'annonce de cette nouvelle, la Norvège a proclamé son indépendance et a rédigé sa propre constitution nationale, mais la diplomatie européenne a ignoré cette déclaration et a entériné l'échange de la Norvège du Danemark à la Suède (Archer, 2004: 20). À la suite d'une brève guerre avec la Suède, le Parlement norvégien s'est résigné à rejoindre une union avec la Suède en octobre 1814 (Johannessen, 2001: 29). Les siècles de domination danoise et suédoise et les luttes pour l'indépendance ont affecté l'imaginaire et la mentalité des Norvégiens. Ils ont favorisé le développement d'un très fort nationalisme et l'importance première de défendre la souveraineté nationale. Depuis cette époque, l'indépendance, la liberté et la souveraineté sont devenues des parties intégrantes de l'identité norvégienne. Ainsi, l'histoire de cette nation permet de comprendre pourquoi toute idée d'union supranationale a une connotation négative auprès de la population (Bundt, 2001: 120). Les résultats négatifs des référendums de 1972 et de 1994 sur l'appartenance à l'UE sont un exemple du refus d'une majorité des Norvégiens d'entrer dans une union qui pourrait mettre ces éléments de l'identité norvégienne en péril (Johannessen, 2001: 32). L'histoire et la réalité socio-économique du pays ont profondément imprégnés l'identité norvégienne de normes morales et culturelles que la majorité des Norvégiens sentent menacées par la perspective d'une union supranationale (Saeter, 1996: 134).

Malgré la subordination de la Norvège aux puissances voisines, Archer estime que son caractère distinct est aussi fort en 1536 qu'en 1814, alors que le pays faisait partie du Danemark (Archer, 2004: 7). La Norvège se trouve non seulement à la périphérie de l'Europe, mais aussi du royaume danois. Bien qu'il n'existe pas d'État indépendant norvégien, la distinction et l'autonomie par rapport au Danemark et à la Suède en fait pratiquement un État *de facto* (Archer, 2004: 7). La résistance des Norvégiens à plusieurs dominations étrangères joue un rôle crucial dans la construction de l'identité nationale et a un effet durable sur l'attitude des citoyens à l'égard des formes d'intégration supranationales (Gstøl, 2002 :543). Le nationalisme norvégien se définit en opposition à la domination politique de la Suède et à la domination culturelle du Danemark. La Norvège crée une langue nationale distincte du danois et du suédois. Elle transfère des aspects de la culture rurale en milieu urbain d'Oslo, et se dote de coutumes et de symboles nationaux. Ce processus fait de l'identité norvégienne une identité collective très forte que les Norvégiens ont peur de perdre (Gstøl, 2002: 542). Grytten affirme que les Norvégiens sont fortement attachés à leur nation, et que cet attachement est plus fort que l'attachement des Suédois à leur nation (Johannessen, 2001: 67). Hernes et Knudsen en viennent à la même conclusion et affirment que les Norvégiens ont une plus forte identité nationale et un plus grand chauvinisme que les Suédois (Johannessen, 2001: 66).

L'identité nationale norvégienne est ancrée dans les institutions nationales, dans la culture politique et dans les coutumes et les traditions norvégiennes. Elle est intimement liée à l'État-nation et à la souveraineté nationale. Cette spécificité de l'identité norvégienne constitue un obstacle politique important à toute forme d'union et de perte de souveraineté (Gstøl, 2002: 537). Le lien profond entre l'État-nation et l'identité norvégienne fait en sorte que la majorité des Norvégiens ont une forte identité civique nationale. Ils sont fiers du fonctionnement de leur démocratie, de l'influence de leur pays dans le monde, des réussites économiques et de leur système de sécurité sociale et la plupart des Norvégiens sont fiers de leurs institutions politiques et culturelles (Johannessen, 2001 :131). L'identité nationale norvégienne inclut aussi des normes et des coutumes, telles le système socio-politique et l'expérience rurale, et le positionnement de l'État norvégien sur l'échiquier international, qui sont grandement influencés par son expérience nationale de soumission à des puissances étrangères (Gstøl, 2002: 537). Une autre expérience notable de soumission à une puissance étrangère est l'occupation de la Norvège par l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. À la suite de cette occupation, un énorme sentiment de solidarité nationale a parcouru la Norvège et l'identité nationale a gagné en force (Johannessen, 2001: 127).

La Norvège est un État-nation peu peuplé qui a des traditions et des institutions politiques corporatistes (Johannessen, 2001: 67). Elle est aussi caractérisée par sa dépendance envers ses exportations. Les Norvégiens se définissent comme un peuple marin et défendent fortement leurs

droits nationaux de pêche dans les mers environnantes, qu'ils considèrent comme des traditions nationales.

À la suite de son indépendance en 1905, la Norvège s'est isolée politiquement et culturellement. Le pays ne veut pas devenir dépendant de l'Europe. Pendant cette période d'isolationnisme, les distinctions entre les membres de la communauté nationale et les étrangers sont devenues plus rigides et l'exclusion s'est intensifiée. Autrement dit, le sentiment d'appartenance à l'identité norvégienne est devenu plus fort et plus restreint au cours de cette période (Johannessen, 2001: 126). D'après Gullestad, le lien du sang est à la base de l'identité norvégienne (cité dans Grillo, 2007: 79). Selon Melhuus, le passeport et la citoyenneté ne sont pas suffisants pour qu'un individu soit norvégien (cité dans Grillo, 2007: 79).

Un élément important de la construction d'une nation est la reconnaissance par les membres de la communauté nationale qu'ils partagent un héritage commun, puisé dans des expériences communes et des institutions communes, ainsi qu'une mémoire collective. En Norvège, cet héritage commun a pris la forme d'une langue, d'une culture et d'une religion; ces éléments ont liés les Norvégiens entre eux et leur ont permis de se distinguer des autres communautés nationales. Dès le début du XIX^e siècle, les Norvégiens se considéraient différents des Danois et des Suédois. Ils se voyaient comme une nation et étaient perçus comme une nation par le Danemark et la Suède (Archer, 2004: 25). Le passé commun avec le Danemark et la Suède a donc eu un impact considérable sur le développement de l'identité norvégienne. Toutefois, la Norvège a une tradition beaucoup moins militaire que la Suède. Le pays est un petit État-nation avec une modeste influence internationale qui se trouve encore plus en périphérie de l'Europe que la Suède (Knudsen, 1996: 226). Selon Knudsen, l'absence d'une bourgeoisie et d'une aristocratie terrienne influence l'identité norvégienne. Elle contribue à son orientation rurale et égalitaire. Les Norvégiens glorifient la vie simple de la campagne et l'associent à l'identité norvégienne (Knudsen, 1996 :26). Par ailleurs, le complexe d'infériorité des Norvégiens par rapport à leurs voisins scandinaves s'est graduellement estompé pour donner lieu à une assurance et à une confiance en soi nationale forte de leur part (Knudsen, 1996: 227). Depuis, les Norvégiens croient que leur nation est supérieure aux autres. Ils sont méfiants des étrangers. Ils appuient fortement leur système sociopolitique (Knudsen, 1996: 234). En somme, les Norvégiens se sont dotés, au fil des ans, d'une identité nationale très prononcée et son passé national est fortement lié à son euroscepticisme (Knudsen, 1997: 224).

De façon plus précise, l'histoire, la culture et les institutions de la Norvège se sont aussi constitués au sein de rapports antipathiques avec les centres urbains que sont Oslo, Copenhague et Stockholm. La Norvège a les yeux tournés vers les régions rurales et vers la mer, notamment celle du Nord et l'Atlantique nord. Ce regard vers l'intérieur a grandement affecté le nationalisme norvégien et la perspective atlantique a affecté la politique étrangère de la Norvège (Archer, 2004: 9). En effet, la Norvège s'est souvent retrouvé devant le choix de suivre une orientation nordique,

européenne ou atlantique, et l'option atlantique a parfois pris le dessus sur les autres, comme lorsque le pays s'est joint à l'OTAN. Aussi, durant la période de l'après-guerre, la Norvège a participé activement à la coopération européenne : elle a contribué au Plan Marshall, à l'OECE et ensuite à l'OCDE et au Conseil de l'Europe. La Norvège est aussi un membre fondateur de l'Association européenne de libre-échange (AELE) créée en 1960 (Vibe, 1992: 588). Aujourd'hui, les intérêts norvégiens sont fortement liés à ceux des membres de l'UE sur les questions politiques, économiques, culturelles et de défense (Vibe, 1992: 589). Pour ce qui est de la coopération nordique, les questions de marché commun, d'union des passeports, et du Conseil nordique ne laissent pas de doute sur l'existence de cette option pour la Norvège.

Comme l'explique Ingebritsen, les Norvégiens vivent à la périphérie de l'Europe, géographiquement et politiquement, et sont relativement isolés des influences continentales, à l'exception de l'UE (Ingebritsen, 1997: 207). L'autodéfinition de la nation norvégienne affecte les relations entre la Norvège et l'UE, notamment sur la question de la pêche aux baleines qui fait l'objet d'une interdiction dans l'UE (Ingebritsen, 2001: 69). Pour cette auteure, en se joignant à l'UE, la Norvège contracterait une union avec des peuples qui non seulement ne parlent pas la langue nationale, mais qui ne sont pas familiers avec les valeurs traditionnelles du pays et avec le lien entre l'identité norvégienne et les régions rurales, et qui ne comprennent pas et ne se conformeraient à la *norsk hver dag*, le mode de vie norvégien (Ingebritsen, 1997: 216). Pour d'autres, les idées européennes ne vont pas de pair avec l'identité norvégienne, comme cela est le cas pour les identités françaises et allemandes qui sont très européanisées (Gstöl, 2002: 536). Le lien entre l'identité norvégienne et les traditions rurales et la nature représente un important contraste avec la société urbanisée européenne. Pour Ingebritsen, l'immigration et l'exode des populations rurales vers les villes ont déjà changé la société aux yeux des Norvégiens, et un rapprochement avec l'Europe et l'UE viendrait accélérer ce processus et introduirait des éléments indésirables dans le mode de vie norvégien (Ingebritsen, 1997: 216). L'idée d'une union avec d'autres États européens a une connotation très négative pour la Norvège, une nation pour laquelle le concept d'union rappelle la domination du Danemark et de la Suède (Ingebritsen, 1997 :215). Depuis la dissolution de l'union avec la Suède en 1905, les Norvégiens ne cessent de construire et de redéfinir leur identité nationale et le débat sur l'adhésion à l'UE contribue à cette reconstruction d'une identité norvégienne changeante. Pour Johannessen, le fait que la majorité des Norvégiens ait refusé l'UE à deux reprises n'est pas une indication que ceux-ci considèrent leur nation comme étant supérieure aux autres, mais plutôt comme une indication que les Norvégiens croient que leur pays est mieux servi par son autonomie et qu'ils ne croient pas que la Norvège est inférieure à ses voisins européens (Johannessen, 2001 :128).

Selon Gstöl, la réticence de la Norvège à participer à des projets d'intégration supranationale autre que scandinave peut aussi être expliquée par des contraintes géo-historiques, soit l'identité nationale et la lutte constante de la Norvège pour son indépendance, et par des

contraintes internes, soit les clivages au sein de la société norvégienne et le modèle d'aide sociale hautement subventionné par l'État-nation (Gstøl, 2002: 539). L'appel aux questions identitaires est donc particulièrement efficace dans le cas de la Norvège parce que l'identité nationale est incorporée dans la culture et dans les institutions du pays (Archer, 2004: 62). De plus, le clivage entre les élites et les masses sur la question de l'intégration européenne est très présent. Les croyances de la population par rapport aux valeurs et aux idéaux qui sont imprégnés dans la nation norvégienne ne sont pas particulièrement partagés par les élites politiques, de sorte que celles-ci ne représentent pas les croyances de la population. Ceci a pour résultat que lors de référendums nationaux sur l'intégration européenne, l'identité et l'opinion de la population sont confrontées aux intérêts des élites nationales qui veulent se joindre à l'UE, alors que le peuple souhaite le contraire (Archer, 2004: 61).

Les identités supranationales

Géographiquement, la Norvège fait partie de l'Europe, mais elle se trouve à sa périphérie et elle est séparée du continent par la mer du Nord. À quel point la Norvège est-elle européenne ? Des liens politiques, culturels et économiques considérables avec les nations baignant dans la mer du Nord et dans l'Atlantique nord ont toujours été une réalité en Norvège. Pour Vibe, ces liens font de la Norvège une nation européenne à part entière (Vibe, 1992: 584). Il faut éviter de marginaliser les pays qui ne sont pas membres de l'UE. Cette dernière n'a pas le monopole de l'identité européenne. Les Norvégiens ne s'identifient pas à l'UE, ils ont refusé de devenir membres de celle-ci à deux reprises, mais cela ne veut pas dire que les Norvégiens ne s'identifient pas à l'Europe. La Norvège n'a jamais réellement réussi à se tenir à l'écart des événements qui se sont déroulés sur le continent européen. De la réforme du christianisme aux guerres napoléoniennes, et de l'expansionnisme nazi à la Guerre froide, la Norvège a ressenti les effets de l'Europe. Cependant, un mélange de la position géographique du pays, de son système socio-politique et de son modèle de société a permis aux Norvégiens de rester en périphérie de l'Europe et de vivre selon des coutumes différentes du reste de l'Europe (Archer, 2004 :186).

Frøland et Rye expliquent qu'au milieu des années 1990, des études ont montré que les Norvégiens s'identifient facilement aux autres nations scandinaves, ce qui n'est pas une surprise, mais qu'ils ressentent aussi des liens identitaires importants avec les États-Uniens et les Britanniques plutôt qu'avec les Allemands, les Français et les autres nations continentales européennes (Frøland & Rye, 2004: 123). Cela illustre les orientations nordiques et atlantiques des Norvégiens et les affinités avec ces régions plutôt qu'avec l'Europe continentale. Par contre, la Norvège est aussi reconnue pour son euroscepticisme. La population norvégienne est considérée eurosceptique puisque même si elle a toujours appuyé la coopération européenne, elle insiste sur la prépondérance de sa souveraineté nationale (Frøland & Rye, 2004: 119).

Selon Saeter, l'opinion qui prévaut chez la population est que la Norvège est très différente du reste de l'Europe. La relative jeunesse de l'indépendance de la Norvège, après plus de 600 ans

d'union avec le Danemark et la Suède, la grande distance géographique entre la Norvège et le continent européen et la tradition de ne pas s'impliquer dans les conflits européens permettent d'expliquer pourquoi les Norvégiens ont de la difficulté à joindre leurs identités nationales et européennes (Saeter, 1996: 135). La Norvège a ses mets, sa musique et ses danses traditionnels, elle est connue pour ses montagnes, ses fjords, ses hivers et ses longues journées d'été. Par contraste, l'Europe c'est le raffinement métropolitain, les châteaux, la haute couture, les cafés, les cathédrales gothiques et les vins dispendieux (Sabo, 2004: 248). Pour les Norvégiens, le pays est aussi reconnu pour son esprit démocratique et pour ses politiques décentralisatrices alors que l'Europe est associée à l'impérialisme et aux politiques centralisatrices (Sabo, 2004: 248). Finalement, les écrits montrent que les réactions négatives que provoque l'Europe sont dues aux différences religieuses, politiques et culturelles perçues par les Norvégiens et au rejet de la possibilité d'une union (Archer, 2004: 182). Ces exemples montrent comment les Norvégiens ont construit, dans leur imaginaire collectif, l'Europe comme un « Autre » diamétralement opposé à tout ce que leur nation représente. Cette construction du « Nous » norvégien et de l'« Autre » européen constitue une contrainte identitaire importante à l'intégration européenne en Norvège (Gstöl, 2002: 545; Archer, 2004: 17). Pour Archer, de nombreux Norvégiens considèrent que le cœur de leur pays est composé de fermiers et de pêcheurs, d'une orientation environnementaliste et de la protection du territoire et de la liberté. Ces gens critiquent tout ce qui est européen puisque l'Europe représente le capitalisme, l'exploitation des ressources naturelles, la décadence, la pollution, et une domination politique des élites sur les masses.

De l'autre côté, il y a aussi plusieurs Norvégiens qui insistent sur le lien qui existe entre la Norvège et l'Europe, politiquement et économiquement, et qui voit l'intégration de la Norvège dans l'Europe comme un élément clé du bon fonctionnement de leur pays (Sabo, 2004: 248). Or, l'élite politique semble incapable de convaincre la population de participer à une intégration européenne qu'elle considère dans l'intérêt national de la Norvège.

La mondialisation joue aussi un rôle dans l'europanisation¹⁵ de la Norvège. L'accès à Internet et la multiplication des réseaux sociaux, l'arrivée d'immigrants et la participation à la guerre en Afghanistan en tant que membre de l'OTAN a fait en sorte que le monde s'est retrouvé à la porte de la Norvège. Les Norvégiens ont maintenant plus en commun avec les Européens qu'ils ne le pensent (Archer, 2004: 67). Dit autrement, depuis le milieu des années 1990, l'europanisation et la mondialisation ont eu pour effet principal de réduire la distance qui existait entre les identités norvégienne et européenne et de rapprocher les intérêts de la Norvège et de ceux de l'Europe (Archer, 2004: 182). La présence de l'organisation européenne dans la vie des Norvégiens, notamment en s'emparant de certains pouvoirs législatifs norvégiens, peut avoir un impact à long terme sur les institutions, la culture et l'identité norvégiennes. Pour Archer,

¹⁵ L'europanisation est l'alignement politique et la redéfinition des institutions nationales par les États et les sociétés de l'Europe pour se conformer à une identité collective européenne (Ingebritsen, 2001: 63).

l'harmonisation peut transformer la société norvégienne et lui donner un caractère européen. Si l'impact n'est pas ressenti par la population en général, il l'est certainement par les élites nationales (Archer, 2004: 88). Malgré tout ce qui a été dit sur la différenciation entre la Norvège et l'Europe, il demeure que des sondages, réalisés par l'Institut norvégien *Market and Media*, montrent que les Norvégiens se sentent plus Européens que plusieurs citoyens des pays membres de l'UE. En effet, selon ces sondages, 66% des Norvégiens ressentent une identité européenne, alors que 56% des citoyens de pays membres de l'UE ressentent cette identité européenne (Sabo, 2004: 249).

Les écrits montrent qu'en plus d'une différenciation par rapport aux Danois et aux Suédois, les Norvégiens ont défini leur identité nationale en opposition au reste de l'Europe. Cela suggère que l'identité norvégienne serait dans une situation d'incompatibilité et d'exclusion avec l'identité européenne. Toutefois, les Norvégiens semblent se sentir de plus en plus européens. Les écrits illustrent que les identités norvégienne et européenne peuvent également être compatibles et complémentaires. Lorsqu'elles sont compatibles, la relation entre celles-ci correspond aux identités multiples « nichées »: la nation norvégienne est la communauté identitaire à laquelle les Norvégiens s'identifient en premier, et celle-ci est englobée par une communauté identitaire supranationale européenne à laquelle les Norvégiens s'identifient moins fortement. Dit autrement, pour certains citoyens, être norvégien implique être européen.

Les Norvégiens s'identifient aussi à l'idéologie du scandinavisme (Johannessen, 2001: 34). Nous avons vu, au chapitre précédent, que les pays scandinaves ont créé plusieurs institutions communes pour faciliter la coopération nordique au cours des années 1950. Or, les nouvelles tendances européennes représentent une remise en question des orientations supranationales traditionnelles de la Norvège avec les autres pays nordiques. Pour la plupart des Norvégiens, une adhésion à la CE/UE met en péril la coopération nordique (Saeter, 1996: 134). La convention de Schengen est un bon exemple de la menace que représente l'eupéanisation sur la coopération nordique. Au départ, le Danemark est absent du projet original de l'espace Schengen, de sorte que les institutions de coopération nordique ne sont pas contestées. Cependant, l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'UE en 1995 fait grimper à trois États nordiques le nombre de membres de l'UE au sein de l'espace Schengen. Par la suite, le *Storting*, le Parlement norvégien, ratifie un accord pour se joindre à l'espace Schengen, une première fois en 1997, puis une deuxième fois en 1999 (Archer, 2004: 150). L'espace Schengen établit un contrôle de frontières externes communes en Europe afin de permettre la libre circulation des individus entre les différents États européens. Les négociations avec l'UE pour joindre l'espace Schengen fournissent une occasion aux forces politiques de débattre sur la souveraineté norvégienne et sur la relation de la Norvège avec l'intégration européenne (Archer, 2004: 150). L'adhésion de la Norvège à l'espace Schengen illustre aussi la dévotion de la Norvège à la coopération nordique, au libre mouvement des individus et à l'union des passeports en Scandinavie. Sans l'adhésion de la Norvège à l'espace

Schengen, l'union des passeports en Scandinavie était menacée de même que la liberté de mouvement puisque cela aurait instauré un contrôle de frontière et une douane entre la Norvège et ses voisins scandinaves qui étaient désormais tous membres de l'UE (Bundt, 2001: 125). En échange de l'adhésion norvégienne, le Danemark, la Suède et la Finlande ont promis de ne jamais permettre qu'une décision affectant la Norvège soit prise si la Norvège s'y opposait. Comme plusieurs décisions de l'UE doivent être approuvées à l'unanimité par les États membres, notamment sur les enjeux d'importance nationale, la Norvège a trois alliés de taille au sein du processus décisionnel européen (Archer, 2004 :152). Cet événement est un cas de figure de la situation identitaire en Norvège: les Norvégiens ont accepté de joindre au nom de la préservation de la communauté nordique. La protection de la Norvège par les autres pays nordiques est aussi une illustration de la solidarité qui existe entre les nations scandinaves. Cette solidarité s'est révélée par le « sacrifice » de la Norvège et par la protection que lui ont promis le Danemark et la Suède. Ainsi, pour préserver des éléments traditionnels de coopération nordique, la Norvège s'est joint à l'espace Schengen.

L'approche législative norvégienne est basée sur une tradition scandinave et nordique. Au plan législatif, la Norvège est très proche du Danemark et de la Suède, alors que la tradition législative de l'Europe continentale est, à l'opposé, généralement issue du monde romain (Archer, 2004: 147). La législation norvégienne qui régit la présence de non-nationaux en Norvège est un exemple frappant du respect de la communauté scandinave, de la reconnaissance de liens culturels communs et de l'existence d'une tradition scandinave. En Norvège, tout étranger, à l'exception de ceux venant des autres pays scandinaves, qui désire rester en Norvège pour une période supérieure à trois mois doit faire une demande auprès du gouvernement norvégien pour obtenir un permis de visite (Johannessen, 2001: 40). La loi assure une sorte de solidarité entre les peuples scandinaves. Le traitement préférentiel qui est réservé aux Danois et aux Suédois institutionnalise un processus d'exclusion qui regroupe les nations scandinaves au sein d'une même communauté identitaire, et qui exclut toutes les autres nations et les présente comme des étrangers.

Aujourd'hui, la Norvège est un riche État démocratique de l'Europe du Nord et un État scandinave. Elle peut être un État-nation indépendant, peut faire partie du groupe des pays scandinaves, et aussi assumer son identité européenne (Archer, 2004: 185). Ainsi, les Norvégiens peuvent s'identifier à l'Europe, bien que certains continuent de la rejeter. La forte identité norvégienne et le rejet de toute supranationalité ont contribué au lent développement de l'identité européenne, mais celle-ci semble désormais compatible avec l'identité norvégienne. Les Norvégiens ne s'identifient pas à l'Europe sous sa forme politique, l'UE, mais les travaux montrent qu'ils s'identifient tout de même à elle. Malgré une histoire de domination danoise et suédoise, les Norvégiens s'identifient aussi à la Scandinavie. Ils reconnaissent l'existence d'une similitude fondamentale et d'une conscience commune entre les nations scandinaves. Ainsi, l'identité norvégienne semble compatible avec deux identités supranationales, l'euro-péenne et la

scandinave. Celles-ci correspondent aux identités multiples « nichées », puisque l'identité scandinave peut être perçue comme faisant partie de l'identité européenne. Ainsi, les écrits montrent que les deux identités supranationales peuvent être incompatibles, mais aussi compatibles. En somme, l'identité norvégienne est « nichée » à l'intérieur de l'identité scandinave qui est aussi « nichée » à l'intérieur de l'identité européenne. L'identité norvégienne est la plus saillante et la plus forte des trois identités et l'identité européenne est la plus faible. Tout de même, malgré la forte identité norvégienne, l'identité européenne continue de se développer en Norvège.

La Norvège et l'UE

Depuis les années 1960, le gouvernement norvégien a soumis quatre fois sa candidature à la CE et à l'UE, soit en 1962, en 1967, en 1970 et en 1992. Il est arrivé à un accord avec la CE en 1972 et avec l'UE en 1994 concernant son adhésion à l'organisation européenne pour ensuite voir sa population l'opposer lors d'un référendum national (Bundt, 2001: 114 ; Saeter, 1996: 132). La Norvège détient le record pour le nombre de fois qu'elle a déposé sa candidature pour rejoindre la CE/UE et pour le nombre de fois que la candidature du pays a été acceptée par l'organisation supranationale, mais éventuellement rejetée par la population norvégienne (Archer, 2004: xiii).

Ainsi, en 1972, lors d'un référendum consultatif, les Norvégiens recommandent à leur gouvernement de ne pas rejoindre la CE. La défense de l'autodétermination nationale et la préservation de l'identité norvégienne sont au cœur du débat entourant le référendum. L'idée de rejoindre une « union » européenne inquiète de nombreux Norvégiens (Vibe, 1992: 589). Pour les Norvégiens, le référendum représente une lutte entre la culture norvégienne et une culture étrangère, c'est une lutte du « nous » contre l'« autre » avec la Norvège comme enjeu. C'est aussi une confrontation entre les représentants du gouvernement et l'opinion de la nation avec au cœur du débat les institutions, l'identité, l'histoire et la culture nationales (Archer, 2004: 2). Pour la majorité des citoyens, le référendum de 1972 est l'expression d'une confrontation entre la Norvège et l'Europe. La Norvège a remporté la bataille.

Le 28 novembre 1994, les Norvégiens choisissent pour la seconde fois de ne pas rejoindre l'UE, ce qui force le gouvernement à retirer sa candidature. Les divisions au sein de la société norvégienne au cours du débat référendaire de 1994 sont pratiquement les mêmes qu'en 1972. Plusieurs partis politiques, dont celui au pouvoir, le Parti du travail¹⁶, est divisé sur la question de l'adhésion à l'UE (Saeter, 1996 :131). La résistance de la société et la menace perçue pour les intérêts nationaux et l'identité norvégienne ont réussi à empêcher la Norvège de devenir un membre de l'UE (Ingebritsen, 1997: 208). Notons que les référendums de 1972 et 1994 étaient consultatifs et qu'ils n'obligeaient pas le gouvernement norvégien à respecter les résultats obtenus. Toutefois, en Norvège, il serait impensable que le *Storting*, même avec une majorité écrasante au Parlement, agisse sur la question européenne sans l'approbation de la population. Les deux référendums ont créé un précédent qui ne peut pas être ignoré par les dirigeants du pays (Bundt,

¹⁶ Nom donné au parti social-démocrate en Norvège.

2001: 117). Le tableau 8 présente les résultats des deux référendums nationaux sur l'adhésion de la Norvège à l'UE.

Tableau 8 - Résultats et taux de participation des référendums norvégien sur l'UE

	1972	1994
Oui	46,5 %	47,8 %
Non	55,5 %	52,2 %
Taux de participation	79,2 %	89,0 %

Source: Frøland & Rye, 2004: 130 ; Sabo, 2004: 249

Pour les opposants à l'adhésion, la Norvège s'en tire mieux seule au plan matériel. Les Norvégiens se sentent supérieurs à l'Europe au plan des valeurs (Archer, 2004: 61). Pourquoi rejoindre l'UE lorsque le taux de chômage et le taux de crime est plus faible en Norvège que dans les pays membres de l'UE ? Les opposants de l'UE ont toujours mis l'accent sur les impacts négatifs d'une adhésion à l'UE sur l'autodétermination et la souveraineté norvégiennes. Les opposants critiquent le caractère fédérateur de l'UE et craignent que celle-ci devienne un État fédéral supranational européen (Bundt, 2001 :124). La plupart des citoyens perçoit aussi une adhésion à l'UE comme une rupture avec les valeurs nationales traditionnelles (Saeter, 1996: 134). De son côté, le camp pro-européen insiste sur l'impact positif pour l'économie, la sécurité et l'influence internationale de la Norvège (Bundt, 2001: 118). Le gouvernement et les élites nationales présentent l'adhésion à l'UE comme une continuité des politiques économiques et étrangères de la Norvège. Le camp pro-UE ne cherche pas à nuancer l'idée d'une union supranationale présentée par les opposants. Au contraire, il considère que cela est un processus inévitable et que l'autodétermination nationale est impossible avec la réalité de l'eupéanisation et de la mondialisation. L'UE est présentée, ici, comme un moyen pour la Norvège de garder un contrôle démocratique dans la réalité post-nationale d'aujourd'hui (Bundt, 2001 :124).

Le référendum de 1994 a été interprété par les vainqueurs comme une victoire de la tradition démocratique norvégienne sur l'Europe et comme une confirmation du résultat de 1972. Pour le camp défait, il s'agit d'une décision nationaliste et chauvine et une victoire des valeurs traditionnelles et provinciales sur la culture cosmopolite urbaine et l'éducation de la population (Bundt, 2001: 115). Le référendum « *reflected a longer-lasting divide in Norwegian identity, with the opponents of membership taking up the cause of "the people" and "the nation" against the state and Europe* (Archer, 2004: 60). » La population a fait appel à la culture et à l'histoire nationale pour justifier son choix de l'autonomie alors que le gouvernement promettait aux Norvégiens une plus grande influence internationale, au prix d'une autonomie réduite (Archer, 2004: 9).

Finalement, soulignons que l'intégration européenne ne divise pas la société norvégienne selon les clivages traditionnels, de sorte que la question crée des alliances socioéconomiques et politiques parfois inusitées (Bundt, 2001: 117). Dans le camp des opposants à l'adhésion à l'UE en 1972 et en 1994, « *rich farmers were allied with communists, nationalists with internationalists,*

and urban cultural radicals with religious fundamentalists from the countryside (Bundt, 2001: 117). » Dans le camp pro-européen, une importante portion du Parti du travail s'allie à son traditionnel opposant politique, le Parti conservateur.

Depuis le référendum de 1994, l'adhésion de la Norvège à l'UE constitue un dossier clos. Lors de l'élection nationale de 1997, un sondage électoral montre que seulement 4% des Norvégiens considère que les questions entourant l'UE sont importantes. Il existe toujours une opposition majoritaire à l'adhésion à l'UE (Frøland & Rye, 2004: 134). Jusqu'à la fin des années 1990, les citoyens ayant voté « non » en 1994 maintiennent leur opposition et près du tiers des citoyens ayant voté « oui » sont désormais contre l'adhésion à l'UE. Cependant, cette tendance est renversée entre 1999 et 2002, une période pendant laquelle l'opinion des Norvégiens fluctue beaucoup pour finalement se stabiliser à la fin de l'année 2002 alors qu'une majorité de Norvégiens appuie désormais l'idée d'une adhésion de la Norvège à l'UE (Frøland & Rye, 2004 :134-135 ; Archer, 2004: 174). En décembre 2002, environ 46% appuient l'adhésion alors que 36% sont contre et 18% sont indécis (Frøland & Rye, 2004: 117). Un autre sondage montre que 58% des Norvégiens voteraient en faveur d'une adhésion à l'UE s'il y avait un nouveau référendum. (Frøland & Rye, 2004: 117). Traavik explique que ce changement d'attitude chez les Norvégiens est dû à la prise de conscience des limites et des points faibles des accords de l'Espace économique européen (EEE) (cité dans Archer, 2004: 174). Les citoyens qui perçoivent l'adhésion à l'UE comme une menace pour l'identité norvégienne représentent dorénavant une plus faible proportion de la société norvégienne que lors des référendums de 1972 et 1994. Aujourd'hui, ces citoyens sont principalement des partisans du Parti du centre et du Parti chrétien-démocrate (Archer, 2004: 175). Nous observons aussi un changement d'attitude des femmes sur la question de l'intégration européenne depuis 1999. Alors, que les résultats du référendum de 1972 ne montrent pas de différences notables entre les sexes, le vote féminin a contribué grandement aux résultats négatifs de 1994. À partir de 1999, les sondages d'opinion ont révélés que les Norvégiennes sont désormais plus favorables à l'intégration européenne et voient l'adhésion de la Norvège à l'UE plus positivement (Dulphy & Manigand, 2004: 16).

Néanmoins, l'opinion des Norvégiens à l'égard de l'appartenance à l'UE demeure fortement divisée. Le plus grand clivage dans la société norvégienne s'est opéré selon un axe centre-périphérie. Cette division de l'électorat norvégien peut être comprise en termes géographiques et sociologiques. Oslo, en tant que capitale, est le centre géographique de la Norvège, mais aussi le centre économique et sociopolitique (Bundt, 2001: 114). Ce clivage entre le centre et la périphérie existe entre les zones urbaines d'Oslo, de Bergen et de Stavanger et les régions rurales. Lors des deux référendums, les centres urbains et la capitale norvégienne sont majoritairement favorables à l'UE alors que les régions rurales, côtières et nordiques sont fortement contre l'adhésion à l'UE (Bundt, 2001: 117; Sabo, 2004: 263).

Le référendum de 1972 est un bon exemple du clivage de la société norvégienne selon l'axe centre-périphérie. Dans 387 des 444 municipalités du pays, une majorité de citoyens vote contre l'adhésion à l'UE (Froland & Rye, 2004: 125). Moins une municipalité est urbanisée et plus elle est éloignée de la région d'Oslo, plus il est probable qu'une majorité de citoyens s'opposent à l'UE. Cela est particulièrement vrai des municipalités vivant de l'agriculture et de la pêche. Les secteurs économiques de l'agriculture et de la pêche ont fortement contribué aux victoires du « non » lors des référendums sur l'adhésion de la Norvège à l'UE. Selon Neumann, ces deux secteurs ont utilisé l'identité norvégienne pour s'opposer à l'UE en se présentant comme l'incarnation de la nation norvégienne en opposition aux élites nationales d'Oslo. Les agriculteurs et les pêcheurs ont plaidé que la centralisation de l'intégration européenne menaçait les régions rurales, l'agriculture et la pêche norvégiennes et, du coup, menaçait l'identité norvégienne (cité dans Aalto, 2006: 21). Froland et Rye rapportent que dans 109 municipalités fermières, l'opposition à l'adhésion est en moyenne de 73% alors que dans 46 municipalités vivant de la pêche, environ 80% des citoyens sont des opposants. Dans plusieurs municipalités côtières du nord de la Norvège, les opposants peuvent représenter jusqu'à 90% des citoyens (Froland & Rye, 2004: 125). Par contraste, dans les municipalités manufacturières et dans les zones urbaines, environ 55% des citoyens sont des partisans de l'adhésion à l'UE. Le nombre de partisans est le plus grand à Oslo, où environ 67% de la population est en faveur de l'UE (Froland & Rye, 2004: 125). Si l'on observe la distribution géographique des votes pour le référendum de 1994, nous observons clairement un clivage entre le centre du pays et les régions périphériques. L'appui à l'adhésion est le plus fort à Oslo alors que l'opposition à l'adhésion est la plus forte dans les régions nordiques de la Norvège. Le tableau 9 présente les résultats du référendum de 1994 sur l'adhésion de la Norvège à l'UE dans les différentes régions du pays.

Tableau 9 – Pourcentage de vote « non » lors du référendum de 1994 par région

Oslo	33 %
Région du fjord d'Oslo	47 %
Østlandet	53 %
Vestlandet	58 %
Trøndelag	58 %
Nord-Norge	72 %

Source: Bundt, 2001: 119

L'opinion sur l'adhésion de la Norvège à l'UE est aussi généralement dépendante du statut socioéconomique d'un individu. Plus le niveau d'éducation et le revenu d'un individu sont élevés, plus il est probable qu'il ait une opinion favorable par rapport à l'UE (Bundt, 2001: 118). Plus on descend dans l'échelle sociale, plus l'opposition à l'UE risque d'être importante. Ainsi, il est plus probable qu'un niveau d'éducation et un revenu élevé produisent un vote favorable à l'adhésion à l'UE lors d'un prochain référendum.

La débat sur l'adhésion à l'UE a divisé plusieurs partis politiques norvégiens et a causé la chute de deux gouvernements de coalition, en 1971 et en 1991. Le Parti du travail a

particulièrement subi de grands dommages en raison de la question de l'intégration européenne. La discorde au sein du Parti du travail a débuté en 1962 lors de la première application d'adhésion à la CE alors qu'une période d'environ un an fut nécessaire au gouvernement travailliste pour s'accorder sur la soumission d'une application. Puis, en 1972, à la suite du premier référendum, le Parti du travail, qui est au pouvoir, est passé bien près d'être éliminé de la carte électorale en raison de division interne et d'un rejet populaire. Plusieurs dirigeants et leaders du Parti du travail ont participé aux campagnes anti-EU pendant le débat référendaire et environ 50% de l'électorat du parti s'est opposé à la proposition du gouvernement travailliste en votant contre l'adhésion à la CE (Frøland & Rye, 2004: 120). Le Parti libéral, également divisé sur la question de l'adhésion à l'UE, a perdu beaucoup de sa saillance auprès de l'électorat norvégien. Le Parti conservateur a subi des défaites électorales cuisantes à la suite des deux référendums en raison de son allégeance pro-UE (Strøm, 1992: 503).

Les partis politiques norvégiens privilégient tous une approche particulière pour les relations entre la Norvège et l'UE. Le Parti conservateur norvégien veut faire en sorte que la Norvège se joigne à l'UE le plus tôt possible. Le Parti du centre a intensifié ses critiques de l'UE et le Parti socialiste de gauche promet de travailler contre l'adhésion de la Norvège à l'UE. Les Partis chrétien-populaire, libéral, progressiste et du travail ont des positions plus fluides et changeantes. Le Parti chrétien-populaire fait partie du camp du « non », mais demeure indécis quant à la possibilité d'une nouvelle application. De même, le Parti libéral est traditionnellement un parti anti-UE, mais il a montré un changement de mentalité depuis le début des années 2000. Le Parti progressiste et le Parti du travail sont plutôt silencieux sur la question de l'UE, tout simplement parce qu'elle divise le parti (Archer, 2004: 176). Tous les partis politiques norvégiens se rejoignent sur l'importance de l'EEE. Les chrétiens-démocrates et les libéraux affirment ouvertement que l'EEE est leur option préférée en termes d'intégration européenne. De leur côté, les conservateurs et les travaillistes considèrent l'EEE comme la meilleure alternative à une adhésion de la Norvège à l'UE. Même les groupes d'intérêts et les mouvements politiques qui sont opposés à l'UE reconnaissent l'importance d'une participation de la Norvège à l'EEE (Archer, 2004 :173).

L'expansion de l'UE vers l'Europe de l'Est en 2004 a eu de nombreux effets sur l'EEE et la Norvège. L'étendue de l'UE ressemble de plus en plus à la géographie réelle de l'Europe. De plus, l'accélération de l'intégration européenne depuis le Traité de Maastricht a un impact sur la structure politique et la souveraineté de la Norvège. L'UE ne se limite plus aux affaires commerciales, mais intervient aussi dans la justice, la sécurité, l'immigration, la politique étrangère et dans plusieurs autres domaines d'intérêts nationaux. (Archer, 2004: 65). Le principal inconvénient de l'EEE est l'absence de la Norvège dans le processus de prise de décision. La Norvège ne peut qu'accepter les décisions prises par l'UE ou les refuser et se retirer de l'EEE (Archer, 2004: 124). En signant l'accord de l'EEE, la Norvège est légalement forcée de se

conformer aux décisions prises par l'UE sans participer au processus politique de gouvernance régionale (Ingebritsen, 2001: 63). Ainsi, les États membres de l'AELE ont été forcés d'accepter les acquis communautaires de l'UE sans pouvoir changer le moindre élément des législations. La Norvège a dû appliquer, dans les lois norvégiennes, les acquis communautaires de l'UE sans avoir pu participer au processus décisionnel de ces acquis. Elle a dû accepter des nouvelles lois et normes notamment dans les domaines du transport, de l'éducation, de l'environnement et de l'aide sociale fournie par l'État (Archer, 2004 :85). Cela a été perçu en Norvège comme une humiliation et comme une atteinte à l'autonomie nationale et à la souveraineté parlementaire (Archer, 2004 :70). Cependant, la Norvège ne participe pas à l'UME. Cela ne cause pas de réels problèmes puisque les partenaires économiques, sociaux et culturelles les plus importants de la Norvège, soit le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni, ne participent pas non plus à l'UME (Archer, 2004: 165).

Un problème important de l'obligation d'adopter les acquis communautaires est que les normes et les lois du continent européen ne convergent pas avec celles de la Norvège. Plus l'UE critique les normes et les pratiques norvégiennes, plus les Norvégiens se mobilisent pour les défendre. La Norvège refuse de subordonner la gestion de ses ressources à une entité supranationale qu'elle juge moins efficace en la matière. Pour les Norvégiens, ce sont non seulement des intérêts matériels qui sont en jeu, mais aussi l'identité nationale (Ingebritsen, 2001: 73). L'enjeu de la chasse aux baleines illustre les différences culturelles irréconciliables qui existent entre les normes continentales européennes et celles des peuples scandinaves qui sont des peuples marins qui veulent être responsables de la gestion de leurs ressources naturelles.

Conclusion

La recension des principaux écrits sur l'identité nationale en Norvège montre que la forte identité norvégienne s'est construite dans le contexte de son expérience de nation dominée, plutôt que comme une puissance comme cela est le cas pour le Danemark et la Suède. Son expérience de soumission à des puissances étrangères a renforcé l'identité norvégienne et a fait en sorte que les Norvégiens se sont repliés sur eux-mêmes et se sont opposés à toute forme d'union supranationale. Cette réalité est spécifique à la Norvège et pourrait expliquer pourquoi la situation identitaire en Norvège est différente de celle au Danemark et en Suède. Ainsi, la forte identité norvégienne a d'abord nuit au développement de l'identité européenne en Norvège puisque l'identité nationale était exclusive. Toutefois, nous avons observé qu'à partir de la deuxième moitié des années 1990, l'intégration européenne a fait en sorte qu'une identité européenne s'est développée, d'abord chez les élites nationales, mais aussi pour de nombreux citoyens.

Ainsi, il faut nuancer la relation entre les identités norvégienne et européenne. D'après les écrits, l'identité norvégienne est définie en partie en opposition à l'Europe. Cela suggère que l'identité nationale est dans une situation de compétition et d'exclusion avec l'identité européenne. Ainsi, les deux sont incompatibles. Cependant, les écrits révèlent aussi que l'identité européenne

se développe en Norvège, notamment chez les élites nationales. Pour ces Norvégiens, les deux identités sont compatibles, et la relation entre les deux identités est une d'identités multiples « nichées ».

Les propos des auteurs sur la relation entre la Norvège et l'UE ont montré à quel point l'intégration européenne est dépendante des questions identitaires. La préservation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'identité nationales sont constamment évoquées par les opposants d'une adhésion de la Norvège à l'UE. Nous avons vu que la Norvège fait preuve d'un euroscepticisme marquée, le plus fort euroscepticisme en Scandinavie.

Nous avons vu que la relation entre l'identité norvégienne et l'identité scandinave est différente de celle observée au Danemark et en Suède. L'identité scandinave et l'identité norvégienne ne se mélangent pas l'une à l'autre. La relation entre les deux identités en est une d'identités multiples « nichées » selon la typologie de Risse. Les Norvégiens ressentent une forte identité nationale et aussi une identité supranationale scandinave. Ainsi, une forte identité nationale est compatible et complémentaire avec l'identité supranationale scandinave.

Il faut également tirer des conclusions nuancées pour ce qui est de la relation entre les identités scandinave et européenne. Ces deux identités supranationales sont en compétition dans l'imaginaire norvégien. La littérature les met constamment en opposition de sorte que les deux identités sont perçues comme étant incompatibles. Toutefois, les écrits montrent que depuis le milieu des années 1990, les Norvégiens perçoivent de moins en moins une opposition intrinsèque entre les deux identités supranationales et considèrent qu'il est possible de reproduire l'identité scandinave en Europe. Puisque l'identité scandinave est perçue comme faisant partie de l'identité européenne, ces deux identités peuvent également être compatibles et correspondre aux identités multiples « nichées ». Ainsi, l'identité norvégienne est « nichée » à l'intérieur de l'identité scandinave qui est « nichée » à l'intérieur de l'identité européenne. L'identité norvégienne est la plus forte des trois identités et l'identité européenne est la plus faible. Tout de même, la forte identité norvégienne est compatible avec les deux identités supranationales et l'identité européenne continue de se développer en Norvège.

Chapitre 4

La Suède

Ce chapitre comprend quatre sections. Il présente les écrits sur l'identité nationale suédoise, sur le développement des identités supranationales européenne et scandinave et sur les relations que la Suède entretient avec l'UE. De plus, nous présenterons les résultats d'une analyse discursive des principaux partis politiques suédois effectuée par Suszycki afin de déterminer l'intensité des identités nationale et européenne en Suède. Son analyse sera utile afin de déterminer la relation entre les identités suédoise et européenne chez les élites et les principaux partis politiques suédois.

L'identité nationale suédoise

L'identité nationale repose sur l'existence d'une définition et d'une perception communes de l'appartenance à la communauté nationale. Les membres doivent se reconnaître entre eux comme membres d'une même communauté identitaire. Celle-ci est socialement construite de sorte qu'elle peut changer dans le temps, se reconstruire et se redéfinir, mais des éléments historiques et culturels lui accordent aussi une stabilité une permanence. Pour Suszycki, le nationalisme et l'identité nationale suédoise ont toujours eu un caractère contextuel et changeant (Suszycki, 2007: 95).

La Suède, comme le Danemark, a une longue histoire nationale qui a donné forme aux institutions, à la culture et à la langue suédoise d'aujourd'hui. Pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles, la Suède était une grande puissance militaire européenne. Cette ère glorieuse pendant laquelle le pays a dominé la région baltique a pris fin au début du XVIII^e siècle, mais ce passé glorieux est encore présent dans l'imaginaire suédois (Barton, 2005: 316). Selon les auteurs, deux nationalismes ont coexisté en Suède pendant le XIX^e et le XX^e siècles. Le premier est fortement patriotique, conservateur et fermement monarchiste. C'est un nationalisme nostalgique qui met l'accent sur le passé glorieux de la Suède et qui rêve de rétablir la grandeur impériale de la nation (Barton, 2005: 318). Le second est pacifiste, libéral, tolérant et accepte le nouveau statut de petite puissance européenne de la Suède. Ce nationalisme met l'accent sur l'attachement au territoire et sur la défense de l'environnement. Il est pan-scandinave, car il est aussi favorable à l'intégration nordique. De plus, lors de l'union avec la Norvège, il est sympathique à la cause et aux aspirations de la nation norvégienne (Barton, 2005: 319). Le statut de la Norvège était une pomme de discorde importante entre les deux tenants des nationalismes suédois au début du XX^e siècle. Le nationalisme libéral appuie les demandes d'indépendance de la Norvège et l'égalité entre les deux nations. Pour sa part, le nationalisme conservateur favorise la primauté de la Suède et la subordination de la Norvège (Barton, 2005: 321). La dissolution de l'union entre les deux entités en 1905 a été le point tournant qui a fait en sorte que le nationalisme libéral est devenu dominant en Suède. Cependant, bien que fortement affaibli, le nationalisme militant et conservateur n'a pas

disparu. La dissolution de l'union a aussi réduit la dimension scandinave du nationalisme libéral et a permis le développement d'un sentiment de nationalité suédois au cours du XX^e siècle (Barton, 2005 :322). Aujourd'hui, les Suédois voient leur pays comme étant démocratique, pacifiste et moderne. C'est donc dire que, depuis le XIX^e siècle, le nationalisme libéral a façonné l'identité suédoise moderne.

L'identité suédoise moderne est aussi fondée sur la prémisse selon laquelle l'État-providence, la démocratie, la neutralité, la modernité, et l'appartenance au Norden sont ses éléments centraux. Ils sont inter-reliés et interdépendants de sorte qu'ils se renforcent mutuellement. Ainsi, nous pouvons dire que « *the Swedish national identity is linked to a Nordic independent and neutral democratic welfare state* (Suszycki, 2006: 188 ; Suszycki, 2007: 87). » Suszycki affirme que l'identité suédoise est caractérisée par un sentiment aigu de supériorité en raison de son caractère nordique, indépendant, neutre et démocratique et de son État-providence (Suszycki, 2006: 204).

Dans le discours suédois, il n'y a pas de distinction entre l'État-nation et l'État-providence. Puisqu'il existe une fusion entre l'État et la nation dans l'imaginaire suédois, l'État-providence et les mesures sociales sont directement liés à la définition de la nation. Ainsi, dans la tradition politique suédoise, il est insensé de séparer l'État et la nation ou de séparer l'État de son rôle providentiel (Suszycki, 2006: 188 ; Suszycki, 2007: 87). Ce lien indissociable a créé, chez les Suédois, la perception d'une interdépendance entre la souveraineté de l'État et l'identité nationale. Le concept de *folkhem* ou de patrie suédoise a affecté la définition et le rôle de l'État-providence en rendant les droits sociaux universels pour les citoyens suédois. Les Suédois ont ainsi fondé leur identité nationale sur un collectivisme et une solidarité profonde au sein de la communauté suédoise (Suszycki, 2007: 87).

Le concept de neutralité, dans le processus de construction de l'identité nationale suédoise, a donné une grande importance à l'indépendance de la Suède dans les domaines reliés aux affaires étrangères et à la défense nationale. La plupart des Suédois voient leur pays comme un havre de paix et perçoivent l'Europe comme un champ de guerre. Plutôt que de mettre l'accent sur la sécurité et la défense nationales, la tradition suédoise a privilégié la neutralité, de sorte que celle-ci est devenue un élément fondateur de l'identité suédoise (Suszycki, 2007: 88 ; Suszycki, 2006: 189)

Les Suédois accordent beaucoup de valeur à l'indépendance et à la souveraineté de leur pays. L'accent mis sur l'indépendance crée une forte inquiétude de voir la Suède subordonnée à un autre État ou à une organisation supranationale. Pour cette raison, plusieurs politiciens font référence à leur pays et à l'Europe, comme deux régions distinctes, plutôt qu'à la Suède au sein de l'Europe (Silander & Wallin, 2005: 209). Les Suédois insistent sur l'importance de l'autodétermination pour l'avenir de leur État-nation (Daun, 2001). Daun explique cela par l'absence, dans l'histoire de la Suède, d'une tradition de soumission ou de subordination à une puissance étrangère. Par contraste, en Norvège l'importance de l'indépendance nationale provient

d'une longue expérience de subordination aux puissances voisines. Nous avons ainsi, pour la Suède et la Norvège, deux rationalisations opposées pour expliquer l'importance de l'indépendance nationale.

Le discours politique dominant en Suède considère l'État-nation et le modèle de démocratie comme uniques et supérieurs à ceux existants dans les autres pays européens en raison de leur caractère moderne. L'idée de modernité y est très positive et la nation suédoise croit fortement en son caractère moderne et croit que le pays est le plus moderne du monde (Daun, 2001). Ce discours contribue à la construction de l'identité suédoise (Suszycki, 2007: 88). Ce fort sentiment national de modernité découle des succès économiques du pays et du niveau de vie élevé de sa population. La Suède est aussi perçue comme un modèle d'égalité entre les sexes, d'égalité socioéconomique, de tolérance et de valeurs morales. Cette perception implique que les autres pays du monde sont moins avancés; ils ne sont pas simplement différents, ils sont moins modernes (Daun, 2001). Les Suédois considèrent les autres pays comme des sociétés qui sont souvent en retard sur leur pays dans leur développement et leur modernisation. Cette idée de la modernité et cette perception de la Suède sont fortement reliées aux attitudes négatives des Suédois vis-à-vis l'UE (Daun, 2001). Ceux-ci craignent d'être subordonnés à des pays qui sont plus influents, mais moins modernes que le leur (Suszycki, 2006 :190). Toutefois, ceux qui sont pro-européens considèrent que leur pays est un exemple de progrès et de modernité qu'il faut partager avec le reste de l'Europe (Suszycki, 2006: 204).

La culture suédoise met l'accent sur la collectivité. Les Suédois préfèrent interagir avec leurs compatriotes, avec les gens qui leur ressemblent et qui partagent leurs valeurs et leurs traditions (Daun, 2001). Le nouveau multiculturalisme auquel la Suède doit faire face a mis en évidence le caractère homogène de la culture suédoise. Daun explique que le multiculturalisme est vu comme une menace à l'identité nationale et à l'héritage culturel suédois. L'homogénéité de la société suédoise et des autres sociétés scandinaves est un point important de distinction avec les autres nations européennes qui sont beaucoup plus multiculturelles. La perception défavorable du multiculturalisme influence possiblement l'attitude négative que les Suédois ont de l'Europe (Daun, 2001).

La devise nationale suédoise, la *svensk krona*, est un symbole important de l'État-nation suédois et un symbole qui rappelle aux Suédois le passé glorieux de leur fort État-nation homogène. Par contraste, l'euro est le symbole d'un continent divisé par une hétérogénéité ethnique, et caractérisé par des mouvements transnationaux et une coopération transnationale (Suszycki, 2006: 199). Le rejet de l'euro par les Suédois et le maintien de la devise nationale sont principalement dus au fait que la *svensk krona* idéalise la communauté nationale et le *folkhem*. Un fort attachement à la nation produit un fort attachement à la monnaie nationale. Les immigrants présents en Suède ont fortement appuyé l'adoption de l'euro (Suszycki, 2006: 199).

D'après Knudsen, les Suédois sont moins chauvins que les Norvégiens. Ils appuient moins leurs systèmes social et politique et leurs institutions démocratiques que ces derniers. Ils possèdent aussi une forte identité nationale, mais dont l'intensité est plus faible qu'en Norvège (Knudsen, 1997: 239). Barton poursuit en affirmant que l'identité suédoise est généralement reconnue comme étant plus faible que les identités danoises et norvégiennes (Barton, 2005: 315). À la différence du Danemark qui a dû faire face à la menace allemande à partir du XIX^e siècle, la Suède n'a pas subi de menace externe contribuant au renforcement de son identité nationale. Cependant, même si elle est relativement faible en comparaison avec les identités nationales des autres pays scandinaves, la fierté nationale est très forte et l'identité suédoise est aussi profondément ressentie par la population (Barton, 2005: 325).

En 1997, une étude nationale sur le sentiment d'appartenance des Suédois révélait que 50% ressentaient un fort sentiment d'appartenance envers l'État-nation suédois, 34% envers la Scandinavie, et 19% envers l'Europe (Silander & Wallin, 2005: 219). Ces résultats montrent que l'identité nationale n'est pas ressentie avec le même degré d'intensité pour tous les membres de la nation. Certains individus et groupes au sein de la communauté ont une identité nationale plus prononcée que leurs compatriotes. Par exemple, en Suède, il existe une division claire entre la perception de la nation des élites socio-économiques et politiques et celle des masses. Les élites ont une vision optimiste de leur pays et considèrent qu'il est un modèle d'innovation technologique, de haut niveau d'éducation, de connaissance des langues étrangères, et de protection l'environnement (Optem S.A.R.L, 2001: 29). Selon eux, la nation suédoise a tous les atouts nécessaires pour s'adapter et relever les défis de la mondialisation et de son appartenance à l'UE. Du côté des masses, les acquis de la Suède sont reconnus, mais une vision plus pessimiste révèle des inquiétudes sur l'avenir du pays. Selon ces derniers, la société suédoise montre des signes de dégradation tels que les difficultés des entreprises moyennes, l'accroissement du fossé entre les plus riches et les plus pauvres et les problèmes du système public de santé (Optem S.A.R.L, 2001: 29).

Goldmann affirme que l'identité suédoise est essentiellement civique, en pratique, mais souvent exprimée sur la base de principes ethniques. Elle repose sur des critères culturels, notamment l'histoire nationale et l'héritage culturel (cité dans Silander & Wallin, 2005: 207). Par contre, Silander et Wallin remarquent que le contexte européen est en train de changer l'identité suédoise en réduisant la rigidité de son processus d'exclusion et de délimitation. Avec une compréhension et une définition de la nation et de l'identité plus large et plus flexible, l'identité suédoise adopte de plus en plus un caractère plus civique. Ainsi, les changements provoqués par l'intégration européenne affectent non seulement l'État suédois, mais aussi la perception que les Suédois ont d'eux-mêmes (Silander & Wallin, 2005: 207).

L'identité européenne et l'identité scandinave en Suède

Traditionnellement, la Suède est perçue par les autres Européens comme un pays scandinave et périphérique qui est plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Europe. Cette représentation est partagée par les Suédois et est toujours présente dans leur attitude à l'égard de la communauté européenne et de l'UE (Silander & Wallin, 2005 :221). Il est difficile pour les Suédois de s'associer intuitivement et émotionnellement aux autres Européens en raison de la distance perçue et réelle qui existe entre eux. À travers l'histoire de la colonisation de la Scandinavie, peu de gens ont osé s'établir si loin vers le nord en raison de la rigueur du climat nordique suédois. Aujourd'hui, malgré les innovations technologiques, la distance à l'intérieur de la Suède et entre cette dernière et l'Europe demeure importante. Généralement, les Suédois et les Scandinaves doivent parcourir une plus grande distance pour atteindre les autres pays européens. Ainsi, la perception en Suède est que l'Europe est une région distincte et séparée (Daun, 2001). En Suède et en Norvège, les gens font souvent référence à l'Europe comme étant le continent ou l'Europe continentale. En d'autres mots, l'Europe est perçue par une majorité de Suédois comme un « autre » (Strath, 2002 :391).

Silander et Wallin identifient deux groupes d'identité dans la société suédoise, les supranationalistes et les pluralistes (Tableau 10).

Tableau 10 – Les groupes suédois en fonction des identités nationale et européenne

Groupes	Description
Supranationaliste	Les supranationalistes sont des Suédois qui sont favorables à la transformation de la société suédoise et à son intégration dans des structures supranationales. Ils croient fortement que la Suède est un État important de l'Europe et ils considèrent qu'elle doit participer activement aux affaires européennes et avoir une plus grande influence internationale. Les supranationalistes ressentent une forte dualité identitaire. L'identité nationale a tout de même préséance sur l'identité européenne. Ils ne considèrent pas que la Suède et l'Europe soient deux régions distinctes ; la Suède fait partie de l'Europe.
Pluraliste	Les pluralistes mettent l'accent sur la préservation des coutumes, des normes et des traditions nationales et de l'héritage culturel suédois. Ils croient qu'il est inévitable que la Suède participe à l'intégration européenne et à la coopération européenne, mais que la Suède doit le faire tout en préservant sa souveraineté. Selon eux, la Suède est unique politiquement et culturellement et la coopération internationale à l'extérieur du Norden ne devrait avoir lieu qu'en cas de besoin. Les pluralistes sont des nationalistes. Ils sont avant tout des Suédois, mais ils ressentent également une identité européenne. Leur identité scandinave et leur attachement au Norden a également préséance sur leur identité européenne.

Source : Silander & Wallin, 2005: 220

En 2001, l'eurobaromètre qualitatif a interrogé les Suédois sur leur sentiment d'appartenance à l'égard de l'Europe et de l'UE. Les données ont révélé que la majorité des Suédois a, comme les Danois, une attitude plutôt négative envers l'Europe, et par extension envers l'UE, mais moins intense qu'au Danemark (Optem S.A.R.L., 2001: 46). Ils sont divisés sur leur sentiment d'européanité. Plusieurs insistent sur la différence de mentalités entre la Suède et

l'Europe, leur absence d'empathie pour les autres européens et leur volonté profonde de préserver leur identité suédoise. Ces Suédois ressentent surtout une proximité, une similitude et un lien de communauté avec les autres pays voisins scandinaves et nordiques (Optem S.A.R.L., 2001: 46). Ces citoyens correspondent au groupe pluraliste de Silander et Wallin. D'autres Suédois identifient des éléments communs entre la Suède et l'Europe, notamment la proximité linguistique avec les autres langues du Nord, telles que l'anglais et l'allemand, l'origine française de leur famille royale, la participation de la Suède à des guerres européennes au cours de son histoire. Alors que le premier groupe de Suédois ne se sent pas plus européens, le second groupe considère que les contacts transnationaux, l'ouverture des médias à l'Europe et l'intégration européenne favorisent un sentiment d'appartenance à l'Europe (Optem S.A.R.L., 2001: 46). Ce second groupe de Suédois identifié par l'eurobaromètre qualitatif correspond aux supranationalistes que Silander et Wallin ont observé.

Lorsque la Suède s'est jointe à l'UE, elle s'est impliquée plus qu'elle ne l'avait jamais fait dans les affaires politique, économique, sociale et culturelle de l'Europe. Malgré le fait que les Suédois perçoivent leur pays comme différent du reste de l'Europe, les similitudes entre la Suède et les autres pays européens gagnent en importance. Le développement de l'identité européenne y est fortement relié à la prise de conscience de ces similitudes par les Suédois (Silander & Wallin, 2005: 210). L'identité nationale a préséance sur l'identité européenne, mais les deux sont ressenties par les Suédois (Silander & Wallin, 2005: 211). Ainsi, Silander et Wallin notent qu'il existe une nouvelle tendance en Suède qui associe le pays comme une partie de l'Europe plutôt que comme une région distincte et séparée de l'Europe (Silander & Wallin, 2005: 221).

Les nations scandinaves, notamment la Norvège et la Suède, partagent des particularités qui affectent grandement leur relation avec l'Europe. Le fait que la Suède se trouve en périphérie de l'Europe, mais aussi l'absence d'une tradition coloniale et impériale commune aux puissances continentales et d'une occupation militaire par ces mêmes puissances a permis aux Suédois de contempler une autosuffisance nationale et de mettre l'accent sur leurs relations avec les autres pays scandinaves. Cet héritage a renforcé l'idée de l'éloignement de l'Europe et de l'importance du Norden et a ainsi contribué à l'isolement de la Suède et des autres nations scandinaves lors des débuts de l'intégration européenne dans les années 1950 (Strom, 1992: 500). Pour les Scandinaves, l'européanisation n'a toujours été qu'une option parmi d'autres sur le plan de la coopération transnationale et des identités supranationales. Pour les Suédois et les autres scandinaves, l'identité européenne a dû se développer malgré la présence d'une forte identité scandinave et, dans le cas de la Norvège, d'une inclination vers l'Atlantique. Ainsi, les attitudes des Suédois à l'égard de l'intégration européenne sont le résultat de l'existence d'une alternative à l'Europe, le Norden, et d'une identité supranationale en compétition avec l'identité européenne, soit l'identité scandinave (Strom, 1992: 506).

Le Norden est un concept qui n'évoque que des sentiments positifs en Suède. Il renvoie aux notions de communauté de valeurs, de langue et de culture, mais aussi à l'origine commune des peuples nordiques. Pour les Suédois, le Norden est une patrie plus large qui transcende les frontières de l'État-nation suédois (Suszycki, 2007: 89). Ostergard affirme que les Suédois perçoivent le Norden comme quelque chose de distinct et de différent de l'Europe continentale, comme quelque chose « *non-European, non-Catholic, anti-Rome, anti-imperialist, noncolonial, nonexploitative, and peaceful* (cité dans Suszycki, 2007: 89). » Ainsi, l'appartenance du Danemark et de la Suède à l'UE n'a pas affecté leur sentiment et leur perception d'appartenir au Norden en premier (Suszycki, 2007: 89).

La Suède et les autres pays scandinaves devancent les autres nations européennes dans le domaine de l'égalité entre les sexes, notamment en réduisant l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes élus au *Riksdag*, le Parlement suédois, et travaillant dans la fonction publique. Les normes et les tendances égalitaires de la Suède et de ses voisins scandinaves sont souvent contrastées par les standards et les normes de l'Europe continentale. La perception des Suédois de ce que devrait être la justice sociale est similaire à celle des autres nations scandinaves plus qu'à celle des autres nations européennes (Ingebritsen, 2002: 257).

La loi sur la citoyenneté en Suède est une bonne illustration de l'identité scandinave mise en pratique. En 2001, une grande coalition composée des Parti social-démocrate, du Parti du centre, du Parti de gauche, du Parti vert et du Parti chrétien-démocrate ont appuyé l'introduction de la double citoyenneté avec des modalités spécifiques pour les immigrants venus des autres pays nordiques (Suszycki, 2007: 91). La nouvelle loi permet aux citoyens du Danemark, de la Norvège, de la Finlande et de l'Islande qui immigreront en Suède d'obtenir la citoyenneté suédoise sans devoir se soumettre au processus complexe de naturalisation. Grâce à cette loi, la coalition reconnaissait l'importance des pays du Norden et que les peuples scandinaves représentent une communauté de valeurs, de langue et de culture et qu'ils sont reliés par une origine ethnique commune. Cette rationalisation du traitement préférentiel réservé aux autres nations nordiques révèle qu'en Suède il existe un discours identitaire très développé qui regroupe tous les peuples scandinaves au sein d'une même communauté identitaire (Suszycki, 2007: 91).

L'enseignement des langues est un autre exemple de la présence d'identités supranationales. En Suède, le danois et le norvégien ne sont pas considérés comme des langues étrangères dans le domaine de l'enseignement, mais comme des langues voisines. Cet enseignement est obligatoire dans le curriculum et il doit être validé par un examen national lors duquel les étudiants doivent démontrer leur compréhension de ces deux langues voisines. Or, bien qu'il soit obligatoire, cet enseignement commence de plus en plus tard en raison de l'accent mis sur l'apprentissage de l'anglais (Robert, 2004: 470). La popularité de l'anglais est liée au développement de l'identité européenne. Elle est la langue de communication avec le reste de l'Europe.

En 1992, la ministre des Affaires étrangères Margaretha af Ugglas a insisté pour que les politiciens suédois prennent la responsabilité d'expliquer aux Suédois qu'ils devaient être capables de transiger avec des identités multiples, régionale, nationale et européenne et que celles-ci étaient non seulement compatibles et complémentaires, mais aussi désirables (Gstöl, 2002: 544). Bien que les Suédois soient très fiers de leur pays, ils reconnaissent que la Suède fait partie de communautés qui transcendent les frontières nationales: le Norden et l'Europe (Silander & Wallin, 2005: 220)

Pour résumer, la littérature sur la Suède confirme que la nation suédoise est divisée en deux camps lorsqu'il est question de l'Europe. Pour les pluralistes, l'identité suédoise est dans une situation de compétition et d'exclusion avec l'identité européenne. Pour ce groupe, il n'est pas possible d'appliquer la typologie de Risse sur les identités multiples puisque les membres ne semblent pas ressentir d'identité européenne. Pour le second groupe, les supranationalistes, les identités suédoise et européenne sont compatibles et complémentaires et la relation entre ces deux identités correspond aux identités multiples « nichées » : la nation suédoise est la communauté identitaire à laquelle les Suédois s'identifient en premier, et l'identité suédoise est englobée par une communauté identitaire supranationale européenne à laquelle les Suédois s'identifient moins fortement. Comme il existe deux groupes dans la société suédoise, il n'est pas possible de tirer une conclusion claire. Cependant, nous pouvons supputer que pour plusieurs Suédois, la relation entre les identités suédoise et européenne peut correspondre à des identités multiples « nichées ». Être suédois signifie également être européen puisque l'identité européenne englobe l'identité suédoise.

Les écrits démontrent que les identités suédoise et scandinave se mélangent l'une à l'autre de sorte qu'il est difficile de les distinguer. L'identité scandinave est imprégnée dans l'identité suédoise. Le Norden est considéré comme une seconde patrie pour les Suédois. Cette situation est comparable aux identités multiples de type « gâteau marbré » de la typologie de Risse. Ainsi, une forte identité nationale est potentiellement compatible et complémentaire à l'identité supranationale scandinave. De plus, comme ces deux identités sont inter-relées, plus un Suédois a une identité nationale forte, plus il est probable qu'il ressente un fort attachement à l'identité scandinave.

Finalement, les auteurs ont montré que le Norden est principalement défini en opposition à l'Europe dans l'imaginaire suédois. Cela révèle que les identités supranationales scandinave et européenne sont souvent comprises comme étant incompatibles et exclusives en Suède. Les deux identités supranationales sont en compétition dans l'imaginaire suédois. Le Norden est perçu comme une alternative désirée mais non-viable à l'Europe. Selon les écrits, les Suédois ne peuvent ressentir qu'une seule identité supranationale: la scandinave ou l'euro-péenne. Cette situation est problématique puisque les auteurs prétendent que l'identité suédoise et l'identité scandinave sont intimement liées et se mélangent l'une à l'autre. En considérant cela, il serait impossible pour les Suédois de ressentir une identité européenne puisque celle-ci est incompatible avec l'identité

scandinave. Pourtant, nous voyons que l'identité européenne se développe en Suède et est ressentie par plusieurs Suédois. La littérature ne permet pas d'expliquer cette contradiction.

Les élites politiques suédoises et les questions identitaires

Jusqu'en 1990, les principaux partis politiques suédois ont des positions fermes sur le sujet de l'intégration européenne. Le Parti social-démocrate, le Parti du centre et le Parti de gauche s'opposent à l'intégration européenne alors que le Parti conservateur, plus tard renommé le Parti du rassemblement modéré, et le Parti libéral du peuple y sont favorables (Widfelt, 1996: 100). Depuis le début des années 1990, la position des partis politiques a légèrement changé. L'appui à l'UE en Suède provient principalement du bloc non-socialiste composé du Parti du rassemblement modéré, du Parti libéral du peuple et du Parti chrétien-démocrate (Strom, 1992: 522). De plus, depuis le début de la décennie 1990, le Parti du centre a adopté une position favorable à l'UE. Le Parti du centre et le Parti chrétien-démocrate sont les plus divisés du bloc non-socialiste (Widfelt, 1996: 110). Malgré ces divisions internes, le chef du Parti chrétien-démocrate, Alf Svensson, affirme que la Suède fait partie de l'Europe, que l'Europe est « *Sweden's home* », et croit que le pays doit participer sans réserve à l'intégration européenne afin d'assurer l'unité et la solidarité européenne (cité dans Suszicki, 2007: 90). Le Parti de gauche et le Parti vert ont toujours été contre une participation de la Suède à l'UE. Ces deux partis ont souvent joint leurs forces pour s'opposer, de façon générale, à l'UE et à l'adhésion de la Suède de façon particulière (Widfelt, 1996: 111).

Le Parti social-démocrate est le plus divisé sur la question de l'intégration européenne. L'intégration nordique a longtemps été l'option préférée de ses membres, mais de plus en plus, ceux-ci comprennent qu'il ne s'agit plus d'une alternative viable (Strom, 1992: 520). La division au sein du Parti social-démocrate est fortement liée au débat sur l'avenir de l'État-providence, qui comprend d'un côté les traditionalistes et, de l'autre, les réformateurs. Pour simplifier, les réformateurs sont favorables à l'adhésion de la Suède à l'UE alors que les traditionalistes s'y opposent ou sont indécis. Les traditionalistes qui s'opposent perçoivent l'UE comme une menace à l'État-providence suédois alors que les traditionalistes indécis croient qu'il est possible d'influencer les pays de l'UE pour qu'ils adoptent un modèle d'État-providence ressemblant celui de la Suède (Widfelt, 1996: 108).

Nous observons que la majorité des élites politiques suédoises sont favorables à l'adhésion de la Suède à l'UE et que seule une faible minorité s'oppose à tout transfert de souveraineté nationale à l'UE. Une autre minorité au sein des élites nationales appuie l'adhésion de la Suède à l'UE, mais à condition que celle-ci se limite à la coopération économique. Dit autrement, les élites politiques soutiennent en majorité l'idée que le transfert de fonctions importantes de l'État-nation suédois à l'UE est acceptable que si la Suède a un rôle à jouer dans le processus décisionnel de l'UE (Suszczycki, 2006: 202). Par contraste, une faible portion des élites politiques suédoises sont favorables au transfert complet de la souveraineté de la Suède et à l'UE et demandent le

développement d'un État fédéral européen (Suszycki, 2006: 202). Notons que de tous les pays scandinaves, la Suède est celui dans lequel l'opposition à l'UE est la plus fragmentée et la plus polarisée politiquement. Par exemple, le mouvement populaire *Nej Till EU* a été formé à partir d'initiatives de partisans issus du Parti social-démocrate et du Parti du centre, et de nombreux groupes d'intérêts environnementaux (Schymik, 2009: 205).

Suszycki identifie trois degrés d'intensité pour caractériser le nationalisme au sein des principaux partis politiques suédois (Tableau 11). Il détermine le degré d'intensité en fonction de l'engagement des partis politiques à utiliser la rhétorique de l'identité nationale dans leurs discours pour justifier leur action politique.

Tableau 11 – Degré d'intensité du nationalisme suédois chez les élites politiques nationales

Intensité du nationalisme	Description
Nationalisme faible ou « suspendu »	Le nationalisme faible minimise l'importance de l'héritage national et de l'identité suédoise. Pour légitimer leurs actions, les élites politiques utilisent avant tout un argumentaire et une rhétorique non-nationale. Ce nationalisme rend les identités politique et nationale « <i>multifaceted, multilayered, and multi stranded.</i> » Suszycki identifie ce nationalisme à du nationalisme suspendu.
Nationalisme modéré ou « modifié »	Le nationalisme modéré fait référence à l'héritage national et à l'identité suédoise mais réussit tout de même à s'en détacher. Le nationalisme modéré rompt avec l'utilisation exclusive de la rhétorique nationale pour justifier l'action politique. Les élites politiques avec un nationalisme modéré utilisent des arguments nationaux et non-nationaux. Ce nationalisme rend les identités politique et nationale plus complexes. Suszycki identifie ce nationalisme à du nationalisme modifié.
Nationalisme fort ou « simplificateur »	Le nationalisme fort utilise exclusivement une rhétorique nationale pour justifier l'action politique. L'action politique doit reproduire les particularités de la nation et doit exclure tout apport non-national. Ce nationalisme renforce l'importance de l'identité suédoise et de l'héritage nationale et reproduit la rhétorique nationale. La loyauté et l'allégeance à la nation ont préséance sur les autres intérêts et les autres valeurs. Ce nationalisme est simplificateur.

Source: Suszycki, 2007: 86

Selon Suszycki, le nationalisme modéré est le plus dominant chez les élites politiques depuis l'adhésion de la Suède à l'UE. Les débats lors des référendums nationaux sur l'intégration européenne ont démontré un engagement des principaux partis politiques à utiliser des rhétoriques nationalistes et non-nationalistes dans leur discours (Suszycki, 2007 :89). Par exemple, les sociaux-démocrates, les modérés, les chrétiens-démocrates et les centristes ont fait référence aux valeurs supranationales européennes, mais ils ont aussi utilisé des arguments nationalistes afin de parler de la nécessité de conserver le caractère suédois du pays (Suszycki, 2007: 90). Cette utilisation, la plupart du temps équilibrée, de rhétoriques nationales et non-nationales s'est fait sentir lors du débat sur le marché commun européen au début des années 2000. D'un côté, certains affirmaient que toutes restrictions au marché commun portaient atteinte au principe d'égalité entre tous les citoyens européens. De l'autre, l'on insistait pour dire que toutes restrictions représentaient un désavantage économique pour la Suède (Suszycki, 2007: 90).

Le mouvement populaire *Junilistan* et les autres mouvements d'opposition à l'UE, tel que *Nej till EU*, sont les mouvements politiques qui font preuve du nationalisme le plus fort. Ils utilisent exclusivement les rhétoriques nationales pour justifier leur opposition à l'UE et particulièrement à l'UME. Ils mettent l'accent sur le caractère neutre et démocratique de l'État-providence suédois et sur son bon fonctionnement pour justifier leur rejet de l'intégration européenne (Suszycki, 2007: 91). Le Parti vert et le Parti de gauche font aussi preuve d'un nationalisme fort en utilisant exclusivement une rhétorique nationale pour s'opposer au transfert de souveraineté de la Suède à l'UE. Ces deux partis font souvent référence à la protection de l'identité nationale. Ils considèrent que les valeurs et les intérêts nationaux sont menacés par l'intégration européenne et mettent l'accent sur le principe d'autodétermination du peuple suédois (Suszycki, 2007: 92).

Le nationalisme faible est peu présent au sein des élites politiques suédoises. Le Parti libéral du peuple et une minorité de membres au sein du Parti du rassemblement modéré sont les seuls à faire preuve d'un nationalisme faible. Leur utilisation de rhétoriques non-nationales supplante celle de rhétoriques reliées à l'identité nationale pour justifier leurs positions (Suszycki, 2007: 93). Selon ce parti, la *svensk krona* symbolise l'homogénéité de la population suédoise et la force de l'État-providence suédois alors que l'euro représente la variété ethnique et la coopération transnationale. Le Parti libéral du peuple affirme que la supranationalité de l'UE et l'adoption de l'euro mettrait fin à la domination de la population ethnique suédoise en ce qui a trait à la démocratie et aux services sociaux nationaux. Elle assurera la démocratisation et la libéralisation de la Suède (Suszycki, 2007: 94). Ces arguments sont essentiellement non-nationaux et s'opposent au nationalisme suédois.

L'intégration européenne a favorisé la dominance du nationalisme modéré. Elle a aussi contribué à marginaliser le nationalisme fort (Suszycki, 2007: 95). L'intégration européenne a réduit l'importance du nationalisme fort en favorisant une utilisation équilibrée de rhétoriques nationales et non-nationales. Ainsi, le Parti social-démocrate, le Parti du rassemblement modéré, le Parti chrétien-démocrate et le Parti du centre ont majoritairement fait preuve d'un nationalisme modéré. Les nationalismes faible et fort ont désormais une place réduite au sein des élites politiques suédoises. Même si le nationalisme modéré est devenu dominant, tous les partis politiques peuvent aussi faire preuve d'un nationalisme faible et d'un nationalisme fort à différentes occasions (Suszycki, 2007: 100). À titre d'exemple, lors du débat sur la loi de la citoyenneté, le Parti du rassemblement modéré a fait preuve d'un nationalisme très fort dans son opposition à la double citoyenneté alors qu'il fait généralement preuve d'un nationalisme modéré. Pour ce parti, la double citoyenneté dévalue la citoyenneté suédoise et l'État-nation suédois. De plus, il critique que la double citoyenneté donne le droit aux immigrants de voter, d'être élu, et de faire leur service militaire dans leur pays d'origine. Toutefois, ces objections ne s'appliquent pas aux immigrants venus des autres pays nordiques (Suszycki, 2007: 96).

Suszycki identifie également trois degrés d'intensité envers l'identité européenne au sein des principaux partis politiques suédois. Il détermine le degré d'intensité de l'identité européenne en fonction de l'engagement des partis politiques à utiliser les valeurs fondamentales européennes dans leurs discours pour justifier leur action politique. Plus les références à l'unité, à la solidarité et à l'égalité européenne sont nombreuses, plus l'identité européenne des membres du parti est forte. Les élites politiques qui font preuve d'une identité européenne faible font référence aux valeurs fondamentales européennes sur une base irrégulière. Ceux avec une identité européenne modérée considèrent que les valeurs fondamentales européennes et l'identité suédoise sont sur un pied d'égalité, de sorte qu'ils utilisent des rhétoriques européennes et nationales dans leurs discours. Et les élites politiques avec une identité européenne forte font une plus grande utilisation des valeurs fondamentales européennes que de l'identité suédoise pour justifier leurs actions politiques (Suszycki, 2006: 182).

L'identité européenne faible est principalement présente chez le Parti vert et le Parti de gauche, mais aussi chez le Parti social-démocrate et le Parti du centre. Ces partis utilisent principalement une rhétorique nationale pour justifier leur position envers l'intégration européenne. Bien que ces quatre partis aient des opinions divergentes par rapport à l'UE et à l'intégration européenne, leur argumentaire n'est pas basé sur les valeurs fondamentales européennes, mais plutôt sur l'identité suédoise (Suszycki, 2006: 191). Par exemple, le Parti vert et le Parti de gauche s'oppose à l'UE parce qu'elle menace les intérêts et les valeurs nationales; le Parti social-démocrate est favorable à l'intégration européenne et affirme que celle-ci a des effets positifs sur l'économie nationale et répond aux intérêts nationaux; puis le Parti du centre s'est opposé à l'UME en se basant uniquement sur les dangers que cela représentait pour l'État-providence suédois (Suszycki, 2006: 194).

L'identité européenne modérée est présente au sein du Parti du rassemblement modéré et le Parti chrétien-démocrate, et chez les mouvements populaires *Junilistan* et *Nej Till EU*. Les deux partis utilisent principalement les valeurs fondamentales européennes pour justifier leur appui à l'UME et à la constitution européenne, mais ils font également appel à des arguments nationaux tels que les effets positifs sur l'économie, les mesures sociales et l'emploi en Suède. Ils mentionnent également le rôle que doit jouer la Suède au sein de l'Europe (Suszycki, 2006 :195). Les mouvements populaires *Junilistan* et *Nej Till EU* sont favorables à l'intégration et à la coopération européenne, mais s'opposent à l'UE qu'ils considèrent une menace pour l'État-nation suédois. Dans leur opposition à l'UME et à la constitution européenne, ces mouvements utilisent principalement des arguments relevant de l'identité nationale. Par exemple, ils affirment que l'UME menace la cohésion sociale en Suède et qu'il n'est pas compatible avec les principes démocratiques suédois. Ces mouvements populaires font aussi références aux valeurs européennes lorsqu'ils rejettent la constitution européenne sur la base de l'égalité entre les nations européennes. D'après le *Junilistan* et *Nej Till EU*, la Suède n'a pas le même poids décisionnel que la France et

l'Allemagne, ce qui représente une violation du principe de l'égalité européenne (Suszycki, 2006: 197).

L'identité européenne forte n'est observée que chez le Parti libéral du peuple et chez une minorité des membres du Parti du rassemblement modéré. Ces partis sont favorables à l'UME et à la constitution européenne et justifient leur position en se référant à la solidarité et à l'unité européenne. Le Parti libéral du peuple considère même que les questions européennes devraient avoir préséance sur les enjeux nationaux. Par exemple, ils affirment que la Suède devrait adopter l'euro au nom de l'unité l'européenne même si cela nuit à l'économie suédoise. Ainsi, ce parti utilise uniquement une rhétorique européenne et rejette la rhétorique nationale pour justifier sa position vis-à-vis l'intégration européenne (Suszycki, 2006: 198). L'identité européenne forte demeure minoritaire voire marginale en Suède.

Les élites politiques qui s'opposent au transfert de la souveraineté nationale à l'UE ne ressentent pas nécessairement une forte identité nationale et une faible identité européenne. De même, un fort appui pour l'intégration européenne ne sous-entend pas nécessairement l'existence d'une forte identité européenne. Suszycki montre que le Parti vert et le Parti de gauche, qui s'opposent fortement à l'UE, manifestent la même intensité d'identité européenne que le Parti social-démocrate qui est fortement favorable à l'intégration européenne et au renforcement de l'UE (Suszycki, 2006: 204). Pour Suszycki, c'est l'utilisation ou non des valeurs fondamentales européennes qui détermine l'intensité de l'identité européenne des partis politiques. Les observations de Suszycki concernant le discours des élites politiques suédoises sur l'UE et le degré d'intensité de leur identité européenne ne correspondent pas avec la description traditionnelle que les Suédois sont eurosceptiques ou des Européens distants (Suszycki, 2006 :202). Malgré d'importantes différences dans le degré d'intensité, tous les partis politiques suédois témoignent d'une identité européenne (Suszycki, 2006: 204).

Ainsi, tous les partis politiques suédois font preuve d'une identité nationale suédoise et d'une identité européenne. Nous pouvons catégoriser les principaux partis politiques en fonction de l'intensité de leur identité nationale et de leur identité européenne (Tableau 12).

Tableau 12 – Intensité des identités suédoise et européenne chez les partis politiques suédois

	Identité européenne faible	Identité européenne modéré	Identité européenne forte
Identité nationale faible	X	X	Parti libéral du peuple, Minorité du Parti du rassemblement modéré
Identité nationale modéré	Parti social-démocrate, Parti du centre	Majorité du Parti du rassemblement modéré, Parti chrétien-démocrate	X
Identité nationale forte	Parti vert, Parti de gauche	<i>Junilistan,</i> <i>Nej till EU</i>	X

Source: Suszycki, 2006; Suszycki 2007

Si l'approche de Suszycki paraît crédible, en revanche le fait qu'il oppose les identités suédoise et européenne pose problème. Pour déterminer l'intensité de l'identité suédoise, nous avons vu qu'il compare l'utilisation d'arguments nationalistes et non-nationalistes, ou européens au sein des différents partis. Plus un parti utilisera des arguments nationalistes plus son identité nationale sera forte et plus il utilisera des arguments non-nationalistes plus son identité nationale sera faible. De même, pour déterminer l'intensité de l'identité européenne des partis, Suszycki compare l'utilisation qu'ils font des valeurs fondamentales européennes avec celle des valeurs suédoises. En procédant ainsi, il est impossible pour un parti d'avoir à la fois une identité nationale et européenne fortes, tout comme il est impossible qu'un parti ait une identité nationale et européenne faibles. Bien que son analyse soit rigoureuse, la méthodologie de Suszycki va à l'encontre d'une approche postulant la dualité identitaire ou encore d'une hypothèse selon laquelle les identités nationales et supranationales en Suède pourraient aussi s'avérer compatibles et complémentaires. Or, le tableau 12 montre que tous les partis politiques font preuve à la fois d'une identité suédoise et européenne, une situation qui montre que les données de Suszycki, malgré une démarche qui rigidifie les identités, révèlent que ces dernières sont plus compatibles que ne le suppose son cadre analytique.

Les relations entre la Suède et l'UE

En 1972, à la différence du Danemark et de la Norvège, la Suède n'a pas soumis de candidature pour se joindre à la CE puisque le *Riksdag* jugeait qu'une adhésion à la CE était incompatible avec l'État-providence et la neutralité suédoise (Strom, 1992: 505). Or, malgré vingt-cinq années de tendance négative dans l'opinion publique concernant l'adhésion de la Suède à l'UE, l'opinion publique suédoise est favorable à l'adhésion pour la première fois au début des années 1990. Ainsi, en décembre 1990, le gouvernement social-démocrate et le *Riksdag* approuvent la soumission de la candidature de la Suède auprès de l'UE. À la suite de cette étape, l'on observe un renversement de situation dans l'opinion publique. Jusqu'en 1994, une majorité de Suédois s'opposent à une adhésion de la Suède à l'UE. Puis, en novembre 1994, lors du référendum national, une majorité de Suédois vote en faveur de l'adhésion (Widfelt, 1996 :101). Le taux de participation de 83% est le plus élevé de l'histoire référendaire de la Suède (Silander & Wallin, 2005: 208).

Tableau 13 – Résultats et taux de participation du référendum suédois sur l'adhésion à l'UE

	1994
Oui	52,3 %
Non	46,8 %
Taux de participation	83,3 %

Source: Widfelt, 1996: 106 ; Silander & Wallin, 2005: 208

En résumé, il existe plusieurs clivages dans la société suédoise concernant l'appartenance de la Suède à l'UE. Comme cela est le cas dans les autres pays scandinaves, les élites socioéconomiques et politiques suédoises ont une opinion plus favorable de l'UE que le reste de la

population. Il existe aussi une division au sein de la classe politique puisque plusieurs partis politiques sont divisés sur les questions touchant l'UE (Silander & Wallin, 2005: 209). En plus de ces divisions internes, les partis politiques qui sont idéologiquement à gauche ont tendance à s'opposer à l'appartenance de la Suède à l'UE alors que les partis politiques de droite sont généralement favorables (Widfelt, 1996: 105). Les résultats du référendum de 1994 révèlent que les partisans du Parti social-démocrate et du Parti du centre étaient les plus divisés sur la question de l'appartenance de la Suède à l'UE, alors que les partisans des autres partis politiques avaient une position plus campée (Tableau 14).

Tableau 14 – Vote au référendum sur l'adhésion à l'UE en fonction de l'allégeance politique

	Parti de gauche	Parti social-démocrate	Parti du Centre	Parti libéral du Peuple	Parti du rassemblement modéré	Parti chrétien-démocrate	Parti vert	Parti démocrate suédois
Oui	10%	50%	45%	81%	86%	41%	15%	34%
Non	90%	49%	54%	18%	13%	59%	84%	62%

Source: Widfelt, 1996: 107

De façon plus générale, comme en Norvège, les régions rurales et nordiques sont habituellement contre l'appartenance à l'UE, alors que la région de la capitale suédoise, Stockholm, et les régions urbaines sont majoritairement favorables à l'appartenance de la Suède à l'UE (Silander & Wallin, 2005: 209). Widfelt identifie aussi que le niveau de scolarité et le sexe des citoyens ont un impact sur leur position par rapport à l'UE. Selon lui, il est plus probable que les hommes et les individus possédant un haut niveau de scolarité soient favorables à l'appartenance de la Suède à l'UE. Par contraste, il est plus probable que les femmes et les citoyens moins scolarisés soient en opposition à l'appartenance de la Suède à l'UE (Widfelt, 1996: 111; Silander & Wallin, 2005: 220).

Miles affirme que les principaux arguments pour l'adhésion de la Suède à l'UE sont économiques. En 1990, la Suède se trouvait dans une situation difficile en raison d'une récession économique qui perdurait et en raison des négociations avec l'EEE qui ne progressaient pas. Daun poursuit en expliquant que le succès économique de la Suède à la suite des années 1950 était une source de fierté nationale pour les Suédois, et cette fierté avait été mise au défi par la crise économique que vivait la Suède (Daun, 2001). Ainsi, le gouvernement suédois a considéré l'adhésion à l'UE comme la meilleure solution aux problèmes économiques du pays. À la différence d'une adhésion à l'EEE, l'UE octroyait une place à la Suède dans le processus décisionnel (cité dans Aalto, 2006: 21).

Trädgårdh, Joenniemi et Moisio affirment qu'en plus des préoccupations et des intérêts économiques, l'identité a joué rôle important dans l'adhésion de la Suède à l'UE (cité dans Aalto, 2006: 22). En fait, les partisans et les opposants de l'adhésion à l'UE ont utilisé le discours identitaire dans leur argumentaire. Les opposants ont présenté l'UE comme une menace à la souveraineté, aux normes, aux traditions et à l'identité suédoises, mais aussi comme un modèle de société inférieur au modèle nordique suédois (Aalto, 2006: 22). Les opposants à l'UE ont évoqué

l'incompatibilité du projet européen avec les principes fondamentaux de la démocratie suédoise et ont prétendu que l'UE menaçait le droit à l'autodétermination nationale de la Suède (Suszycki, 2007: 92). Pour les opposants, l'UE est une aventure des élites politiques européennes, qui tentent de transformer l'UE en un nouvel État européen, qu'il faut rejeter pour protéger l'indépendance et la souveraineté de la Suède. De leur côté, les partisans ont cherché à promouvoir le Norden et l'identité scandinave dans l'arène politique européenne. La fierté envers le modèle nordique et le sentiment de supériorité des Suédois en raison de la modernité de leur société ont été utilisés par les partisans de l'adhésion à l'UE pour convaincre les Suédois de reproduire le Norden au sein de l'UE et de transmettre le modèle nordique aux autres nations européennes (Aalto, 2006: 22).

Finalement, nous savons que les attitudes suédoises à l'égard de l'UE sont, comme celles observées au Danemark, majoritairement négatives. Les Suédois reprochent principalement à l'UE ce qu'ils perçoivent être une bureaucratie lointaine anonyme et opaque. Ils considèrent que l'intégration politique et la fédéralisation de l'UE représente une dérive par rapport aux buts économiques initiaux de la CE (Optem S.A.R.L., 2001: 80). Selon eux, le modèle nordique de société dans lequel vivent les Suédois est plus moderne que le modèle européen harmonisé, notamment en ce qui concerne les mesures sociales et l'environnement. Il est insensé pour les Suédois de se faire imposer des normes moins élevées que celles qui prévalent dans le pays et ils considèrent cela comme une atteinte à la souveraineté suédoise (Optem S.A.R.L., 2001: 81). De plus, les Suédois ont fortement confiance en leur démocratie nationale, mais sont plutôt méfiants de la démocratie européenne (Silander & Wallin, 2005: 211). Pour ces raisons, les Suédois sont considérés parmi les nations les plus eurosceptiques d'Europe. Les élites nationales reconnaissent tout de même que l'UE a des effets économiques positifs sur la Suède (Optem S.A.R.L., 2001: 46).

Conclusion

Les écrits sur la Suède montrent que l'identité suédoise est forte, quoique relativement plus faible que l'identité nationale au Danemark et en Norvège. La neutralité, l'indépendance, la démocratie, la modernité, l'État-providence et le Norden sont tous des concepts centraux de l'identité nationale suédoise. Cela étant dit, la forte identité suédoise s'avère compatible et complémentaire avec les identités supranationales scandinave et européenne. Les écrits ont montré qu'il existe une division au sein de la société suédoise sur la question de l'identité européenne: plusieurs Suédois s'identifient à l'Europe et plusieurs la rejettent. En fonction des écrits des différents auteurs, nous pouvons conclure que l'identité suédoise et l'identité scandinave correspondent au type « gâteau marbré » de la typologie des identités multiples de Risse. Pour plusieurs Suédois, les identités nationale et européenne sont en compétition, mais pour les autres la relation entre leur identité suédoise et leur identité européenne correspond aussi au type des identités multiples « nichées ». Nous avons aussi vu que les identités scandinave et européenne en Suède sont en compétition et sont incompatibles. L'étude de Suszycki nous a démontré que tous les partis politiques utilisent l'identité suédoise et l'identité européenne pour justifier leur action

politique. Les élites politiques ressentent ces deux identités avec différents degrés d'intensité, mais il demeure qu'elles ressentent toutes une certaine dualité identitaire. Ainsi, dans la relation de la Suède avec l'UE, l'intégration européenne est dépendante des questions identitaires. Entre autres, nous avons vu que la Suède fait preuve d'un euroscepticisme marqué sur les questions concernant l'UE, du moins au sein de la population, alors les élites nationales sont beaucoup plus favorables à l'intégration européenne.

Chapitre 5

Les identités nationales et européenne: une analyse de sondages

La recension des écrits sur les identités nationale, scandinave et européenne au Danemark, en Norvège et en Suède a permis d'avoir une meilleure compréhension de la situation identitaire dans ces pays. Elle a également fourni un cadre analytique avec lequel il sera possible de comparer les données de sondages. En effet, les conclusions tirées dans le cadre de la recension des écrits sur la relation entre les identités en Scandinavie peuvent être vérifiées par l'analyse des données des sondages d'opinion. Afin de faciliter la compréhension, les questions de sondages sont regroupées au sein de différentes sections correspondant à la typologie des aspects de l'identité de Johannessen, soit les aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturel. Quelques questions ne pouvant être incluses dans la typologie ont été regroupées à part. Cette analyse des sondages d'opinion permettra d'avoir plus d'information sur la définition des identités nationales scandinaves, sur leur intensité et sur leur relation avec l'identité européenne.

L'aspect d'appartenance

L'idée d'appartenance implique l'établissement de certains critères qu'une personne doit remplir pour être reconnu comme un membre complet de la communauté identitaire. Ces critères peuvent être la naissance sur le territoire national, la connaissance de la langue nationale et le respect des lois et des institutions nationales (Johannessen, 2001: 11). Cet aspect est important puisqu'il sert à établir les frontières de la communauté identitaire. Les données étudiées permettront de déterminer comment le « nous » de nos trois identités nationales scandinaves est défini. De plus, grâce aux différentes années d'observation, nous pourrons voir à quel point les identités nationales scandinaves sont ouvertes et changeantes. Est-ce que la définition du « nous » reste la même au cours des années? Qu'est-ce qui distingue les membres des communautés identitaires scandinaves des « autres »?

Les trois tableaux qui suivent illustrent les caractéristiques les plus importantes pour qu'un individu soit reconnu comme un membre d'une des trois communautés nationales à l'étude. Les données révèlent que les populations danoise, norvégienne et suédoise considèrent que pour être un membre de leur communauté nationale, il faut, dans l'ordre, respecter les institutions et les lois nationales, parler la langue nationale, se sentir membre de la nation, être citoyen de la nation, avoir passé la majorité de sa vie dans le pays, être né dans le pays et avoir un passé ancestral au sein de la nation. Le respect des institutions et des lois nationales et la connaissance de la langue nationale sont clairement les deux caractéristiques les plus importantes pour appartenir à la nation pour plus de 95% des répondants des trois communautés nationales confondues, et ce, pour toutes les années d'observation.

Le sentiment d'appartenir à la nation et la citoyenneté sont aussi des caractéristiques importantes. Au Danemark, 90% et 85% de la population considère qu'il est important de se sentir

Danois et d'être citoyen pour appartenir à la nation. En Norvège, de 1995 à 2003, l'importance de se sentir national est passée de 91% à 84% et l'importance d'être citoyen est passée de 88% à 90%. Nous constatons une tendance à la baisse pour le premier critère et une tendance à la hausse pour le second. En Suède, nous constatons une tendance à la baisse pour les deux critères puisque l'importance de se sentir national est passée de 87% à 82% entre 1995 et 2003 et l'importance d'être citoyen est passée de 84% à 82%

Pour le Danemark, la Norvège et la Suède, les deux caractéristiques les moins importantes pour faire partie de la communauté nationale sont celles d'avoir des ancêtres nationaux et être né dans le pays. En effet, la nécessité d'avoir un passé ancestral n'est positive qu'en 2003 au Danemark et en Norvège et la tendance est à la baisse. De même, le fait d'être né dans le pays n'est pas une caractéristique essentielle des identités nationales scandinaves. Parmi nos trois pays, la Suède présente les chiffres les plus modestes sur ce point puisque seulement 50% de la population croyait en 1995 qu'il était nécessaire d'être né en Suède pour être un vrai Suédois, et cette tendance se maintient, à l'exception de 2007 qui semble fournir une donnée statistiquement aberrante. En 2003, plus de 60% de la population au Danemark et en Norvège considéraient qu'il était important d'être né dans le pays pour être membre de la communauté nationale. Ces chiffres pourraient laisser croire qu'il s'agit d'une caractéristique importante de l'identité nationale de ces pays. Cependant, lorsqu'on la compare avec d'autres caractéristiques, l'on s'aperçoit que la naissance dans le pays n'est pas un critère essentiel.

Tableau 15.1 – Est-ce que les caractéristiques suivantes sont importantes pour être un vrai Danois ? (% important)

Année	Être né dans le pays	Être citoyen	Avoir passé la majorité de sa vie dans le pays	Parler la langue nationale	Respecter les institutions et lois	Se sentir Danois	Avoir un passé ancestral
2003	67,5%	85,1%	73,1%	97,5%	96,2%	89,9%	58,3%
2008	45,5%	–	50,0%	98,1%	97,5%	–	40,4%

Sources: ISSP 2003, EVS 2008

Tableau 15.2 – Est-ce que les caractéristiques suivantes sont importantes pour être un vrai Norvégien ? (% important)

Année	Être né dans le pays	Être citoyen	Avoir passé la majorité de sa vie dans le pays	Parler la langue nationale	Respecter les institutions et lois	Se sentir Norvégien	Avoir un passé ancestral
1995	62,2%	87,9%	71,5%	96,0%	96,7%	90,5%	–
2003	64,8%	89,5%	72,4%	96,8%	96,6%	84,3%	54,6%
2007	28,4%	–	–	–	99,6%	–	26,3%
2008	52,2%	–	56,8%	98,4%	98,1%	–	31,5%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003, WVS 2007, EVS 2008

Tableau 15.3 – Est-ce que les caractéristiques suivantes sont importantes pour être un vrai Suédois ? (% important)

Année	Être né dans le pays	Être citoyen	Avoir passé la majorité de sa vie dans le pays	Parler la langue nationale	Respecter les institutions et lois	Se sentir Suédois	Avoir un passé ancestral
-------	----------------------	--------------	--	----------------------------	------------------------------------	-------------------	--------------------------

1995	50,4%	83,6%	63,0%	95,8%	98,2%	86,6%	–
2003	48,2%	81,8%	55,8%	96,3%	96,3%	82,2%	30,0%
2007	14,7%	–	–	–	99,6%	–	12,8%
2008	49,5%	–	76,5%	97,3%	96,1%	–	36,8%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003, WVS 2007, EVS 2008

À première vue, nous pouvons conclure des trois tableaux ci-haut que l'identité nationale des pays scandinaves est définie en fonction de critères civiques, mais aussi en fonction de critères culturels et psychologiques. Même si la lignée ancestrale et la naissance sur le territoire sont relativement minimisées en comparaison avec l'importance des autres critères, le fait que les Scandinaves accordent presque à l'unanimité une importance à la connaissance de la langue nationale démontre que les identités nationales scandinaves sont aussi définies par certains critères culturels. Le critère culturel qu'est la langue agit comme l'une des plus grandes barrières à l'entrée dans la communauté nationale, mais il s'agit d'un critère objectif auquel un individu ne peut se soustraire. Les résultats démontrent la fierté que les langues nationales procurent à ces nations et nous pouvons traduire cette fierté en une manifestation de l'intensité des identités nationales en Scandinavie.

Pour ce qui est du sentiment d'appartenance à la nation, il s'agit du seul critère psychologique et subjectif qui a été mesuré et les résultats montrent que ce critère est important. Il suggère qu'une personne respectant les institutions et les lois, maîtrisant la langue nationale et détenant la citoyenneté pourrait ne pas être membre de la communauté nationale si elle ne ressent pas cette identité. L'inverse serait également vrai. Ce critère subjectif suggère une exigence associée aux identités nationales scandinaves: il est important de vivre l'identité nationale plutôt que de simplement posséder les éléments qui la définisse.

L'importance des éléments civiques dans les identités nationales scandinaves ne fait aucun doute. À un tel point qu'en 2007, 100% des Norvégiens et des Suédois croyaient que le respect des institutions et des lois étaient un critère important pour appartenir à la nation. De même, l'importance accordée à la citoyenneté illustre que les pays scandinaves se détachent des critères culturels, à l'exception, bien sûr, de la langue. Cela fait écho aux propos de Dunkerley qui évoquaient cette tendance vers le nationalisme civique en Europe (Dunkerley, 2002: 26).

La très grande ressemblance dans l'opinion des populations scandinaves quant aux critères d'appartenance aux communautés nationales est révélatrice d'une tendance proprement scandinave en ce qui a trait à la définition de la nation. Bien qu'il s'agisse de trois nations différentes, elles se définissent selon les mêmes critères de sorte que celles-ci prennent, à première vue, une forme semblable. Cette ressemblance entre ces trois nations nous confirme leur comparabilité. De plus, nous voyons que la définition des frontières des nations danoise, norvégienne et suédoise ne change pas vraiment au cours de nos treize années d'observation, cependant cela ne veut pas dire pour autant que ces nations sont stagnantes et fixes.

En 2003, l'ISSP a demandé aux gens si un enfant né dans le pays de parents qui ne sont pas citoyens devrait avoir le droit de devenir citoyen (tableau 16). Dans les trois pays, une majorité significative de répondants estiment que ces enfants devraient avoir le droit de devenir citoyen même si leurs parents sont d'origine étrangère. La Suède est le pays le plus ouvert à cette disposition alors que la Norvège enregistre le plus bas taux d'approbation des trois pays étudiés, bien qu'au-dessus de 50%. Cette question confirme que les identités nationales en Scandinavie sont conçues selon le droit du sol et non le droit du sang, de sorte qu'il n'est pas nécessaire pour un individu d'avoir des liens ancestraux pour être un Danois, un Norvégien ou un Suédois.

Tableau 16 – Un enfant né dans le pays hôte de parents qui ne sont pas citoyens a le droit de devenir citoyen

	Danemark	Norvège	Suède
D'accord	65,0%	59,7%	74,0%
Ni en accord ni en désaccord	12,2%	17,1%	16,9%
Pas d'accord	22,8%	23,2%	9,2%

Source: ISSP 2003

Le passé ancestral n'est peut-être pas un élément important des identités nationales scandinaves, mais les coutumes et les traditions le sont. Comme le tableau 17 le démontre, au Danemark et en Norvège, plus de 60% des répondants conçoivent qu'il est impossible d'être un membre complet de la communauté nationale si l'on ne partage pas ou n'adopte pas les coutumes et les traditions nationales. La Suède se distingue ici de ses voisins puisque seule une faible majorité de la population est d'accord avec cette affirmation. Il est intéressant de voir que huit ans plus tôt, en 1995, environ 67% des Norvégiens et 61% des Suédois étaient en accord avec cette affirmation (ISSP 1995). Cette baisse enregistrée dans l'accord des gens en 2003 pourrait démontrer que l'importance des coutumes et des traditions nationales diminue petit à petit dans la définition des identités nationales scandinaves. Cependant en 2007, les coutumes et traditions nationales ont gagné en importance identitaire puisque 79% des Norvégiens et 68% des Suédois croyaient qu'il était important d'adopter les coutumes de leur pays pour faire pleinement partie de la nation (WVS 2007).

Tableau 17 – Il est impossible de devenir complètement national sans partager les coutumes et les traditions nationales

	Danemark	Norvège	Suède
D'accord	61,4%	61,1%	50,7%
Ni en accord ni en désaccord	8,0%	17,0%	25,5%
Pas d'accord	30,8%	21,9%	24,3%

Source: ISSP 2003

Cette fluctuation est difficile à expliquer, mais il demeure que l'adoption des coutumes et des traditions par un individu est préférable pour appartenir aux différentes nations scandinaves. Nous sommes toutefois loin de l'importance que revêtissent le respect des lois et des institutions et

la connaissance de la langue nationale qui sont les caractéristiques essentielles des identités nationales scandinaves pour plus de 95% de la population de nos trois pays étudiés.

Les eurobaromètres nous fournissent également de l'information intéressante concernant l'aspect d'appartenance de l'identité et de l'identité européenne en particulier. Les tableaux 18 et 19 sont très pertinents puisqu'ils permettent de comparer les critères d'appartenance aux identités nationales danoise et suédoise et à l'identité européenne. Nous observons rapidement que la chrétienté, le fait d'avoir un parent national ou européen et la participation à une association ne sont aucunement des critères permettant de définir le « nous » des identités nationales scandinaves et de l'identité européenne au Danemark et en Suède. Bien que le christianisme ait joué un rôle majeur dans l'histoire de l'Europe et dans le développement de l'identité européenne, ses divisions internes et la présence de nombreux Européens de religions non-chrétiennes influencent sa capacité à être une caractéristique déterminante de l'identité européenne moderne (Dunkerley, 2002: 115).

Tableau 18 - Quels sont les caractéristiques importantes pour être un vrai Danois/Suédois ?

Caractéristiques	Danemark	Suède
Être chrétien	6,0%	2,0%
Partager les traditions culturelles	45,0%	32,0%
Être né dans le pays	24,0%	19,0%
Avoir un parent national	7,0%	6,0%
Se sentir national	52,0%	58,0%
Maîtriser la langue nationale	56,0%	51,0%
Exercer ses droits de citoyens	50,0%	61,0%
Avoir été élevé dans le pays	26,0%	15,0%
Participation dans une association	6,0%	5,0%

Source: Eurobaromètre 71: Futur de l'Europe (2009)

Tableau 19 - Quelles sont les caractéristiques importantes pour être un vrai Européen ?

Caractéristiques	Danemark	Suède
Être chrétien	6,0%	2,0%
Partager les traditions culturelles	37,0%	26,0%
Être né en Europe	26,0%	23,0%
Avoir un parent européen	7,0%	8,0%
Se sentir européen	50,0%	56,0%
Maîtriser deux langues européennes	39,0%	39,0%
Exercer ses droits de citoyens	47,0%	48,0%
Avoir été élevé dans un pays européen	33,0%	23,0%
Participation dans une association	5,0%	3,0%

Parmi les critères présentés ci-dessus, le sentiment d'appartenir à la nation, la maîtrise de la langue nationale et la citoyenneté sont les caractéristiques les plus importantes pour être considéré comme un vrai membre de la communauté nationale au Danemark et en Suède. Cependant, pour être un vrai Européen au Danemark et en Suède, la langue n'est plus une caractéristique importante. Seulement 39% des Danois et des Suédois croient qu'il faut maîtriser deux langues européennes. Le sentiment d'être Européen est la caractéristique obtenant les résultats les plus élevés avec 50% des Danois et 56% des Suédois. Ils considèrent qu'il faut se sentir Européen pour être un vrai Européen. Il s'agit également de la seule caractéristique qui obtient une majorité de réponses. Pour ce qui est de la citoyenneté, bien que cette caractéristique

soit la deuxième en importance pour être Européen, moins d'un Danois et d'un Suédois sur deux croient qu'il s'agisse d'une caractéristique importante. Malgré les résultats modestes recueillis dans le tableau 19, nous pouvons tout de même établir un parallèle entre la définition de l'identité nationale et de l'identité européenne en Scandinavie. Le sentiment d'appartenir à la nation, la maîtrise de la langue nationale et la citoyenneté sont les trois caractéristiques les plus importantes pour être considéré comme un « vrai » membre des communautés nationales scandinaves et de la communauté européenne.

Si nous appliquons ces résultats à la typologie de Risse, les identités nationales scandinaves et l'identité européenne ne semblent pas être dans une relation d'identités multiples de type « gâteau marbré ». Les identités sont distinctes et ne se mélangent pas l'une à l'autre. Bien qu'elles soient définies principalement par les trois mêmes caractéristiques, ces identités sont séparées. De plus, les données ne permettent pas de déterminer si les identités nationales et européenne sont « nichées » ou « croisées ». Ainsi, en se basant sur les données de sondages, il est impossible de déterminer la relation entre les identités avec la typologie de Risse.

Le tableau 20 révèle un peu plus la perception que se font les Danois et les Suédois de l'identité européenne. Nous voyons qu'une majorité significative des populations danoise et suédoise associe l'identité européenne aux valeurs démocratiques. En effet, 72% des Danois et 77% des Suédois croient qu'il s'agit d'une caractéristique importante de l'identité européenne. Ces résultats montrent qu'en Scandinavie, l'identité européenne est définie en fonction des valeurs démocratiques, un critère civique. Il s'agit même de la seule caractéristique proposée par l'eurobaromètre qu'une majorité de Danois et de Suédois considèrent importantes pour définir l'identité européenne. La seconde caractéristique en importance est le haut niveau de protection sociale. Toutefois seulement 36% des Danois et 44% des Suédois croient qu'il s'agit d'une caractéristique permettant de définir l'identité européenne.

Tableau 20 – Quelles sont les caractéristiques importantes de l'identité européenne ?

Caractéristiques	Danemark	Suède
Histoire commune	24,0%	14,0%
Géographie	13,0%	17,0%
Valeurs démocratiques	72,0%	77,0%
Haut niveau de protection sociale	36,0%	44,0%
Culture commune	20,0%	14,0%
Héritage religieux commun	5,0%	4,0%
Esprit d'entreprise	11,0%	9,0%
Identité européenne n'existe pas	2,0%	3,0%

Source: Eurobaromètre 71: Futur de l'Europe (2009)

Malgré le nombre de caractéristiques, une seule est reconnue par une majorité de Danois et de Suédois pour définir l'identité européenne. Ceci suppose deux choses: la première est que l'identité européenne est strictement définie en termes civiques pour les Scandinaves; la seconde est que l'identité européenne est définie par un critère qui n'est pas strictement européen. Les

valeurs démocratiques ne sont pas limitées à l'Europe, mais sont présentes ailleurs dans le monde. Alors que les Scandinaves définissent leur identité nationale en fonction de critères qui sont propres à leur pays (leurs institutions, leurs lois, leur langue, leur citoyenneté), ils associent l'identité européenne à un critère universel. Ainsi, l'identité européenne semble beaucoup moins exclusive et plus ouverte que les identités nationales scandinaves. Par ailleurs, force est de constater que les identités nationales scandinaves, et pas seulement l'identité européenne, sont aussi en grande partie définies en fonction de critères civiques, bien que l'importance de la langue, un critère culturel, pour la définition des identités nationales ne soit pas à négliger.

L'aspect chauvin

L'aspect chauvin de l'identité implique une forte dévotion à la communauté identitaire. Un individu caractérisé par son chauvinisme placera, par exemple, sa nation au-dessus des autres nations. Lorsque comparée avec d'autres nations, un individu avec une identité chauvine peut percevoir sa nation comme étant supérieure aux autres (Johannessen, 2001: 11). Les questions posées dans les sondages font toutes références à la communauté nationale, de sorte que nous ne possédons pas de données sur l'aspect chauvin par rapport à l'Europe. Nous pouvons toutefois déterminer l'intensité des identités nationales en Scandinavie. L'aspect chauvin de l'identité rejoint ainsi l'affect des populations.

Les Scandinaves croient en majorité qu'il fait bon vivre dans leur pays. Bien que nous ne sachions pas ce qui fait qu'un individu préfère être citoyen de son pays plutôt que de n'importe quel autre pays du monde, les résultats montrent que les Scandinaves sont fiers et aiment leurs pays respectifs. Le tableau 21 montre que dans les trois pays scandinaves, les gens déclarent préférer être citoyens de leur pays plutôt que de n'importe quel autre pays du monde. Ainsi, en 2003, environ 83% des Danois sont d'accord avec cette affirmation suivi de 66% de Norvégiens et de 62% de Suédois, ce qui paraît plutôt modeste en comparaison avec les résultats du Danemark. De plus, nous observons une baisse notable de 12% de 1995 à 2003 en Norvège et une baisse de 8% en Suède pour la même période. Nous pouvons tirer la conclusion préliminaire selon laquelle les Danois ont un chauvinisme plus fort que leurs cousins norvégiens et suédois.

Tableau 21 – Je préférerais être un citoyen de mon pays plutôt que n'importe quel autre pays du monde (% d'accord)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1995	–	77,9%	69,6%
2003	83,1%	66,1%	61,6%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Même si les Scandinaves sont fiers d'être des citoyens de leur pays, ils ne croient pas que le monde serait meilleur si les citoyens des autres pays étaient plus comme eux. Le tableau 22 montre qu'en 2003, seulement 20% des Norvégiens et 19% des Suédois croyaient que le monde serait meilleur si les citoyens des autres pays étaient plus comme eux. Les résultats du Danemark sont plus surprenants. Bien qu'une minorité de Danois soit en accord avec l'affirmation, elle

s'élève à 41%, soit plus du double du résultat des deux autres pays scandinaves. Le tableau 22 est ainsi révélateur d'un fort chauvinisme au Danemark relativement à celui présent en Norvège et en Suède.

Tableau 22 – Le monde serait meilleur si les citoyens des autres pays étaient plus comme les citoyens de notre pays

	Danemark	Norvège	Suède
D'accord	41,2%	19,6%	19,1%
Ni en accord ni en désaccord	26,0%	35,5%	37,4%
Pas d'accord	32,7%	44,9%	43,4%

Source: ISSP 2003

Le chauvinisme accentué des Danois est également présent lorsque l'on demande aux Scandinaves s'ils considèrent que leur pays est meilleur que la majorité des autres pays. Le tableau 23 montre qu'en 2003, environ 68% des Danois, 62% des Norvégiens et seulement 41% des Suédois étaient d'accord avec cette affirmation. Nous pouvons encore une fois déceler une baisse d'appui à cette proposition en Norvège et en Suède entre 1995 et 2003. Malgré le fait que le Danemark recueille pour une seconde fois le plus grand appui parmi les pays scandinaves, le tableau 23 est plutôt intéressant en raison des résultats de la Suède. En 1995 comme en 2003, une minorité de Suédois croyaient que leur pays était meilleur que les autres pays, une attitude divergente parmi les pays Scandinaves. L'aspect chauvin de l'identité suédoise est le plus faible parmi les identités nationales scandinaves.

Tableau 23 – Mon pays est meilleur que la majorité des autres pays (% d'accord)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1995	–	67,3%	47,7%
2003	67,7%	62,0%	40,8%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Plus nous observons les résultats des sondages pour comprendre l'aspect chauvin de l'identité des Scandinaves, plus nous constatons que les Danois se démarquent de leurs voisins. Les tableaux 24 et 25 présentent les résultats de questions qui explorent particulièrement le patriotisme que peuvent ressentir les individus. Le tableau 24 montre qu'en 2003, seulement 18% des Norvégiens et 14% des Suédois croient que les gens doivent appuyer leur pays même si celui-ci est dans le tort, ce qui correspond à une baisse de 8% pour la Norvège et de 10% pour la Suède par rapport à 1995. Nous voyons ici qu'en Norvège et en Suède, les gens refusent d'appuyer aveuglément leur pays s'il fait erreur. Au Danemark, près de 45% de la population croit qu'il faut appuyer son pays même si celui-ci est dans le tort. Bien qu'il s'agisse d'une minorité de la population, ce résultat est très élevé en comparaison avec la Norvège et la Suède. Le Danemark paraît vraiment distinct de ses voisins scandinaves en matière de chauvinisme.

Tableau 24 – Les gens doivent appuyer leur pays même si celui-ci est dans le tort (% d'accord)

Année	Danemark	Norvège	Suède
--------------	-----------------	----------------	--------------

1995	–	26,2%	23,9%
2003	44,5%	18,0%	14,0%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Le tableau 25 finit par nous convaincre quant au fort chauvinisme des Danois. En 2003, environ 58% des Danois sont en accord avec la proposition selon laquelle leur pays doit suivre ses propres intérêts même si ceux-ci entrent en conflit avec ceux des autres pays. Le Danemark est le seul pays scandinave où une majorité de la population est en accord avec cette proposition comparativement à seulement 29% de Norvégiens et 36% de Suédois qui pensent de la même façon. Nous pouvons encore une fois observer une baisse du chauvinisme pour la Norvège et la Suède entre 1995 et 2003. Le plus surprenant avec les résultats de ce tableau est que le Danemark a rejoint une organisation supranationale en 1973, une organisation qui fait en sorte que le pays ne puisse pas suivre ses propres intérêts si ceux-ci entraînent en conflit avec ceux des autres pays membres. Et pour ce qui est de la Norvège, la population a refusé à deux reprises de se joindre à l'Union européenne au nom des intérêts nationaux qui devaient être préservés, même s'ils entraînent en conflit avec les intérêts des pays voisins qui avaient décidé de se joindre à l'UE.

Tableau 25 – Mon pays doit suivre ses propres intérêts même si ceux-ci entrent en conflit avec les intérêts des autres pays (% d'accord)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1995	–	38,3%	43,5%
2003	57,9%	29,3%	36,2%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

En étudiant l'aspect chauvin de l'identité, il est important de mesurer le patriotisme des individus. Quoi de mieux pour s'assurer que les gens ressentent un minimum de patriotisme et de chauvinisme que d'observer si ceux-ci seraient prêts à se battre pour leur pays. Pour cette question, nous n'avons pas de données sur le Danemark, mais nous remarquons qu'en 2007, environ 88% des Norvégiens et 86% des Suédois étaient prêts à se battre pour le pays. Nous observons une légère baisse pour cette question par rapport aux résultats de 1996. Comme une forte majorité des Norvégiens et des Suédois est prête à défendre son pays, nous pouvons conclure en la présence d'un minimum de chauvinisme au sein de ces deux pays. Le fait que les individus veulent défendre leur pays montre leur attachement à celui-ci et la présence d'un certain sentiment d'identité nationale.

Tableau 26 – Seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays? (% oui)

Année	Norvège	Suède
1996	88,6%	92,1%
2007	87,6%	85,8%

Sources: WVS 1996, WVS 2007

Nous constatons aussi que les Scandinaves aiment leur pays à un tel point qu'ils ne souhaiteraient pas s'établir dans un autre pays même si cela leur permettait d'améliorer leurs conditions de vie. Les tableaux 27 et 28 illustrent la forte réticence qu'ont les Scandinaves à

émigrer. En 1995, seulement 19% des Norvégiens et 29% des Suédois étaient prêts à déménager à l'extérieur de leur pays si cela leur permettait d'améliorer leurs conditions de vie. Ces chiffres diminuaient à 15% pour la Norvège et 23% pour la Suède s'il était question de déménager à l'extérieur de l'Europe. Nous concluons de cela que la qualité des conditions de vie n'est pas le critère qui fait que les Scandinaves croient que leur pays respectif est meilleur que les autres. L'attachement au pays et à la nation dépasse les conditions de vie. Nous voyons aussi que l'attachement au pays est accompagné d'un attachement à l'Europe puisqu'une très faible minorité de Norvégiens et de Suédois est prête à s'établir à l'extérieur du continent. Il y a, ici, compatibilité entre l'attachement aux deux régions géographiques.

Tableau 27 – Si vous pouviez améliorer vos conditions de vie, voudriez-vous déménager à l'extérieur de votre pays ou de l'Europe? (% oui)

Pays	Norvège		Suède	
	Pays	Europe	Pays	Europe
1995	19,2%	14,9%	29,0%	22,9%

Source: ISSP 1995

L'Union européenne a posé une question similaire à ses citoyens en 2006. Environ 68% des Danois et 58% des Suédois déclaraient ne pas vouloir vivre dans un autre État de l'UE. Même s'il n'est pas question des conditions d'un déménagement, il demeure qu'une majorité de Danois et de Suédois refuseraient de quitter leur pays pour s'établir dans un autre pays européen qui est gouverné par la même entité supranationale, l'UE. Ceci sous-entend que 68% des Danois et 58% des Suédois considèrent que leur pays est meilleur que tout autre pays de l'UE.

Tableau 28 – Voudriez-vous vivre dans un autre État de l'Union européenne ? (% oui)

Année	Danemark	Suède	UE
2006	32,0%	42,0%	40,0%

Source: Eurobaromètre spécial 2006: Le futur de l'Europe

La Norvège et la Suède semblent faire preuve d'un chauvinisme normal. Les individus préfèrent vivre dans leur pays et sont prêts à se battre pour le défendre sans toutefois être aveuglés par leur patriotisme. Le fait que ces deux pays scandinaves n'appuient pas leur pays s'il est dans le tort et qu'ils ne croient pas que le monde serait meilleur si les citoyens du reste du monde étaient plus comme eux montre que l'aspect chauvin de l'identité en Norvège et en Suède n'est pas démesuré. Le chauvinisme normal ne veut pas dire que l'identité nationale dans ces pays soit d'une intensité moyenne. Au contraire, le fait qu'il y ait une présence de chauvinisme montre que les identités nationales en Norvège et en Suède sont assez fortes. Les résultats révèlent toutefois que le Danemark se distingue de ses voisins scandinaves avec un chauvinisme fort. Pour plusieurs questions, les résultats du Danemark sont plutôt surprenants. Les Danois se sentent généralement supérieurs aux autres citoyens du monde. Ils croient que leur pays est le meilleur et qu'il doit voir à ses propres intérêts en tout temps. Pour le moment, nous ne savons pas comment la distinction entre le Danemark d'un côté, et la Norvège comme la Suède de l'autre, affecte la relation entre les identités nationales, scandinave et européenne. En cas de différences remarquables entre nos trois

pays, nous avons ici une piste qui pourrait expliquer la spécificité du Danemark, soit le fort chauvinisme de sa population.

L'aspect civique

L'aspect civique fait référence à la fierté des individus envers leurs institutions nationales, telles que la démocratie nationale, le système de sécurité sociale, le Parlement et l'armée. Ces institutions constituent l'État. Dans les pays scandinaves, l'État est intrinsèquement lié à la nation. Ainsi, le degré de fierté d'une population envers les institutions nationales et sa participation politique font inmanquablement partie de l'identité nationale (Johannessen, 2001: 12). Dans cette section, nous observons le degré de confiance des populations scandinaves envers les institutions nationales et européennes, le degré de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie nationale et européenne, le taux de participation aux élections, et pour le Danemark et la Suède, nous avons aussi des indicateurs du degré de satisfaction envers l'UE.

Les trois tableaux qui suivent présentent les données sur le degré de confiance des Danois, des Norvégiens et des Suédois envers un nombre d'institutions politiques et sociales. Les tableaux combinent des données de différents sondages. Toutefois, il n'existe pas de renseignements pour toutes les institutions pour chaque année d'observation puisque les sondages ne posent pas tous les mêmes questions. Par contre, tous les pays ne sont pas inclus dans chaque enquête, de sorte que nous avons plus de données pour la Norvège et la Suède que pour le Danemark.

Le tableau 29.1 présente les données recueillies pour le Danemark entre 1999 et 2008. Un premier coup d'œil permet de voir que l'institution inspirant le plus la confiance des Danois est la police et celle inspirant le moins de confiance est l'UE. Nous pouvons aussi observer qu'entre 1999 et 2008, le degré de confiance envers certaines institutions a grimpé, notamment envers le système d'éducation (+2%), le système judiciaire (+3%), les politiciens (+3%), l'armée (+10%), l'UE (16%) et le Parlement national (+21%), alors que d'autres institutions ont vu leur degré de confiance baissée : la police (-5%), les partis politiques (-8%) et le gouvernement national (-27%). À l'exception du Parlement national en 1999, de l'armée en 2003 et des partis politiques en 2008, toutes les institutions nationales reçoivent la confiance de la majorité des Danois. Cette confiance majoritaire envers les institutions nationales est une preuve de l'intensité de l'aspect civique de l'identité nationale au Danemark. Pour ce qui est de la confiance envers l'UE, les données sont plutôt modestes. Nous voyons une progression constante de la confiance envers l'institution supranationale qui sous-entend une augmentation de l'intensité de l'aspect civique de l'identité européenne. Cela montre également qu'une forte confiance entre les institutions nationales n'empêche pas les Danois d'avoir de plus en plus confiance envers une institution supranationale.

Tableau 29.1 – Au Danemark, quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (% confiance)

Année	Armée	Police	Système judiciaire	Système d'éducation	Politiciens	Partis politiques	Gouvernement national	Parlement national	UE
1999	61,4%	90,9%	–	75,0%	–	–	–	48,6%	26,7%

2002	–	89,9%	77,4%	–	50,7%	–	–	62,2%	39,5%
2003	45,9%	–	–	77,4%	–	–	81,7%	–	–
2004	–	90,3%	78,2%	–	52,2%	52,3%	–	63,7%	37,7%
2006	–	88,8%	83,1%	–	54,6%	54,5%	–	67,0%	40,8%
2008	–	86,1%	80,0%	–	53,5%	54,6%	–	67,9%	42,1%
2008	71,5%	–	–	76,8%	–	43,7%	55,0%	69,9%	42,8%

Sources: WVS 1999, ESS 2002, ISSP 2003, ESS 2004, ESS 2006, ESS 2008, EVS 2008

Le tableau 29.2 présente les données recueillies pour la Norvège entre 1995 et 2008. Si nous jetons un coup d'œil rapide sur le tableau, nous pouvons voir que la police est l'institution en laquelle les Norvégiens ont le plus confiance, alors que les politiciens, les partis politiques et l'UE se partagent la tête du peloton pour les institutions envers lesquelles la confiance des Norvégiens est la plus faible. Nous pouvons aussi observer des tendances à la hausse et à la baisse entre 1995 et 2008. D'abord, le degré de confiance des Norvégiens a augmenté envers les politiciens (+2%), les partis politiques (+2%), le système judiciaire (+8%), le système d'éducation (+8%), l'UE (+13%) et l'armée (+14%). De l'autre côté de la médaille, le degré de confiance a baissé envers le Parlement national (-4%), la police (-6%) et le gouvernement national (-30%). La baisse du degré de confiance envers le Parlement national et la police n'est pas un indicateur très révélateur puisque leur degré de confiance envers ces deux institutions demeure élevé. À l'exception de l'armée en 1995 et en 2003, du Parlement national en 2004, seuls les politiciens et les partis politiques inspirent peu de confiance aux Norvégiens à l'échelle nationale. Ainsi, une majorité de Norvégiens a confiance en l'armée, la police, les systèmes judiciaire et d'éducation et le gouvernement et le Parlement national. Comme pour le Danemark, cette confiance majoritaire envers les institutions nationales est une preuve de l'intensité de l'aspect civique de l'identité nationale. Pour ce qui est de la confiance envers l'UE, les données illustrent une confiance plutôt faible. Toutefois, nous observons une progression constante de la confiance envers l'institution supranationale au cours des années 2000 qui pourrait sous-entendre une augmentation de l'intensité de l'aspect civique de l'identité européenne. Cependant, il faut spécifier que la Norvège n'est pas membre de l'UE et qu'il est difficile pour la population norvégienne de faire confiance à une institution dont elle n'est pas membre. Ainsi, même si la confiance envers l'UE est en progression, celle envers les institutions nationales est nettement plus élevée. Elle montre que l'intensité de l'identité civique nationale est plus forte que celle de l'identité civique européenne en Norvège.

Tableau 29.2– En Norvège, quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (% confiance)

Année	Armée	Police	Système judiciaire	Système d'éducation	Politiciens	Partis politiques	Gouvernement national	Parlement national	UE
1995	42,9%	–	–	61,6%	–	–	79,9%	–	–
1996	72,9%	85,6%	–	–	–	32,7%	66,1%	69,4%	28,8%
2002	–	79,4%	65,6%	–	31,2%	–	–	53,4%	31,7%
2003	35,6%	–	–	63,9%	–	–	67,2%	–	–

2004	–	81,5%	67,3%	–	26,1%	24,7%	–	49,2%	28,7%
2006	–	81,8%	71,6%	–	29,0%	29,2%	–	53,8%	32,1%
2007	65,2%	87,3%	–	–	–	28,6%	54,1%	62,3%	44,3%
2008	–	79,4%	74,1%	–	33,1%	34,0%	–	54,5%	36,7%
2008	57,3%	–	–	69,8%	–	35,0%	50,2%	64,6%	42,3%

Sources: ISSP 1995, WVS 1996, ESS 2002, ISSP 2003, ESS 2004, ESS 2006, WVS 2007, ESS 2008, EVS 2008

Le prochain tableau présente les données recueillies sur la Suède entre 1995 et 2008. Selon le tableau 29.3, la police est l'institution en laquelle les Suédois ont le plus confiance. Il est difficile de déterminer l'institution en laquelle les Suédois ont le moins confiance puisque l'armée, les politiciens, les partis politiques et l'UE sont toutes des institutions pour lesquelles le degré de confiance des Suédois est faible. En fait, en Suède, la police, le système judiciaire et le système d'éducation sont les seules institutions qui reçoivent la confiance des citoyens pour toutes les années d'observations. Nous pouvons également observer quelques tendances. Par exemple, entre 1995 et 2008, le degré de confiance des Suédois est à la hausse pour l'armée (+7%), les partis politiques (+7%), l'UE (+10%) et le Parlement national (+12%). À l'opposé, le degré de confiance des Suédois est à la baisse pour le système judiciaire (-3%), les politiciens (-3%), la police (-8%) et le gouvernement national (-10%). Notons que pour la Suède comme pour la Norvège, les tendances observées sont peu révélatrices de la confiance des Suédois. Malgré une hausse, l'UE n'obtient la confiance que de 36% des Suédois en 2008 et malgré une tendance à la baisse, environ 73% des Suédois ont confiance en la police. Parmi les trois pays scandinaves, la Suède enregistre les plus faibles degrés de confiance envers les différentes institutions. Ils ont peu confiance envers les institutions nationales. Malgré une hausse de 10% entre 1995 et 2008, l'UE inspire la confiance à seulement le tiers de la population suédoise. Les données du tableau 29.3 laissent croire que l'intensité de l'aspect civique de l'identité suédoise est plutôt moyenne, et qu'elle est relativement faible par rapport à celle des identités civiques nationales du Danemark et de la Norvège. Peut-être y a-t-il corrélation, mais nous observons également une faible intensité de l'aspect civique de l'identité européenne. Ainsi, en Suède, une faible identité civique nationale irait de pair avec une faible identité civique européenne.

Tableau 29.3 – En Suède, quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (% confiance)

Année	Armée	Police	Système judiciaire	Système d'éducation	Politiciens	Partis politiques	Gouvernement national	Parlement national	UE
1995	32,6%	–	–	64,7%	–	–	64,4%	–	–
1996	54,5%	81,0%	–	–	–	28,5%	42,2%	44,7%	25,5%
1999	44,3%	75,7%	–	67,7%	–	–	–	51,2%	28,8%
1999	44,8%	–	–	67,1%	–	–	–	50,6%	30,0%
2002	–	74,5%	67,1%	–	36,8%	–	–	57,7%	25,4%
2003	26,3%	–	–	61,5%	–	–	67,2%	–	–
2004	–	69,4%	56,1%	–	28,4%	29,6%	–	48,2%	24,1%
2006	–	70,8%	62,5%	–	31,6%	34,0%	–	52,9%	32,1%
2007	46,8%	77,8%	63,0%	–	–	33,2%	42,5%	56,3%	36,8%

2008	39,7%	–	–	64,6%	–	27,7%	53,5%	59,9%	40,5%
2008	–	72,6%	63,7%	–	34,3%	35,5%	–	56,6%	35,6%

Sources: ISSP 1995, WVS 1996, WVS 1999, EVS 1999, ESS 2002, ISSP 2003, ESS 2004, ESS 2006, WVS 2007, EVS 2008, ESS 2008

Nous avons aussi des données sur le degré de confiance envers l'UE en fonction du sexe et du degré de confiance envers le Parlement national. En 2008, parmi les répondants, 40% des Danois et 45% des Danoises font confiance à l'UE. En Norvège, 38% des hommes et 36% des femmes font confiance à l'UE. En Suède, 34% des hommes et 37% des femmes font confiance à l'UE (ESS 2008). Ainsi, nous voyons que le sexe n'a relativement pas d'importance en ce qui a trait à la confiance envers l'UE. Pour le second critère, ce que nous constatons pour les trois pays scandinaves en observant les données, c'est qu'une personne qui n'a pas confiance envers le Parlement national n'a pas confiance en l'UE. Et plus le degré de confiance envers le Parlement national est élevé, plus le degré de confiance envers l'UE l'est également (ESS 2008). Les données sont plutôt concluantes et le fait que la confiance envers le Parlement national affecte la confiance envers l'UE montre qu'il existe une corrélation entre l'identité civique nationale et l'identité civique européenne en Scandinavie.

Les eurobaromètres recueillent aussi des données sur le degré de confiance des citoyens envers certaines institutions nationales et européennes. Bien entendu, nous n'avons que des données sur le Danemark et la Suède, mais nous pouvons les comparer et vérifier si les conclusions préliminaires que nous venons de tirer tiennent la route. De plus, nous obtenons plus d'informations concernant la confiance envers les institutions européennes.

Le tableau 29.4 présente le degré de confiance des Danois envers diverses institutions. Pour ce qui est de la confiance envers les institutions nationales, nous voyons qu'une majorité de personnes leur accordent confiance. Ce degré de confiance est en constante croissance et augmente de 55% à 63% entre 2005 et 2009 envers le gouvernement national et de 62% à 81% de 1996 à 2009 envers le Parlement national. Pour la même année 2008, si nous comparons les résultats du tableau 29.1 à ceux du tableau 29.4, nous voyons que le degré de confiance envers les institutions est plus élevé dans le second tableau. Ceci est vrai pour les institutions nationales, mais également pour les institutions européennes. Le degré de confiance envers l'UE est de 43% en 2008 dans le tableau 29.1 et de 60% pour la même année dans le tableau 29.4. À quelles données faut-il se fier ? La confiance envers les institutions européennes suit aussi une tendance croissante. La confiance envers le Parlement européen augmente de 39% en 1996 à 59% en 2009, en passant par 70% en 2007. Pour la confiance envers la Commission européenne, elle augmente de 23% en 1999 à 55% en 2009 en passant par 61% en 2007. La confiance globale envers l'UE augmente aussi et passe de 32% à 61% entre 1999 et 2009. Le tableau 29.4 illustre donc qu'en 2009, une majorité de Danois fait confiance aux cinq institutions politiques et qu'une augmentation de la confiance envers les institutions nationales s'accompagne d'une croissance de la confiance envers les institutions européennes. Cette conclusion est semblable à celle que nous avons tirée à la suite de l'analyse du

tableau 29.1. Cependant cette fois-ci, nous observons que la confiance envers les institutions européennes est presque équivalente à la confiance envers les institutions nationales, ce qui pourrait sous-entendre la présence d'une dualité identitaire au Danemark, du moins en ce qui a trait à l'aspect civique de l'identité.

Tableau 29.4 – Au Danemark, quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (% confiance)

Année	Gouvernement national	Parlement national	Parlement européen	Commission européenne	UE
1996	–	62%	39%	–	–
1997	–	–	32%	–	–
1999	–	–	48%	23%	32%
2000	–	–	52%	42%	–
	–	–	50%	39%	–
2001	–	–	54%	47%	37%
	–	–	58%	52%	54%
2002	–	–	57%	51%	47%
	–	–	59%	55%	–
2003	–	–	62%	56%	–
	–	–	55%	45%	–
2004	–	–	55%	47%	–
	–	–	–	–	45%
2005	55%	74%	56%	50%	43%
	58%	74%	58%	51%	46%
2006	56%	75%	62%	55%	55%
	52%	72%	62%	55%	50%
2007	67%	85%	66%	60%	65%
	57%	74%	70%	61%	59%
2008	55%	76%	63%	55%	60%
	60%	75%	63%	53%	60%
2009	61%	75%	63%	56%	58%
	63%	81%	59%	55%	61%

Sources: Eurobaromètres standards 45, 47, 51, 53-71, Eurobaromètre spécial 2009

Pour la Suède aussi, les différences entre le tableau 29.3 et le tableau 29.5 sont remarquables. En observant le tableau 29.5, nous voyons qu'en 2009, une majorité appréciable de Suédois fait confiance aux institutions nationales. Toutefois, pour les institutions européennes, seul le Parlement européen (51%) inspire la confiance d'une majorité de Suédois. La Commission européenne (44%) et l'UE (48%) en général ne sont pas des institutions envers lesquelles les Suédois ont particulièrement confiance. Nous constatons également une tendance à la hausse dans la confiance que les Suédois accordent aux différentes institutions. La confiance envers le gouvernement national augmente de 33% à 62% entre 2005 et 2009, et celle du Parlement national passe de 47% à 67% entre 1996 et 2009. De même, la confiance envers le Parlement européen (+25%), la Commission européenne (+21%) et l'UE (+27%) a grandement augmenté au cours de

la période d'observation. Même si le degré de confiance demeure sous le seuil de la majorité pour deux des trois institutions européennes, la croissance importante au cours d'une période d'un peu plus de dix ans qui concorde avec les débuts de la Suède en tant que membre de l'UE laisse croire que cette croissance se poursuivra. Les résultats du tableau 29.5 contredisent quelque peu les résultats du tableau 29.3, notamment quant à l'intensité de l'identité civique des Suédois. Les résultats présentés ci-dessous montrent que l'identité civique nationale est forte et se renforce, et que l'identité civique européenne est faible mais qu'elle progresse rapidement. Malgré les faibles degrés de confiance accordés aux institutions européennes, il ne faut pas ignorer cette croissance rapide. L'identité nationale est plus forte que l'identité européenne en Suède, cela n'est pas une surprise, mais l'identité européenne gagne en intensité rapidement, du moins sur le plan de l'aspect civique de l'identité.

Tableau 29.5 - En Suède, quel est votre degré de confiance envers les institutions suivantes (% confiance)

Année	Gouvernement national	Parlement national	Parlement européen	Commission européenne	UE
1996	—	47%	26%	—	—
1997	—	—	22%	—	—
1999	—	—	38%	23%	21%
2000	—	—	40%	34%	—
	—	—	44%	35%	—
2001	—	—	44%	38%	25%
	—	—	54%	45%	42%
2002	—	—	45%	39%	29%
	—	—	51%	45%	—
2003	—	—	57%	48%	—
	—	—	52%	44%	—
2004	—	—	55%	48%	—
	—	—	—	—	33%
2005	33%	46%	51%	43%	32%
	33%	50%	48%	42%	30%
2006	36%	56%	49%	44%	39%
	46%	61%	58%	53%	38%
2007	55%	70%	58%	53%	56%
	41%	57%	57%	49%	40%
2008	45%	60%	57%	50%	47%
	56%	64%	57%	52%	50%
2009	57%	64%	56%	51%	46%
	62%	67%	51%	44%	48%

Sources: Eurobaromètres standards 45, 47, 51, 53-71, Eurobaromètre spécial 2009

Le taux de participation aux élections nationales et européennes est un indicateur très fort de l'aspect civique de l'identité. Les communautés dont l'aspect civique est très intense verront leur population participer en grand nombre à leur démocratie à travers les élections. Le tableau 30

présente les taux de participation des cinq dernières élections nationales du Danemark, de la Norvège et de la Suède ainsi que le taux de participation des populations danoises et suédoises aux quatre dernières élections européennes. Nous voyons que les taux de participation aux élections nationales dans les trois pays scandinaves sont très élevés. Le taux de participation moyen aux cinq dernières élections nationales au Danemark est de 86%, de 83% en Suède et de 77% en Norvège. De plus, le taux de participation n'est pas à la baisse d'une élection à l'autre et demeure très constant. Ces taux de participation élevés aux élections indiquent une forte intensité de l'aspect civique des identités nationales scandinaves.

Tableau 30 – Taux de participation aux élections nationales et européennes

Élections nationales		Élections européennes				
Année	Danemark	Année	Norvège	Année	Danemark	Suède
1994	84,3%	1993	75,6%	1994	53,3%	41,6%
1998	86,0%	1997	78,3%	1998	50,5%	38,8%
2001	87,2%	2001	75,5%	2002	47,9%	37,9%
2005	84,5%	2005	77,4%	2006	59,5%	45,5%
2007	86,6%	2009	76,4%	2010		

Sources: Ministry of Interior and Social Welfare, Norwegian Social Science Data Services, Statistics Sweden

Pour ce qui est du taux de participation aux élections européennes au Danemark et en Suède, les données sont comparativement faibles. Au Danemark, le taux de participation moyen aux élections européennes est de 53%. Le taux de participation baisse de 5% entre 1994 et 2004, puis augmente de 12% de 2004 à 2009. Cette augmentation du taux de participation aux élections européennes pourrait présager une augmentation de l'intensité de l'identité civique européenne au Danemark. Il demeure que la différence entre le taux de participation moyen aux élections nationales et européennes est massive. Elle montre que l'intérêt pour la politique nationale est nettement plus fort. En Suède, le taux de participation moyen aux élections européennes est de 41%, soit 12% de moins qu'au Danemark et 42% de moins que le taux de participation moyen aux élections nationales. Nous voyons aussi une baisse du taux de participation de 4% de 1995 à 2004, puis une hausse de 7,5% de 2004 à 2009. Cette tendance à la baisse et à la hausse est similaire à celle enregistrée au Danemark pour la même période. Malgré l'augmentation du taux de participation, en 2009, seulement 46% des Suédois ont voté aux dernières élections européennes. L'augmentation du taux de participation pourrait présager une augmentation de l'intérêt pour les élections européennes en Suède, mais il demeure que la participation à la démocratie nationale est nettement plus élevée et montre à quel point l'intensité de l'identité civique nationale est plus forte que celle de l'identité civique européenne en Suède.

Le concept d'« entitativité » utilisé par Risse pourrait nous aider à comprendre le faible taux de participation aux élections européennes. Comme la saillance des politiques européennes est faible pour les citoyens, la capacité de s'identifier à l'Europe et à l'UE est aussi faible. Le caractère flou et vague de l'UE selon les citoyens mène à une situation paradoxale dans laquelle

L'intérêt de l'opinion publique envers les activités de l'UE demeure faible malgré l'influence que celles-ci ont sur la vie des citoyens (Karolewski, 2010: 47). Les Scandinaves perçoivent l'Europe et l'UE comme distantes, ce qui affectent leur intérêt pour la politique européenne qui à son tour peut influencer le taux de participation aux élections européennes.

Passons maintenant au degré de satisfaction des populations scandinaves envers certaines institutions nationales et européennes. Le tableau 31 présente pour quatre années le degré de satisfaction que les citoyens ont envers leur gouvernement national. Il est difficile de tirer des conclusions claires de ce tableau puisque les répondants avaient l'option de répondre qu'ils n'étaient ni satisfaits, ni insatisfaits de leur gouvernement national. Nous observons tout de même qu'au Danemark, une pluralité de gens est satisfaite du gouvernement national pour les quatre années d'observation. Il s'agit du seul pays scandinave pour lequel la satisfaction est supérieure aux deux autres options possibles. En Norvège et en Suède, de 2002 à 2008, les gens sont ni satisfaits, ni insatisfaits de leur gouvernement national. En Norvège, une majorité de gens est neutre, mais tout de même, le degré de satisfaction est en constante progression puisqu'il passe d'environ 14% en 2002 à 29% en 2008. En Suède, les gens sont généralement plus satisfaits qu'insatisfaits de leur gouvernement à l'exception de 2004 où les Suédois étaient plus insatisfaits que satisfaits. Il demeure qu'en Suède, pour les quatre années d'observation, la pluralité des gens est neutre à l'égard du travail du gouvernement national. Le tableau 31 reflète quelque peu les résultats de la section précédente sur l'aspect chauvin puisque le pourcentage de Danois satisfaits de leur gouvernement national est presque identique au pourcentage de Danois qui croient qu'il faut toujours appuyer son gouvernement, même s'il est dans le tort. Selon les données, les Danois appuient plus leur gouvernement que les autres Scandinaves. Leur identité civique nationale est plus forte que l'identité civique nationale des Norvégiens et des Suédois.

Tableau 31 – Êtes-vous satisfait du travail de votre gouvernement national?

Année	Satisfaction	Danemark	Norvège	Suède
2002	Insatisfait	16,2%	33,5%	19,6%
	Ni l'un ni l'autre	39,2%	52,7%	50,4%
	Satisfait	44,7%	13,8%	30,0%
2004	Insatisfait	16,2%	32,7%	29,7%
	Ni l'un ni l'autre	36,4%	50,8%	49,2%
	Satisfait	47,6%	16,5%	21,1%
2006	Insatisfait	20,7%	26,7%	25,2%
	Ni l'un ni l'autre	32,1%	51,8%	46,1%
	Satisfait	47,2%	21,3%	28,6%
2008	Insatisfait	23,1%	21,6%	23,1%
	Ni l'un ni l'autre	36,1%	49,5%	45,4%
	Satisfait	40,9%	29,0%	31,6%

Sources: ESS 2002, ESS 2004, ESS 2006, ESS 2008

Observons maintenant le degré de satisfaction des Danois et des Suédois envers les démocraties nationales et européennes. Nous n'avons pas de données pour la Norvège. Le tableau

32 présente le pourcentage de Danois et de Suédois qui déclarent être satisfaits du fonctionnement de la démocratie nationale et de la démocratie européenne. En guise de comparaison, le tableau présente aussi la moyenne des pays membres de l'UE. Nous observons qu'en 2007, 94% des Danois et 80% des Suédois sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie nationale. De plus, entre 1997 et 2007, ce pourcentage de satisfaction passe de 77% à 94% au Danemark et de 56% à 80% en Suède. Les Danois et les Suédois déclarent être de plus en plus satisfaits par leur démocratie nationale. Encore une fois, les résultats pour le Danemark sont plus élevés que pour la Suède, ce qui sous-entend que l'identité civique danoise est plus forte que l'identité civique suédoise. Toute de même, ces résultats remarquables illustrent une forte intensité de l'aspect civique des identités danoises et suédoises. En comparant ces données avec les résultats de l'UE qui sont constants à travers les années, nous voyons que pour la même année 2007, seulement 58% des Européens étaient satisfaits de leur gouvernement national, soit 22% de moins qu'en Suède et 36% de moins qu'au Danemark.

Pour ce qui est du taux de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie européenne, nous voyons rapidement que les résultats sont beaucoup plus faibles. En 2007, 63% des Danois sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie européenne, une augmentation de 32% par rapport à 1997 mais 31% de moins que le taux de satisfaction par rapport au fonctionnement de la démocratie nationale. Malgré l'importante différence entre la perception des démocraties nationales et européennes au Danemark, une majorité appréciable de Danois déclare être satisfaite du fonctionnement de la démocratie européenne. Ces résultats sont mêmes plus élevés que la moyenne des pays membres de l'UE qui s'élève à 52% de satisfaction pour 2007. L'identité civique européenne est plus faible que l'identité civique danoise, mais elle existe. Les deux identités sont compatibles. Le renforcement de l'identité civique danoise est accompagné du renforcement de l'identité civique européenne. Ainsi, au Danemark, pour ce qui est de l'aspect civique de l'identité, nous sommes en présence d'une dualité identitaire où l'identité nationale est plus intense que l'identité européenne.

Du côté de la Suède, en 2007, une minorité de 46% de Suédois est satisfaite du fonctionnement de la démocratie européenne, soit 34% de moins que le taux de satisfaction par rapport à la démocratie nationale. Cette différence est importante, mais la satisfaction par rapport à la démocratie européenne est aussi en pleine croissance. Elle passe de 18% en 1997 à 46% en 2007. De plus, cette croissance de la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie européenne se produit en même temps que la satisfaction par rapport à la démocratie nationale augmente. Toutefois, il serait faux de mentionner que, en Suède, l'identité civique européenne est forte, voire même significative. Quant à l'identité civique nationale, celle-ci est forte, surtout lorsque l'on compare avec la moyenne des pays membres de l'UE, mais pour ce pays, cela ne se traduit pas en une identité européenne forte. Toutefois, nous voyons qu'en Suède, pour ce qui est de l'aspect civique, l'identité européenne est en plein développement. Son intensité est encore

faible, mais la tendance est à la hausse, et nous pouvons supposer que la force de l'identité suédoise est compatible avec le développement de l'identité européenne.

Tableau 32 – Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie nationale? De la démocratie européenne? (% satisfait)

Pays	Danemark		Suède		UE	
	nationale	européenne	nationale	européenne	nationale	européenne
1997	77%	31%	56%	18%	49%	35%
1998	–	31%	–	18%	–	35%
1999	81%	40%	65%	18%	60%	35%
1999	75%	30%	64%	19%	56%	42%
2000	79%	32%	63%	28%	57%	40%
2000	75%	36%	66%	25%	59%	43%
2001	87%	48%	72%	36%	59%	44%
2002	88%	59%	77%	42%	59%	47%
2003	91%	60%	75%	41%	58%	46%
2003	90%	54%	73%	36%	54%	42%
2004	91%	53%	74%	39%	54%	43%
2004	91%	61%	76%	42%	57%	48%
2005	92%	60%	71%	42%	53%	49%
2006	93%	65%	74%	45%	56%	50%
2007	94%	63%	80%	46%	58%	52%

Sources: Eurobaromètres standards 48, 49, 51-54, 56, 58-63, 65, 68

Les trois prochains tableaux sont révélateurs de la perception de l'UE au Danemark et en Suède. Comme il s'agit de données tirées des eurobaromètres, la Norvège n'est pas incluse. Le tableau 33 présente le pourcentage de Danois et de Suédois qui croient que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose. Le tableau 34 quant à lui donne le pourcentage de Danois et de Suédois qui croient que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE. Comme ces deux questions sont très semblables, il est plus pratique de les présenter conjointement. Chaque tableau propose également une moyenne pour l'UE, ce qui nous aidera à tirer des conclusions au sujet du Danemark et de la Suède.

Si nous comparons le Danemark et la Suède, nous voyons que pour chaque année d'observation, les résultats du Danemark sont plus élevés que ceux de la Suède, surtout si l'on observe le tableau 34. Nous pouvons également observer des tendances. En 1995, 54% des Danois et 39% des Suédois croient que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose. En 2009, c'est 66% des Danois et 58% des Suédois qui croient qu'il s'agit d'une bonne chose. Pour toutes les années d'observation du tableau 33, les résultats du Danemark sont supérieurs à la moyenne de l'UE. Par contraste, ceux pour la Suède sont toujours inférieurs à la moyenne de l'UE, sauf à partir de 2008, année à laquelle le pourcentage enregistré est supérieur. Cette tendance à la hausse entre 1995 et 2009 montre qu'une majorité de Danois et de Suédois croit désormais que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose. Ainsi pour la dernière année d'observation, l'identité civique européenne au Danemark et en Suède est devenue plus forte que dans la moyenne des pays

membres de l'UE. Nous voyons aussi que l'identité civique européenne a constamment gagné en intensité au cours des années. La Suède, qui est devenue membre de l'UE en 1995, enregistre la plus forte croissance entre 1995 et 2009.

Tableau 33 – L'appartenance de votre pays à l'UE est une bonne chose ou une mauvaise chose? (% bonne chose)

Année	Danemark	Suède	UE
1995	54%	39%	–
1996	41%	29%	–
	44%	27%	–
1997	50%	27%	46%
	53%	31%	49%
1998	53%	32%	51%
	56%	35%	54%
1999	51%	34%	49%
	54%	37%	51%
2000	53%	34%	49%
	51%	34%	50%
2001	48%	33%	48%
	62%	43%	54%
2002	60%	38%	53%
	61%	43%	55%
2003	63%	41%	54%
	57%	40%	48%
2004	54%	37%	48%
	61%	48%	56%
2005	59%	44%	54%
	56%	39%	50%
2006	65%	49%	55%
	61%	49%	53%
2007	66%	50%	57%
	69%	55%	58%
2008	65%	55%	52%
	64%	59%	53%
2009	65%	54%	53%
	66%	58%	52%

Tableau 34 – Votre pays a-t-il bénéficié de son appartenance à l'UE? (% oui)

Année	Danemark	Suède	UE
1995	63%	22%	–
1996	59%	17%	–
	55%	18%	–
1997	61%	17%	41%
	67%	21%	44%
1998	65%	20%	46%
	70%	27%	49%
1999	62%	21%	44%
	64%	29%	46%
2000	65%	26%	47%
	65%	25%	47%
2001	61%	27%	45%
	72%	31%	52%
2002	68%	29%	51%
	69%	31%	50%
2003	70%	31%	50%
	67%	31%	46%
2004	64%	27%	47%
	70%	36%	53%
2005	70%	36%	55%
	69%	32%	52%
2006	75%	43%	54%
	74%	41%	54%
2007	79%	44%	59%
	78%	48%	58%
2008	77%	50%	54%
	76%	53%	56%
2009	77%	47%	56%
	76%	53%	55%

Sources: Eurobaromètres standards 43, 45-71, Eurobaromètre spécial 2009

Pour ce qui est du tableau 34, nous voyons encore une fois que le pourcentage de Danois qui croient que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE est supérieur à la moyenne de l'UE pour toutes les années d'observation. Cependant, pour la Suède, les résultats enregistrés sont inférieurs à la moyenne de l'UE pour toutes les années d'observation. En 1995, 63% des Danois et 22% des Suédois croyaient que leur pays avait bénéficié de son appartenance à l'UE. En 2009, ces pourcentages s'élevaient à 76% pour le Danemark et à 53% pour la Suède. Comme pour le tableau 33, la Suède enregistre le plus grand taux de croissance des deux pays scandinaves, une croissance

constante depuis son entrée dans l'organisation supranationale. Le pourcentage de Danois qui croient que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE est nettement plus élevé que le pourcentage enregistré par la Suède. Il demeure qu'en 2009, une majorité de Danois et de Suédois croyaient que l'appartenance de leur pays à l'UE avait été bénéfique. Lorsque nous regardons conjointement le tableau 33 et le tableau 34, nous voyons que l'identité civique européenne est forte au Danemark, plus forte que dans la moyenne des pays membres de l'UE et plus forte qu'en Suède. Pour la Suède, nous voyons que l'euroscpticisme initial a fait place à une plus grande satisfaction au sein de l'UE, mais il demeure néanmoins que l'identité civique européenne est moyennement faible: moyenne puisque comparable à la moyenne des pays membres de l'UE, faible puisque nettement inférieur au Danemark.

Un dernier indicateur de l'aspect civique de l'identité européenne est l'image que projette l'UE sur les citoyens scandinaves. À première vue, lorsque nous observons le tableau 35, nous voyons qu'au sein de l'UE, l'image que celle-ci projette n'est pas particulièrement positive. En effet, une faible majorité d'Européens ne voyaient l'UE positivement que lors de quatre observations entre 2000 et 2009. Les résultats pour le Danemark et la Suède sont encore plus concluants. À aucun moment entre 2000 et 2009, une majorité de Danois ou de Suédois croyaient que l'UE avait une image positive. Le seul point positif pour l'image de l'UE est la tendance croissante qui apparaît entre 2000 à 2009. Au Danemark, en 2009, 43% des citoyens considèrent que l'UE a une image positive, une augmentation de 13% par rapport au résultat enregistré en 2000. La situation est la même en Suède, puisque 37% des citoyens voient l'UE favorablement en 2009, par rapport à seulement 26% en 2000. Malgré cette croissance sur une période de dix ans, l'UE est perçue défavorablement au Danemark et en Suède, ce qui relativise l'intensité de l'aspect civique de l'identité européenne que nous avons perçu lors des questions précédentes. Il semble toutefois que les données du tableau 35 soient une exception.

Tableau 35 – Selon vous, l'UE a-t-elle une image positive ou négative? (% positive)

Année	Danemark	Suède	UE
2000	30%	26%	43%
2001	32%	27%	42%
2002	38%	27%	49%
2002	45%	36%	50%
2003	41%	31%	47%
2003	35%	33%	44%
2004	30%	29%	43%
2004	38%	38%	50%
2005	35%	34%	47%
2005	40%	34%	44%
2006	42%	39%	50%
2006	42%	37%	46%
2007	44%	41%	52%
2007	41%	37%	49%

2008	47%	42%	48%
2008	42%	44%	45%
2009	41%	40%	45%
2009	43%	37%	43%

Sources: Eurobaromètres standards: 53, 55, 57-71, Eurobaromètre spécial 2009

Nous avons observé, dans cette section, l'aspect civique des identités nationales scandinaves et de l'identité européenne. Nous pouvons tirer des conclusions plus claires pour ce qui est de l'identité civique européenne au Danemark et en Suède en raison du plus grand nombre de données que nous avons prélevés grâce aux eurobaromètres. Ainsi, nous avons déterminé que l'identité civique danoise est forte et son intensité continue de croître. La croissance de l'intensité de l'identité civique danoise est accompagnée d'une croissance de l'intensité de l'identité civique européenne. Ainsi, le Danemark enregistre la plus forte identité civique nationale des pays scandinaves et également la plus forte identité civique européenne. Pour ce qui est de l'aspect civique, le Danemark est un bon exemple de la compatibilité et de la complémentarité des identités nationale et européenne. La force de l'identité danoise a favorisé le développement d'une dualité identitaire au sein de laquelle l'identité nationale a préséance, mais où l'identité supranationale européenne a également sa place. La Norvège aussi est caractérisée par une identité civique nationale forte. Nous avons vu que les Norvégiens déclarent majoritairement avoir confiance en leurs institutions nationales et votent en grand nombre aux élections nationales. Toutefois, la Norvège n'est pas membre de l'UE. Il est donc difficile pour les Norvégiens de développer une identité civique européenne. Ainsi, en Norvège, pour l'aspect civique, une identité nationale forte ne semble pas favoriser le développement d'une identité européenne. Cependant en raison du manque de données, nous ne pouvons tirer de conclusion sur la compatibilité ou l'incompatibilité de l'identité norvégienne et de l'identité européenne ou sur la présence d'identités duales ou multiples. Enfin, nous constatons que l'identité civique suédoise est forte, quoique moins importante que l'identité civique danoise. Pour notre période d'observation, l'intensité de l'identité civique suédoise montre des signes de croissance, tout comme l'identité civique européenne. Bien que cette dernière soit toujours moyennement faible en Suède, celle-ci semble se développer et gagner en intensité. La relative faiblesse de l'identité civique européenne en Suède par rapport au Danemark est peut-être due aux vingt-deux années qui séparent l'adhésion du Danemark à l'UE en 1973 et celle de la Suède en 1995. Ainsi, en ce qui a trait à l'aspect civique, l'identité suédoise est forte et en croissance et même si l'identité européenne est relativement faible, celle-ci se développe rapidement. La Suède est aussi un bon exemple de la compatibilité et de la complémentarité de l'identité nationale et de l'identité européenne. Son identité nationale est forte, mais accompagnée du développement de l'identité européenne et d'une croissance de son intensité. Il ne serait donc pas surprenant, que sur le plan civique, la Suède se retrouve de plus en plus dans une situation de dualité identitaire semblable à celle qui prévaut au Danemark où l'identité européenne semble bien réelle bien que subordonnée à l'identité nationale.

L'aspect culturel

L'aspect culturel fait référence à la fierté envers les institutions culturelles nationales, envers la culture nationale et l'histoire nationale (Johannessen, 2001: 12). Les sports et les symboles nationaux tels que la monnaie et les drapeaux font partie de l'aspect culturel de l'identité. Ce dernier est quelque peu négligé dans les sondages, mais nous avons une quantité suffisante de données pour établir un portrait général de l'identité culturelle des trois pays que nous étudions. Nous présenterons d'abord les questions faisant référence à l'identité culturelle nationale afin d'établir son degré d'intensité. Ensuite, nous élargirons notre propos grâce à des questions faisant référence à l'identité culturelle européenne.

Le tableau 36 montre qu'une majorité notable des populations scandinaves est fière de son pays dans le domaine de la culture. À l'exception de la question sur l'influence du pays dans le monde qui affiche des résultats plutôt modestes, nous voyons que les arts, la culture et l'histoire nationale sont de grandes sources de fierté, spécialement pour les Norvégiens. Il est difficile d'expliquer la chute importante de fierté que procure l'influence de la Norvège dans le monde entre 1995 et 2003. Celle-ci pourrait être liée à l'avènement d'un sentiment d'isolement au sein de la Scandinavie, et au sein de l'Europe, puisque la Norvège est le seul pays d'Europe du Nord qui ne fait pas partie de l'UE. Pour le Danemark et la Norvège, l'histoire nationale est la plus grande source de fierté culturelle alors que la population suédoise est particulièrement fière des arts et de la culture de son pays. Dans les trois pays scandinaves, une majorité significative de la population est fière de son pays dans les domaines des arts, de la culture et de l'histoire. Ces résultats montrent que la fierté culturelle des Scandinaves est forte.

Tableau 36 – Êtes-vous fier de votre pays dans les domaines suivants (% fier)

Pays	Danemark			Norvège			Suède		
	Influence dans le monde	Arts et culture	Histoire	Influence dans le monde	Arts et culture	Histoire	Influence dans le monde	Arts et culture	Histoire
1995	–	–	–	77,6%	74,4%	79,6%	41,1%	71,8%	67,3%
2003	57,5%	70,3%	82,3%	55,6%	72,6%	79,6%	45,6%	74,4%	68,3%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Sur la scène sportive internationale, les populations des trois pays étudiés tirent une grande fierté des succès de leur pays. Bien que les résultats subissent une légère baisse de 1995 à 2003, le sport demeure une source de fierté nationale pour une majorité importante des populations danoise, norvégienne et suédoise. Rappelons que la Norvège était hôte des Jeux olympiques d'hiver de 1994, ce qui pourrait expliquer qu'environ 82% des Norvégiens étaient fiers de leur pays sur la scène sportive internationale en 1995. Or, huit ans plus tard, cette fierté a chuté à 71% de la population. Les résultats de 2003 du tableau 37 vont dans le même sens que ceux du tableau 36: les Scandinaves ont une forte identité culturelle nationale.

Tableau 37 – Les succès sportifs sur la scène internationale me rendre fier d'être citoyen de mon pays (% fier)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1995	–	81,6%	78,2%
2003	78,4%	70,7%	76,7%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Alors que nous voyons que les arts, la culture, l'histoire et les sports sont des sources de fierté nationale pour les populations scandinaves, nous constatons que celles-ci ne considèrent pas que leurs productions culturelles nationales doivent avoir préséance sur les autres. Le tableau 38 montre clairement qu'une mince portion de la population en Norvège et en Suède croit que les télédiffuseurs devraient donner préséance aux émissions et aux films nationaux sur leurs ondes. La part de la population qui voudrait la préséance des films nationaux a même diminué entre 1995 et 2003. Nous pouvons voir une différence notable entre la Norvège et la Suède d'un côté et le Danemark de l'autre. En 2003, près de trois fois plus de Danois que de Norvégiens et de Suédois croyaient que les télédiffuseurs devraient favoriser les productions nationales. Toutefois, cette proportion demeure une minorité de la population danoise.

Que devons-nous tirer de ces résultats? D'un côté, il est possible que l'identité culturelle des nations scandinaves soit assez forte, que les gens ne croient pas qu'il soit nécessaire de protéger ou de règlementer la télédiffusion de productions nationales. De l'autre côté, il est possible que l'identité culturelle des nations scandinaves soit faible et que les Scandinaves n'aient pas une préférence pour les productions nationales et aiment visionner des productions étrangères comme bon leur semble. Nous croyons que la première hypothèse est plus juste car le tableau 36 nous a montré que les Scandinaves sont fiers des arts et de la culture de leur pays et que leur identité culturelle nationale était forte.

Tableau 38 – Les télédiffuseurs devraient donner préséance aux émissions et aux films nationaux (% d'accord)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1995	–	23,9%	21,2%
2003	45,0%	17,4%	15,7%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Si les Scandinaves ne croient pas que les productions audiovisuelles nationales doivent avoir préséance sur toutes autres productions, ils préfèrent tout de même les arts et la culture de leur propre pays par rapport à ceux de l'étranger. En 2003, environ 70% des Danois et 60% des Suédois sont intéressés par les arts et la culture de leur pays, alors qu'ils sont respectivement 52% et 41% à s'intéresser aux arts et à la culture des autres pays européens. En 2007, environ 70% des Danois et des Suédois se disent intéressés aux arts et la culture de leur pays, mais un peu moins de 60% déclarent avoir un intérêt pour les arts et la culture des autres pays européens. En somme, les Danois et les Suédois s'intéressent surtout à la culture danoise et suédoise. Cela est un indicateur de la force de l'identité culturelle de ces nations. Nous voyons toutefois qu'en Suède, de 2003 à 2007, une augmentation de l'intérêt pour les arts nationaux s'est accompagnée d'une augmentation notable de l'intérêt pour les arts venus du reste de l'Europe. De même, plus de Danois

s'intéressaient aux arts et à la culture européenne en 2007 qu'en 2003. Ces résultats montrent que l'identité culturelle du Danemark et de la Suède peut être forte, mais que l'identité culturelle européenne poursuit son développement dans ces pays. Nous voyons ainsi qu'une identité culturelle nationale forte en Scandinavie est compatible avec une identité culturelle européenne. Nous pouvons même dire que les identités culturelles nationales et européenne au Danemark et en Suède sont complémentaires puisque la croissance de l'intérêt pour les arts et la culture produit par la nation est accompagnée d'une augmentation de l'intérêt pour les arts et la culture venus du reste de l'Europe.

Tableau 39 – Êtes-vous intéressés par les arts et la culture de votre pays et des autres pays européens (% intéressé)

Pays	Danemark		Suède	
	Dans votre pays	Dans les autres pays européens	Dans votre pays	Dans les autres pays européens
2003	69,0%	52,0%	59,0%	41,0%
2007	71,0%	59,0%	69,0%	56,0%

Sources: Eurobaromètre spécial 2003, Eurobaromètre spécial 2007

Ainsi, aussi bien au Danemark qu'en Suède, même si les arts nationaux sont préférés, il existe tout de même un intérêt remarqué pour les arts du reste de l'Europe. Une augmentation de l'intérêt pour le premier est accompagnée d'une augmentation de l'intérêt pour le second. Sur ce point, les identités culturelles nationales scandinaves et l'identité culturelle européenne sont compatibles et complémentaires. Par contre, l'intérêt pour la musique, la littérature, la télévision et le cinéma national demeurent très fort et il existe des marchés nationaux pour cette culture populaire. En Europe, ces marchés nationaux sont séparés par la langue, et ce même si plusieurs Européens peuvent parler plus d'une langue. Il est possible que des éléments de culture populaire se répandent à travers l'Europe, notamment grâce à Internet, mais la culture populaire en Europe est nationale (Fligstein, 2008 : 250).

Même si les identités culturelles nationales et européennes sont compatibles en Scandinavie, il reste tout de moins qu'une majorité de la population au Danemark et en Suède estime qu'une identité culturelle européenne partagée par tous les Européens n'existe pas. Dit autrement, le tableau 40 démontre qu'au Danemark et en Suède, environ 40% de la population croit qu'une identité culturelle européenne partagée par tous les Européens existe. En somme, les Scandinaves reconnaissent la diversité culturelle au sein de l'Europe et ils semblent conscients de leur différence culturelle. Selon Fligstein, la dominance de la culture nationale s'explique parce que la culture européenne est difficile à reconnaître (« *and there is very little recognizable Europe-wide culture* ») (Fligstein, 2008: 250).

Tableau 40 – Il existe une identité culturelle européenne partagée par tous les Européens (% d'accord)

Année	Danemark	Suède
1998	39,0%	34,0%
1999	36,0%	41,0%

La monnaie est un symbole culturel important. Selon Karolewski, elle établit un certain degré de communauté entre les individus qui l'utilisent, ce qui alimente l'identité collective de la communauté (Karolewski, 2010: 53). Shore soutient que la monnaie est chargée de sens et est un véhicule pour l'expression de l'identité culturelle. La monnaie a toujours été un important symbole dans les efforts de *nation-building*. Elle est fortement liée aux identités collectives et nationales en particulier (Shore, 2000: 92). Elle apparaît dans la vie quotidienne des gens. De plus, les images sur les billets et les pièces sont spécifiquement choisies afin de refléter des symboles historiques et nationaux de l'État-nation (Risse, 2003: 488). Depuis le 1^{er} janvier 2002, dans plusieurs pays de l'UE, la monnaie unique appelée « euro » a remplacé la monnaie nationale. Le Danemark et la Suède sont parmi les États membres de l'UE qui font exception et qui ont conservé leur monnaie nationale.

La majorité des Européens reconnaît le drapeau de l'UE et les symboles européens sur leur passeport, leur permis de conduire et leur plaque d'immatriculation automobile. De même, l'euro est devenu rapidement un symbole important de l'intégration européenne. Il est la manifestation concrète du désir de rapprocher l'Europe de ses citoyens, tel que stipulé dans le Rapport Tindemans de 1975, qui évoquait pour la première fois le désir de la Communauté européenne de créer une identité européenne commune (Dunkerley, 2002: 118). Les campagnes publicitaires qui soulignent l'importance de ces symboles cherchent à générer un sens du « nous », et à construire l'image de la communauté imaginée européenne. Par exemple, en 2001, la Banque centrale européenne a dépensé 80 millions d'euros en publicité pour augmenter la conscience publique de la monnaie unique grâce au slogan « *The Euro, Our Money* » (Dunkerley, 2002: 118).

Selon Risse, l'introduction de l'euro a eu un impact substantiel sur l'identification des citoyens européens avec l'UE et l'Europe en général. La devise commune rend l'Europe réelle et tangible et lui permet d'agir comme un lien visible au quotidien entre les citoyens et l'ordre politique supranational (Risse, 2004: 254). Comme Risse, Shore croit que l'euro permet plus que toute autre initiative culturelle de l'UE de transformer l'image qu'elle projette d'une institution supranationale abstraite et lointaine en une réalité culturelle tangible et présente dans la vie de tous les jours des citoyens (Shore, 2000: 90). De même, Jacques Santer a déclaré que « *the Euro is a powerful factor in forging a European identity. Countries which share a common currency are countries ready to unite their destinies as part of an integrated community. The Euro will bring citizens closer together, and will provide a physical manifestation of the growing rapprochement between European citizens* (cité dans Shore, 2000: 92). »

Moins d'un an après l'introduction de l'euro en Europe, la monnaie unique avait déjà un impact sur l'identité des gens, que leur pays utilise l'euro ou non. (Risse, 2003: 495). En janvier 2002, 64% des Européens de la zone euro affirmaient qu'en utilisant l'euro plutôt que leur devise nationale, ils se sentaient un peu plus Européens qu'auparavant (Risse, 2003: 487). Au même

moment, les eurobaromètres commencent à interroger les gens sur leur représentation de l'UE. Sur une liste d'items disponibles, se trouvant à égalité, la libre circulation et l'euro se hissent au premier rang. L'euro est ainsi devenu un symbole de l'intégration européenne. Comme l'explique Risse, « *When citizens think 'EU', they appear to also think 'Euro'. In this sense, the new currency has already reached the status of an identity marker* » (Risse, 2003:493).

Les eurobaromètres ont demandé aux Européens de préciser leur position par rapport à la monnaie unique. Le tableau 41 illustre la position du Danemark, de la Suède et de l'UE. Avant d'analyser ces résultats, notons qu'en 2005, 41% des Danois et 43% des Suédois craignent la fin de leur monnaie nationale (Eurobaromètre 64). Les Danois et les Suédois sont fiers de leur monnaie nationale et ils ne croient pas que celle-ci soit en danger. Dans la majorité des pays, un fort attachement émotif à la devise nationale provoque une opinion négative de l'euro (Risse, 2003, 496). En 1997, nous voyons que cette hypothèse est confirmée: seulement 32% des Danois et 34% des Suédois sont en faveur de la monnaie unique, alors que la moyenne de l'UE est de 51%. Toutefois, en 2009, les résultats sont bien différents: désormais, 53% des Danois et 51% des Suédois sont en faveur de l'euro et la moyenne des pays membres de l'UE est de 61%. Bien que l'écart par rapport à la moyenne européenne soit significatif, il demeure qu'en 2009, une majorité de Danois et de Suédois a une opinion favorable de à l'UE. Au Danemark, l'opinion publique est favorable à l'euro depuis 2002, et la tendance semble se maintenir. Cependant, en Suède, l'opinion publique est volatile et divisée. Par exemple, en 2001, un sondage rapporte que 29% des Suédois sont favorables à l'euro, un pourcentage qui augmente à 51% six mois plus tard. En raison de la volatilité de l'opinion suédoise, pouvons-nous prendre les résultats de 2009 comme un appui réel à l'euro? De même pour le Danemark, bien qu'une majorité de Danois soit en faveur de l'euro depuis 2002, est-ce que ces résultats serrés montrent que les Danois seraient prêts à abandonner leur *dansk kroner*?

Tableau 41 – Êtes-vous pour ou contre la monnaie unique (euro) ? (% pour)

Année	Danemark	Suède	UE
1997	32%	34%	51%
1998	34%	39%	60%
	41%	44%	64%
1999	44%	39%	61%
	42%	43%	60%
2000	40%	38%	58%
	41%	26%	55%
2001	40%	29%	59%
	47%	51%	61%
2002	52%	49%	67%
	55%	51%	63%
2003	53%	41%	66%
	52%	41%	59%
2004	50%	45%	60%

	50%	46%	63%
2005	50%	48%	59%
	50%	44%	60%
2006	50%	50%	59%
	53%	51%	60%
2007	54%	45%	63%
	52%	45%	61%
2008	51%	48%	60%
	51%	48%	61%
2009	53%	51%	61%

Sources: Eurobaromètres standards 48-71

Si nous considérons tout ce qui a été mentionné sur la monnaie, notamment par rapport à l'importance d'une devise comme marqueur identitaire ou de l'euro pour l'intégration européenne et le développement de l'identité européenne, quelles conclusions pouvons-nous tirer de nos résultats pour les pays scandinaves? D'abord, les trois pays utilisent toujours une devise nationale. Celle du Danemark est la *dansk kroner*, celle de la Norvège est la *norsk krone* et la devise en Suède est la *svensk krona*. Ainsi, la charge symbolique et identitaire de la monnaie en Scandinavie est liée à une monnaie nationale et non européenne. Puis, aucun des pays scandinaves n'utilisent l'euro. L'absence de l'euro fait en sorte que les Danois, les Norvégiens et les Suédois ne sont pas en présence d'un des plus grands symboles de l'intégration européenne, d'un des plus forts agents de l'identité européenne et de l'un des plus importants outils culturels pour rapprocher les citoyens de la réalité de l'Europe. En utilisant à tous les jours leur monnaie nationale plutôt que l'euro, les Scandinaves se sentent plus danois, norvégiens et suédois plutôt que plus européens.

Pour revenir aux résultats du tableau 41, ceux-ci sont tout de même surprenants. Selon Müller-Peters, un nationalisme fort qui implique un sentiment de supériorité à l'égard des étrangers aurait un impact négatif sur l'attitude des individus envers l'euro (Risse, 2003: 496). Nous trouvons ces résultats étonnants, car nous avons vu que les Danois ont une identité chauvine nationale très forte, mais qu'ils sont aussi majoritairement favorables à l'euro depuis 2002. Bien que les résultats du Danemark soient inférieurs à la moyenne des pays membres de l'UE, l'attitude des Danois face à l'euro est positive depuis quelques années, et ce, même si le pays n'utilise pas la monnaie unique. Pour la Suède, il est difficile de prendre les résultats comme une expression de l'identité culturelle européenne des Suédois. Cependant, près de la moitié des Suédois est prête à remplacer une monnaie nationale à laquelle ils sont attachés par une monnaie unique qui représente l'ordre supranational européen. Ainsi, pour le Danemark et la Suède, les résultats du tableau 4.6 témoignent d'une coexistence des identités culturelles nationales et européenne.

Par ailleurs, le Danemark et la Suède se démarquent au sein de l'UE en raison de leur faible identification au drapeau supranational. En 2006, seulement 36% des Danois et 29% des Suédois s'identifiaient au drapeau de l'UE, soit environ 15% à 20% de moins que la moyenne européenne. Le tableau 43 montre que les Danois et les Suédois s'opposent fortement à l'idée que

le drapeau de l'UE se voit réserver une place égale aux drapeaux nationaux. En effet, seulement 20% des Danois et environ 30% des Suédois croient que le drapeau de l'UE devrait se trouver sur tous les bâtiments publics de leur pays à côté du drapeau national. Ces résultats impressionnent lorsque l'on voit à quel point le Danemark et la Suède se distinguent de la moyenne européenne sur cette question. Ils sont également surprenants lorsque nous considérons que le tableau 41 montrait qu'une majorité de Danois et de Suédois étaient en faveur de l'euro. Il faut voir ici l'importance de la formulation de la question. Bien que l'euro soit un symbole identitaire important de l'UE, la question posée dans les eurobaromètres ne parle pas d'identification à l'euro comme c'est le cas pour la question sur le drapeau de l'UE. Ainsi, lorsque les Danois et les Suédois répondent qu'ils sont en faveur de l'euro, ils ne disent pas qu'ils s'identifient à la monnaie, mais plutôt qu'il pourrait être dans leur intérêt de l'utiliser. En somme, la monnaie et le drapeau sont deux symboles culturels et identitaires avec une portée bien différente.

Tableau 42 – Vous identifiez-vous au drapeau de l'Union européenne ? (% oui)

Année	Danemark	Suède	UE
2006	36,0%	29,0%	51,0%

Source : Eurobaromètre 65

Tableau 43 – Le drapeau de l'UE devrait se trouver sur tous les bâtiments publics de notre pays avec le drapeau national (% d'accord)

Année	Danemark	Suède	UE
2006	20,0%	32,0%	55,0%
2007	20,0%	29,0%	61,0%

Source : Eurobaromètre 65 et 67

Les tableaux 42 et 43 montrent que les populations scandinaves sont très attachées à leur drapeau national et ne s'identifient que très modestement au drapeau de l'UE. De fait, si nous prenons le tableau 43, le drapeau de l'UE ne se retrouve pas aux côtés du drapeau national sur les bâtiments publics au Danemark et en Suède. Si nous considérons les drapeaux nationaux et de l'UE comme des symboles culturels, nous voyons qu'en Scandinavie, l'identité culturelle nationale et l'identité culturelle européenne ne sont compatibles que pour environ 30% des populations danoise et suédoise. De tous les indicateurs culturels que nous venons d'observer, seul le drapeau démontre une incompatibilité entre l'identité nationale et l'identité européenne en Scandinavie.

Nous pouvons ainsi conclure qu'en Scandinavie, en ce qui a trait à l'aspect culturel de l'identité, les deux hypothèses concernant les identités duales sont confirmées: l'identité nationale et l'identité supranationale sont compatibles et complémentaires mais elles peuvent également être rivales. Nous avons vu pour les arts, la culture, l'histoire, les sports, la monnaie et le drapeau que les identités nationales des Scandinaves sont fortes. En général, les Scandinaves ne croient pas qu'il existe une culture européenne commune, bien qu'elle soit en construction. L'identité culturelle nationale est plus forte que l'identité culturelle européenne, mais cette dernière se renforce. Les Scandinaves s'intéressent aux arts et à la culture des populations du reste de l'Europe et sont de plus en plus en faveur de l'euro. Cela montre que sur le plan culturel, les identités

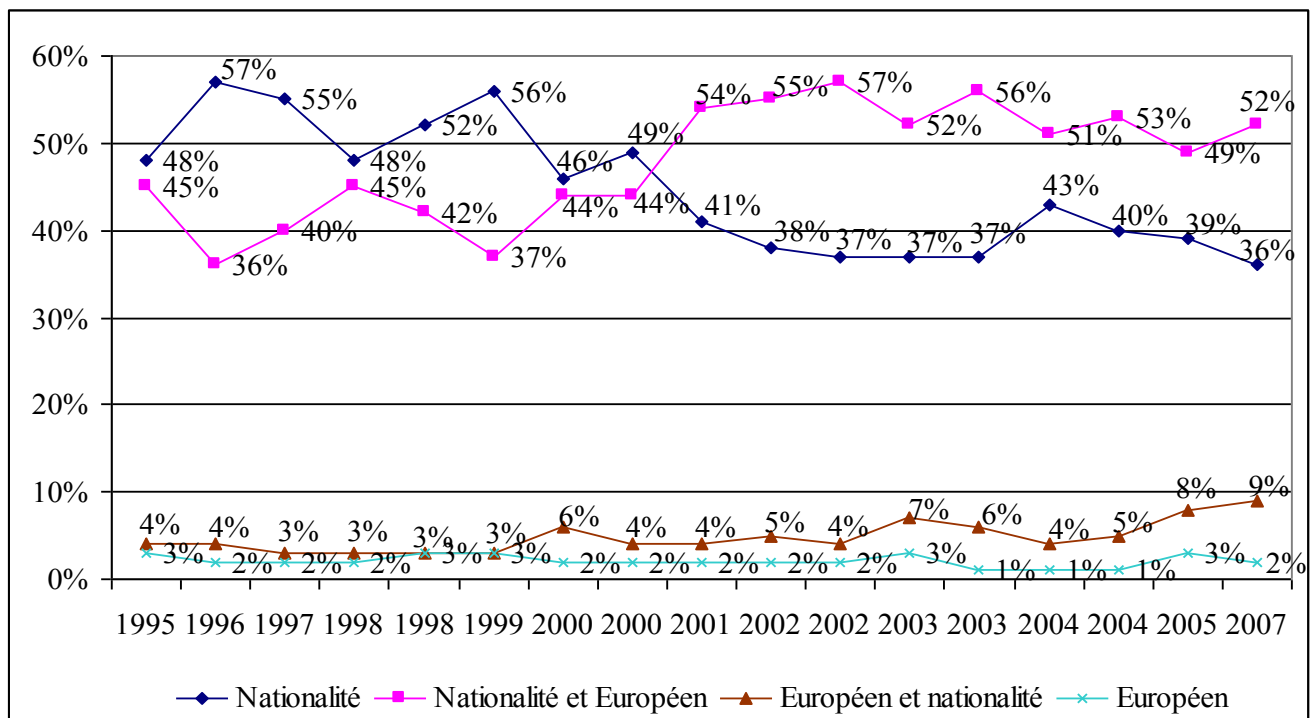
nationales et supranationales sont compatibles et complémentaires, de sorte qu'en Scandinavie, la réalité d'une dualité identitaire nationale et supranationale a de plus en plus de sens. Il demeure toutefois que certains symboles culturels sont très forts et impliquent un intense attachement affectif. Comme le montre les données sur les drapeaux nationaux du Danemark et de la Suède et le drapeau de l'UE, les identités culturelles peuvent rivaliser entre elles. Toutefois, en Scandinavie, l'identité culturelle nationale l'emporte toujours sur sa contrepartie européenne.

Questions directes

En plus d'opérationnaliser le concept d'identité en fonction des quatre aspects étudiés précédemment, les différents sondages que nous utilisons permettent d'étudier les identités nationales scandinaves et l'identité européenne à l'aide de questions directes. Ces questions fournissent des résultats concluants sur des éléments tels que le sentiment d'appartenance à une communauté identitaire, la fierté et l'attachement à la nation et à l'Europe.

Les deux premiers graphiques que nous observons ci-dessous présentent les résultats d'une question directe posée par les eurobaromètres sur l'identité des Danois et des Suédois entre 1995 et 2007. Ces graphiques permettent une compréhension visuelle de l'évolution de l'identité dans ces deux pays scandinaves au cours d'une période de 12 ans. Les répondants se sont faits poser la question suivante : Dans un futur proche, vous voyez-vous (nationalité) seulement, (nationalité) et Européen, Européen et (nationalité) ou Européen seulement. Le graphique 1 présente les résultats pour le Danemark. Nous voyons que pour la période étudiée le pourcentage de Danois qui se disent Européen seulement n'a pas augmenté, il reste constant à environ 2%. Les Danois ne s'identifient pas exclusivement à l'Europe. Une identité européenne qui exclut la nation demeure extrêmement faible et ne progresse pas. Par contraste, le pourcentage de Danois qui s'identifient seulement à la nation est bien plus élevé. De 1995 à 2000, il y a plus de Danois qui s'identifient exclusivement à la nation que toute autre option. Toutefois, à partir de 2001, l'identification exclusive à la nation n'est plus l'option préférée des Danois. Une majorité se dit désormais Danois d'abord, mais aussi Européen. Ce qui est intéressant, en regardant le graphique 1, c'est l'évolution et le transfert d'identification: la chute de l'identification exclusive à la nation danoise est directement liée à une augmentation de l'identité duale combinant l'appartenance à la nation et à l'Europe. Cela veut dire que les Danois qui, avant 2001, s'identifiaient exclusivement à leur nation ont commencé à se reconnaître également dans l'Europe. Ainsi, au Danemark, même si l'identification exclusive à l'Europe est négligeable, il demeure que l'identité européenne se développe et se renforce. En 2007, 63% des Danois ressentaient un certain degré d'identité européenne, mais tout de même 88% des Danois accordent toujours la préséance à leur identité nationale.

Graphique 1 - Dans un futur proche, vous voyez-vous...(Danemark)



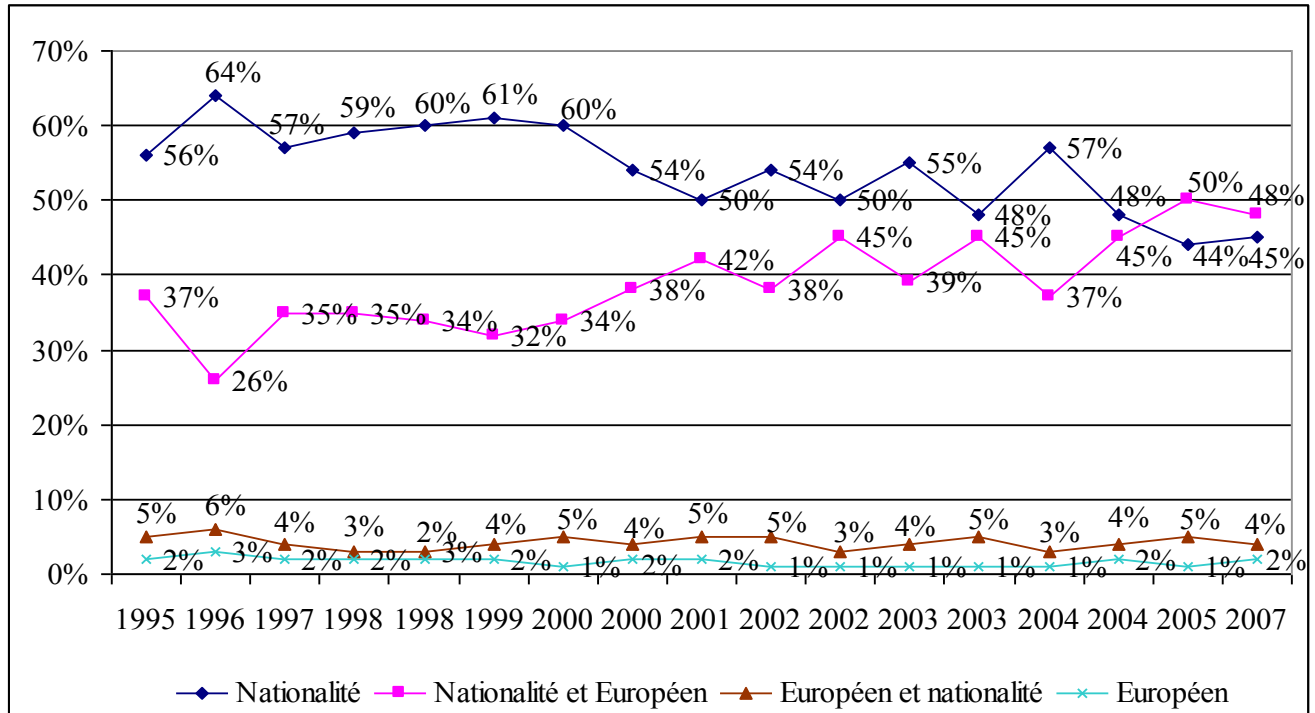
Sources: Eurobaromètres standards 43, 46, 47, 49, 50, 52-54, 56-62, 64, Eurobaromètre spécial 2007

Le graphique 1 montre qu'au Danemark, pour la période que nous étudions, une identité nationale forte est compatible avec une identité supranationale. Les deux identités ne sont pas en compétition. Certes l'identité danoise est toujours très forte, mais plutôt que d'être exclusive, celle-ci s'ouvre désormais à la réalité européenne et de plus en plus de Danois ressentent une appartenance à l'Europe. Ainsi, l'identité européenne ne remplace pas l'identité nationale. L'identité nationale forte au Danemark favorise plutôt le développement d'une dualité identitaire.

Si nous regardons le graphique 2, nous pouvons tirer des conclusions semblables pour la Suède. Comme au Danemark, nous voyons que pour la période étudiée le pourcentage de Suédois qui s'identifient exclusivement à l'Europe est négligeable et demeure constant à environ 2%. Ainsi, de 1995 à 2007, en Suède, l'identité européenne exclusive n'a pas progressé et ne présente aucunement l'intensité nécessaire pour remplacer l'identité nationale suédoise. En 1995, l'identité européenne est assez faible en Suède: environ 44% des Suédois ressentent une quelconque forme d'identité européenne. En effet, jusqu'en 2003, une majorité de Suédois s'identifie exclusivement à leur nation. Toutefois, de 1995 à 2003, le pourcentage de Suédois s'identifiant d'abord à leur nation mais aussi à l'Europe progresse. En 2003, le nombre de Suédois qui s'identifient exclusivement à leur nation est presque égal au nombre de personnes qui s'identifie à la fois à la nation suédoise et à l'Europe. Le graphique 2 illustre bien la relation entre les deux. La baisse de l'appartenance exclusive à la nation est directement liée à la hausse de l'identification duale à la nation et à l'Europe: les Suédois se découvrent une identité européenne. Par surcroît, à partir de 2005, le pourcentage de Suédois qui ressentent une dualité identitaire surpasse, pour la première fois, le pourcentage de Suédois ayant une identité nationale exclusive. Ainsi, même si l'identification

exclusive à l'Europe est négligeable, l'identité européenne est devenue une réalité en Suède et celle-ci continue de se renforcer dans une perspective d'identités duales. En 2007, environ 55% des Suédois ressentent, sous une forme ou une autre, une identité européenne, mais tout de même 93% des Suédois considèrent toujours que leur identité nationale suédoise a préséance sur leur identité européenne.

Graphique 2 – Dans un futur proche, vous voyez-vous...(Suède)



Sources: Eurobaromètres standards 43, 46, 47, 49, 50, 52-54, 56-62, 64, Eurobaromètre spécial 2007

Pour la période allant de 1995 en 2007, les résultats du graphique 2 nous montre qu'en Suède, une identité nationale forte est compatible avec une identité supranationale. Nous avons déterminé que la Suède avait une identité chauvine, civique et culturelle forte, mais cela n'empêche pas le développement d'une identité européenne. Le graphique 2 illustre que les identités suédoise et européenne ne sont pas en compétition. L'identité suédoise n'est plus exclusive et fait de plus en plus de place à l'identité européenne. L'identité européenne ne risque pas de remplacer l'identité suédoise. La force et l'intensité de l'identité nationale suédoise font en sorte qu'il se développe en Suède une dualité identitaire où la majorité de la population suédoise s'identifie d'abord à la nation mais aussi à l'Europe. Nous tirons ainsi la même conclusion pour le Danemark et la Suède sur la relation entre l'identité nationale et l'identité européenne. Il existe tout de même certaines différences entre les deux pays. Par exemple, si nous comparons les deux graphiques, nous voyons que la dualité identitaire s'est développée plus rapidement au Danemark qu'en Suède. L'identification nationale exclusive est aussi plus présente en Suède (45%) qu'au Danemark (36%) à la fin de notre période d'observation.

Passons maintenant à un autre indicateur identitaire fort. Les trois tableaux qui suivent présentent les réponses à des questions qui concernent la fierté nationale et européenne des

Scandinaves. Le tableau 44.1 présente des données sur les trois pays scandinaves pour cinq années d'observations. Nous voyons rapidement que les Scandinaves sont très fiers de leur identité nationale. Au Danemark, en moyenne, 91% des gens déclarent être fiers d'être Danois. En Norvège, en moyenne 90% des répondants sont fiers d'être Norvégiens. Et en Suède, en moyenne 87% des gens sont fiers d'être Suédois. Les résultats sont constants pour les diverses années d'observation avec une variation d'un à deux points de pourcentage d'une année à l'autre. Ainsi, une majorité massive de Scandinaves est fière de son identité nationale.

Tableau 44.1 - Êtes-vous fier d'être Danois/Norvégien/Suédois? (% fier)

Année	Danemark	Norvège	Suède
1996	–	89,1%	89,0%
1999	92,6%	–	87,0%
2003	89,1%	88,3%	84,6%
2007	–	89,5%	88,4%
2008	90,8%	91,3%	87,4%

Sources: WVS 1996, EVS 1999, ISSP 2003, WVS 2007, EVS 2008

La fierté nationale des Scandinaves se mesure à partir de divers facteurs tels que le l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et l'allégeance politique. Le tableau 44.2 montre que l'âge est un facteur qui a peu d'influence sur la fierté nationale. Au Danemark, la variation entre les groupes d'âge est de moins de 4%, en Norvège elle est de 3%, de même qu'en Suède. Nous formulons la même conclusion lorsque nous étudions la fierté nationale en fonction du sexe. Au Danemark, 92% des hommes et 93% des femmes sont fiers de leur identité nationale. En Norvège 88% des hommes et 91% des femmes sont fiers d'être Norvégiens. Et en Suède, environ 88% des hommes et 89% des femmes sont fiers d'être Suédois. En observant ces résultats, la variable sexe n'a pas d'influence sur la fierté nationale des individus en Scandinavie.

Nous observons une légère influence du niveau d'éducation sur la fierté nationale des Scandinaves. Pour les trois pays, plus le niveau d'éducation est bas, plus la fierté est grande, et plus il est élevé moins la fierté est importante. Il faut toutefois relativiser cette observation puisque la différence entre les deux niveaux d'éducation est modeste. Au Danemark et en Norvège, 95% des individus avec un niveau d'éducation plus ou moins élevé sont fiers de leur identité nationale, alors que 89% des individus avec un niveau d'éducation élevé le sont. En Suède, 90% des individus au niveau d'éducation plus ou moins élevé sont fiers d'être Suédois alors que 83% des individus qui ont un haut niveau d'éducation le sont. Ainsi, même si nous observons que le niveau d'éducation a un léger impact, nous voyons qu'une majorité de Scandinaves est fière de son identité nationale peu importe son niveau d'éducation.

Finalement, l'impact de l'allégeance politique sur la fierté nationale des Scandinaves est plus important. Pour les trois pays, la différence entre la droite et le centre politique est négligeable puisque les résultats varient de moins de 3% pour le Danemark, sont identiques pour la Norvège et varient d'environ 1% pour la Suède. Ainsi, qu'un Scandinave soit au centre ou à la droite du

spectre politique, son positionnement politique n'aura pas d'impact sur sa fierté nationale. Cependant, nous observons une influence si l'individu se situe à la gauche du spectre politique. Pour les trois pays, les individus de la gauche politique sont généralement moins fiers de leur identité nationale que ceux du centre et de la droite. C'est au Danemark que la différence est la plus grande. Nous voyons qu'une allégeance à gauche a une relative influence négative sur la fierté nationale des Scandinaves. Nous disons relative puisqu'il demeure que même les citoyens de la gauche politique sont très majoritairement fiers de leur identité nationale. Néanmoins, il est important de noter l'influence que l'allégeance politique peut avoir sur la fierté nationale.

Tableau 44.2 – Fièrté nationale en fonction de l'âge, du sexe, du niveau d'éducation et de l'allégeance politique (% fier)

Âge	Danemark	Norvège	Suède
15-29 ans	93,7%	87,7%	89,0%
30-49 ans	90,3%	90,9%	90,3%
50 ans et plus	94,2%	88,9%	86,7%

Source: EVS 2008

Sexe	Danemark	Norvège	Suède
Homme	92,2%	88,1%	87,7%
Femme	93,0%	90,9%	89,0%

Source: EVS 2008

Niveau d'éducation	Danemark	Norvège	Suède
Bas	94,7%	94,7%	89,9%
Moyen	92,1%	92,9%	87,9%
Haut	89,2%	89,3%	83,1%

Source: EVS 2008

Allégeance politique	Danemark	Norvège	Suède
Gauche	78,1%	86,5%	83,5%
Centre	93,1%	93,0%	90,2%
Droite	95,8%	93,2%	88,8%

Source: EVS 2008

Le tableau 44.3 présente des données tirées des eurobaromètres sur la fierté nationale et européenne des Danois et des Suédois. Nous avons également inséré la moyenne des pays membres de l'UE en guise de comparaison. Pour ce qui est de la fierté nationale, les tableaux 44.1 et 44.3 vont dans la même direction. Les résultats sont pratiquement les mêmes. Entre 1999 et 2006, en moyenne 90% des Danois et 89% des Suédois sont fiers de leur identité nationale, soit environ 5% de plus que la moyenne européenne qui est de 85%. La grande fierté nationale des Danois et des Suédois est un indicateur clair de la force des identités nationales danoise et suédoise. Comme indicateur, la fierté montre que les identités danoises et suédoises sont plus fortes que la moyenne des identités nationales européennes. Malgré la force des identités danoises et suédoises, nous voyons qu'une majorité de Danois et de Suédois est également fière de son identité européenne. Entre 2000 et 2006, en moyenne 72% des Danois et 70% des Suédois se disent fiers de leur identité européenne. En comparaison, pour la même période, environ 62% des citoyens vivant dans l'UE sont fiers de leur identité européenne. Ainsi, le tableau 44.3 montre que la fierté nationale danoise et suédoise est plus forte que la moyenne européenne. De plus, la fierté européenne au Danemark et en Suède est plus forte que la moyenne européenne. Il ne fait aucun doute que la fierté nationale est plus forte que la fierté européenne au Danemark et en Suède, mais ce qui est le plus révélateur est qu'une fierté nationale aussi forte que celle des Danois et des Suédois n'empêche pas ceux-ci d'être fiers d'être Européens. Le tableau 44.3 montre clairement

que les identités danoise et suédoise sont compatibles et complémentaires avec l'identité européenne. Il illustre que les Danois et les Suédois ont des identités duales: une identité nationale et une identité supranationale européenne.

Tableau 44.3 – Êtes-vous fier de votre identité national et de votre identité européenne ? (% fier)

Pays	Danemark		Suède		Union européenne	
	Fierté nationale	Fierté européenne	Fierté nationale	Fierté européenne	Fierté nationale	Fierté européenne
Année						
1999	92,0%	–	86,0%	–	83,0%	–
2000	90,0%	–	90,0%	–	83,0%	–
2000	89,0%	69,0%	88,0%	70,0%	83,0%	62,0%
2001	90,0%	73,0%	87,0%	71,0%	84,0%	60,0%
2002	90,0%	74,0%	90,0%	68,0%	85,0%	62,0%
2003	89,0%	69,0%	90,0%	70,0%	85,0%	61,0%
2004	91,0%	75,0%	91,0%	72,0%	86,0%	68,0%
2005	90,0%	71,0%	90,0%	69,0%	87,0%	63,0%
2006	90,0%	71,0%	91,0%	69,0%	85,0%	59,0%

Sources: Eurobaromètres standards 52-54, 56, 57, 60, 62, 64, 66

Les eurobaromètres comparent et graduent l'intensité de la fierté nationale et de la fierté européenne de ses pays membres. Même si le tableau 44.3 est plutôt révélateur sur ce point, nous présentons dans le tableau 45 la hiérarchie des fiertés nationale et européenne au Danemark et en Suède. En fait, 76% des Danois et 78% des Suédois sont plus fiers de leur identité nationale que de leur identité européenne, soit environ 20% de plus que la moyenne de l'UE. Environ 20% des Danois et des Suédois considèrent que leurs sentiments de fierté nationale et européenne sont d'une intensité égale. Il n'est pas surprenant que la fierté nationale soit plus grande que la fierté européenne, mais il faut noter que la question du tableau 45 sous-entend que les individus ressentent une fierté européenne en plus d'une fierté nationale, ce qui renforce notre thèse de la dualité identitaire au sein des pays scandinaves. Le tableau 45 montre que les identités danoises et suédoises sont fortes et qu'elles n'excluent pas le développement d'une identité européenne.

Tableau 45 – En 1995, diriez-vous que votre fierté européenne est plus grande, égale ou plus faible que votre fierté nationale?

	Danemark	Suède	UE
Fierté européenne plus grande que fierté nationale	3,0%	2,0%	13,0%
Fierté européenne égale à la fierté nationale	22,0%	20,0%	33,0%
Fierté européenne plus faible que fierté nationale	76,0%	78,0%	57,0%

Source: Flash Eurobaromètre 1995

Nous avons observé l'auto-identification et la fierté des Scandinaves. Un autre indicateur que nous pouvons étudier est le degré d'attachement à la nation et à l'Europe. Les tableaux 46.1 et 46.2 présentent l'attachement des Danois, des Norvégiens et des Suédois à leur pays et à l'Europe.

Si nous observons le tableau 46.1, nous voyons qu'une majorité importante de Scandinaves est attachée à son pays. En 2003, 92% des Danois, 90% des Norvégiens et 87% des Suédois sont attachés à leur pays. Pour la Norvège, il s'agit d'une légère baisse par rapport à 1995 et d'une légère hausse pour la Suède. Nous pouvons affirmer que les populations danoise, norvégienne et suédoise sont attachées à leur pays.

Pour ce qui est de l'attachement à l'Europe, en 2003, 54% des Danois, 60% des Norvégiens et 49% des Suédois se disaient attachés au continent européen. Il est surprenant que l'attachement à l'Europe des Norvégiens soit le plus grand des trois pays scandinaves puisque la Norvège est non seulement située en périphérie de l'Europe, mais elle n'est pas non plus membre de l'UE, ce qui l'isole de nombreux symboles européens. Nous voyons que les Suédois sont les seuls Scandinaves à ne pas être majoritairement attachés à l'Europe, bien que le degré d'attachement à l'Europe ait grimpé de 37% à 49% de 1995 à 2003. Le tableau 46.1 indique une forte identité nationale pour les trois pays, et aussi degré d'attachement à l'Europe ce qui sous-entend la présence d'une identité européenne. Encore une fois, l'intensité de l'identité européenne est plus faible que celle de l'identité nationale, mais il y a tout de même coexistence des deux identités. L'identité européenne est en plein développement en Suède bien qu'elle demeure plus faible que dans les autres pays scandinaves.

Tableau 46.1 – Êtes-vous attaché à votre pays? À l'Europe? (% attaché)

Pays	Danemark		Norvège		Suède	
	Pays	Europe	Pays	Europe	Pays	Europe
1995	–	–	94,4%	57,6%	82,9%	37,3%
2003	92,0%	54,0%	89,5%	59,9%	86,5%	48,7%

Sources: ISSP 1995, ISSP 2003

Le tableau 46.2 recueille des données tirées des eurobaromètres. Si nous poursuivons les observations sur l'attachement au pays, nous voyons qu'à partir de 2004 en moyenne 97% des Danois et 94% des Suédois sont attachés à leur pays, ce qui est légèrement plus élevé que la moyenne européenne. Ainsi, les tableaux 46.1 et 46.2 présentent des résultats semblables. Ils divergent cependant en ce qui a trait à l'attachement à l'Europe. Le tableau 46.2 révèle des résultats beaucoup plus élevés. Par exemple, en 2003, l'ISSP indique que 54% des Danois et 49% des Suédois sont attachés à l'Europe. Pour la même année, l'eurobaromètre indique que 73% et 72% des Suédois sont attachés à l'Europe. La différence est substantielle et montre à quel point un sondage peut avoir un impact significatif sur la réponse des individus à une question. Il demeure que les données des eurobaromètres ont fait leur preuve depuis maintenant près de 40 ans. Nous voyons qu'à l'exception de 2002, où l'on enregistre de très faible taux d'attachement à l'Europe à travers l'UE, les Danois et les Suédois sont majoritairement attachés à l'Europe. Nous observons aussi une tendance à la hausse pour l'attachement à l'Europe entre 1999 et 2007 pour le Danemark (+9%) et pour la Suède (+6%). Comme pour le tableau 46.1, l'attachement au pays est plus grand qu'à l'Europe. Le tableau 46.2 montre un fort attachement à l'Europe au Danemark et en Suède;

un attachement significativement plus élevé que la moyenne des pays membres de l'UE. Nous voyons qu'il est possible pour les Danois et les Suédois d'être fortement attaché à leur pays et à l'Europe, un signe de la présence d'une dualité identitaire dans ces deux pays. L'identité nationale est plus forte que l'identité européenne, mais celles-ci sont compatibles.

Tableau 46.2 – Êtes-vous attaché à votre pays? À l'Europe? (% attaché)

Pays	Danemark		Suède		UE	
	Pays	Europe	Pays	Europe	Pays	Europe
1999	–	71,0%	–	71,0%	–	56,0%
2000	–	66,0%	–	74,0%	–	58,0%
2002	–	46,0%	–	34,0%	–	45,0%
2003	–	73,0%	–	72,0%	–	58,0%
2004	98,0%	73,0%	94,0%	76,0%	92,0%	67,0%
2005	97,0%	74,0%	93,0%	79,0%	91,0%	66,0%
2006	96,0%	69,0%	95,0%	77,0%	90,0%	63,0%
2007	97,0%	80,0%	94,0%	77,0%	90,0%	67,0%

Sources: Eurobaromètres standards 51, 54, 58, 60, 62, 63, 65, Eurobaromètre spécial 2007

Les résultats présentés dans le tableau 47 demandent un peu plus d'efforts d'interprétation. Les sondages ont demandé aux répondants s'ils se souciaient des conditions de vie des autres membres de leur communauté nationale et des Européens. Nous considérons que si un individu se soucie des conditions de vie de son prochain, ceux-ci partagent un lien de communauté et une identité collective. Par exemple, un Danois qui se préoccupe des conditions de vie des autres Danois aura une identité nationale forte, et s'il se soucie des conditions de vie des autres Européens, il aura une identité européenne forte.

Nous voyons qu'en 1999, une minorité de Danois se soucie des conditions de vie de leurs compatriotes et des autres Européens, alors qu'une majorité de Suédois se préoccupe de celles des autres Suédois et des Européens. Considérant que les Danois ont jusqu'à maintenant démontré une identité nationale et européenne plus forte que les Suédois, les résultats du tableau 47 sont surprenants. Si nous revenons à la Suède, nous voyons que les résultats sont plutôt semblables pour les trois observations. Nous notons une légère tendance à la baisse entre 1999 et 2008, puisque le pourcentage de Suédois se souciant des conditions de vie des autres Suédois est passé de 80% à 75%, et le pourcentage de Suédois se souciant des conditions de vie des autres Européens est passé de 64% à 60%. Le souci d'une majorité significative de Suédois pour les autres Suédois et les Européens indique que la population suédoise ressent une identité nationale et une identité européenne. Les données montrent que la dualité identitaire est une réalité en Suède et que les identités suédoise et européenne sont compatibles. Les deux identités n'ont pas la même intensité: l'identité suédoise est plus forte que l'identité européenne.

Si nous comparons les résultats de la Norvège et de la Suède en 2008, nous constatons que les Norvégiens se soucient plus des conditions de vie de leurs compatriotes et se soucient moins des conditions de vie des autres Européens que les Suédois. En effet, 79% et 56% des Norvégiens

se soucient respectivement des conditions de vie des autres Norvégiens et des autres Européens. Ces résultats indiquent que l'identité nationale norvégienne serait plus forte que l'identité nationale suédoise, mais que l'identité européenne des Norvégiens serait plus faible que l'identité européenne des Suédois. Nous notons tout de même pour la Norvège qu'une forte identité nationale coexiste avec une identité européenne ressentie par une majorité de la population norvégienne. Les Norvégiens ressentent des identités duales, et comme pour les autres pays Scandinaves, l'identité nationale a préséance sur l'identité européenne.

Tableau 47 – Vous souciez-vous des conditions de vie de vos concitoyens? Des Européens?

Pays	Danemark		Norvège		Suède	
	Danois	Européen	Norvégien	Européen	Suédois	Européen
1999	39,5%	41,2%	–	–	79,8%	63,7%
1999	–	–	–	–	79,8%	62,9%
2008	81,6%	64,3%	78,7%	56,1%	75,4%	59,8%

Sources: EVS 1999, WVS 1999, EVS 2008

Malgré les résultats surprenants de 1999 pour le Danemark, les conclusions tirées jusqu'à maintenant dans cette étude prennent toutes leur sens si nous observons les résultats pour 2008. Avec 82% et 64% des Danois qui se soucient respectivement des conditions de vie des Danois et des Européens, le Danemark reprend sa position du pays scandinave qui a la plus forte identité nationale et la plus forte identité européenne. Lorsque nous considérons les résultats du Danemark, nous voyons que l'identité danoise et l'identité européenne sont compatibles. Parmi les Scandinaves, les Danois démontrent le plus la présence d'une dualité identitaire issue d'une communauté nationale et d'une communauté supranationale. Les résultats de 1999 demeurent difficiles à comprendre et à interpréter et nous croyons qu'il est acceptable de les ignorer puisque toutes les données étudiées jusqu'à maintenant vont dans la même direction que les résultats observés pour 2008.

Quant au sentiment d'appartenance des Scandinaves à différentes communautés identitaires, les trois tableaux qui suivent présentent des données sur les groupes identitaires auxquels les Danois, les Norvégiens et les Suédois disent appartenir en premier lieu et en second lieu. Le tableau 48.1 porte sur le Danemark. Pour les trois années d'observation, les Danois s'identifient en premier lieu à leur ville, et le pays obtient le plus grand nombre de votes lorsqu'il s'agit de la deuxième identification. Ainsi, si nous observons les deux groupes identitaires les plus importants pour la population danoise pour les trois années d'observations, nous constatons qu'environ 57% des Danois choisissent leur pays et 9% choisissent l'Europe pour la première observation de 1999, 59% choisissent leur pays et 9% l'Europe pour la seconde observation de 1999, et 72% des Danois choisissent leur pays et environ 16% choisissent l'Europe pour l'observation de 2008. Le tableau 48.1 illustre que la nation et l'Europe ne sont pas les groupes identitaires les plus importants au Danemark. Le tableau ne révèle pas le pourcentage réel de Danois qui s'identifient à leur pays ou à l'Europe. Notons qu'en moyenne 39% des Danois

considèrent le Danemark comme le deuxième groupe identitaire le plus important. Nous tirons du tableau 48.1 que les Danois s'identifient à plusieurs communautés identitaires ce qui démontre pour la première fois de cette étude l'existence d'identités multiples au Danemark.

Tableau 48.1 – À quel groupe identitaire appartenez-vous en premier ? En deuxième ? (Danemark)

Année	1999		1999		2008	
	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification
Ville	55,8%	15,1%	55,0%	14,9%	41,4%	16,8%
Région	22,2%	35,7%	21,9%	35,2%	21,7%	25,3%
Pays	18,8%	38,4%	19,8%	39,2%	31,7%	40,3%
Europe	1,4%	7,7%	1,4%	7,6%	3,1%	13,3%
Monde	1,8%	3,1%	1,8%	3,1%	2,0%	4,3%

Sources: WVS 1999, EVS 1999, EVS 2008

Le tableau 48.2 présente les données recueillies pour la Norvège en 1996 et en 2008. Comme pour le Danemark, pour les deux années d'observation, la ville est le groupe identitaire auquel une majorité de Norvégiens s'identifient en premier lieu, et le pays est le deuxième groupe identitaire auquel une pluralité de Norvégiens s'identifie. Le pays fait partie des deux premières identifications de 58% de Norvégiens en 1996 et de 59% de Norvégiens en 2008. Quant à elle, l'Europe fait partie des deux premières identifications de 8% de Norvégiens en 1996 et de 12% de Norvégiens en 2008. Le tableau 5.5.2 illustre que la nation et l'Europe ne sont pas les seuls groupes identitaires pour lesquels les Norvégiens ont un sentiment d'appartenance. Cependant, le tableau 48.2 ne révèle pas l'étendue de l'identification des Norvégiens à leur pays et à l'Europe. Notons qu'en moyenne 36% des Norvégiens considèrent que leur deuxième sentiment d'appartenance le plus fort est dirigé vers leur pays. Nous tirons du tableau 48.2 que les Norvégiens s'identifient à plusieurs communautés identitaires ce qui démontre l'existence d'identités multiples en Norvège.

Tableau 48.2 – À quel groupe identitaire appartenez-vous en premier ? En deuxième ? (Norvège)

Année	1996		2008	
	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification
Ville	56,3%	20,5%	52,3%	24,0%
Région	17,8%	32,4%	15,5%	30,8%
Pays	20,2%	37,8%	25,0%	34,4%
Europe	3,2%	4,7%	3,9%	7,7%
Monde	2,6%	4,6%	3,4%	3,1%

Sources: WVS 1996, EVS 2008

Le tableau 48.3 présente les résultats recueillis pour la Suède lors de quatre années d'observations entre 1996 et 2008. Comme pour la Norvège et le Danemark, la ville est le premier groupe identitaire auquel une pluralité de Suédois s'identifie. Ainsi, pour nos trois pays, nous

voyons que la communauté identitaire la plus restreinte en termes géographiques est la plus importante, et le pays est le second groupe identitaire auquel les Suédois et les autres Scandinaves s'identifient le plus. Le pays, ou l'État-nation, fait partie des deux premières identifications de 66% de Suédois en 1996, de 64% de Suédois en 1999, de 64% de Suédois en 2000 et de 70% de Suédois en 2008. L'Europe est parmi les deux communautés identitaires les plus importantes pour 13% de Suédois en 1996, 16% en 1999, 17% en 2000 et 19% en 2008. Si l'on prend cette question, la Suède enregistre les plus hauts taux d'identification à l'État-nation et à l'Europe parmi les pays Scandinaves. Notons que le pays est le second groupe identitaire en importance pour une moyenne de 40% de Suédois pendant la période étudiée. Il demeure que les trois tableaux 48 sont peu instructifs et peu concluants sur l'étendue du sentiment d'appartenance des Scandinaves à leur nation et à l'Europe. Nous avons tout de même, grâce à ces tableaux, une preuve tangible de l'existence d'identités multiples dans les trois pays scandinaves que nous étudions.

Tableau 48.3 – À quel groupe identitaire appartenez-vous en premier ? En deuxième ? (Suède)

Année	1996		1999		2000		2008	
	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification	1 ^{re} identification	2 ^e identification
Ville	48,9%	20,1%	58,6%	16,2%	58,3%	16,5%	47,3%	14,0%
Région	15,2%	27,7%	9,5%	23,7%	9,2%	22,7%	10,5%	18,5%
Pays	28,7%	36,8%	22,3%	41,5%	22,6%	41,5%	30,6%	39,3%
Europe	2,8%	10,0%	4,2%	12,1%	4,4%	12,3%	5,1%	13,7%
Monde	4,5%	5,4%	5,3%	6,5%	5,4%	7,0%	6,5%	14,7%

Sources: WVS 1996, WVS 1999, EVS 1999, EVS 2008

Les eurobaromètres ont questionné directement les citoyens européens sur leur dualité identitaire en leur demandant s'il leur arrivait de se sentir à la fois nationaux et Européens. Notons que les résultats du tableau 49 sont constants avec ceux présentés dans les graphiques 1 et 2 pour les répondants qui se voient nationaux et européens. Nous voyons qu'en 2006, 61% des Danois et 53% des Suédois considèrent qu'ils étaient non seulement nationaux mais aussi Européens, une croissance importante par rapport à 1995 où 45% des Danois et 42% des Suédois ressentent les identités duales. Nous observons que le résultat du Danemark est supérieur à la moyenne de l'UE et que la Suède se maintient dans la moyenne.

Tableau 49 – Vous arrive-il de penser que vous êtes non seulement national mais aussi Européen ? (% Oui)

Année	Danemark	Suède	UE
1995	45,0%	42,0%	58,0%
2006	61,0%	53,0%	54,0%

Sources: Flash Eurobaromètre 1995, Eurobaromètre standard 66

Le tableau 49 confirme notre thèse qu'une forte identité nationale au Danemark et en Suède semble favoriser le développement d'une dualité identitaire où les identités danoises et suédoises coexistent avec une identité supranationale européenne. L'identité européenne est de

plus en plus ressentie par les citoyens scandinaves, mais son intensité reste bien plus faible que celle des identités nationales de la région. Les identités nationales danoises et suédoises ne sont pas en compétition avec l'identité européenne. Elles sont plutôt compatibles.

Cette section nous a permis d'étudier des indicateurs concrets de l'identité des Scandinaves grâce à un nombre de questions directes. Nous avons vu clairement grâce aux premiers graphiques l'existence et le développement d'une dualité identitaire au Danemark et en Suède, où une identité nationale forte coexiste avec une identité européenne d'intensité moyenne. Puis, nous avons observé que la fierté nationale des Scandinaves est très forte, mais qu'elle n'est pas en compétition avec leur fierté européenne. En étudiant les fiertés nationales et européennes, nous avons pu voir que les Scandinaves s'identifient d'abord et fortement à leur nation, mais ils s'identifient également à l'Europe. Nous avons constaté que les Danois et les Suédois enregistrent un attachement à leur nation et à l'Europe significativement plus élevé que la moyenne des pays membres de l'UE, un autre signe de la présence d'une dualité identitaire dans ces deux pays. Enfin, nous avons vu qu'en plus d'une dualité identitaire, il y a également présence d'une multiplicité identitaire dans les trois pays scandinaves puisque les populations s'identifient à leur ville, à leur région et probablement à la Scandinavie, en plus de s'identifier à leur État-nation et au continent européen.

Conclusion

Pour conclure ce chapitre, rappelons que nous avons utilisé cinq différents sondages pour étudier les identités nationales scandinaves et l'identité européenne entre 1995 et 2008. Pour rendre notre étude plus intelligible, nous avons utilisé la typologie proposée par Johannessen pour opérationnaliser le concept d'identité. Nous avons séparé les diverses questions sur l'identité en fonction des aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturel. Après cela, nous avons présenté les résultats de quelques questions faisant référence à des indicateurs directs de l'identité tels que l'auto-identification, la fierté, l'attachement et le sentiment d'appartenance.

Grâce aux questions sur l'aspect d'appartenance, nous avons réussi à soulever certains éléments clés qui définissent les identités nationales scandinaves et l'identité européenne. Nous avons vu que le respect des lois et des institutions, la connaissance de la langue nationale et la citoyenneté sont des éléments cruciaux des identités nationales scandinaves, alors que l'identité européenne est principalement définie grâce aux valeurs démocratiques. Puis, l'aspect chauvin de l'identité nous a montré que les Danois ont l'identité chauvine la plus forte parmi les Scandinaves. Nous avons déterminé grâce à cette section que les Danois, mais aussi les Norvégiens et les Suédois, ont une identité nationale forte. Ensuite, en étudiant l'aspect civique de l'identité, nous avons conclu que l'identité européenne est présente en Scandinavie et que celle-ci est compatible et complémentaire avec les identités nationales scandinaves. Nous avons vu que le Danemark enregistre la plus forte identité civique nationale dans les pays scandinaves et également la plus forte identité civique européenne. Toutefois, en Norvège, le développement d'une identité civique

européenne est difficile puisque le pays n'est pas membre de l'UE. Les résultats sur la Suède ont démontré l'existence d'une identité civique nationale forte qui continue de croître, et la présence d'une identité civique européenne moyennement faible, mais qui est en plein développement et qui gagne en intensité. Enfin, en ce qui a trait à l'aspect culturel de l'identité, nous avons conclu qu'en Scandinavie les deux hypothèses concernant les identités duales sont plausibles: l'identité nationale et l'identité supranationale sont compatibles et complémentaires mais elles peuvent également être en compétition. Nous avons vu que les identités nationales des Scandinaves sont fortes et que même si les Scandinaves ne croient pas qu'une culture européenne commune existe, une identité culturelle européenne est tout de même en développement. Toutefois, nous avons vu que certains symboles culturels impliquent un intense attachement affectif, ce qui fait en sorte que les identités culturelles entrent en compétition et en conflit.

Notre analyse quantitative basée sur des sondages confirme que la majorité des gens qui s'identifie fortement à sa nation ressent aussi une appartenance à l'Europe. Les analyses de données de sondages montrent que les Scandinaves s'identifient d'abord à leur pays, mais également à l'Europe dans les trois pays étudiés. Le nombre de Danois, de Norvégiens et de Suédois s'identifiant à leur nation et à l'Europe a graduellement augmenté au cours des années 1990 et 2000. Ainsi, la section de ce chapitre qui étudie les questions touchant directement l'identité des individus a réussi à démontrer l'existence d'une dualité identitaire dans les trois pays scandinaves. En effet, la force de l'identité nationale des Danois, des Norvégiens et des Suédois fait en sorte que l'identité européenne qui se développe ne remplace pas les identités nationales. Cette situation correspond parfaitement à la conception socio-historico-politique de l'identité collective qui soutient que les identités établies, telles que les identités nationales, possèdent un poids émotif qu'il est difficile d'effacer de sorte qu'elles acquièrent une permanence. Nous pouvons comprendre que l'identité européenne s'additionne aux identités nationales scandinaves au lieu de les remplacer, ce qui donne lieu au phénomène de dualité identitaire que nous avons observé. La force des identités nationales en Scandinavie favorise le développement d'une dualité identitaire où l'identité européenne se développe et prend de la saillance tout en restant subordonnée aux identités nationales. Les observations que nous avons faites dans ce chapitre sur le développement d'une identité européenne en Scandinavie et sur la présence de plus en plus saillante d'une dualité identitaire correspondent aussi à la conception constructiviste de l'identité. En effet, au cours de ce chapitre, nous avons vu que les identités des Scandinaves sont potentiellement fluides et changeantes. Au cours de la période allant de 1995 à 2008, les Danois, les Norvégiens et les Suédois ont vu leurs identités changer et la réalité de l'intégration européenne a fait en sorte qu'une identité européenne s'est construite.

Pour les trois pays que nous étudions, il est possible de dire que les identités nationale et européenne sont dorénavant compatibles et complémentaires, mais au lieu de dire simplement qu'une identité nationale forte favorise le développement d'une identité supranationale, nous

considérons qu'il faut spécifier que le développement de l'identité supranationale s'effectue dans une perspective d'identités duales. Son intensité sera toujours inférieure à celle des identités nationales danoise, norvégienne et suédoise qui ont acquis une permanence affective chez les populations scandinaves.

Les données de sondages permettent de déterminer si les identités nationales scandinaves et l'identité européenne sont compatibles ou non et complémentaires ou non. Elles servent également à observer l'existence d'identités duales et multiples en Scandinave. Cependant, l'analyse des sondages ne permet pas d'appliquer la typologie de Risse pour déterminer le type d'identités multiples qui existe dans ces pays. Ainsi, il est impossible de savoir si la relation entre les identités est de type « nichée », « croisée » ou « gâteau marbré » en se basant sur les données de sondages.

Conclusion

La Scandinavie: ce qu'il faut retenir de la question identitaire

L'intention de cette thèse a été de combler un déficit dans les recherches sur la relation entre le nationalisme et l'identité européenne, ainsi que sur le thème de la dualité et la multiplicité identitaires. La Scandinavie est ignorée dans les écrits sur la supranationalité et la multiplicité identitaire. En partant de cette prémisse, nous avons cherché à tester plusieurs hypothèses, théories et typologies en étudiant cette région européenne.

Nous avons tenté de répondre plusieurs questions au cours de cette étude. L'intensité des identités nationales en Scandinavie est-elle plus grande que celle de l'identité européenne? Les identités nationales en Scandinavie sont-elles compatibles et complémentaires avec les identités supranationales scandinave et européenne? Quelle est la relation entre ces deux identités supranationales? La situation des trois pays est-elle similaire ou différente? Quelles sont les avantages et les limites des approches théoriques et des typologies?

Pour répondre à ces questions, nous avons préconisé une recherche en deux étapes. Nous avons d'abord effectué une recension des écrits théoriques afin d'établir un cadre d'analyse pour l'étude des identités en Scandinavie. Puis, nous avons procédé à une synthèse des données empiriques statistiques tirées de sondages.

Pour conclure, nous présenterons d'abord les principaux enseignements que nous pouvons tirer de cette thèse. Nous comparerons les données obtenues et ce que disent les travaux sur les trois pays. Ensuite, nous reviendrons sur les écarts qui existent entre les écrits sur la Scandinavie et les sondages et sur les différentes conclusions que nous pouvons tirer. Puis, nous effectuerons un retour sur les deux typologies principales qui ont été utilisées dans cette étude, soit celle de Johannessen sur les aspects de l'identité et celle de Risse sur les types d'identités multiples. Finalement, nous ferons un retour sur la Scandinavie.

Enseignements

Les écrits montrent que la nation norvégienne s'est construite selon une expérience de nation dominée, plutôt qu'une expérience de nation dominante ou de puissance, comme cela est le cas pour le Danemark et la Suède. L'expérience de soumission à des puissances étrangères a renforcé l'identité norvégienne et a fait en sorte que les Norvégiens se sont repliés sur eux-mêmes et se sont opposés à toute forme d'union supranationale. Pour leur part, la Suède et le Danemark ont une histoire de grande puissance militaire et culturelle en Europe de Nord, et cette ère glorieuse demeure une source de fierté pour ces nations.

En ce qui a trait aux relations avec l'UE, les écrits montrent que les trois pays scandinaves ont opté pour une approche différente. Le Danemark a participé très tôt à l'intégration européenne. Dès 1973, le pays a suivi son partenaire économique majeur, le Royaume-Uni, et s'est joint à la CE, qui regroupait alors douze pays de l'Europe de l'Ouest. Il est le pays scandinave le plus

intégré à l'Europe. Cependant, le rejet du Traité de Maastricht lors du référendum de 1992 a mené à l'Accord d'Edimbourg, qui a accordé quatre mesures au Danemark dans le contexte du Traité de Maastricht, soit l'exemption de participer à la citoyenneté européenne, à la police et à la justice commune, à la monnaie unique et à la politique de défense commune. La Suède a pris vingt-deux années avant de suivre le Danemark. Elle avait préféré faire partie de l'AELE et de l'EEE, afin de profiter des avantages économiques du marché commun européen sans toutefois devoir se soumettre aux politiques de la CE et ensuite de l'UE. Elle s'est finalement jointe à l'UE en 1995. La Suède n'a pas pu jouir des mêmes exemptions que le Danemark et a dû accepter les acquis communautaires de l'UE lors de son adhésion, à l'exception de l'euro. Ainsi, même si le Danemark est le premier des pays scandinaves à se joindre à l'UE en 1973, celui-ci jouit de quatre exemptions auxquelles la Suède n'a pas droit. Quant à la Norvège, la population a refusé à deux reprises de se joindre à l'UE lors de référendum nationaux en 1972 et en 1994. La Norvège rejette toute idée d'une union supranationale, qu'elle soit scandinave ou européenne. Les écrits attribuent cette attitude à la lutte du pays pour son indépendance après des siècles de subordination aux puissances voisines, soit le Danemark et la Suède. La Norvège est tout de même intégrée à l'Europe en raison de sa participation à l'AELE et à l'EEE. À cause de cela, elle doit intégrer les acquis communautaires de l'UE à ses politiques nationales, sans avoir de pouvoir décisionnel dans l'UE. Comme ses voisins, la Norvège n'utilise pas l'euro. Malgré ces différences quant à leurs relations avec l'UE, les trois pays scandinaves participent à l'espace Schengen qui assure la liberté de circulation entre les pays signataires.

Les écrits montrent à quel point l'intégration européenne est dépendante des questions identitaires. Les arguments identitaires sont utilisés pour expliquer l'attitude face à l'intégration européenne et à l'UE. Nous avons vu que les trois pays scandinaves font preuve d'un euroscepticisme marquée, particulièrement sur les questions d'intégration politique. Cela est dû, entre autre, à la grande valeur que les Scandinaves accordent à l'indépendance et à la souveraineté de leur pays.

En Scandinavie, il existe une division dans la société entre les élites nationales et la population au sujet de l'intégration européenne. Les élites sont majoritairement pro-européennes et ressentent une identité européenne, alors que la population est plus réticente et méfiante par rapport à l'Europe. Les écrits montrent qu'en Norvège comme en Suède, les régions rurales et nordiques sont fortement contre l'appartenance à l'UE, alors que les capitales nationales et les régions urbaines sont majoritairement favorables à l'UE et à l'intégration européenne. Les écrits ne relèvent pas de telles divisions régionales au sein de la population danoise.

La relation entre les identités nationale, scandinave et européenne est un autre point de comparaison important entre les pays. Les écrits ont montré que les identités nationale et scandinave peuvent être incompatibles avec l'identité européenne, mais peuvent également être compatibles. Lorsqu'elles sont compatibles, la typologie de Risse permet de tirer des conclusions

sur la relation entre ces identités. Les modèles de relation entre ces identités varient d'un pays à l'autre, dépendamment des identités concernées.

Au Danemark et en Suède, les identités nationale et scandinave se mélangent l'une à l'autre, de sorte qu'il n'est pas possible de les distinguer. Ainsi, elles sont des identités multiples de type « gâteau marbré ». Cependant, en Norvège, l'identité nationale s'est définie en partie en opposition au Danemark et à la Suède, ce qui fait que les identités nationale et scandinave sont clairement définies. Malgré cela, les Norvégiens reconnaissent une affinité avec les autres scandinaves. Ils considèrent également qu'être norvégien est synonyme d'être scandinave. Ainsi, l'identité norvégienne est « nichée » dans l'identité scandinave. Les écrits montrent que l'identité scandinave est fortement ressentie par les individus.

Pour ce qui est de la relation entre les identités nationale et européenne, les trois pays partagent le modèle des identités multiples « nichées ». Tel que mentionné, les écrits insistent beaucoup sur l'opposition entre les identités nationales et européenne en Scandinavie. Cependant, elles peuvent également être compatibles, comme le montrent certains auteurs et les sondages. Lorsqu'elles sont compatibles, les Danois, les Norvégiens et les Suédois s'identifient en premier à leur communauté nationale, et ces identités nationales sont englobées par une communauté identitaire supranationale européenne à laquelle ils s'identifient également, mais moins fortement. Dit autrement, pour certains citoyens scandinaves, être membre de la communauté nationale implique être européen. Ainsi, les identités nationales et européenne se constituent comme des identités multiples « nichées ».

Finalement, la relation entre les identités scandinave et européenne est la même au Danemark qu'en en Norvège, mais différente en Suède. Les travaux montrent que les identités scandinave et européenne sont définies en opposition et sont en compétition à l'échelle supranationale. Toutefois, plusieurs auteurs affirment que pour de plus en plus de Danois et de Norvégiens, ces deux identités peuvent prendre la forme d'identités multiples « nichées ». Les écrits notent la montée en Scandinavie de mouvements pro-européens qui cherchent à reproduire et à promouvoir le Norden et le modèle nordique au sein de l'UE. Ainsi, l'identité scandinave est perçue, par ces Danois et ces Norvégiens, comme faisant partie de l'identité européenne. Cependant, en Suède, les écrits montrent que les identités scandinave et européenne sont incompatibles et exclusives. Il s'agit d'une situation paradoxale puisque les identités suédoise et scandinave se mélangent l'une à l'autre et que les identités suédoise et européenne sont « nichées ».

Pour résumer, en nous basant sur les écrits, il a été déterminé que les identités danoise et scandinave prennent la forme d'un « gâteau marbré » et sont « nichées » dans l'identité européenne. Les identités suédoise et scandinave sont également du type « gâteau marbré », mais alors que les identités suédoise et européenne sont « nichées », les identités scandinave et

européenne sont considérées comme étant incompatibles et exclusives. Puis, l'identité norvégienne est « nichée » dans l'identité scandinave qui est « nichée » dans l'identité européenne.

L'étude des sondages a permis d'identifier plusieurs ressemblances entre les pays scandinaves. Par exemple, la langue, le respect des lois et des institutions, la citoyenneté et le sentiment d'appartenir à la nation sont des éléments cruciaux de des identités nationales scandinaves. Et ces caractéristiques sont primordiales pour qu'un individu appartienne à la nation. Mais l'étude a également permis d'identifier plusieurs différences entre les pays scandinaves, que ce soit dans la relation avec l'UE ou dans la relation entre les identités nationales et supranationales.

Les sondages ont montré que le Danemark a la plus forte identité nationale de tous les pays scandinaves. L'analyse des aspects chauvin, civique et culturel ne laisse aucun doute sur ce point. Le Danemark a également la plus forte identité européenne, bien que celle-ci soit tout de même assez faible. La Suède a également une forte identité nationale. Toutefois, elle fait preuve de la plus faible identité nationale parmi les pays scandinaves. Les sondages montrent que l'identité européenne est peu développée en Suède, mais celle-ci gagne en intensité. Finalement, la Norvège a aussi une identité nationale forte et une identité européenne faible, mais en développement. À la différence du Danemark et de la Suède, la forte identité civique norvégienne se veut incompatible avec l'identité civique européenne. Cela peut en partie être expliqué par le fait que la Norvège n'est pas membre de l'UE. Ainsi, les sondages montrent que trois pays font preuve d'une forte identité nationale et d'une identité européenne en développement. Les données de sondages permettent de voir l'émergence d'une certaine dualité identitaire en Scandinavie. Dans les trois pays, les citoyens s'identifient fortement à leur nation, mais également à l'Europe.

Comparaisons entre les écrits et les données de sondages

Dans cette étude, nous avons vu que les conclusions tirées à la suite de la recension des écrits sur les identités nationales et européenne en Scandinavie diffèrent grandement de celles tirées à la suite de l'analyse des sondages. Cette situation provoque une réflexion sur la valeur des données issues de la littérature et des sondages d'opinion publique. La grande différence qui existe entre les deux sources de données a trait à la relation entre les identités nationales et européenne.

Les écrits montrent qu'il existe de grandes tensions entre les identités nationales scandinaves et l'identité européenne. Au Danemark, en Norvège et en Suède, les identités nationales sont définies en opposition à l'Europe. Les citoyens s'identifient fortement à leur nation et, du coup, rejettent l'Europe. Bien que quelques auteurs perçoivent une redéfinition de la relation entre les identités nationales et européenne, principalement chez les élites, il demeure que la conclusion dominante issue des écrits est que les identités nationales et européenne sont souvent incompatibles et exclusives. Ainsi, les écrits sur la Scandinavie montrent que la forte identité nationale présente dans les trois pays est en tension avec l'identité européenne. Pourtant, les

sondages montrent que l'identité européenne est ressentie par de plus en plus de citoyens. Lorsqu'elles sont compatibles, elles prennent la forme d'identités multiples « nichées ».

La différence entre ces observations et celles obtenues de l'analyse des sondages est assez importante. Les sondages d'opinion publique soutiennent que les identités nationales scandinaves sont fortes. Cependant, plutôt que d'être incompatibles et exclusives, ils montrent qu'elles ont aussi tendance à être compatibles et complémentaires. Les sondages révèlent que le Danemark est le pays scandinave avec les plus fortes identités nationale et européenne. La Norvège et la Suède aussi ont de fortes identités nationale et européenne compatibles et complémentaires. Les données des sondages montrent qu'une majorité de Danois et de Suédois s'identifie à la fois à leur nation et à l'Europe et sont fiers de leurs identités nationale et européenne. Même la Norvège, réputée pour son euroscepticisme et pour son refus de participer à l'UE, voit l'identité européenne se développer chez ses citoyens. Les sondages montrent que l'intensité de l'identité nationale est supérieure à celle de l'identité européenne, mais cette dernière continue de se développer sans pour autant que l'intensité de l'identité nationale diminue. Ainsi, les sondages montrent de façon plus soutenue que les deux identités peuvent coexister.

Une autre différence importante est l'absence de données sur l'identité scandinave dans les sondages. Les écrits fournissent beaucoup d'information sur cette identité supranationale, sur sa présence dans les pays scandinaves et sur sa relation avec l'Europe. La littérature nous permet de tirer des conclusions sur l'identité scandinave qu'il est impossible de vérifier avec les sondages. Les auteurs présentent de l'information sur l'état de l'identité scandinave, sur son développement et sur sa relation avec les identités nationales et européenne. Ainsi, il est possible de tirer des conclusions sur la compatibilité ou non des identités et il est possible d'appliquer la typologie de Risse pour analyser le type de relation qui existe entre les identités. Cela n'est pas possible avec les sondages, puisqu'aucune question n'interroge les scandinaves sur cette identité. Les sondages n'interrogent les répondants que sur leurs identités nationale et européenne. Il est impossible de comparer les écrits et les sondages pour l'identité scandinave.

Pour résumer, les écrits sur la Scandinavie et les sondages conduisent à des conclusions différentes sur la relation entre les identités nationale et supranationale. Les écrits soutiennent que les identités nationale et européenne sont souvent en opposition et plus ou moins incompatibles. Ils montrent toutefois que les identités nationale et scandinave sont compatibles et complémentaires. Pour leur part, les sondages indiquent que les identités nationale et européenne sont compatibles et complémentaires, et ce, malgré la forte intensité des identités danoise, norvégienne et suédoise. Ainsi, les écrits sur la Scandinavie tendent à polariser les identités, alors que les sondages permettent de les nuancer davantage. Finalement, les sondages ne fournissent aucune donnée sur l'état de l'identité scandinave ou sur sa relation avec les identités nationale et européenne.

Retour sur les typologies utilisées

Les deux typologies utilisées dans cette étude, soit celle de Johannessen sur les aspects de l'identité et celle de Risse sur les types d'identités multiples, sont utiles et facilitent la compréhension de la situation identitaire en Scandinavie. Nous avons appliqué ces typologies pour des situations différentes. D'abord, la typologie de Johannessen était difficile à utiliser pour la recension des écrits, mais elle opérationnalisait bien l'identité nationale. Nous l'avons ainsi repris pour l'analyse des sondages. Quant à la typologie de Risse, elle est difficile à utiliser pour l'analyse des sondages puisque ceux-ci ne fournissent pas assez d'information sur la forme que prend la relation entre les différentes identités. Toutefois, elle permet de tirer des conclusions sur la relation entre les identités nationales, scandinave et européenne et s'applique bien à l'analyse de la littérature. Ainsi, ces deux typologies se complètent bien et nous ont permis d'analyser les propos des auteurs et les sondages.

La typologie proposée par Johannessen sert avant tout à opérationnaliser et à étayer la notion d'identité. Nous avons regroupé les diverses questions sur l'identité en fonction des aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturel. Plutôt que d'analyser des questions de sondages pêle-mêle, la typologie de Johannessen a permis d'avoir une meilleure compréhension des identités nationales scandinaves puisqu'il était possible de les analyser sous quatre différents angles. Il a été possible de tirer des conclusions sur les aspects d'appartenance, chauvin, civique et culturelle des identités nationales et européenne. Ainsi, cette typologie a facilité l'analyse des sondages et la présentation des données. Comme elle divise l'identité en quatre aspects, il était possible de déterminer l'intensité de celle-ci en fonction de chaque aspect. C'est ainsi que la typologie a été utilisée.

Il aurait aussi été possible d'utiliser cette typologie pour l'analyse de la littérature. Cela aurait permis d'identifier les conclusions des auteurs à l'égard de chaque aspect. Toutefois, de dire que les propos d'un auteur portent sur l'aspect chauvin de l'identité norvégienne, par exemple, ne correspondait pas aux objectifs de la thèse. De plus, comme les écrits sur la Scandinavie portent principalement sur le développement des identités nationales, sur ces caractéristiques et sur les relations par rapport à l'Europe et à l'UE, il était difficile de tirer des conclusions sur l'état des identités en fonction de la typologie de Johannessen. Ainsi, nous avons utilisé cette typologie en fonction d'une des intentions de notre étude, soit l'observation de l'intensité des identités en Scandinavie.

La situation est inversée pour la typologie de Risse. Celle-ci offre une plus-value analytique lorsqu'il est question des écrits. En se basant sur les propos des différents auteurs, cette typologie permet d'aller plus loin et de tirer de nouvelles conclusions qui sont absentes dans la littérature. Elle permet d'interpréter les écrits en catégorisant les relations qui existent entre les identités. Elle est idéale pour étudier la relation entre les identités nationales et supranationales. Comme elle catégorise différentes formes de relation entre les identités, cette typologie permet de

dépasser le simple constat que les identités nationales et européenne sont compatibles ou non. Lorsqu'elles sont compatibles, la typologie de Risse fournit de l'information supplémentaire sur la relation entre les identités. Ainsi, des identités compatibles peuvent être « nichées », « croisées », « séparées » ou de type « gâteau marbré ». Cela assure une plus grande compréhension de la situation identitaire en Scandinavie. Toutefois, son inconvénient principal est qu'elle tend à étiqueter et à fixer les relations entre les identités. Celles-ci ne sont pas toujours clairement définies et les conclusions sur les relations entre les identités doivent être nuancées. Par exemple, les identités suédoise et scandinave ont été catégorisées comme étant de type « gâteau marbré ». Cependant, la situation n'est peut-être pas toujours aussi rigide. Dans certaines circonstances, les deux identités pourraient aussi bien être « nichées ». Ainsi, bien que la typologie soit intéressante, il faut demeurer conscient que la réalité identitaire n'est pas aussi campée. Cette typologie doit demeurer un outil d'analyse.

Cette typologie est cependant d'une utilité limitée pour l'analyse des sondages. L'analyse des sondages rend difficile l'application de la typologie de Risse pour déterminer le type d'identités multiples qui existe en Scandinavie. Les sondages fournissent des données sur l'intensité des identités; l'interprétation maximale des données est de déterminer si les identités nationale et supranationale sont compatibles et complémentaires ou non. Comme aucune question n'éclaire sur le type de relation qui correspond aux identités nationales, scandinave et européenne, il est impossible d'appliquer la typologie de Risse sans tomber dans la spéculation. Ainsi, il est impossible de déterminer si la relation entre les identités est de type « nichée », « croisée » ou « gâteau marbré » en se basant sur les données de sondages. Pour leur part, les écrits fournissent beaucoup d'information sur les interactions entre les pays, la Scandinavie et l'Europe, ce qui permet d'attribuer un type d'identités multiples.

La Scandinavie

Plus qu'un espace géographique, les pays scandinaves partagent une très longue histoire caractérisée par l'existence d'États-nations inter-reliés. Rappelons que la Norvège a fait partie des royaumes du Danemark et de la Suède. Les trois pays sont des monarchies constitutionnelles et partagent le même système politique, soit le parlementarisme (Miles, 1996: 5). Les citoyens au sein des pays scandinaves croient fortement en l'importance d'un État-providence. De fait, l'intervention étatique est très grande dans les trois pays. Ils partagent aussi un système identique de partis politiques. Entre autres, le Parti social-démocrate est une force politique majeure dans les trois pays (Miles, 1996: 6). Les trois pays ont aussi en commun une prédisposition pour la neutralité, une démocratie corporatiste, et des valeurs politiques communes telles que l'égalité, la solidarité sociale, et la prise de décision consensuelle (Parker, 2002 :361). L'adoption du principe de la neutralité sur la scène internationale leur a évité de participer à plusieurs conflits européens majeurs au cours des XIX^e et XX^e siècles. (Parker, 2002: 357 ; Götz, 2009: 28 ; Ingebritsen, 2002: 260). Les États scandinaves ne se sont pas fait la guerre pendant ces deux siècles, ce qui produit

« *a mix of mutual restraint, sympathy, and commitment not only between states but also between peoples* (Parker, 2002 :357). » Ils ont en commun le modèle de société nordique, qui est reconnu comme étant une caractéristique fondamentale des pays nordiques par les étrangers et par les citoyens eux-mêmes (Lagerspetz, 2003: 55). Dans les trois pays, l'État est fortement lié à l'identité nationale. Cela fait en sorte que toute menace pour la souveraineté ou l'indépendance du pays est perçue comme une atteinte à l'identité nationale (Vikor, 2002: 107).

Pour Lagerspetz, l'identité scandinave n'est pas seulement basée sur la reconnaissance d'affinités historiques et culturelles, mais aussi sur plusieurs caractéristiques concrètes qui différencient les pays de cette région du reste de l'Europe (Lagerspetz, 2003: 56). Lagerspetz identifie les éléments qui jouent un rôle primordial dans la définition de l'identité scandinave :

« Among them is the type of social development referred to as the Nordic model; the other seven items are: geographic location; long-standing historical ties between countries and people; linguistic affinity between the Scandinavian languages; the Lutheran form of Protestant Christianity; the countries' participation in Nordic cooperative organs such as the Nordic Council and the Nordic Council of Ministers; a legal and administrative tradition including municipal self-determination and the rule of law; and, finally, gender equality. » (Lagerspetz, 2003: 56)

Pour Miles, les pays scandinaves partagent plusieurs autres caractéristiques importantes. Ils ont une tradition démocratique et parlementaire fortement développée. La tradition démocratique nordique comporte un engagement envers la liberté d'expression, la responsabilité ministérielle, la prise de décision consensuelle et la défense des droits de l'homme. Les pays scandinaves ont un État-providence important et des normes sociales et environnementales très élevées. Ses citoyens croient fortement en la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale. L'intensité de la fierté et de l'identité nationale est très grande, mais une vision internationaliste marquée par une préférence pour le libre-échange et par une participation active dans les organisations internationales caractérise aussi la représentation de soi des Scandinaves. Finalement, mentionnons aussi l'engagement envers la coopération nordique et une forte identité supranationale scandinave (Miles, 1996: 7).

Pour sa part, Mougel considère que c'est la religion, le christianisme protestant luthérien, qui est à la base de la vie culturelle et identitaire en Scandinavie (Mougel, 2006 :25). Les pays scandinaves partagent tous un héritage monarchiste fortement lié au luthérianisme. Cet héritage commun est illustré par la présence de la croix décentrée sur les drapeaux nationaux de ces pays (Østergård, 1997: 56). Mougel affirme aussi que « l'identité scandinave est fondée sur la culture et la géopolitique. Le Nord a en partage l'héritage viking, la foi et le moralisme luthériens, le culte de la communauté de l'indépendance, le goût de la nature et de la liberté, un attachement profond à l'égalité, au civisme, au pragmatisme et à l'ordre (Mougel, 2006: 5). »

Avec l'histoire, la langue joue aussi un rôle important dans la construction de l'identité scandinave. Au Moyen Âge, la Scandinavie est reconnue « comme le pays d'une seule langue (Robert, 2004 :465). » Le résultat de cette situation est qu'aujourd'hui, les Danois, les Norvégiens

et les Suédois peuvent converser ensemble, chacun dans leur langue maternelle, et se comprendre. En d'autres mots, ils ont une possibilité d'intercompréhension entre les individus (Robert, 2004: 466 ; Gundelach 2000: 115). Robert explique que le danois, le norvégien et le suédois sont des langues collatérales. « Le norvégien, c'est du danois prononcé à la suédoise (Robert, 2004 :466). » Le scandinavisme conçoit les différents peuples vivant au Danemark, en Norvège et Suède comme étant les descendants d'une tradition et d'une communauté ethno-linguistique commune (Lagerspetz, 2003: 50). Le danois, le norvégien et le suédois sont trois langues appartenant au groupe linguistique germanique septentrional (Aurstad, 2006: 478). Elles sont issues d'une évolution du vieux norrois. Ces langues peuvent être conçues comme des dialectes d'une même langue scandinave. Les contacts répétés entre les différents États ont permis de maintenir les similitudes entre les trois langues et de former ainsi une communauté linguistique nordique. Cependant, pour des raisons sociologiques et politiques, elles sont devenues trois langues nationales distinctes (Thomas, 1996: 15). La dissolution de l'Union de Kalmar met un terme au début du XVI^e siècle à l'union politique et linguistique scandinave dirigée par le Danemark (Robert, 2004: 465).

Aurstad affirme que « cette idée d'une identité culturelle et linguistique, issue d'une histoire commune est un des fondements qui régit les rapports entre États scandinaves (Aurstad, 2006: 477). » Selon cet auteur, la compréhension linguistique entre Scandinaves participe à l'élaboration d'une identité scandinave qui dépasse la simple identité nationale (Aurstad, 2006: 480). La communauté linguistique scandinave est donc un élément important de cette identité supranationale (Mjøset, 1992: 671 ; Aurstad, 2006: 480). C'est en effet ce que Langeland affirme : « *Language and culture are vital to a nation's identity. The linguistic kinship of the Nordic countries creates a feeling of possessing cultural wealth greater than that of a single nation* (Langeland, 2005: 150). »

Les écrits sur la Scandinavie montre que les pays scandinaves sont très homogènes. Selon Dosenrode et Halkier, si l'on considère la Scandinavie dans son ensemble, la région demeure plus homogène que plusieurs pays européens tels que l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et la Belgique. Ces auteurs basent cette conclusion sur l'héritage culturel commun, l'affinité des langues nationales et la modèle nordique d'État-providence présent en Scandinavie. Cette homogénéité en Scandinavie facilite la coopération entre les pays et favorise une régionalisation au sein de l'Europe (Dosenrode & Halkier, 2004: 201).

Vus de l'extérieur, le Danemark, la Norvège et la Suède sont très semblables. La ressemblance entre les pays vient du fait qu'ils forment une communauté basée sur une histoire commune, une affinité ethnoculturelle et des expériences politiques similaires. Ils sont de petits États centralisés, des démocraties stables ayant une tradition de gouvernements minoritaires et de coalition et des monarchies constitutionnelles. Ils partagent un modèle d'État-providence et le modèle de société nordique. À partir du début du XIX^e siècle, les trois pays sont détachés de la

politique européenne et se regroupent autour de l'idéologie du scandinavisme (Götz, 2009: 28). De plus, ils coopèrent au sein du Conseil nordique et d'autres organisations internationales depuis la fin des années 1940. Les élites nationales du Danemark et de la Suède affirment vouloir pourvoir l'UE d'une dimension nordique. Ces éléments font en sorte que les pays scandinaves sont perçus comme un bloc au sein de l'Europe (Dosenrode & Halkier, 2004: 199).

Vus de l'intérieur, les pays scandinaves ont toujours cherché à se différencier l'un de l'autre, jusqu'à ce qu'ils réalisent, en participant aux organisations internationales et en s'ouvrant au monde, à quel point leur héritage et leurs intérêts étaient communs (Götz, 2009: 36). Il faut comprendre qu'aujourd'hui, les Scandinaves se conçoivent eux-mêmes comme trois différentes nations (Derry, 1979 :399). En effet, on remarque « une perte idéologique du Conseil Nordique, une volonté politique de rapprochement des pays nordiques moins forte ainsi qu'une perte du sentiment de solidarité et d'appartenance scandinave (Robert, 2004 :469). » Ceci peut paraître surprenant puisque la région est souvent perçue de l'extérieur comme étant homogène culturellement et linguistiquement, mais, en fait, la Scandinavie est une région de plusieurs peuples et cultures (Langeland, 2005 :148). Il existe bel et bien une histoire et une culture commune en Scandinavie. Toutefois, cela n'a pas empêché la construction de différentes identités nationales. De plus, la plus grande partie de l'histoire commune des pays scandinaves est caractérisée par des conflits et par des tentatives d'un ou l'autre des pays de dominer ses voisins, plutôt que par la coopération et la fraternité (Østergård, 1997: 31 ; Østergård, 2006: 294).

Les succès de la coopération nordique et l'attachement au Norden dissimule le fait que les pays scandinaves ne sont pas un seul acteur unifié mais bien trois pays distincts ayant des identités nationales, des situations géopolitiques et des intérêts économiques différents. La perception des étrangers du modèle et des valeurs nordiques et de l'homogénéité de la région font en sorte que les différences entre les pays sont souvent minimisées (Götz & Haggrén, 2009: 17). Peter Munch note cette distorsion qui existe entre la vision que les étrangers ont de la Scandinavie et celle des Scandinaves eux-mêmes: « *Naturally, we were zealous to accentuate that we were three different peoples. Each with our own individual circumstances and individual viewpoints. However, teaching this view to the delegates from other countries did not quite succeed. [...] it is difficult for others to detect these dissimilarities. They are inclined to view the "Scandinavians" as a generic concept* (cité dans Götz, 2009: 35). » Ainsi, les nations scandinaves reconnaissent que, malgré les liens historiques et culturelles, elles sont bien différentes les unes des autres (Gundelach, 2002: 115).

Il est possible de tirer certaines conclusions quant à la relation entre les identités nationales et scandinave. Ces conclusions ne sont pas catégoriques puisque les écrits montrent que deux types d'identités multiples existent en Scandinavie. D'abord, selon Götz et Haggrén, il existe une opinion publique transnationale en Scandinavie. Cela a pour effet que toutes références au Norden ou à la Scandinavie sont perçues par les citoyens comme des enjeux nationaux. En d'autres mots,

la distinction est très floue entre la Scandinavie, le Danemark, la Norvège et la Suède. Comme tout ce qui est scandinave est national, il faut constater que les deux communautés se mélangent l'une à l'autre. Il s'agit d'une situation où les identités nationales et scandinaves sont de type « gâteau marbré », comme l'ont également montré les écrits sur le Danemark et la Suède.

Mais aussi, selon Østergård, l'identité scandinave « *reveals itself only through the nation-states* (Østergård, 2006: 281 ; Østergård, 1997: 25). » Cela implique qu'un individu doit être national pour être scandinave. Les propos d'Østergård sous-entendent que les États-nations scandinaves, soit le Danemark, la Norvège et la Suède, sont le cœur ou le noyau de la Scandinavie. En d'autres mots, la Scandinavie n'existe pas sans les États qui la forment. Ainsi, l'identité nationale est au cœur de l'identité scandinave et est son point d'origine. Cette situation permet de voir que les identités nationales sont « nichées » dans l'identité scandinave, comme l'ont également montré les études sur la Norvège.

Au final, peu importe le type d'identités multiples auquel les identités nationales et scandinave correspondent, elles semblent caractérisées par leur nature complémentaire.

La Scandinavie et l'UE: une alternative à l'Europe?

L'Europe du Nord est réputée pour son euroscepticisme (Schymik, 2009: 213). Les Scandinaves sont généralement reconnus comme étant des Européens distants, réticents et peu enthousiastes (Strom, 1992: 500). Ils ont longtemps été méfiants à l'égard de l'Europe. Ils la croyaient trop centralisée et capitaliste. Pour Miljan, les populations scandinaves ont cette réputation en raison de leur opposition à la fédéralisation de l'Europe et au développement d'un cadre politique supranational. En tant que membres de l'UE, le Danemark et la Suède continuent de montrer que leur adhésion est avant tout due aux intérêts économiques nationaux en s'opposant à la politisation de l'organisation supranationale (cité dans Miles, 1996: 5). La fédéralisation et la centralisation de l'Europe reçoivent très peu d'appui en Scandinavie, notamment en raison de l'absence d'un passé impérial et de liens avec les anciens empires européens (Einhorn, 2002: 281).

La variable géopolitique permet aussi, en partie, d'expliquer la distance qui existe entre la Scandinavie et le reste de l'Europe. Les relations entre les pays scandinaves sont facilitées en raison de la proximité géographique, alors que la distance géographique a longtemps affecté les relations avec les autres régions européennes. La Scandinavie, notamment la Suède et la Norvège, est séparée de l'Europe par la mer du Nord et la mer Baltique ce qui limite les contacts avec l'Europe continentale (Doseronde & Halkier, 2004: 202). Au Danemark, où il existe une proximité géographique avec le continent européen, les relations tendues avec l'Allemagne ont plutôt accentué la différenciation par rapport à l'Europe. La perte du Schleswig-Holstein et l'occupation lors de la Seconde guerre mondiale ont limité le potentiel positif de la proximité de l'Europe (Doseronde & Halkier, 2004: 202). Ce positionnement périphérique par rapport à l'Europe a permis le développement d'un mode de société distinct, social-démocrate et nordique (Østergård, 1997 :56 ; Parker, 2002: 357). Selon Einhorn, le caractère distinct de la Scandinavie par rapport à

l'Europe est aussi le reflet de l'histoire et de la culture de la région. La Scandinavie n'a jamais fait partie de l'Empire romain ou du Saint empire romain germanique. Plutôt, la Scandinavie est unifiée sous un seul roi dans l'Union de Kalmar du XIV^e au XVI^e siècle. Cet héritage politique et culturel pourrait expliquer le développement distinct de la Scandinavie.

Cependant, selon Østergård, l'histoire des pays scandinaves montrent que ceux-ci ne diffèrent pas autant des pays de l'Europe continentale que l'idéologie et l'identité scandinaves le laissent croire (Østergård, 1997: 56). Les pays scandinaves ne représentent qu'une variation du modèle européen d'État, de nationalisme et de culture politique. Ainsi, malgré les différences, la Scandinavie demeure européenne (Østergård, 1997: 25 ; Østergård, 2006: 281). L'histoire et la culture scandinaves ne représentent que des variations régionales d'un modèle commun à tous les pays européens. Ces variations, causées par la position géopolitique de la région, ont eu pour résultat de créer de petits États-nations homogènes caractérisés par la social-démocratie et un christianisme luthérien. Il demeure que ces variations sont le résultat d'influences européennes (Østergård, 1997: 29 ; Østergård, 2006: 292). Ces variations culturelles et politiques des pays scandinaves sont devenues des caractéristiques essentielles de leur identité nationale. Or, l'attitude et le comportement des pays scandinaves relèvent de leur dépendance partielle à l'Europe. Ils reconnaissent la puissance économique et politique de l'Europe. Le caractère distinct des pays scandinaves et leur positionnement à la périphérie du continent leur permettent d'être à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, tout en bénéficiant des deux situations (Parker, 2002: 356).

D'un point de vue géographique et géopolitique, le Danemark, la Norvège et la Suède font parties de l'Europe du Nord. Cependant, à partir de la fin des guerres napoléoniennes, ces pays ont minimisé le caractère européen de leur identité. La majorité des Scandinaves perçoivent la mentalité, le mode de vie, la structure sociale et la culture politique de leur pays comme étant fondamentalement différents de ceux de l'Europe continentale. Ainsi, ils ont créé l'appellation Norden¹⁷ au lieu d'Europe du Nord pour définir leur région (Østergård, 1997: 25; Østergård, 2006: 288). Le Norden est perçu comme quelque chose de « *non-European, non-Catholic, anti-Rome, anti-imperialist, non-colonial, non-exploitative, peaceful, small and social democratic* (Østergård, 1997: 25; Østergård, 2006: 288). » Il serait toutefois plus juste d'utiliser le terme Europe du Nord au lieu de Norden pour nommer la région. Toutefois, cela aurait pour effet d'inclure le Danemark dans la région nord de l'Allemagne, une région par rapport à laquelle les Danois veulent se différencier (Østergård, 1997: 28 ; Østergård, 2006: 291).

Ainsi, les écrits montrent que le Norden est défini en opposition à l'Europe. Cette communauté identitaire est encore perçue par de nombreux scandinaves comme une alternative à l'intégration et à la culture européenne (Østergård, 1997: 25 ; Østergård, 2006: 281 ; Götz &

¹⁷ Dans la littérature, les termes Norden et Scandinavie sont synonymes et interchangeables. Nous continuerons de les utiliser ainsi. Cependant, pour être plus exact, la Scandinavie représente plutôt le Danemark, la Norvège et la Suède, alors que le Norden inclut également la Finlande, l'Islande, les Îles Féroé, les Îles Åland, le Groenland et les Samis (Østergård, 1997 :30 ; Götz & Haggrén, 2009: 19).

Haggrén, 2009: 12). Malgré l'existence de cette identité scandinave commune, la relation entre les pays du Norden et l'Europe sont bien différentes d'un pays à l'autre. Cela est illustré par les vingt-deux années qui ont séparées l'adhésion à l'UE du Danemark et de la Suède et le refus continu de la Norvège de se joindre à l'organisation européenne. Ces différences dans la relation avec l'Europe ont remis en question la coopération nordique et la survie du Norden (Götz & Haggrén, 2009: 12).

Les écrits montrent que l'Europe a longtemps été perçue comme un « Autre » par les Scandinaves. L'opposé est vrai aussi. Pendant l'évolution de la civilisation européenne, le Nord était conçu comme un « Autre » barbare. Le sud de l'Europe était associé aux civilisations grecques et romaines, le berceau de l'Europe, alors que le nord de l'Europe était habité par les descendants des tribus barbares germaniques et slaves (Lagerspetz, 2003: 50 ; Parker, 2002: 362). La Scandinavie était marginalisée géographiquement puisqu'elle se trouvait éloignée du cœur européen. Cependant, lorsque les centres culturels et économiques de l'Europe se sont déplacés vers Paris, Londres et Amsterdam, la vision du Nord comme étant un « Autre » a été reconsidérée (Lagerspetz, 2003: 50). La position au nord de l'Europe permet aux pays scandinaves d'être distincts de l'Europe sans toutefois en être complètement détachés. Ceux-ci reconnaissent la nécessité de coopérer, de collaborer et de s'intégrer à l'Europe. Cependant, ils cherchent aussi à conserver une marge de manœuvre par rapport à l'Europe en préservant leur indépendance et leur souveraineté (Parker, 2002 :364).

N'empêche que l'intégration est une réalité pour les pays scandinaves. Au cours des trois dernières décennies, les élites nationales ont commencé à s'intéresser à l'intégration européenne, notamment lorsque les pays scandinaves ont dû faire face à des difficultés économiques (Ingebritsen, 2002 :256). Toutefois, l'intégration européenne modifie le mode de vie scandinave et le modèle de société nordique. Le plus grand défi politique des gouvernements scandinaves depuis le début des années 1990 est de préserver des éléments centraux de l'identité nationale, notamment l'État-providence, tout en participant à l'intégration européenne (Ingebritsen, 1992: 642). L'intégration et l'harmonisation européennes menacent les États-providences scandinaves et la souveraineté de ces pays. L'harmonisation européenne pousse les pays scandinaves à libéraliser leurs politiques et leurs normes sociales pour correspondre aux normes adoptées par l'UE. Cela a pour effet de réduire les distinctions qui existent entre le Danemark, la Norvège, la Suède et le reste de l'Europe. Ainsi, les identités nationales scandinaves, qui sont définies en opposition à l'Europe, ont perdu leur caractère distinct (Ingebritsen, 1992: 641). Malgré ce changement inévitable résultant de l'harmonisation européenne, les Scandinaves poursuivent leur lutte pour préserver les normes, coutumes et traditions qui ont définies leurs pays (Ingebritsen, 2002 :263). Pour Einhorn, les événements qui ont eu lieu depuis le début des années 1990, montrent à quel point les pays scandinaves sont des acteurs indépendants et distincts du reste de l'Europe.

Cependant, bien qu'ils tiennent à leur souveraineté, ces pays craignent d'être isolés du reste de l'Europe (Einhorn, 2002: 268).

L'identité scandinave est déstabilisée par les changements qui ont cours en Europe depuis le début des années 1990. Les différences entre les pays scandinaves et le reste de l'Europe diminuent de plus en plus et le caractère distinct du Norden est remis en doute. Au début des années 2000, la représentation du Norden et de la Scandinavie ressemble grandement à celle de l'Europe. La Scandinavie n'est plus qu'une région englobée dans l'Europe (Parker, 2002: 359). D'après Parker, la conscience qu'il existe des identités multiples en Europe a pour effet que la Scandinavie redéfinit sa position (Parker, 2002: 373). Elle n'est plus en opposition à l'Europe, mais représente plutôt une communauté imaginée qui se trouve entre la nation et l'Europe. En se repositionnant, la Scandinavie demeure une communauté identitaire saillante, mais sans son opposition traditionnelle à l'Europe. Ainsi, les pays scandinaves font partie de la Scandinavie qui fait partie de l'Europe. Selon Parker, l'identité scandinave est désormais « nichée » dans l'identité européenne (Parker, 2002: 364).

Pour résumer, les deux identités supranationales sont plutôt incompatibles et exclusives. Toutefois, les auteurs reconnaissent que cette situation évolue et que, de plus en plus, la Scandinavie et l'Europe sont compatibles. Au Danemark, en Norvège et en Suède, les identités scandinave et européenne peuvent coexister, et lorsque cela est le cas, elles prennent la forme d'identités multiples « nichées ».

La coopération nordique

Grâce à leurs affinités linguistiques, religieuses, culturelles et historiques, les pays scandinaves ont instauré une coopération supranationale en parallèle à l'intégration européenne. L'existence d'une communauté nordique partageant des valeurs communes a grandement facilité la coopération entre ces pays (Götz & Haggrén, 2009:18). Le scandinavisme a aussi favorisé la coopération régionale nordique en mettant fin aux conflits et aux rivalités entre les pays scandinaves (Einhorn, 2002: 272). La création du Conseil nordique en 1952 et du Conseil nordique des ministres en 1971 implique la reconnaissance de l'existence d'une région au sein de l'Europe regroupant cinq pays nordiques. Ces pays ont des intérêts politiques et économiques communs et le Conseil nordique représente la volonté et le besoin de coopération de ces pays (Lagerspetz, 2003: 51; Torbiörn, 2009: 178). La grande coopération entre ces pays renforce l'identité scandinave et le caractère distinct du Norden dans l'imaginaire nationale et à l'étranger (Götz & Haggrén, 2009: 17). Ainsi, la coopération nordique est devenue un symbole concret de l'identité supranationale scandinave (Einhorn, 2002: 271).

Parmi les grandes réussites de la coopération nordique, notons l'instauration des passeports nordiques, de la liberté de mouvement des travailleurs et du système de sécurité sociale commun. Cependant, selon Waever, la coopération nordique a toujours été une solution de rechange à une coopération européenne plus large (cité dans Einhorn, 2002: 271). Depuis 1945,

plusieurs projets de coopération nordique ont échoué. En 1949, l'Union de défense scandinave a échoué lorsque la Norvège et le Danemark se sont joints à l'OTAN. Puis, les efforts pour créer une union douanière et une communauté économique nordique, la Nordek, ont été remplacés par des initiatives économiques européennes (Einhorn, 2002: 271). D'après Thomas, une approche historique permet de constater que les relations entre les pays scandinaves sont plus marquées par des affrontements que par de la coopération, notamment en raison de la grande rivalité entre la Suède et le Danemark et de l'isolationnisme de la Norvège (Thomas, 1996: 17).

De l'autre côté, Friis affirme que la coopération nordique est une preuve que les pays scandinaves, malgré quelques distinctions mineures, ne sont pas vraiment différents l'un et de l'autre (Friis, 2002: 394). Cependant, d'après lui, il n'existe plus de mouvement politique important dans les pays scandinaves qui voit la coopération nordique comme une réelle alternative à l'UE. La coopération nordique serait désormais un outil qui servirait les intérêts nationaux à l'intérieur de l'UE. Bien que la Norvège ne fasse pas partie de l'UE, les politiques et les directives de l'organisation supranationale ont un grand impact sur elle, de sorte que sa participation à un bloc nordique est essentielle pour sa souveraineté nationale (Friis, 2002: 394).

Selon Götz et Haggrén, les avancées de l'intégration européenne au cours de la seconde moitié du XX^e siècle ont rendu la participation des pays scandinaves inévitable. Pour ces auteurs, la coopération nordique a toujours été une forme d'intégration européenne et est un exemple de gouvernance supranationale européenne (Götz & Haggrén, 2009: 6). Comme la coopération nordique est en fait de la coopération européenne, cela indique que la Scandinavie est englobée par l'Europe. Ainsi, l'identité scandinave issue de la coopération nordique est « nichée » dans l'identité européenne.

Dernier mot

En analysant la situation en Scandinavie, cette étude a cherché à combler un déficit dans les études sur l'identité européenne, notamment sur la dualité et les identités multiples et sur la relation entre les identités nationale et supranationale. À l'aide de la littérature sur les trois pays, de cinq sondages et de deux typologies, il a été possible d'étudier les identités nationale, scandinave et européenne en Scandinavie. Cette étude a montré que les relations entre ces identités ne sont pas catégoriques. Elles doivent être nuancées. Les identités danoise, norvégienne et suédoise sont définies en opposition à l'identité européenne, mais elles peuvent également être compatibles et complémentaires. Par contre, les identités supranationales scandinave et européenne paraissent souvent incompatibles et exclusives. Mais, de plus en plus, l'identité scandinave est redéfinie et trouve une place au sein de l'Europe. Aussi, il a été montré que les identités nationales sont potentiellement compatibles et complémentaires avec l'identité supranationale scandinave.

Cette étude a présenté beaucoup d'information sur la situation identitaire dans les trois pays scandinaves. Que ce soit sur la construction des identités nationales, sur l'importance du

Norden, sur le développement de l'identité européenne, sur les relations avec l'UE ou sur l'intensité des identités, cette recherche a montré que la Scandinavie est une région européenne peu connue qui ne manque pas de complexité. Nous avons vu que celle-ci n'est pas aussi homogène que l'on pourrait le croire et qu'il existe plusieurs différences entre les trois pays. Malgré plusieurs caractéristiques communes, ces pays ont aussi vécu des expériences différentes qui font en sorte que trois nations distinctes existent en Scandinavie.

L'étude de la Scandinavie a également permis de tester deux hypothèses contradictoires, soit celles de la compatibilité ou de l'incompatibilité d'une identité nationale forte et d'une identité supranationale. Cette région est particulièrement intéressante puisqu'il existe deux identités supranationales en compétition, soit la scandinave et l'européenne. Il s'agit, ici, d'un nouveau niveau de complexité identitaire qui est vécu par les Scandinaves. Il nous semble nécessaire d'étudier davantage le sujet et de pousser la réflexion afin de mieux comprendre la situation identitaire que vivent les citoyens de cette région.

Finalement, à l'aide d'une méthode de recherche qui combinait une recension des écrits et une analyse de sondages, nous en sommes venus à des conclusions différentes. Nous avons vu que les écrits et la théorie polarisent et opposent souvent les identités en Scandinavie, alors que les sondages et les statistiques permettent d'apporter certaines nuances. Cela est une indication qu'il faut adopter une position prudente et nuancée lorsqu'il est question des identités nationales, scandinave et européenne en Scandinavie.

Bibliographie

Ouvrages cités:

1. AALTO, Pami, *European Union and the Making of a Wider Northern Europe*, Florence, USA, Routledge, 2006, 224 pages.
2. ARCHER, Clive, *Norway outside the European Union: Norway and European integration from 1994 to 2004*, Florence, USA, Routledge, 2004, 258 pages.
3. BARTON, Arnold, « From Warfare to Welfare State: Sweden's Search for a New Identity », *Scandinavian Studies*, vol.77, 2005, p.315-326
4. BAUDRY, Robinson et Jean-Philippe Juchs, « Définir l'identité », *Hypothèses*, n°.1, 2006, p.155-167.
5. BLAIS, André et Claire Durand, « Le sondage », dans Benoît Gauthier, *Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, pp.445-488.
6. BRUBAKER, Rogers, « Au-delà de l'«identité» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 3, n°.139, 2001, p.66-85.
7. BRUTER, Michael, « Winning Hearts and Minds for Europe: News, Symbols, and European Identity », *Comparative Political Studies*, vol. 36, n°.10, 2003, p.1148-1179.
8. BRUTER, Michael, « Civic and Cultural Components of a European Identity: A Pilot Model of Measurement of Citizens' Levels of European Identity », dans Richard Herrmann et al., *Transnational Identities: Becoming European in the EU*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p.186-213
9. BRUTER, Michael, *Citizens of Europe ? The Emergence of a Mass European Identity*, London, Palgrave Macmillan, 2005, 240 pages.
10. BUNDT, Kate Hansen, « Why the Norwegians Said No », dans Ronald Tiersky, *Euro-skepticism: A Reader*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2001, p.113-126
11. CITRIN, Jack and John Sides, « More than Nationals: How Identity Choice Matters in the New Europe », dans Richard Herrmann et al., *Transnational Identities: Becoming European in the EU*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p.161-185
12. COLE, Alistair et Jocelyn Evans, « Utilisation de l'échelle de Moreno en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, vol.144, n°.4, 2007, p.545-573.
13. DAUN, Ake, « Sweden and European integration: political attitudes and public opinion », 2001, [en ligne], <http://www.eusa-taiwan.org/newsletter/letter/2001/20010327.htm>.
14. DELL'OLIO, Fiorella, *The Europeanization of Citizenship: Between the Ideology of Nationality, Immigration and European Identity*, Hampshire, Ashgate, 2005, 170 pages.
15. DEMOSSIER, Marion, « Introduction », dans Marion Demossier (dir.), *The European Puzzle: The Political Structuring of Cultural Identities at a Time of Transition*, New York, Berghahn Books, 2007, p.1-12
16. DEUTSCH, Franziska, « Legitimacy and identity in the European Union: empirical findings from the old member states », dans Ireneusz P. Karolewski et Viktoria Kaina, *European Identity: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, Berlin, Lit Verlag, 2006, p.149-178
17. DE VREESE, Claes et Mette Tobiasen, « Conflict and Identity: Explaining Turnout and Anti-integrationist Voting in the Danish 2004 Elections for the European Parliament », *Scandinavian Political Studies*, vol.30, n°.1, 2007, p.87-114

18. DULPHY, Anne et Christine Manigand « Introduction », dans Anne Dulphy et Christine Manigand, *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire : Entre cultures nationales et horizon européen*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 2004, p.9-20.
19. DUNKERLEY, David et al., *Changing Europe : Identities, nations and citizens*, London, Routledge, 2002, 187 pages.
20. DUPOIRIER, Élisabeth, « De l'usage de la Question Moreno en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol.144, n° 4, 2007, p.531-543.
21. FLIGSTEIN, Neil, *Euroclash: The EU, European Identity, and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press, Chs. 5;6;8, 2008, 279 pages.
22. FRIIS, Lykke, « The Battle Over Denmark: Denmark and the European Union », *Scandinavian Studies*, vol.74, n° 3, 2002, p.379-396.
23. FRØLAND, Hans Otto et Lise Rye, « Norwegian Attitudes to Membership of the European Union », dans Anne Dulphy et Christine Manigand (dir.), *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire : Entre cultures nationales et horizon européen*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 2004, p.117-136.
24. FUSS, Daniel et Marita A. Grosser, « What makes young Europeans feel European? Results from a cross-cultural research project », dans Ireneusz P. Karolewski et Viktoria Kaina, *European Identity: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, Berlin, Lit Verlag, 2006, p.209-241.
25. GRILLO, Ralph, « European Identity in a Transnational Era », dans Marion Demossier (dir.), *The European Puzzle: The Political Structuring of Cultural Identities at a Time of Transition*, New York, Berghahn Books, 2007, p.67-82.
26. GSTÖL, Sieglinde, « Scandinavia and Switzerland: small, successful and stubborn towards the EU », *Journal of European Public Policy*, vol.9, n° 4, 2002, p.529-549.
27. GUIBERNAU, Montserrat, « National identity, devolution and secession in Canada, Britain and Spain », *Nations and Nationalism*, vol.12, n° 1, 2006, p.51-76.
28. HOLT, Mike and Paul Gubbins, « Introduction », dans Paul Gubbins and Mike Holt (dir.), *Beyond Boundaries: Language and Identity in Contemporary Europe*, Clevedon, Multilingual Matters Ltd, 2002, p.1-10.
29. ICHIJO, Atsuko et Willfried Spohn, « Introduction », dans Atsuko Ichijo et Willfried Spohn, *Entangled Identities: Nations and Europe*, Hampshire, Ashgate Publishing Ltd., 2005, p.1-18.
30. INGEBRITSEN, Christine et Susan Larson, « Interest and Identity: Finland, Norway and European Union », *Cooperation and Conflict*, vol.32, n° 2, 1997, p.207-222.
31. INGEBRITSEN, Christine, « Europeanization and Cultural Identity: Two Worlds of Eco-Capitalism », *Scandinavian Studies*, vol.73, n° 1, 2001, p.63-76
32. JACOBS, Dirk et Robert Maier, « European identity: construct, fact and fiction », dans M. Gastelaars et A. Ruijter (eds.), *A United Europe. The Quest for a Multifaceted Identity*, Maastricht, Shaker, 1998, pp.13-34
33. JOHANNESSEN, Ane, *Attitudes towards Immigration and National Identity: A Comparative Study of Italy and Norway*, Bergen, University of Bergen, 2001, 220 pages.
34. KAROLEWSKI, Ireneusz P., « Citizenship and collective identity in Europe », dans Ireneusz P. Karolewski et Viktoria Kaina, *European Identity: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, Berlin, Lit Verlag, 2006, p.23-58
35. KAROLEWSKI, Ireneusz P., « Regionalism, Nationalism, and European Integration », dans Ireneusz Pawel Karolewski et Andrzej Marcin Suszycki, *Nationalism and European*

- Integration: The Need for New Theoretical and Empirical Insights*, London, Continuum, 2007, p.9-32.
36. KAROLEWSKI, Ireneusz Pawel, *Citizenship and Collective Identity in Europe*, London, Routledge, Chs.2-3, 2010, 253 pages.
 37. KAROLEWSKI, Ireneusz P. et Viktoria Kaina, « European identity: preliminary conclusions and open questions », dans Ireneusz P. Karolewski et Viktoria Kaina, *European Identity: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, Berlin, Lit Verlag, 2006, p.295-314
 38. KIM, Jangsu et Byong-Kuen Jhee, « National Identity and Regional Identity: Perceptual Grounds for a Regional Community in Northeast Asia », *Korea Observer*, vol.39, n°.1, 2008, p.157-180.
 39. KJAER, Anne Lise et Lene Palsbro, « National Identity and law in the context of European integration: the case of Denmark », *Discourse & Society*, vol.19, n°.5, 2008, p.599-627.
 40. KNUDSEN, Knud, « Scandinavian Neighbours with Different Character? Attitudes Towards Immigrants and National Identity in Norway and Sweden », *Acta Sociologica*, vol.40, 1997, p.223-243.
 41. KOEFOED, Lasse et Kirsten Simonsen, « The Price of Goodness: Everyday Nationalist Narratives in Denmark », *Antipode*, Vol.39, n°.2, 2007, p.310-330
 42. LACHAPPELLE, Guy, « Identités, économie et territoire : la mesure des identités au Québec et la Question Moreno », *Revue internationale de politique comparée*, vol.144, n°.4, 2007, p.597-612.
 43. LUQUE, Fidel Molina, « Entre l'identité et l'identification : un problème complexe de la recherche sociologique dans le domaine de l'interculturalité », *Sociétés*, vol.76, n°.2, 2002, p.59-70
 44. MCMANUS-CZUBINSKA, Clare et al., « Understanding Dual Identities in Poland », *Political Studies*, vol.51, 2003, p.121-143.
 45. MORENO, Luis, « Identités duales et nations sans États (la Question Moreno), *Revue internationale de politique comparée*, vol.144, n°.4, 2007, p.497-513.
 46. MUMMENDEY, Amélie et Sven Waldzus, « National Differences and European Plurality: Discrimination or Tolerance between European Countries », dans Richard Herrmann et al., *Transnational Identities: Becoming European in the EU*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p.59-72
 47. OPTEM S.A.R.L., *Perceptions de l'Union européenne: Attitudes et attentes à son égard*, Rapport général préparé pour la Commission européenne, Juin 2001, 212 pages.
 48. PEDERSEN, Thomas, « Denmark and the European Union », dans Lee Miles (Editor), *European Community and the Nordic Countries*, Florence, USA, Routledge, 1996, p.79-98.
 49. PEDERSEN, Thomas, *When Culture becomes Politics: European Identity in Perspective*, Aarhus, Aarhus University Press, Chap.1, 3, 4, 6, 7, 20, 2008, 311 pages.
 50. PETERSEN, Nikolaj, « The Popular Basis of Nordic Cooperation: A Danish Case Study », *Acta Sociologica*, vol.20, n°.3, 1977, p.263-285
 51. RASMUSSEN, Lise Hedegaard, « The Wavering Sceptics. Danish Public Opinion on Europe 1972-2002 », dans Anne Dulphy et Christine Manigand (dir.), *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire : Entre cultures nationales et horizon européen*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 2004, p.103-115

52. REYNIÉ, Dominique, *La fracture occidentale: Naissance d'une opinion européenne*, 2004, Paris, Éditions de La Table Ronde, 204 pages.
53. RISSE, Thomas, « The Euro between national and European identity », *Journal of European Public Policy*, vol.10, n° 4, 2003, p.487-505
54. RISSE, Thomas, « European Institutions and Identity Change: What Have We Learned? », dans Richard Herrmann et al., *Transnational Identities: Becoming European in the EU*, 2004, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p.247-271
55. ROBYN, Richard, « Introduction: National versus supranational identity in Europe », dans Richard Robyn, *The Changing Face of European Identity: A Seven-Nation Study of (Supra) National Attachments*, New York, Routledge, 2005, p.1-16.
56. SABO, Anne G., « Are Norwegians European? The bohemians say so! », *Journal of European Studies*, vol.34, n° 3, 2004, p.247-266
57. SAETER, Martin, « Norway and the European Union: domestic debate versus external reality », dans Lee Miles, (Editor). *European Community and the Nordic Countries*, Florence, USA, Routledge, 1996, p.131-146
58. SCHRODER, Kim C. et Soren E. Hansen, « Beyond duality: Danes' views on Denmark and the European Union 2001 » dans Richard Robyn, *The Changing Face of European Identity: A Seven-Nation Study of (Supra) National Attachments*, New York, Routledge, 2005, p.37-63
59. SHORE, Cris, *Building Europe: The Cultural Politics of European Integration*, New York, Routledge, Chapitres 1;3;8, 2000, 258 pages.
60. SILANDER, Daniel et Charlotte Wallin, « Being a Swede in a transforming European setting: The structures of an emerging Swedish supranational identity in the twenty-first century », dans Richard Robyn, *The Changing Face of European Identity: A Seven-Nation Study of (Supra) National Attachments*, New York, Routledge, 2005, p.207-226
61. SMITH, Anthony D., *Nationalism and Modernism*, London, Routledge, 1998, p.188.
62. STRØM, Kaare, « Norway, Sweden, and the New Europe », *Scandinavian Studies*, vol.64, n° 4, 1992, p.498-528
63. SUSZYCKI, Andrzej M., « European identity in Sweden », dans Ireneusz P. Karolewski et Viktoria Kaina, *European Identity: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, Berlin, Lit Verlag, 2006, p.179-207
64. SUSZYCKI, Andrzej M., « Nationalism in Sweden and the EU Membership », dans Ireneusz Pawel Karolewski et Andrzej Marcin Suszycki, *Nationalism and European Integration: The Need for New Theoretical and Empirical Insights*, London, Continuum, 2007, p.85-100
65. VIBE, Kjeld, « Norway in a Changing Europe », *Scandinavian Studies*, vol.4, n° 4, 1992, p.582-593.
66. WIDFELDT, Anders, « Sweden and the European Union: implications for the Swedish party system », dans Lee Miles, *European Community and the Nordic Countries*, Florence, USA, Routledge, 1996, p.99-114.
67. WOLCZUK, Katarzyna, « Conclusion: Identities, Regions and Europe », *Regional & Federal Studies*, vol.12, n° 2, 2002, p.203-213.
68. ZOLKOS, Magdalena, « An Ambivalent Denmark Faces Europe: On Danish Nationalism and Denmark's Participation in the European Integration Project », dans Ireneusz Pawel Karolewski et Andrzej Marcin Suszycki, *Nationalism and European Integration: The Need for New Theoretical and Empirical Insights*, London, Continuum, 2007, p.134-151.

Sondages utilisés:

1. Eurobaromètres : Rapport 43 à 71, Commission européenne, Bruxelles, 1995 à 2009.
2. European Social Survey : Rapport 1 à 4, 2002, 2004, 2006, 2008.
3. European Values Study : Rapport 1999/2000 et 2008.
4. International Social Survey Programme: National Identity I, Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung, Köln, 1995.
5. International Social Survey Programme: National Identity II, Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung, Köln, 2003.
6. World Values Survey, Values Survey Databank, 1996, 1999, 2008.
www.worldvaluessurvey.org.